

# Alternatives Economiques

# QUEL MONDE EN 2016 ?



**Tous les points chauds de la planète**  
**Les analyses des meilleurs spécialistes**  
**Les grands enjeux mondiaux**

**60 cartes & infographies, 116 pages**

BE/LUX 10.80 € ■ ALL/ESP/ITA/GR/PORT (CONT) 11.20 € ■ SUI 17.50 CHF ■ DOM/A 13.50 € ■ DOM/S 10.80 € ■ MAROC 110 MAD ■ ZONE CFA/A 9000 CFA ■ ZONE CFA/S 7500 CFA ■ CAN 16 \$CAN

(France métropolitaine)

M 05430 - 107H - F: 9,80 € - RD

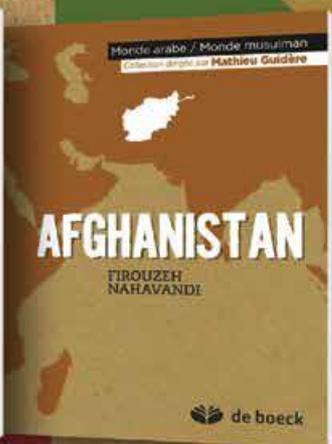
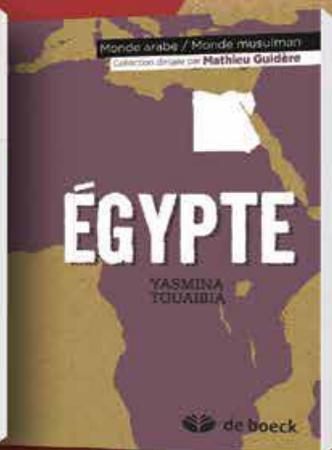
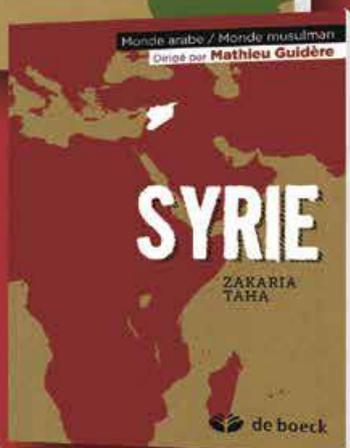
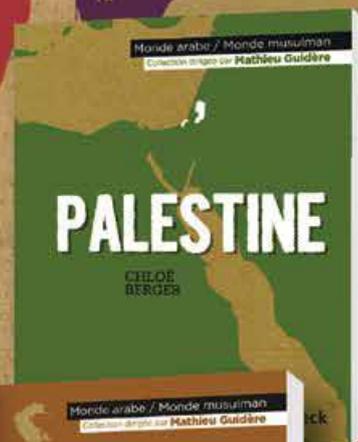
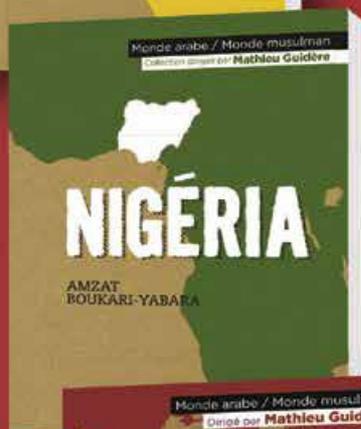
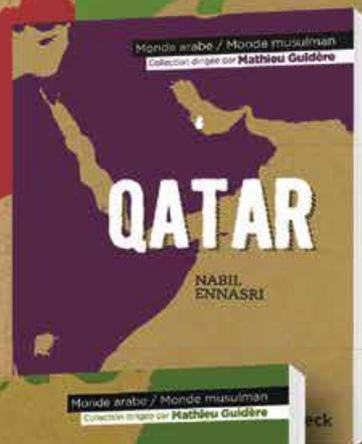
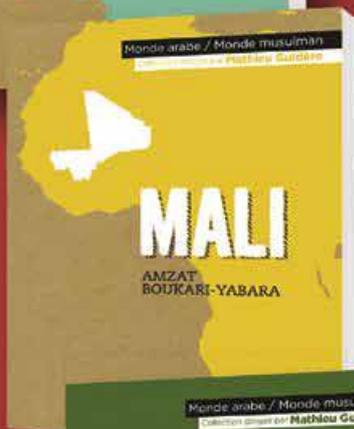
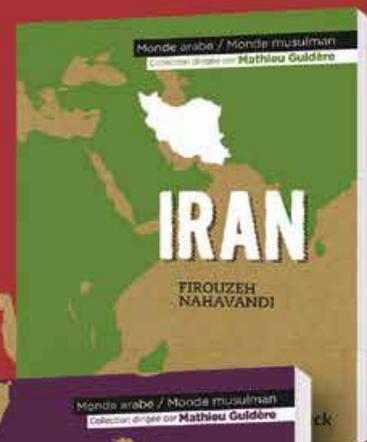
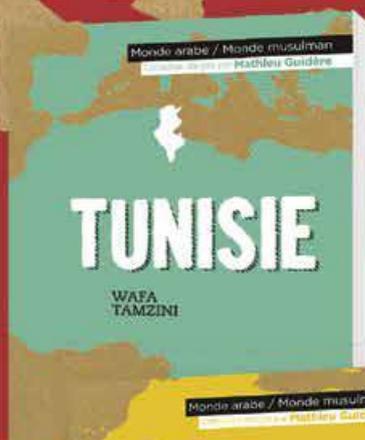


EN PARTENARIAT AVEC



# Collection dirigée par Mathieu Guidère

12 €



En librairie et sur [www.deboecksuperieur.fr](http://www.deboecksuperieur.fr)

 **de boeck**  
supérieur

**Fondateur :** Denis Clerc  
**Directrice des publications, présidente-directrice générale :** Camille Dorival  
**RÉDACTION :** 28 rue du Sentier 75002 Paris, tél. 01 44 88 28 90  
Courriel : [redaction@alternatives-economiques.fr](mailto:redaction@alternatives-economiques.fr)  
**Rédacteur en chef :** Guillaume Duval  
**Coordinateur de la rédaction :** Laurent Jeanneau  
**Rédacteur en chef de ce numéro :** Yann Mens  
**Secrétaire général de la rédaction :** Daniel Salles  
**Secrétariat de rédaction :** Martine Dortée, Nathalie Zemmour-Khorsî, Simon Vidal  
**Conception graphique :** Christophe Durand

**Maquette, infographies :** Stéphanie Harmelin, Jean-Pierre Crivelari, Jean-Pierre Magnier  
**Iconographie :** Isabelle Rouvillois  
**Couverture :** photo Lionel Bonaventure/AFP  
**Développement Web :** Romain Dortier  
**Directeur du développement :** David Belliard  
**Directrice commerciale :** Hélène Reithler  
**PUBLICITÉ :** L'autre régie 28, rue du Sentier 75002 Paris, tél. 01 44 88 28 90, [www.lautre-regie.fr](http://www.lautre-regie.fr) **L'Autre régie**  
**Directeur de régie :** Jérémie Martinet  
**Directeurs de clientèle :** Florian Makiza, Arnaud Julieno, Anne Pichonnet  
**RELATIONS CLIENTS :** 12, rue du Cap-Vert



21800 Quetigny tél. 03 80 48 10 25 - fax 03 80 48 10 34  
[abonnements@alternatives-economiques.fr](mailto:abonnements@alternatives-economiques.fr)  
**Relations clients :** Delphine Dorey (chef de service), Stéphanie Claudel (adjointe)  
**Directeur administratif et financier :** François Colas  
**Imprimerie :** Léonce Deprez (62620 Ruitz)  
**Inspection des ventes (dépositaires et diffuseurs) :** Destination média, tél. : 01 56 82 12 06  
En librairie : Volumen, 25 bd Romain Rolland, 75014 Paris tél. 01 41 48 80 79  
**Édité par** Scop-SA Alternatives Economiques  
RC 84 B 221 Dijon, Siret 330 394 479 00043  
Le capital est partagé principalement entre les salariés de la

Audience mesurée par **AUDIPRESSE**



Scop-SA, l'Association des lecteurs d'Alternatives Economiques et la Société civile des lecteurs d'Alternatives Economiques. CPPAP : 0319 D 84446 - Dépôt légal : à parution  
ISSN : 0247-3739 - ISBN : 2-35240-148-3  
Imprimé en France/Printed in France sur papier composé de fibres certifiées PEFC, avec le soutien financier de l'Association des lecteurs d'Alternatives Economiques. © Alternatives Economiques. Toute reproduction, même partielle, des textes, infographies et documents parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation préalable de l'éditeur, quel que soit le support de la reproduction. Toute copie destinée à un usage collectif doit avoir l'accord du Centre français du droit de copie (CFC) : 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. : 01 44 07 47 70, fax : 01 46 34 67 19.



<b>Éditorial</b> Un monde sans boussole PAR ALAIN DIECKHOFF	5
<b>C'ÉTAIT 2015</b>	6
<b>GÉOPOLITIQUE</b>	
<b>TERRORISME</b> La terreur jihadiste PAR YANN MENS	8
<b>Vies d'ailleurs</b> Afghanistan A l'école des mines	14
<b>Portrait</b> Bintou Bouaré, juriste féministe PAR DAVID BACHÉ	16
<b>Histoire</b> 1956 : débâcle coloniale sur le canal PAR YANN MENS	18
<b>UNE NOUVELLE GUERRE FROIDE ?</b> PAR M. TERLIKOWSKI, R. SAKWA ET G. GRESSEL	21
<b>Vies d'ailleurs</b> Etats-Unis Et les Américains pompaient	26
<b>Portrait</b> Laura Kovesi, l'incorruptible PAR JONAS MERCIER	28
<b>Définition</b> Conflit gelé PAR YANN MENS	30
<b>ECONOMIE NUMÉRIQUE</b> Les Gafa sont-ils incontrôlables ? PAR THOMAS LESTAVEL	32
<b>Vies d'ailleurs</b> Ghana Ces hommes sont des blondes	38
<b>Portrait</b> Chang Sung-Un, la reine soleil PAR FRÉDÉRIC OJARDIAS	40
<b>Histoire</b> Mao meurt plusieurs fois PAR JEAN-LUC DOMENACH	42
<b>DÉBAT</b> Faut-il ouvrir les frontières ? PAR SANDRINE MAZETIER, LIONEL RAGOT ET FRANÇOIS GEMENNE	44
<b>Vies d'ailleurs</b> Moldavie Famille, je vous paie	50
<b>Portrait</b> Sunita Narain, combats de rue PAR SÉBASTIEN FARCIS	52
<b>AMÉRIQUES</b>	
<b>Etats-Unis.</b> Obama n'a pas coulé le navire PAR MAYA KANDEL	56
<b>Bésil.</b> Dilma Rousseff aux abois PAR DOMINIQUE VIDAL	58
<b>INFOGRAPHIE</b> L'économie cubaine, quelle transition ?	60
<b>Equateur,</b> la révolution se fissure PAR ERICA GUEVARA	62
<b>Le Venezuela</b> à bout de souffle PAR EDUARDO RIOS	64
<b>AFRIQUE</b>	
<b>Nigeria.</b> Boko Haram plie, sans se rendre PAR MARC-ANTOINE PÉROUSE DE MONTCLOS	68
<b>République centrafricaine.</b> La tutelle ou le chaos PAR BENOÎT LALLAU	70
<b>INFOGRAPHIE</b> L'Afrique, terre de réfugiés et de déplacés	72
<b>RDC.</b> La tentation de Kabila PAR THIERRY VIRCOULON	74
<b>Soudan du Sud.</b> Malgré la paix, la guerre continue PAR JÉRÔME TUBIANA	76
<b>ASIE</b>	
<b>Asie du Sud-Est.</b> Fausses guerres de religion PAR DAVID CAMROUX	80
<b>Inde.</b> Le pouvoir Modi PAR CHRISTOPHE JAFFRELOT	82
<b>INFOGRAPHIE</b> Chine, la puissance militaire dans quels buts ?	84
<b>Corée du Nord.</b> Purges en haut, troc en bas PAR JUSTINE GUICHARD	86
<b>Taiwan.</b> Le continent n'est jamais loin PAR HÉLÈNE LE BAIL	88
<b>EUROPE</b>	
<b>Royaume-Uni.</b> Europe, fuyons ? PAR PAULINE SCHNAPPER	92
<b>Grèce.</b> L'échec tragique des élites PAR GEORGES PRÉVÉLAKIS	94
<b>INFOGRAPHIE</b> Des échanges transatlantiques intenses	96
<b>Ukraine.</b> Porochenko et les oligarques PAR SOPHIE LAMBROSCINI	98
<b>Espagne.</b> Fractures ouvertes PAR BARBARA LOYER ET NACIMA BARON	100
<b>MAGHREB/MOYEN-ORIENT</b>	
<b>Syrie.</b> Un chaos sans espoir ? PAR PHILIPPE DROZ-VINCENT	104
<b>Iran.</b> Hassan Rohani, le président funambule PAR AZADEH KIAN	106
<b>INFOGRAPHIE</b> Monarchies du Golfe : toujours poids lourds des hydrocarbures	108
<b>Tunisie.</b> Les changements, c'est maintenant ? PAR FLAVIEN BOURRAT	110
<b>Yémen.</b> Une guerre de sécession PAR LAURENT BONNEFOY	112
<b>Bibliographie</b>	114



© GREGOR DUNOX/REUTERS



© ANIS MESSING/AP PHOTO



© GETTY IMAGES



© CAMILLE LEPRICZ/REUTERS



© XINHUA/ZUMA/REA



© XINHUA/ZUMA/REA



Créateurs d'avenirs

# Vous avez tout pour réussir !

## INTÉGREZ UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE APRÈS LE BAC, À BAC+2 OU BAC+3/4



- Diplôme Bac+5 grade de Master
- Bachelors Bac+3
- Mastères Spécialisés
- MSc, MBA
- Alternance

ANGERS

PARIS

AIX-EN-PROVENCE

BORDEAUX

CHOLET

LYON

NANTES

TOULOUSE

**BUDAPEST**

**SHANGHAI**

### PORTES OUVERTES

Angers : 9 janvier et 27 février

Paris : 13 février

Autres campus : [www.essca.fr](http://www.essca.fr)



«Candidats ESSCA»

# UN MONDE SANS BOUSSOLE

Cinq ans après le déclenchement du « printemps » qui aurait dû, pour d'aucuns, convertir les pays arabes à la démocratie, le bilan est, hélas, tout sauf positif. Seule la Tunisie a réussi sa transition vers la démocratie, mais elle demeure fragilisée par des attentats que mènent des groupes jihadistes. Pour le reste, le tableau est affligeant. Dans les pays du Golfe comme en Algérie, un pesant immobilisme est de mise, tandis qu'en Egypte, la restauration autoritaire est en marche sous la houlette du maréchal al-Sissi, avec son lot d'arrestations et de condamnations expéditives. Quatre Etats (Irak, Syrie, Libye, Yémen) sont ravagés par la guerre, leurs populations martyrisées, leurs territoires contrôlés par diverses factions armées. Parmi ces groupes, le plus redoutable est aujourd'hui le mouvement de l'« Etat islamique », particulièrement actif aux confins de l'Irak et de la Syrie, mais qui dispose désormais de relais dans nombre de « marges » étatiques (Sinaï égyptien, Kabylie en Algérie, nord du Nigeria...). Redoutable, Daech l'est non seulement parce qu'il recourt à la terreur systématique, y compris en France comme l'attestent les terribles attentats de Paris, mais aussi parce que son projet d'édifier un Etat califal transnational revient à effacer complètement les frontières existantes.

Cette violence au sud et à l'est de la Méditerranée conduit à de vastes mouvements de population qui touchent désormais directement de plus en plus l'Europe elle-même avec le flux de réfugiés, majoritairement syriens, qui, d'abord cantonnés en Grèce, tentent de gagner l'Allemagne et d'autres pays d'Europe du Nord. Face à cette crise migratoire, l'Union européenne montre, une fois de plus, sa profonde division. Si l'Allemagne d'Angela Merkel a su faire preuve de générosité, la plupart des pays se contentent du service minimum, quand ils n'érigent pas des barrières à leurs frontières (Hongrie, Autriche...). Cette gestion à la petite semaine risque fort de renforcer les forces conservatrices qui, de la Pologne à la Hongrie en passant par le Royaume-Uni et la France, ont incontestablement le vent en poupe. Certes, cette dynamique est

partiellement contrebalancée par l'émergence d'une nouvelle gauche, avec Syriza en Grèce et Podemos en Espagne, mais elle semble bien incapable pour l'heure de véritablement offrir une alternative crédible sur le long terme.

Le système international est aujourd'hui marqué par un désordre profond. Le moment unipolaire des années 1990-2000, lorsque les Etats-Unis dominaient la scène internationale, a conduit à de coupables errements, comme la volonté démiurgique de remodeler le Moyen-Orient qui a énormément déstabilisé la région. Mais le moment apolaire contemporain est tout autant lourd de dangers, car il entretient

une anarchie déstabilisatrice conduisant à des interventions tous azimuts, sans stratégie d'ensemble, comme on le voit en Syrie et au Yémen. Il serait grand temps d'organiser une multipolarité dynamique - incluant de grands Etats émergents -, tout en redonnant du souffle au multilatéralisme. Vaste programme, à l'évidence, qui ne verra pas le jour très vite. A cet égard, la nomination du prochain secrétaire général de l'ONU en 2017 sera une indication intéressante de la direction dans laquelle les puissances, grandes et moyennes, entendent conduire le monde : vers une coopération renforcée ou vers une concertation purement symbolique. ✕

**Daesh est redoutable par son recours à la terreur, mais aussi par l'effacement des frontières qu'implique son projet califal**



+ ALAIN DIECKHOFF  
directeur du Céri-Sciences Po Paris



© PETER DEONIG/AP/SPA

## [JANVIER 2015/ TERRORISME]

Après trois jours d'effusion de sang à Paris et Vincennes, des millions de personnes se réunissent lors d'une marche place de la République, le 11 janvier, pour honorer 17 victimes, dont les journalistes et dessinateurs de Charlie Hebdo. Des dirigeants du monde entier sont présents dans le cortège.



© BEN CURTIS/AP/SPA

## [MARS 2015/NIGERIA]

Ancien général pustchiste dans les années 80, Muhammadu Buhari remporte à la loyale l'élection présidentielle face au sortant Goodluck Jonathan les 28 et 29 mars. Les Nigériens comptent sur ce militaire nordiste pour venir à bout de Boko Haram (lire p. 68) qui multiplie les violences dans les régions septentrionales.



© JEROME DELVA/AP/SPA

## [AVRIL 2015/BURUNDI]

Alors que le président Nkurunziza est en Tanzanie pour un sommet consacré à la crise politique dans son pays, des officiers tentent de le destituer afin de l'empêcher de se présenter à un troisième mandat en violation de la Constitution. Mais le coup échoue et les mutins sont traduits devant la justice le 16 mai.



© MOHAMMED HAMOUD/2015 AMDOU/AGENCY

## [FÉVRIER 2015/YÉMEN]

Le 2 février, à l'issue de conquêtes militaires, le mouvement houthiste, issu de la minorité chiïte, dissout le Parlement yéménite. Le 25 mars, le chef de l'Etat, Abd Rabo Mansour Hadi, élu en 2012, se réfugie en Arabie Saoudite. Qui lance aussitôt ses avions contre les houthistes pour le ramener au pouvoir (cf. p.112).



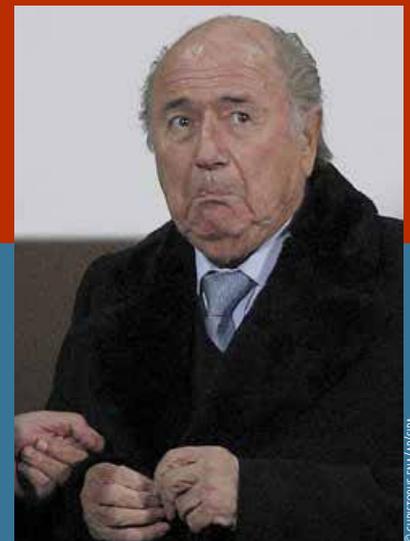
© NAVEESH GUPTA/ARABIA/REUTERS

## [AVRIL 2015/NÉPAL]

Le 25 avril, un séisme d'une magnitude de 7,8 frappe le Népal, faisant plus de 8000 victimes. A 13 kilomètres de Katmandou, à Bhaktapur, la population s'organise et fouille les décombres à la recherche de survivants. C'est le séisme le plus meurtrier dans la région depuis 1934.

## [JUIN 2015/ FOOTBALL]

Le président de la FIFA Sepp Blatter peut faire la grimace. Un gigantesque scandale de corruption agite l'instance suprême du football. Il concerne l'attribution des coupes du monde de 2018 et 2022. Le 3 juin, après avoir été réélu, Blatter annonce son départ. Le 25 septembre, une enquête pénale est ouverte contre lui.



© CHRISTOPHE BUNY/AP/SPA



## [JUILLET 2015/ CUBA]

Le ministre des affaires étrangères cubain Bruno Eduardo Rodriguez Parilla et le secrétaire d'Etat américain John Kerry tiennent une conférence le 20 juillet à Washington, rétablissant ainsi les relations diplomatiques entre les anciens ennemis de la guerre froide.



## [AOÛT 2015/CHINE]

Prise le 14 août, cette photo montre les sauveteurs à l'oeuvre deux jours après l'explosion gigantesque d'un entrepôt de stockage de produits chimiques qui a secoué Tianjin, un des ports les plus importants du monde. La corruption des élus locaux est pointée du doigt.



## [SEPTEMBRE 2015/SLOVÉNIE]

Des policiers slovènes escortent près de 1000 migrants depuis la frontière croate. Le 22 octobre, plus de 12 600 migrants sont arrivés sur le sol slovène. Un afflux record qui dépasse même les arrivées en Hongrie, l'un des pays les plus touchés par la crise migratoire.

## [JANVIER 2015/ RUSSIE]

Le 20 octobre, Vladimir Poutine accueille son homologue syrien Bachar al-Assad à Moscou. C'est la première visite d'Assad à l'étranger depuis le début de la guerre en Syrie. Pas avare de compliment, il estime que le soutien russe à aidé à "endiguer le terrorisme" en Syrie. Terrorisme dont ils ont une définition très large.



## [NOVEMBRE 2015/ATTENTATS]

Lors de plusieurs attentats simultanés, 132 personnes sont tuées à Paris. Il s'agit des attaques les plus meurtrières sur le sol français depuis la Seconde Guerre Mondiale. C'est la première fois que des kamikazes agissent sur le territoire français. L'état d'urgence est décrété pour trois mois.

## [DÉCEMBRE 2015/CLIMAT]

La Cop 21 à Paris est organisée pour trouver un accord qui permette de limiter le réchauffement climatique. L'Afrique est au coeur des débats concernant les énergies renouvelables et l'accès à l'électricité.



# LA TERREUR JIHADISTE

En semant la mort en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, l'Etat islamique rappelle qu'il souhaite établir un califat mondial. Face à la menace, la communauté internationale apparaît désemparée.



Drapeaux noirs en étendard et armes à la main, des combattants islamistes défilent dans les rues de Raqqa, au Nord de la Syrie, le 30 juin 2014, célébrant le « califat » de l'Etat islamique.

+ YANN MENS

**J**anvier 2015, novembre 2015 : en moins d'un an, la France est frappée deux fois par des groupes jihadistes. Les frères Kouachi, responsables de la tuerie de *Charlie Hebdo*, se réclament d'une branche d'Al-Qaïda. Amedy Coulibaly, l'assassin de l'Hyper Cacher, et les commandos responsables des massacres du 13 novembre se revendiquent de l'Etat islamique (EI), qui félicite le premier et reconnaît les seconds comme ses soldats. La veille de ces massacres, c'est un quartier chiite de Beyrouth qui était frappé par

l'EI, lequel s'était vanté fin octobre d'avoir fait exploser un avion de ligne russe au-dessus du Sinaï égyptien. Une semaine après l'horreur du Bataclan, c'était de nouveau un groupe proche d'Al-Qaïda qui revendiquait l'attaque d'un grand hôtel de Bamako.

## PAS D'ATTAQUES AU SOL EN VUE

Et l'on ne compte plus les attentats-suicides commis au Nigeria, au Cameroun, au Niger par l'ex-Boko Haram, désormais rallié à l'EI. Face à un tel déferlement, les Etats les plus puissants apparaissent mal armés politiquement et militairement. Car les souvenirs

des longues guerres afghane et irakienne, de leurs revers et de leurs échecs, sont encore frais. Les pays occidentaux lancent donc leurs avions contre la base territoriale de l'EI au Moyen-Orient, mais aucun dirigeant américain ou européen ne paraît prêt à en découdre au sol. Barack Obama l'a dit aux lendemains des attentats de novembre : « *Si l'armée américaine marchait sur Mossoul, Raqqa ou encore Ramadi, elle pourrait en chasser temporairement le groupe Etat islamique, mais cela conduirait à reproduire ce qui s'est déroulé par le passé.* » Les pays occidentaux, à commencer par

**Les pays occidentaux sont dépendants de leurs alliés régionaux et locaux**

Protéiforme, la menace jihadiste voit, depuis 2014, se développer en son sein une concurrence pour le leadership mondial.

## DAECH CONTRE AL-QAÏDA

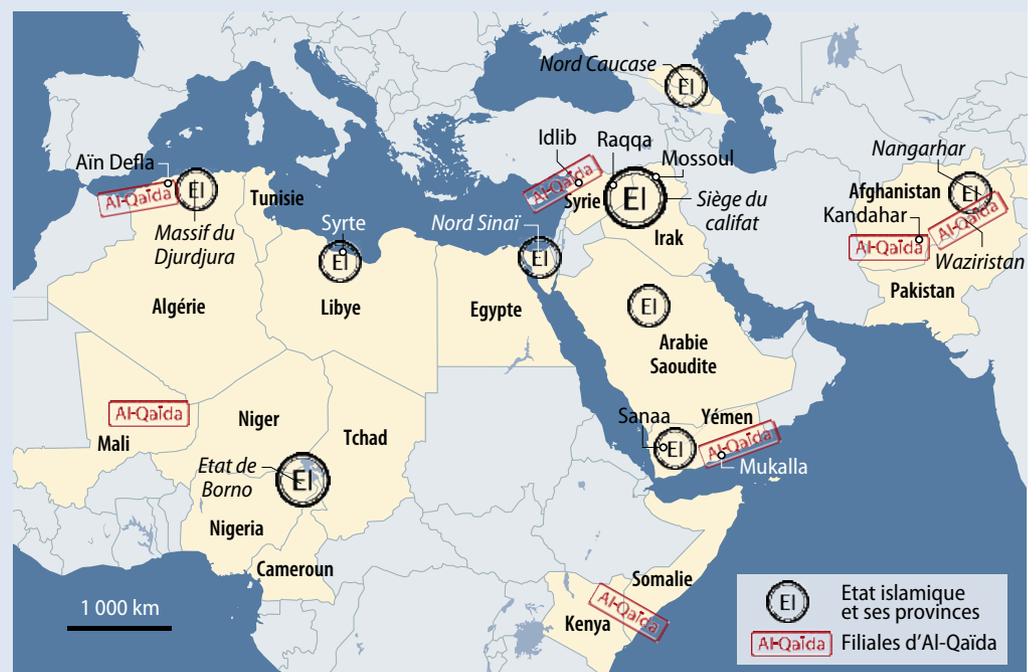
**L**e fils rebelle a le vent en poupe. Ancienne branche d'Al-Qaïda en Irak, l'Etat islamique (Daech, selon son acronyme arabe) a rompu début 2014 avec la maison mère, dont le chef Ayman al-Zawahiri, successeur d'Oussama Ben Laden, est basé à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. En même temps qu'il coupait ces liens, l'Etat islamique prenait progressivement le contrôle d'un vaste territoire à cheval entre la Syrie et l'Irak (voir page 10). Ce succès spectaculaire et la terreur que l'EI inspire en Occident lui ont attiré le ralliement de nombreux groupes, de taille inégale, au Moyen-Orient (Egypte), mais aussi au Maghreb (Libye, Algérie), en

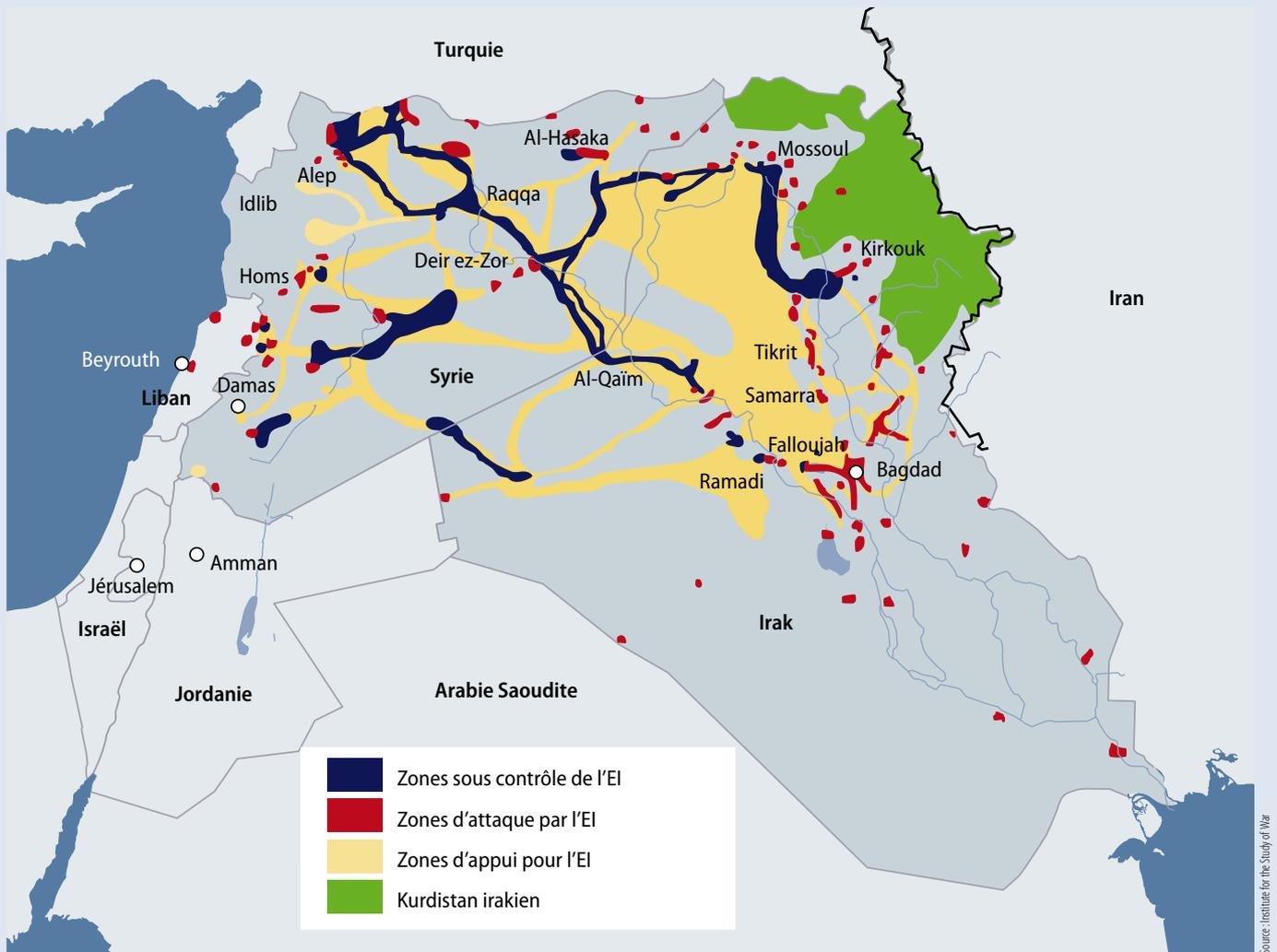
Afrique de l'Ouest (Nigeria), en Asie du Sud (Afghanistan, Pakistan) et dans le Caucase du Nord. Lorsque le dirigeant suprême de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, accepte un ralliement, le territoire concerné est érigé au statut de wilayat (province) du califat. En regard, Al-Qaïda, même si elle conserve des filiales en Syrie, dans la péninsule arabique (Yémen), en Somalie, au Maghreb et en Afrique de l'Ouest, apparaît sur le recul à de potentielles recrues. Et une partie de ses propres combattants sont tentés par le ralliement au rival qui monte. ✕

**Le succès de l'EI et la terreur qu'il inspire en Occident attirent de nombreux groupes, du Moyen-Orient jusqu'au Caucase du Nord**



la France, sont donc dépendants de leurs alliés, régionaux et locaux, seuls capables de s'attaquer aux causes politiques sur lesquelles les jihadistes ont prospéré. Las, ces alliés ont souvent de tout autres priorités que de chasser l'EI dans lequel ils voient un mal temporaire tandis que leur adversaire principal (l'Iran pour l'Arabie Saoudite, les Kurdes pour la Turquie, tout opposant pour Bachar el-Assad, la minorité sunnite pour les partis chiites d'Irak...) n'est pas appelé à disparaître. De ces divergences d'intérêt, les jihadistes peuvent tirer tout le profit. ✕





Source : Institute for the Study of War

Daech consolide ses positions et défend son territoire. Pour le contrer, les Occidentaux peinent à trouver une réponse commune.

## LE FIEF DE L'ÉTAT ISLAMIQUE

**D**epuis juin 2014, l'Etat islamique contrôle de vastes zones à l'est de la Syrie et au nord-ouest de l'Irak, qui comptent plusieurs agglomérations importantes (Mossoul, Raqqa...). Cette assise territoriale dans des régions à majorité sunnite est un

atout indéniable pour le groupe jihadiste, car elle lui procure des ressources considérables à travers l'exploitation de gisements pétroliers et surtout les nombreuses ponctions (taxes, confiscations...) effectuées sur les millions d'habitants

qui y vivent. C'est aussi un défi pour l'EI. D'une part, parce qu'il lui faut administrer ces régions et qu'en dépit de son joug brutal, la population locale pourrait à terme se soulever contre lui si les conditions de vie s'y dégradent.

### DES PRIORITÉS DIFFÉRENTES

D'autre part, parce qu'il doit défendre ce territoire contre des armées conventionnelles a priori plus puissantes. Jusqu'à présent cependant, les bombardements de la coalition emmenée par les Etats-Unis depuis l'été 2014 n'ont pas empêché l'EI de faire de nouvelles conquêtes,

telle Palmyre en Syrie. Quant à la Russie, elle paraît surtout préoccupée de frapper les groupes rebelles qui menacent son allié, Bachar el-Assad, à l'ouest de la Syrie. Des groupes qui affrontent aussi l'EI. Côté irakien, deux forces surtout s'opposent au groupe jihadiste au sol : les combattants kurdes soucieux avant tout, comme leurs cousins de Syrie, de sécuriser la région où ils sont majoritaires, et les milices chiites, encadrées par l'Iran, qui commettent régulièrement des exactions dans les zones sunnites lorsqu'elles mènent des offensives contre l'EI. ✕

**Les frappes de la coalition n'ont pas empêché l'EI de faire de nouvelles conquêtes, telle Palmyre, en Syrie**

Si l'horreur des attentats de Paris montre la radicalisation de citoyens européens, le gros du personnel de l'EI provient du Moyen-Orient et du Maghreb.

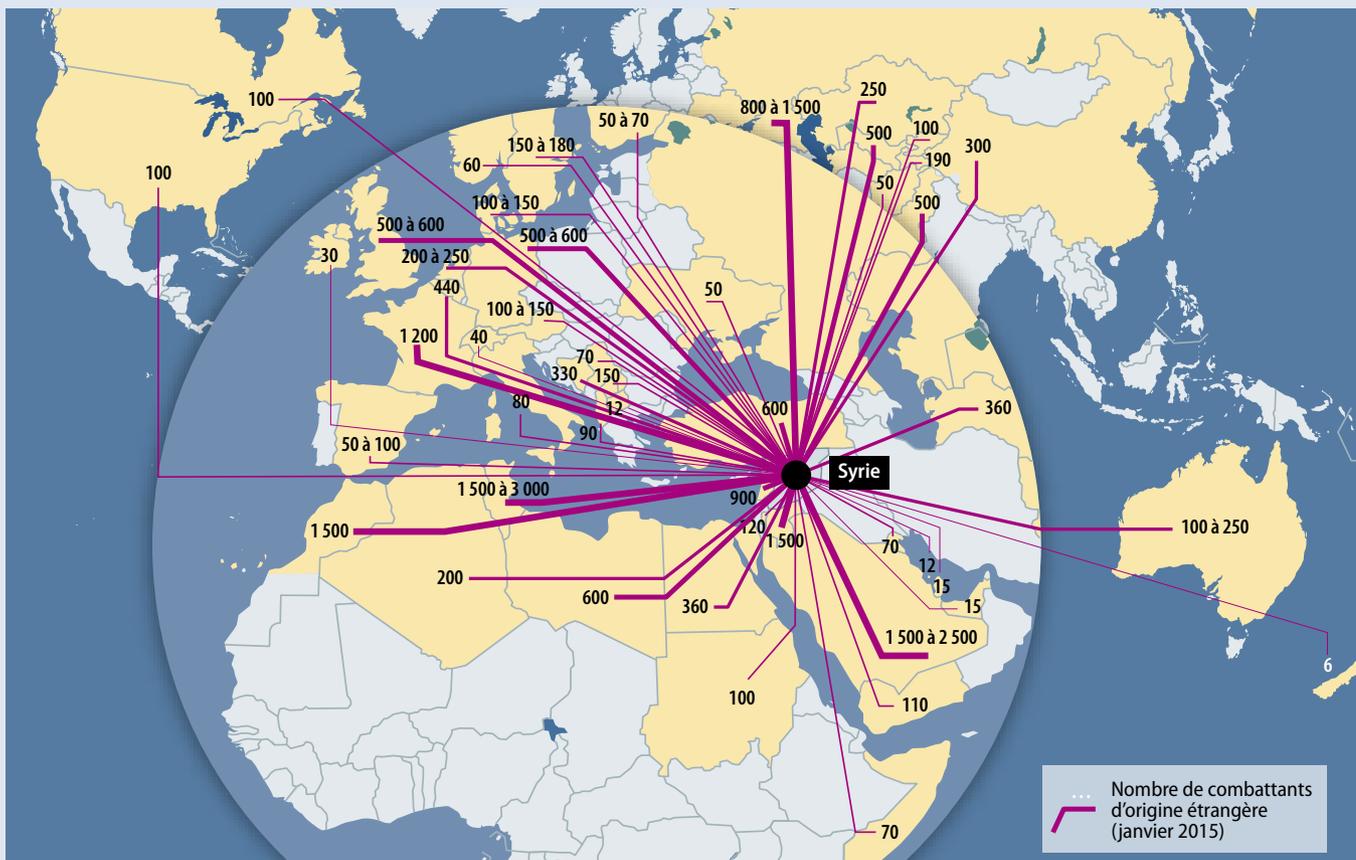
## D'OÙ VIENNENT LES COMBATTANTS ÉTRANGERS ?

**S**i dans le passé, des groupes jihadistes ont attiré des combattants étrangers, à l'instar d'Al-Qaïda en Afghanistan dans les années 1980-1990, la réussite de l'Etat islamique et d'autres groupes radicaux du Proche-Orient (Jabhat al-Nosra en Syrie) paraît sans égale en la matière. Depuis 2011, entre 20 000 et 30 000 recrues étrangères à la Syrie et l'Irak auraient rejoint des factions se battant dans cette région. Contrairement à ce que les attentats commis en France au nom de l'EI peuvent laisser penser, la majorité de ces combattants étrangers ne sont

pas originaires d'Europe, estime l'ICSR, mais viennent surtout du Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Jordanie, Liban, Egypte...) et du Maghreb. Certains pays, à l'instar de la Tunisie, ont même un contingent de recrues disproportionné par rapport à leur taille, ce qui peut sans doute s'expliquer par l'ancienneté des réseaux jihadistes et par le grand nombre de jeunes sans perspective dans ces zones. D'autres régions, tel le Caucase du Nord où des groupes jihadistes locaux s'opposent à la domination russe, sont également d'importants fournisseurs de troupes à l'EI. De

même que l'Ouzbékistan, dont des combattants sont présents de longue date en Afghanistan. En Europe, c'est la France qui en valeur absolue a le plus fort contingent de jihadistes se battant en Syrie et en Irak, devant l'Allemagne et le Royaume-Uni. Mais rapporté au nombre d'habitants, c'est la Belgique, dont sont issus plusieurs membres des commandos ayant frappé Paris le 13 novembre, qui est la plus touchée, suivie par le Danemark. ✕

**Depuis 2011, entre 20 000 et 30 000 recrues étrangères à la Syrie et l'Irak auraient rejoint des factions se battant dans la région**



Le groupe nigérian Boko Haram s'est placé sous la tutelle de Daech, offrant à ce dernier une influence grandissante sur le continent.

# L'EI S'ÉTEND VERS L'AFRIQUE

**L**e continent africain n'est pas une terre d'implantation récente pour les mouvements jihadistes. Deux groupes, affiliés à Al-Qaïda, y ont même conquis des territoires importants avant d'être contraints d'en céder l'essentiel devant des offensives militaires: Al-Shabab

dans le sud de la Somalie entre 2009 et 2012 combattu par l'armée kenyane; Al-Qaïda au Maghreb Islamique et ses alliés au nord du Mali en 2012-2013 contraints par les troupes françaises et tchadiennes

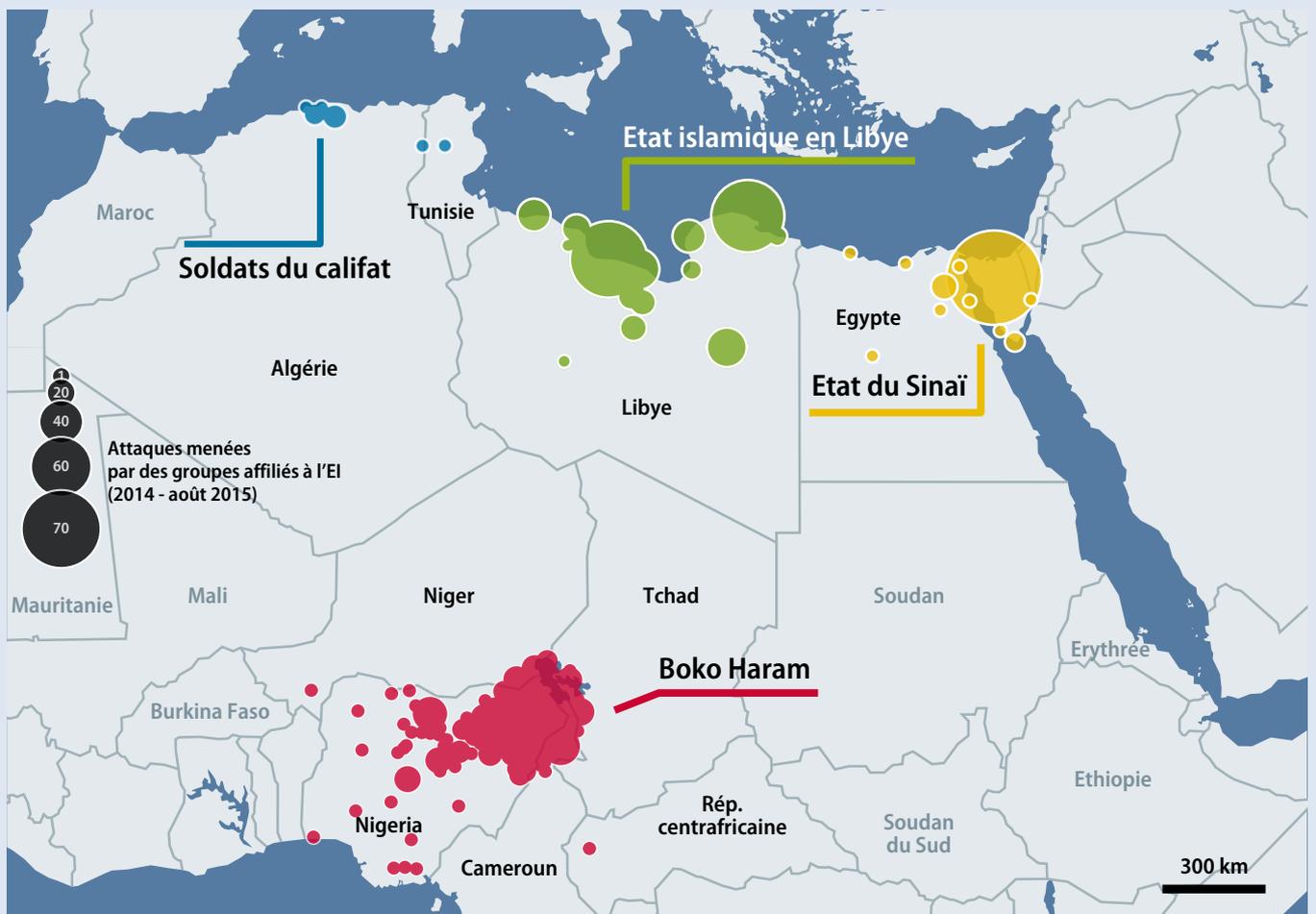
de fuir les villes de Tombouctou, Gao et Kidal. Ces groupes se sont repliés depuis lors sur la guérilla et le terrorisme, quitte à étendre leurs actions à de nouveaux territoires.

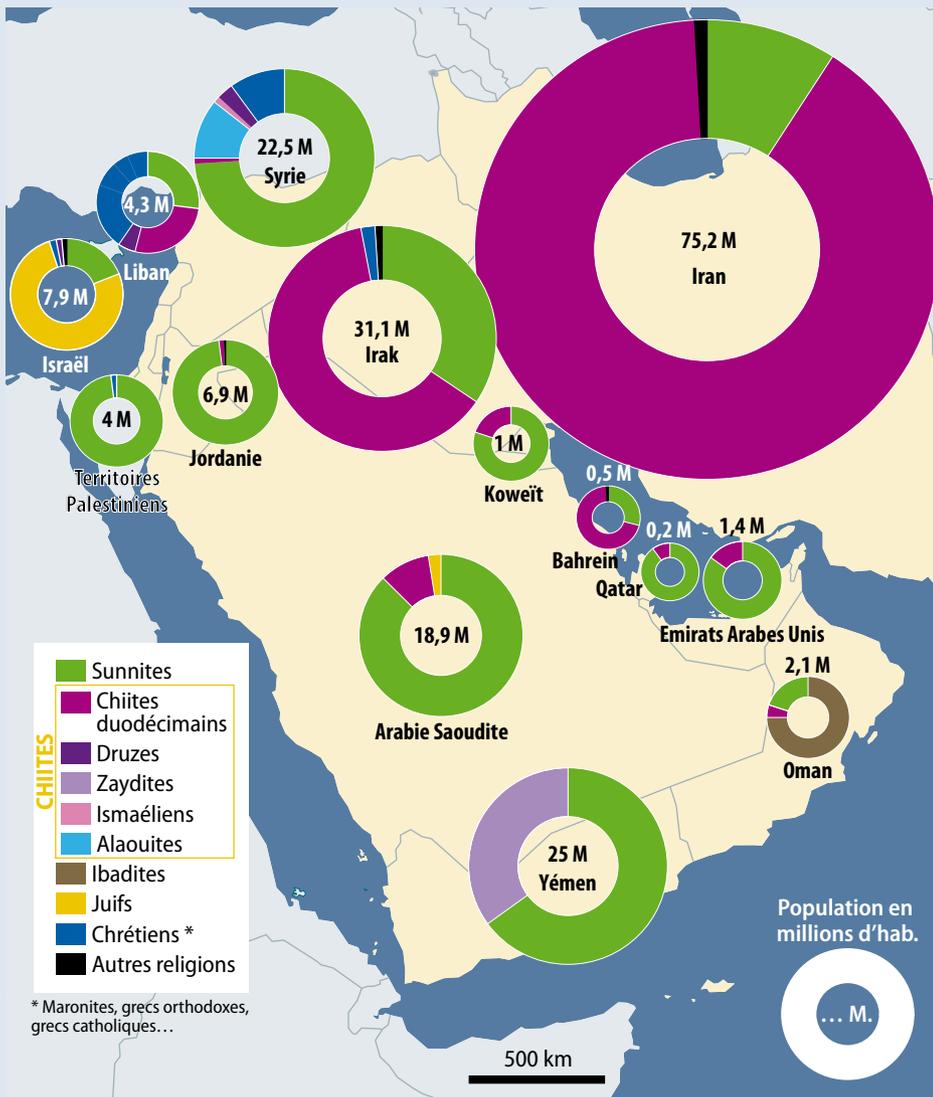
## LA LIBYE HORS DE CONTRÔLE ?

Aujourd'hui, c'est au tour de l'Etat islamique (EI) d'accroître son influence sur le continent. En mars 2015, le groupe Boko Haram, implanté au nord-est du Nigeria, lui a fait allégeance, prenant le nom d'Etat islamique en Afrique de l'Ouest. Si ce groupe ultraviolent, qui connaît d'importantes divisions (lire

pages 68-69), a subi des revers sur son territoire originel face à l'armée nigérienne, il a en revanche largement accru ses actions, et notamment ses attentats-suicides, dans les pays environnants (Cameroun, Tchad, Niger) qui collaborent difficilement avec Lagos pour le réduire. Au nord du continent, l'EI a surtout pris pied en Libye, et notamment dans la ville de Syrte dont il a fait son bastion après avoir été chassé de celle de Derna par d'autres factions jihadistes. Son implantation dans un pays riverain de la Méditerranée est une menace potentielle pour l'Europe proche. ✘

**L'implantation de l'EI dans un pays riverain de la Méditerranée est une menace potentielle pour l'Europe proche**





**En Irak, l'EI a profité de la colère des populations sunnites pour s'allier à d'autres factions alors que l'armée nationale battait en retraite**

Symétriquement, les Arabes sunnites (environ 20 % de la population du pays) perdaient leur ascendant sur le pouvoir à Bagdad. Surtout, après le retrait américain fin 2011, le gouvernement irakien, alors dirigé par Nouri al-Maliki, s'est livré à des violences systématiques contre les régions à majorité arabe sunnite du nord-ouest du pays. L'EI, successeur d'Al-Qaïda en Irak, a profité de la colère de ces populations pour s'allier à d'autres factions (anciens partisans de Saddam Hussein, salafistes, leaders tribaux...) et s'emparer d'un vaste territoire alors que l'armée nationale battait en retraite face à ses troupes (voir page 10). Puis il a tenté de progresser vers le sud, et notamment vers Bagdad, mais il s'est rapidement heurté à la résistance de milices dans ces régions à majorité chiite.

#### EXACERBER LES TENSIONS

Ces groupes armés, encadrés par l'Iran et largement autonomes par rapport au gouvernement irakien, sont aujourd'hui son principal rival militaire dans le pays. L'EI s'est également livré à de spectaculaires attentats contre d'autres communautés chiites de la région au Koweït, en Arabie Saoudite, au Yémen, au Liban... Son but est d'exacerber les tensions entre les deux communautés, notamment dans la région du Golfe, où même quand elles sont minoritaires, des communautés chiites sont installées dans des régions stratégiques. A l'instar des zones pétrolières de l'est de l'Arabie Saoudite. ✘

L'Occident n'a pas l'exclusivité des intentions mortifères de l'EI. Les musulmans chiites sont plus encore victimes de ses exactions.

## LA CIBLE CHIITE

**A** lors que la direction historique d'Al-Qaïda, incarnée par Oussama Ben Laden, ciblait en priorité l'ennemi lointain, c'est-à-dire la superpuissance américaine, sa branche implantée en Irak après le renversement de Saddam Hussein en 2003 et durant l'occupation du pays par les Etats-Unis visait tout autant les chiites. En effet, cette branche minoritaire de l'islam (10 à 15 % des musulmans), considérée

comme hérétique par les jihadistes, est majoritaire dans quelques pays du Moyen-Orient. Dont l'Irak (environ 60 % de la population) et l'Iran voisin (90 % de la population). A la faveur du renversement de Saddam Hussein, lui-même arabe sunnite, des partis arabes chiites sont sortis vainqueurs des élections. Certains d'entre eux étant de longue date liés à l'Iran, l'influence de ce dernier n'a cessé de croître depuis lors en Irak.

# À L'ÉCOLE DES MINES

Ils sont bien sages, ces petits Kabouliens. Ce que raconte Saidu Samira Rahim doit être passionnant. Plus encore que la grammaire, l'orthographe ou l'histoire de l'Afghanistan. Un cours de science naturelle, peut-être ? Ne seraient-ce pas de grands arbres, à gauche du tableau ? Ou une leçon de calcul, car le doigt de l'institutrice semble désigner un gâteau à diviser en parts égales ? Non. En classe de mines, les petits Afghans apprennent à se méfier. A ne pas gambader au hasard des montagnes toutes proches de la capitale. A regarder où ils mettent le pied pour ne pas le voir s'envoler. A ne pas ramasser la jolie boîte jaune qui traîne par terre et vous défigure en un éclair. Depuis 1979, date de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, les troupes guerrières qui se sont succédé au fil de multiples conflits ont truffé le pays de centaines de milliers de mines et laissé derrière elles des myriades de munitions non explosées. Alors, des démineurs s'affairent, parmi lesquels ceux de l'association OMAR (Organisation for Mine Clearance & Afghan Rehabilitation) dont le photographe Christian Lamontagne a suivi le travail. Pour l'équivalent de trois cents euros par mois, moitié plus que le salaire d'une institutrice, ces hommes risquent leur peau, dégagant parfois un simple chemin au milieu d'un champ de mines trop vaste, afin que les paysans puissent accéder à leurs cultures. L'association a aussi créé un musée très utile pour ceux qui ont raté l'école des mines. Mais un peu déprimant sur l'espèce humaine, tant il dévoile l'ingéniosité de ceux qui ont conçu 50 engins de mort différents et les ont parfois travestis en objets quotidiens, bien tentants pour les enfants. Des stylos, par exemple. Tout pareils à ceux que Saidu Samira Rahim distribue pour la dictée. ✕



© CHRISTIAN LAMONTAGNE/COSMOS





© DAVID BACHÉ

## BINTOU BOUARÉ

# JURISTE FÉMINISTE

**L**es femmes n'ont pas le pouvoir de prendre les décisions qui les concernent. » Venir à bout de ce travers de la société malienne, c'est le combat de Bintou Bouaré, présidente de l'ONG Wildaf-Mali (réseau panafricain d'associations de défense des droits des femmes). A la question que l'on ne pose pas à une femme, même lorsqu'elle revendique l'égalité des sexes, Bintou Bouaré répond en souriant qu'elle est « née avec l'indépendance du Mali », il y a cinquante-cinq ans donc. Adversaire acharnée de l'excision – 85 % des Maliennes ont subi une telle mutilation –, elle hausse le ton pour dénoncer cette société qui « façonne les femmes sans se soucier de ce qu'elles veulent » et où « l'influence des religieux empêche [leurs droits, ndlr] de progresser ». Comme en 2009, lorsque la réforme du Code de la famille, censée réduire les discriminations faites aux femmes, aboutit finalement à leur aggravation parce que, devant les manifestations organisées

par les associations religieuses du pays, les autorités font machine arrière. « En réalité, les citoyens qui ont protesté ne connaissaient pas le contenu du texte, plaide cette juriste de formation. Ils ont obéi au mot d'ordre du Haut conseil islamique. » Résultat, les femmes peuvent être mariées dès 16 ans (contre 18 ans auparavant), doivent « obéissance » à leur mari et sont pénalisées au moment de la succession. Aujourd'hui encore, un texte instaurant des quotas de femmes dans les institutions de la République, approuvé en Conseil des ministres, est bloqué à l'Assemblée par la pression des associations islamiques. « Les autorités manquent de courage », déplore Bintou Bouaré.

Son engagement, Bintou Bouaré le doit en partie à sa mère : « Elle voulait devenir sage-femme et devait partir étudier à Dakar. Mais ses parents l'en ont empêché pour qu'elle reste se marier. » S'ajoute le récit des « péripéties » traversées par les autres

femmes de la famille, sur plusieurs générations. « Cela m'a ouvert l'esprit, encore enfant, sur la situation des femmes dans notre société. » Quelques années plus tard, Bintou Bouaré s'initie au militantisme lors des mouvements étudiants des années 1980, contre le régime autoritaire du général Moussa Traoré. « J'étais dans le comité de mon lycée, se souvient-elle, nous étions mains nues face à des hommes armés. » Certains leaders sont assassinés, le mouvement finit par s'éteindre, mais Bintou Bouaré a fait ses armes : « C'est là que j'ai appris le sens de l'organisation et de la revendication. »

### MONOGAMIE NON NÉGOCIABLE

Après le bac, Bintou Bouaré passe six années à la faculté de droit international de Kiev. A l'époque, le Mali de Moussa Traoré et son parti unique envoient plus facilement les étudiants à Cuba et en URSS qu'à Harvard. C'est d'ailleurs à Kiev que Bintou Bouaré rencontre son mari, lui aussi malien. « Nous nous sommes mariés sous le régime monogame, précise-t-elle. Dans un pays où si les époux choisissent le régime polygame, l'homme peut épouser quatre femmes, c'était non négociable! » Lorsque la jeune diplômée rentre au pays, elle enseigne le droit : « Je me suis engagée dans l'Association des juristes maliennes, pour porter leurs droits à la connaissance des femmes et particulièrement des femmes rurales. » Cet engagement devient un travail à plein-temps en 2007, lorsque Bintou Bouaré devient chargée de programme pour l'ONG Wildaf-Mali, dont elle est élue présidente en 2012. Aujourd'hui, Bintou Bouaré travaille notamment à la constitution de preuves dans le cadre d'une plainte collective déposée au nom d'une centaine de femmes, victimes de violences sexuelles pendant l'occupation du nord du Mali par des groupes jihadistes, en 2012. Une carrière politique ? Bintou Bouaré écarte l'idée... pour le moment. Mais si un jour elle devait accepter « des responsabilités plus élevées », ce serait uniquement « au sein d'organisations faisant la promotion des droits des femmes ». ✘ DAVID BACHÉ (à Bamako)

**EN DATES** 

**1960** Naissance.

**2007** Rejoint l'ONG Wildaf-Mali.

**2012** Elue présidente de l'ONG Wildaf-Mali.

# ILERI

L'ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES  
A PARIS DEPUIS 1948



**SOIRÉE PORTES OUVERTES**  
> Vendredi 5 février

**CONCOURS D'ENTRÉE 2016**  
> Jeudis 21 janvier et 17 mars

## LE MONDE PREND UNE AUTRE DIMENSION

*"Nos étudiants veulent comprendre le monde pour s'engager et le changer"*

Antoine SFEIR - Président de L'ILERI

### UN PARCOURS D'EXCELLENCE À L'INTERNATIONAL

- Bachelor en Relations internationales (en 3 ans)
- Master en Relations internationales (en 2 ans),  
Semestre optionnel dans une université partenaire à l'étranger
  - M2 mention Études internationales et européennes,  
spécialité sécurité internationale et défense  
*En partenariat avec l'Université Pierre Mendès France - Grenoble II, diplôme d'État*
  - M2 en Intelligence Économique,  
spécialité management de l'information stratégique  
*En partenariat avec l'IAE de Poitiers, diplôme d'État.*
- Cours du soir et école d'été : séminaires de formation d'adultes  
(professionnels, étudiants, seniors) afin de mieux comprendre l'actualité géopolitique

### UNE FORMATION UNIQUE, DES DÉBOUCHÉS MULTIPLES

Organisations internationales, ministères, diplomatie, institutions européennes, ONG, entreprises internationales, secteur de la défense, cabinets conseil, journalisme, collectivités locales et territoriales...

*ILERI Paris, l'école référente  
des relations internationales depuis 1948*



[www.ileri.fr](http://www.ileri.fr)

7 - 11 Avenue des Chasseurs  
75017 Paris - FRANCE  
+33 (0)1 40 53 00 44



En juillet 1956, l'Égypte nationalise la Compagnie du canal de Suez. Un coup de force qui assure un triomphe politique au raïs et entérine la perte de l'influence de la France et de la Grande-Bretagne.

# 1956 : DÉBÂCLE COLONIALE SUR LE CANAL



© REYNOLDFRANCE

**A**u milieu de son discours, Gamal Abdel Nasser rit de bon cœur. Et son hilarité est retransmise dans les pays alentour par La voix des Arabes, la radio qu'il a créée. Le raïs (président) égyptien voit d'ici la tête d'Anthony Eden, le Premier Ministre britannique. Et celle du Français Guy Mollet, le président du Conseil (chef du gouvernement sous la IV<sup>e</sup> République). Pourtant, le sujet de son discours du 26 juillet 1956 n'a rien de folichon. Le colonel Nasser, membre du groupe des Officiers libres qui a déposé le roi Farouk et pris le pouvoir quatre ans plus tôt, annonce à la foule égyptienne en liesse qu'il nationalise la Compagnie universelle du canal maritime

Les troupes anglaises et françaises s'arrêteront au sud de Port-Saïd, le 6 novembre 1956.

de Suez, fondée au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle par le Français Ferdinand de Lesseps pour exploiter la longue voie d'eau qui relie la mer Rouge à la Méditerranée. Le siège de la Compagnie est à Paris, mais la majorité de ses parts est britannique. En vertu d'un traité de 1954, Londres vient juste d'évacuer ses derniers soldats qui gardaient le canal. En nationalisant la Compagnie, le raïs affiche clairement ce qu'il fera des revenus du long bras d'eau, lesquels pour l'instant tombent essentiellement dans les escarcelles occidentales. Nasser veut relancer un

grand projet, la construction d'un vaste barrage à Assouan qui permettra d'irriguer davantage de terres agricoles dans un pays si dépendant de la volonté du Nil. L'affaire coûte très cher. Alors le raïs s'est d'abord tourné vers les Etats-Unis et le Royaume-Uni, qui lui ont prêté l'oreille. L'Égypte est un pays pivot dans le monde arabe, où la rivalité entre les Etats-Unis et l'Union soviétique se manifeste comme ailleurs. Nasser fait monter les enchères pour nourrir ses projets. Celui d'Assouan, mais aussi celui d'en découdre avec Israël, qui a humilié son grand pays en 1948. Avec d'autres Etats arabes, Le Caire a alors refusé le plan de partage de la Palestine proposé par les Nations

+ YANN MENS

unies. Mais dans le conflit qui a suivi, le jeune Etat hébreu les a vaincus militairement. La blessure reste vive. Et les tensions sont régulières autour du Sinaï égyptien ou de la bande de Gaza, que Le Caire administre mais sur laquelle Israël lance des représailles contre des raids de combattants palestiniens. En 1955, Nasser a acquis des armes (avions, tanks) auprès de la Tchécoslovaquie, de plus en plus inféodée à Moscou. Doutant du président égyptien, les Etats-Unis décident de ne pas l'aider pour Assouan, Londres suit. Alors le raïs nationalise la Compagnie du canal.

### NASSER, ENNEMI NUMÉRO UN

A Londres et à Paris, Nasser est qualifié de nouvel Hitler, pas moins. Et la crise du canal comparée à celle de Munich en 1938, qui vit la France et la Grande-Bretagne céder devant le régime nazi alors que celui-ci venait d'annexer la région tchèque des Sudètes. Cette fois-ci, il ne faut rien lâcher et donner une leçon au matamore qui entend jouer le fait accompli. L'affaire va au-delà du canal. Si leur ire de puissances coloniales déclinantes les rapproche, la Grande-Bretagne et la France n'ont pas les mêmes raisons d'en vouloir à Nasser. Pour Londres, qui veut maintenir son *leadership* sur le Moyen-Orient, et notamment ses ex-colonies (Irak, Jordanie), le raïs, lui-même convaincu que l'Egypte a vocation naturelle à diriger le monde arabe, est un rival frontal. A Paris, c'est la main de Nasser en Algérie que l'on voudrait couper. Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, le Front de libération nationale (FLN) a lancé l'insurrection dans les départements français d'Afrique du Nord. Elle s'est propagée. En avril 1956, deux mois après sa visite à Alger où il a été conspué par le petit peuple des colons qui lui reprochait son manque de poigne, Guy Mollet a décidé d'envoyer davantage de soldats du contingent se battre en Algérie. Or, Nasser est soupçonné d'armer largement le FLN. L'occasion est trop belle en lui faisant rendre gorge sur l'affaire du canal, voire en le chassant du pouvoir, de priver les rebelles de leur parrain. Problème : ce que fait le pré-

sident égyptien est légal. La Compagnie est concessionnaire d'une voie d'eau qui est tout entière située sur le territoire égyptien. Et bien que Paris et Londres aient retiré leurs techniciens, Le Caire a réussi, en combinant le savoir de pilotes égyptiens et d'autres pays, à faire fonctionner le canal.

### UN PLAN À TROIS

Il faut trouver un prétexte pour punir Nasser à deux. Et pourquoi pas à trois, avec un partenaire régional qui fournirait l'excuse ? Ce larron sera israélien. Le gouvernement du socialiste Guy Mollet entretient de bons rapports avec celui de David Ben Gourion, le Premier ministre de l'Etat hébreu, dont l'entourage compte un jeune haut fonctionnaire, Shimon Pérès, très actif auprès des dirigeants parisiens. Depuis deux ans, les deux gouvernements, qui voient en Nasser un ennemi commun, ont conclu des contrats de fourniture d'armements français (avions, chars) à l'Etat hébreu. Des discussions avancent aussi pour une aide française à Israël en matière de nucléaire civil. Les relations entre Tel Aviv et Londres sont beaucoup plus fraîches. La Grande-Bretagne était puissance mandataire sur la Palestine entre 1920 et 1947, et a dû affronter le mouvement sioniste pressé de se constituer un Etat. Surtout, les autorités britanniques entendent soigner leurs bonnes relations avec les dirigeants arabes, hostiles à Israël.

Paris va jouer les truchements. Ben Gourion est invité secrètement par les Français dans une villa de Sèvres, le 21 octobre. Il a la surprise d'y voir débarquer le ministre britannique des Affaires étrangères. Malgré des débuts frusquents, un plan finit par prendre forme. Israël, que Le Caire a privé d'accès au canal et qui veut démilitariser le Sinaï, attaquera l'Egypte, en invoquant les raids lan-

cés contre son pays. Se présentant comme neutres et soucieuses de la sécurité du canal, la France et la Grande-Bretagne appelleront à la cessation des hostilités et à un retrait des

belligérants à distance du stratégique bras d'eau. L'Etat hébreu obtempérera. L'Egypte, à coup sûr, refusera. Alors Londres et Paris lanceront leurs troupes à l'assaut du canal pour donner une leçon à Nasser, et si possible précipiter sa chute. Les Etats-Unis, bien qu'alliés des deux Européens au sein de l'OTAN, sont tenus hors de l'affaire. Car depuis le début de la crise du canal, ils appellent à la modération, craignant un dérapage et qu'en brutalisant le raïs on ne le pousse définitivement dans les bras de l'Union soviétique.

Le 29 octobre, comme convenu, Israël lance l'assaut. Comme prévu, l'Egypte refuse l'ultimatum lancé dès le 30 par la France et la Grande-Bretagne. Les deux comparses européens font donner leurs forces aériennes, puis leurs troupes le 5 novembre pendant qu'Israël, qui s'est arrêté à distance du canal, conquiert le Sinaï. Mais leur partie ne dure que quelques heures. En effet, dès l'assaut israélien et l'ultimatum franco-britannique, les condamnations ont fusé de partout. Le 2 novembre, à l'initiative des Etats-Unis furieux, l'ONU exige un cessez-le-feu et le retrait israélien. La Russie, en pleine répression de l'insurrection de Budapest, laisse planer la menace nucléaire. Israël cède aux nouveaux

géants. Sous pression, Londres et Paris arrêtent aussi leurs troupes au sud de Port-Saïd le 6. Défait militairement, Nasser triomphe politiquement. Sa cote de popularité grimpe dans un monde arabe ravi de voir les colonisateurs et l'Etat hébreu mis au ban international. L'influence britannique et française au Moyen-Orient ne s'en remettra pas. C'est clair désormais : les puissants du monde sont maintenant à Moscou et Washington. Israël, jusque-là distant vis-à-vis des Etats-Unis, en tire la conclusion. Et, comme du côté américain, on cherche des appuis fiables face à l'Union soviétique dans une région stratégique, une alliance va peu à peu se nouer, qui dure encore. ✘

**C'est clair désormais : les nouveaux puissants du monde sont Moscou et Washington**



### EN SAVOIR

Suez, naissance d'un tiers monde, Marc Ferro, Editions Complexe, 1995 (3<sup>e</sup> éd.).

Reassessing Suez 1956. New Perspectives on the Crisis and its Aftermath, Simon C. Smith (dir.), Asghate, 2008.

# UNE NOUVELLE GUERRE FROIDE ?

La crise ukrainienne a brutalement ravivé les tensions entre la Russie et les pays occidentaux. Est-il possible aujourd'hui d'entretenir des relations pacifiées avec Moscou ? Le point de vue de trois experts européens.

## VU DE POLOGNE

# INCONTOURNABLE RUSSIE

La Russie moderne s'est adaptée à l'économie de marché sans pour autant se prêter au jeu de la démocratie. Le conflit actuel du Donbass rappelle l'intransigeance de ses dirigeants.



**+ MARCIN TERLIKOWSKI**  
 Chef du projet Sécurité européenne et économie de la défense, PISM (Institut polonais des affaires internationales)

**D**epuis plus d'un an, l'Europe est confrontée à des images qui rappellent les temps de la guerre froide. Incidents aériens, manœuvres militaires de dernière minute, exercices nucléaires, discours provocateurs d'hommes politiques et conflit latent en Ukraine rendent une question légitime : sommes-nous de retour dans le passé ?

L'Europe fait aujourd'hui les frais de sa mauvaise compréhension quant à la véritable direction de la politique russe. Durant les vingt-cinq dernières années, l'idée selon laquelle la Russie connaissait une évolution économique et politique, qui finirait par la transformer en une démocratie libérale, dominait chez les Européens. Pendant ce temps, la Russie a bien adopté l'économie de marché, mais après l'échec de l'expérience démocratique des années 1990, elle a rétabli son système autoritaire qui promeut le règne d'un seul parti, l'unification de la pensée politique et le conservatisme (niant les droits des homosexuels, par exemple). Ce que les Européens avaient vu comme une tentative réussie pour étendre la

démocratie à l'est du Vieux Continent après 1989, Moscou l'a perçu comme leur volonté inavouée de s'emparer de la zone abritant ses intérêts vitaux économiques et de sécurité. Cette incompatibilité les a conduits à l'impasse actuelle.

Comme durant la guerre froide, il s'agit d'une crise de confiance et d'un affrontement entre des valeurs. Avec des forces russes isolant la Crimée, montant une rébellion en Ukraine et ciblant prioritairement des opposants libéraux en Syrie, plutôt que l'Etat islamique, il est devenu difficile de prévoir les prochains pas de Moscou : une provocation à la frontière des pays baltes et l'organisation de troubles sur leur territoire, ou peut-être le déploiement de missiles à tête nucléaire aux frontières de l'Union européenne ? Une chose est sûre : la Russie a adopté une position de puissance « révisionniste », motivée par la volonté d'inverser les tendances qui ont provoqué la désintégration de l'Union soviétique, et qui ont déplacé l'Europe centrale et orientale hors de sa zone d'influence.

Le conflit de valeurs découle de la conviction de Moscou qu'il est en

position de décider de la politique d'autres pays, en particulier quant à leur participation à des alliances. La proposition d'une nouvelle architecture de sécurité en Europe, présentée en 2008 par Dmitri Medvedev, alors président russe, et de nouveau mise en avant par la Russie aujourd'hui, consiste à rétablir en Europe le « concert des nations » du XIX<sup>e</sup> siècle, après le Congrès de Vienne (1815), et à nier toute réelle souveraineté à des pays pivot, comme l'Ukraine. L'Ouest (c'est-à-dire les membres de l'Union européenne et de l'OTAN), dont le succès repose sur l'affirmation de la liberté individuelle et de l'égalité souveraineté des nations, comme le stipule la charte des Nations unies, ne doit jamais l'accepter.

### RETOUR EN ARRIÈRE IMPOSSIBLE

La crise actuelle, cependant, ne se transformera pas en guerre froide 2.0 pour une simple raison : la mondialisation. La Russie a été un grand marché pour les produits européens et américains, un marché trop important pour qu'ils se risquent à le perdre. De son côté, la Russie est



© ALEXSEY FILIPPOV/AFIP PHOTO

Après des mois de conflit, des soldats séparatistes prorusse déplacent leurs blindés dans la ville de Novoazovsk, dans la région dévastée de Donetsk, le 21 octobre 2015.

incapable de substituer des produits nationaux à ces importations (elle a essayé pendant l'époque soviétique, mais a largement échoué). Les citoyens russes veulent continuer à consommer des biens et des services occidentaux, à visiter l'Europe pour le tourisme, le shopping ou les affaires. Le niveau de relations sociales et économiques a atteint un seuil qui exclut un retour en arrière. A la différence de l'Union soviétique, la Russie moderne représente déjà, et continuera à représenter, une part croissante de la vie économique et sociale de l'Europe. Elle ne peut plus être isolée de l'autre côté d'un rideau de fer. Pas à l'époque de la mondialisation.

Dans un tel contexte, l'ampleur des dépendances mutuelles limite les options possibles, tant pour l'Ouest que pour la Russie. Cette dernière ne prendra probablement pas le risque d'un conflit à grande échelle en Europe centrale et orientale, car il aurait des contrecoups bien plus lourds que les sanctions actuelles contre Moscou. L'OTAN, de son côté, ne peut pas revenir à la politique

d'endiguement qu'elle pratiquait sous la guerre froide, car cela compromettrait d'importants intérêts de certains de ses membres qui veulent poursuivre leur coopération politique et économique avec la Russie. Dans le même temps, accepter ses exigences n'est pas une option. Il serait catastrophique de laisser Moscou arranger l'ordre européen selon le modèle machiavélien que le Kremlin propose.

Résultat : l'Europe se dirige vers un système dans lequel la coopération économique et politique entre l'Ouest et la Russie sera doublée d'une dissuasion crédible et de lignes rouges claires. Il serait donc différent de la guerre froide, durant laquelle les relations avec le bloc communiste et la circulation des personnes étaient sérieusement limitées.

#### DISSUASION ET COOPÉRATION

Pour qu'un tel système soit stable, l'OTAN devrait d'abord renforcer sa présence militaire sur son flanc oriental. Dans la mesure où les pays d'Europe centrale ne veulent pas redevenir la ligne de front d'une

confrontation mondiale (comme c'était le cas entre 1945 et 1989) et entendent conserver la Russie comme partenaire économique, l'accroissement des forces de l'OTAN doit être soigneusement calibré, équilibrant les nécessités stratégiques et la modération, de manière à ne pas donner à la Russie un prétexte pour se lancer dans une escalade. La présence continue de troupes de l'OTAN qui effectuent des rotations et le positionnement

d'armes semblent pouvoir conjuguer ces impératifs. La ligne rouge, qui consiste à sécuriser le territoire des Etats membres de l'OTAN, doit être rendue crédible, ce qui implique pour l'Alliance de montrer à la fois qu'elle est résolue et qu'elle >>>

**A l'époque de la mondialisation, la Russie ne peut plus être isolée derrière un rideau de fer**



## REPÈRE

\* **Accord de Minsk II** : Après l'impossibilité à mettre en œuvre ceux de Minsk I (septembre 2014), ils ont été conclus le 12 février 2015 par l'Allemagne, la France, la Russie et l'Ukraine. Sur le plan sécuritaire, ils prévoient un cessez-le-feu dans les régions orientales de l'Ukraine, le retrait des armes lourdes à distance de la ligne de front et celui de combattants étrangers d'Ukraine. Sur le plan politique, ils prévoient des élections locales et l'attribution, via une révision constitutionnelle, d'un statut spécial pour le Donbass contrôlé par les séparatistes, deux préalables au rétablissement de l'autorité de l'Ukraine sur sa frontière avec la Russie.

>>> a les moyens de réagir si la Russie décidait de « tester l'Ouest ». Voilà pour l'aspect dissuasion des relations mutuelles, difficile à gérer. La partie coopération viendrait plus naturellement. On s'attend à ce que l'Ouest maintienne ses sanctions jusqu'à ce que les séparatistes ukrainiens remplissent les conditions explicitement prévues par l'accord de Minsk II\* conclu en février 2015, mais elles ne seront pas éternelles. L'Union européenne doit repenser la manière dont elle traitera avec la Russie dans le futur. Cela peut passer par des initiatives qui

concernent directement de simples citoyens russes sans pour autant légitimer le pouvoir autoritaire de Moscou. Ainsi, de l'autorisation donnée aux habitants du nord de la Pologne et de l'oblast de Kaliningrad (enclave russe isolée, située entre la Pologne et la Lituanie) de circuler aisément entre les deux territoires.

De multiples variables façonneront le modèle de relations futures entre l'Ouest et la Russie. Des relations qui, à coup sûr, seront moins prévisibles et donc plus dangereuses, pour la Russie comme pour l'Ouest. ✕

## VU DU ROYAUME-UNI

# MOSCOU L'INCOMPRIS

La Russie et l'Ouest n'ont ni la même vision de la manière dont la guerre froide s'est terminée, ni la même conception du droit international.

**D**urant les vingt-cinq années de « paix froide » qui se sont écoulées depuis 1989, aucun des problèmes fondamentaux concernant la sécurité de l'Europe et la gouvernance des affaires mondiales n'a été résolu. Vu du côté des vainqueurs, il n'y avait pas de problème en réalité. Le système despotique qu'incarnait le communisme européen s'était dissous et la puissance géopolitique qui lui était associée s'était désintégrée. Ce qui avait autorisé les anciennes « nations captives » (expression en vigueur aux États-Unis durant la guerre froide) d'Europe centrale à exercer leur droit souverain à s'aligner sur l'Alliance atlantique et avait permis d'étendre l'espace de la liberté et de la démocratie. Si cela ne plaisait pas à la Russie, c'était son problème, et cela reflétait le fait qu'elle n'avait réussi à achever ni sa propre transformation démocratique ni à justifier sa prétention mal fondée et exagérée à être une « grande puissance », statut que ni son poids économique ni son influence ne lui

assuraient. À l'inverse, vu de Russie, c'était l'Occident qui était en faute quand il affirmait que la guerre froide s'était terminée par sa victoire, prétention ni légitime, ni méritée. Car en réalité, la fin de la guerre froide avait été une victoire mutuelle.

### PETITE GUERRE FROIDE

Les conceptions incompatibles des deux parties concernant l'ordre européen ont fait entrer le continent dans une crise qui a récemment transformé la paix froide qui avait prévalu à partir de 1989, en une « petite guerre froide ». Car la prétention de l'Occident à une supériorité politique et normative, illustrée notamment par le fait que l'élargissement de l'Union européenne n'a pas été débattu, a empêché l'exercice de la diplomatie traditionnelle. Les légitimes préoccupations de sécurité de la Russie n'ont pas été prises en compte. Il est trop simple en effet de blâmer Moscou pour la reprise des tensions en Europe. En pratique, la perpétuation de l'OTAN (Organisation du

traité de l'Atlantique Nord, créée en 1949) après la dissolution de l'Union soviétique en 1991 visait à empêcher la résurgence de la puissance russe. Et l'élargissement de cette alliance aux pays d'Europe centrale et aux pays baltes a atteint l'objectif qu'il entendait précisément éviter : la Russie est de nouveau perçue comme une menace. Il faut pourtant réexaminer cette perception non seulement de la part des grandes puissances, mais aussi des voisins de Moscou. Est-ce que la Russie constitue une « menace » pour ces derniers, et au-delà pour le système actuel de droit international, comme l'affirment résolument ceux qui la critiquent ? En réalité, loin d'être une puissance « révisionniste » aujourd'hui, la Russie est plutôt « néorévisionniste » : elle ne remet pas en cause le système de droit international et de gouvernance dont elle a bénéficié, mais elle est devenue critique des pratiques abusives qu'en font les pouvoirs qu'elle considère hégémoniques. Vu de Russie, c'est l'Oc-



+ **RICHARD SAKWA**  
Professeur de politique russe et européenne, université du Kent (Royaume Uni)

cident qui est devenu révisionniste, pas la Russie.

### UN AFFRONTEMENT INÉVITABLE

Les causes profondes du présent conflit résident dans le décalage fondamental entre les approches structurelles et systémiques de la conduite des relations internationales dans l'après-guerre froide. L'approche structurelle est fondée sur la perception géopolitique des menaces et la nécessité de défendre un territoire donné. L'approche systémique se réfère aux normes et aux valeurs. Dans ses manifestations postérieures à la guerre froide, cette seconde approche repose sur l'application universelle de ces normes et de ces valeurs. Mais quand ces normes sont radicalisées, comme elles l'ont été dans les années 2000 à travers les programmes de changement de régime promus aux Etats-Unis, qu'ils soient réalisés par le soutien actif à des révolutions de couleur (comme en Ukraine) ou par des interventions militaires directes (comme en Irak), le décor était planté pour l'affrontement.

La conception dominante au sein des puissances atlantiques est que la Russie n'est pas un égal en termes politiques. Bien sûr, les ressources de l'OTAN, d'un côté, de la Russie et ses alliés, de l'autre, sont sans commune mesure. Mais dans le domaine nucléaire, il y a parité et au niveau diplomatique, la Russie est membre permanent du Conseil de sécurité à égalité avec quatre autres pays (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni). Une réalité qui reste en travers de la gorge de certains. Et pourtant, le système des Nations unies, héritier de la conférence de Yalta en 1945, consacre le pluralisme géopolitique et idéologique.

### DIVERGENCES PROFONDES

Quand Mikhaïl Gorbatchev, le dernier dirigeant soviétique, rencontra le président américain de l'époque George H.W. Bush à Malte en 1989, il croyait que non seulement la guerre

froide, mais aussi la logique même de conflit entre grandes puissances pourrait être transcendée. Et cela reste aujourd'hui encore en Russie un mythe fondateur de l'après-guerre froide. Côté américain en revanche, on s'est borné à enregistrer un simple changement de pouvoir, l'initiative passant du côté de l'Occident. C'est à partir de cette différence de perception, fondée sur des mythologies rivales concernant la manière dont s'est terminée la guerre froide, que la paix froide qui l'a suivie, puis aujourd'hui la petite guerre froide se sont développées. La crise actuelle a été provoquée non par le fait qu'il existe des conceptions du monde et des récits différents – ce qui est normal –, mais par leur politisation. Et l'incapacité à trouver une façon de réconcilier les deux parties, afin de dépasser les funestes conséquences qui pourraient en découler. ✘

**La conception dominante au sein des puissances atlantiques est que la Russie n'est pas un égal en termes politiques**

Loukachenko, Poutine, Merkel, Hollande et Porochenko, en février 2015, lors des pourparlers de paix à Minsk : tout le monde ne sourit pas sur la photo de famille.



© GREGORY DUKOR / REUTERS

## VU D'ALLEMAGNE

# LE KREMLIN NE SAIT PAS OÙ IL VA

Depuis la fin de l'URSS, la transition politique russe n'est pas encore véritablement achevée. Autoritaire à l'intérieur de ses frontières et revanchard à l'international, le pouvoir consolide ses acquis.



© ILMARS ZNOTINS/AFP

**A** l'heure de décrire la situation actuelle en Europe sur le plan de la sécurité, on est frappé par les parallèles avec l'époque de la guerre froide. Le continent est de nouveau divisé entre un « monde libre » d'un côté, formé des Etats membres de l'Union européenne et de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord), et d'un monde « autoritaire-révisionniste » de l'autre, emmené par la Russie. Durant l'hiver 2013-2014, au moment où la population ukrainienne a décidé de choisir l'Ouest plutôt que l'Est, l'entre-deux qui les séparait a disparu. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, en Crimée d'abord, puis dans le Donbass, a

rendu obsolète ce qui subsistait des tentatives pour combler le fossé entre l'Est et l'Ouest. La Russie conduit aujourd'hui des exercices aériens provocateurs dans le voisinage de l'espace aérien de l'OTAN, particulièrement dans la Baltique, la mer Noire et la mer du Nord. Mais depuis 2009 déjà, les manœuvres militaires russes consistent de nouveau à répéter des opérations offensives contre l'Ouest. Alors que durant la guerre froide, le but était d'atteindre les rivages de l'Atlantique en quatre jours, aujourd'hui, l'objectif est de s'emparer dans un délai similaire des pays baltes et de certaines parties de l'Europe orientale.

Manœuvres de l'OTAN en Lettonie en février 2015. L'Alliance se prépare à des offensives russes visant des pays baltes et certaines parties de l'Europe orientale.

La confrontation entre la Russie et l'Europe n'est pas uniquement géopolitique. La Russie n'est pas un pays « révisionniste orthodoxe », au sens de la science politique, c'est-à-dire qu'elle voudrait simplement changer les rapports de puissance en sa faveur, sans remettre en cause l'ordre international ou l'ordre interne (politique, économique, social) des autres Etats. Moscou met en effet l'accent sur la souveraineté limitée, à ses yeux, de la majorité des Etats et des peuples,



+ **GUSTAV GRESSEL**  
Chercheur invité au bureau de Berlin de l'ECFR (Conseil européen des relations internationales)

divisant ainsi le système international en peuples maîtres souverains et peuples soumis non souverains, ce qui constitue un défi idéologique direct à l'ordre international dirigé par l'Occident<sup>1</sup>. Sur le plan interne aussi, l'accent mis par le Kremlin sur le militarisme, l'expansionnisme, le conservatisme social, et un capitalisme centré sur l'Etat fait de la Russie actuelle le pays qui depuis 1945 ressemble le plus à l'Italie fasciste (pas au national-socialisme allemand en revanche, qui est une idéologie très différente). Dans ce contexte, la proximité de Moscou avec l'extrême droite européenne n'est ni fortuite ni une simple alliance tactique pour saper les forces politiques européennes. Le but est bien de toucher des groupes idéologiquement proches de la cause russe, tout comme l'Union soviétique était alliée aux communistes et à d'autres mouvements d'extrême gauche d'Europe de l'Ouest il y a quelques décennies.

### LA FIN DU MONDE BIPOLAIRE

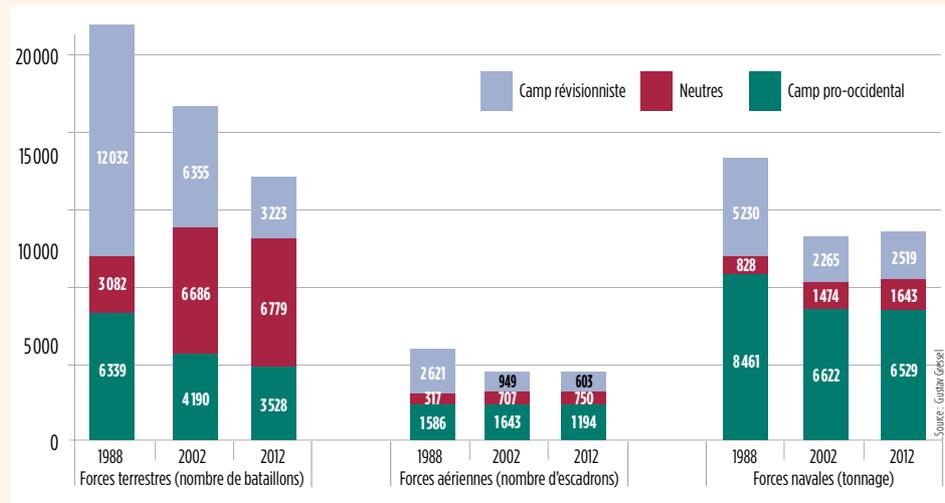
Et pourtant, il existe de profondes différences entre la situation actuelle et la guerre froide. La première est structurelle : l'Union soviétique était une puissance mondiale et le communisme un problème mondial, ce que ne sont pas la Russie actuelle et son chauvinisme. Alors que le monde entier était polarisé entre Est et Ouest jusqu'en 1989, il ne l'est pas aujourd'hui. Il suffit pour s'en convaincre d'observer la répartition des moyens militaires entre les forces pro-occidentales et les forces révisionnistes (voir infographie ci-dessus). Pendant la guerre froide, le révisionnisme en matière de relations internationales était essentiellement communiste. Bien que tous les pays communistes ne fussent pas alliés à l'époque, ils étaient, directement ou pas, engagés contre l'Ouest sur différents théâtres militaires. En 2012, à l'inverse, un nombre croissant de pays émergents de plus en plus puissants, l'Inde par exemple, ne s'opposent pas catégoriquement et ne défendent pas non plus activement l'ordre international dirigé par l'Occident. Ils sont en désaccord avec l'un ou l'autre de ses aspects, mais

ils ne défient pas ouvertement l'ordre actuel dans la mesure où leur croissance économique en dépend aujourd'hui.

Même le camp révisionniste est bien plus divisé que pendant la guerre

essayait plutôt de conserver sa sphère d'influence sur la scène internationale. C'est tout le contraire aujourd'hui en Russie. Le régime ne se sent pas sûr de sa position, la population n'est pas complètement sous contrôle

### LES CAPACITÉS MILITAIRES DES TROIS CAMPS



froide. L'Iran, la Russie et la Chine ou plus encore l'Etat islamique sont chacun à sa manière des révisionnistes, mais pour des raisons très différentes. Et il est tout à fait inconcevable qu'ils s'allient pour défier l'Occident. La politique mondiale ne tourne plus autour de la Russie (ou de l'Union soviétique) et rien ne montre que ce pourrait être le cas à l'avenir. C'est plutôt une cacophonie de voix divergentes et parfois en conflit, dans laquelle les coalitions sont liées à des sujets précis et par nature temporaires. Washington ne voit aucun inconvénient à travailler avec la Russie sur le dossier du nucléaire iranien, tout en condamnant Moscou sur l'Ukraine.

### LES EUROPÉENS À LA MANŒUVRE

L'autre différence avec la guerre froide se trouve en Russie même. Pendant cette période, et tout spécialement entre 1953 et 1989, l'Union soviétique était beaucoup plus stable en interne que la Russie actuelle. Elle avait trouvé sa place sur la scène politique mondiale, le régime contrôlait fermement sa population et il avait montré sa capacité à traiter avec l'Ouest aussi bien qu'à se confronter avec lui. Le zèle révolutionnaire était en bonne partie épuisé et le Kremlin

(pour l'instant). La Russie n'a pas trouvé « sa place dans l'histoire » et le zèle révolutionnaire de la restauration autoritaire n'a pas encore perdu sa vigueur. Les débats avec des décideurs russes concernant la sécurité ou les relations Etats-Unis - Union européenne sont totalement inutiles, car la partie russe ne sait pas du tout quelle sera sa propre position dans cinq ans, ni si elle peut vraiment s'engager sur telle ou telle promesse. Les débats finissent par des mises en accusations rituelles de l'Ouest, qui aurait maltraité la Russie, mais sans matière suffisante pour continuer à travailler. Traiter avec une Russie revancharde sera une tâche fort imprévisible. Et ce sera aux Européens de s'en charger, parce que la Russie est avant tout un problème européen. La guerre en Ukraine, à propos de laquelle les Etats-Unis ont peu d'intérêt à traiter directement avec la Russie, n'est pas la dernière tâche difficile qui attend la diplomatie du Vieux Continent. ✘

**Alors que le monde entier était polarisé entre Est et Ouest jusqu'en 1989, il ne l'est plus aujourd'hui**

1. « Russia's Challenge to the International Order, Power Vertical or Power Horizontal? », Ulrich Speck, Intersection Project, 13 août 2015.



## ET LES AMÉRICAINS POMPAIENT

Il est vraiment sympa, le patron de Papa. Elle est cool, sa balançoire. On n'en avait jamais vu de comme ça... Elle ressemble comme deux gouttes de pétrole aux stations de pompage où les pères de tous les enfants du coin travaillent. Bienvenue à Williston (Dakota du Nord). C'est ici que se déroule la nouvelle ruée vers l'or. Mais cette fois, il est noir. Et contrairement à la Californie où l'on se précipitait au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, il fait un froid de canard dans ces terres septentrionales, à la lisière du Saskatchewan canadien. Au point que certains travailleurs saisonniers fuient la région pendant l'hiver trop rude. Pourtant, les salaires ont grimpé en flèche, même au supermarché de la ville, depuis que le pétrole et le gaz de schiste sont profitables. La présence de ces hydrocarbures dans le sol du Dakota était connue de longue date, mais leur exploitation n'est devenue rentable que lorsqu'une technique nouvelle, la fracturation hydraulique, a été mise au point. Depuis, on se précipite à Williston dont la population a doublé en deux ans et où l'on ne sait pas comment loger tous ceux qu'attirent les salaires des compagnies pétrolières américaines mais aussi étrangères, comme la norvégienne Statoil. Des camps de caravanes ont poussé partout. Les loyers des maisons ont bondi, chassant de chez eux des locataires trop pauvres que de charitables Eglises recueillent. Et les tribus indiennes s'inquiètent. Certes, l'exploitation du pétrole et du gaz leur a rapporté bien davantage que les casinos, installés sur leurs réserves, dont ils tiraient jusque-là leurs revenus. Mais la fracture hydraulique suppose d'injecter dans le sol toute sorte de produits chimiques. A force de pompage, les terres ancestrales vont avoir mauvaise mine... ✖



© JOAN BARDELETT/PICTURETANK



© WADIM GHEBDA/AP/SIPA

## LAURA KOVESI

# L'INCORRUPTIBLE

**L**a meilleure façon de présenter Laura Kovesi est sans doute de parler de ses résultats au sein du Parquet national anticorruption (DNA) de Roumanie, une institution créée en 2002 et qu'elle dirige depuis deux ans. Durant les neuf premiers mois de 2015, plus de 800 personnes ont été inculpées à la suite des enquêtes menées par les 165 procureurs qu'elle a sous sa direction, dont quatre ministres et l'ancien Premier ministre, Victor Ponta.

En moyenne, le taux de condamnations définitives prononcées par les instances dans les dossiers instruits par le Parquet anticorruption est de 90 %. Ces chiffres sont « un signe évident de l'indépendance du DNA », estime Laura Kovesi. « En Roumanie, les procureurs ne sont subordonnés ni à leurs supérieurs ni à aucune autre autorité. Ceci étant, leur statut a véritablement évolué à partir du moment où leur indépendance a été vraiment garantie par la loi en 2005 grâce à Monica Macovei,

l'ancienne ministre de la Justice. Je crois que la fonction de procureur est l'une des plus importantes au sein d'une société démocratique, d'autant plus pour une institution qui lutte contre la corruption », expliquait-elle dans une interview l'an dernier.

Ancienne basketteuse, vice-championne d'Europe en 1989 avec l'équipe junior de Roumanie, elle a gardé le physique imposant d'une sportive de haut niveau. Son équipe actuelle, fort différente de celle de sa jeunesse, se compose d'une poignée de procureurs très bien préparés. Pour le reste, rien n'a changé. Laura Kovesi

est aussi à l'aise en tenue de sport sur le terrain qu'en tailleur élégant dans les bureaux du parquet général de Bucarest.

Sa réputation ne s'est pas faite en un jour. Elle n'avait que 33 ans quand elle est devenue procureure générale de Roumanie. C'était en 2006 et le président de

l'époque, Traian Basescu, avait fait de la lutte anticorruption son cheval de bataille. Une chance pour cette jeune magistrate qui travaillait depuis deux ans au sein de la Direction d'investigation des infractions de criminalité organisée et de terrorisme. « C'est avant tout un bon manager qui a su s'entourer des meilleurs, témoigne Cristina Guseth, directrice de l'ONG Freedom House Romania, qui a personnellement connu Laura Kovesi. Elle a toujours gardé de la distance avec les événements alors que généralement les Roumains réagissent de façon très passionnelle. C'est sans doute ce qui l'a fait sortir du lot. »

### DES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS

Discrète mais efficace, elle a rapidement intégré les réflexes de la profession face à des hommes politiques corrompus dotés d'avocats très compétents à la recherche du moindre vice de procédure pour tenter de faire annuler toute une enquête. « Laura Kovesi dispose d'une notoriété au sein de la société roumaine qui tient strictement à ses qualités professionnelles, estime le politologue Radu Alexandru. Mais elle n'est pas forcément populaire, car elle n'a pas de charisme particulier. »

Malgré les pressions qu'elle subit de la part d'une classe politique en majorité hostile à l'indépendance du système judiciaire, elle dispose depuis plusieurs années d'un allié de taille : Bruxelles. Depuis 2007 et l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne, le pays fait en effet l'objet d'une surveillance dans le domaine de la justice. Et les résultats encourageants obtenus par Laura Kovesi depuis sa nomination au DNA plaisent à la Commission européenne. Les grandes figures politiques qui sont tombées sous ses enquêtes, ces deux dernières années, lui ont permis de gagner aussi l'estime des Roumains. Fatigués par la corruption endémique de leurs élus, ils commencent à croire au changement. En 2014, ils ont été 75 % de plus qu'en 2013 à saisir l'institution pour dénoncer des abus. Et cette « source » citoyenne est de plus en plus utilisée par les procureurs du DNA pour lancer des enquêtes. ✖

**JONAS MERCIER** (à Bucarest)

### EN DATES

**1973** Naissance à Sfântu Gheorghe.

**1989** Vice-championne d'Europe junior de basket.

**2006** Devient procureure générale de Roumanie à l'âge de 33 ans.

**2007** Adhésion de la Roumanie à l'Union européenne.

**2013** Prend la direction du Parquet national roumain anticorruption.



Intercultural school  
Talents pour le monde



## Départs



MANAGEMENT



INTERCULTUREL



JURISTE LINGUISTE



INTERPRÉTATION



DE CONFÉRENCE



COMMUNICATION



INTERCULTURELLE



ET TRADUCTION

**Votre passeport  
pour une carrière internationale**

**isit-paris.fr**

Formations visées par l'État

L'art de la guerre ne dit rien de la durée des conflits. La Russie notamment, joue la montre sur plusieurs théâtres d'opérations.

## LE CONFLIT GELÉ

**L**es conflits gelés ne sont pas l'exclusivité du monde post-soviétique. Témoin, le Sahara Occidental par exemple, où depuis 25 ans, le front ne bouge pas. Mais il faut le reconnaître, la Russie est passée maître dans la confection de ces guerres arrêtées, où les activités militaires ne sont plus que sporadiques.

Des conflits sont ainsi gelés en Abkhazie et en Ossétie du Sud, deux territoires qui appartenaient à la République soviétique socialiste (RSS) de Géorgie avant la dissolution de l'URSS, et en Transnistrie, qui faisait partie

**Dans tous les cas, la Russie a soutenu les velléités séparatistes et s'est imposée comme médiateur**

de la RSS de Moldavie. Un autre conflit gelé concerne le Nagorno-Karabagh, enclave peuplée essentiellement d'Arméniens au sein du territoire azéri et contrôlée par l'Arménie depuis le début des années 1990, mais la Russie y joue un rôle moins central.

Les conflits gelés de Géorgie et de Moldavie présentent des caractéristiques communes. A chaque fois, la crise s'est déclenchée au moment de la dissolution de l'Union soviétique, le territoire concerné refusant de se placer sous l'autorité de l'ancienne République soviétique (Géorgie, Moldavie) qui devenait indépendante. Dans certains cas (Abkhazie, Ossétie du Sud), il disposait déjà d'un statut spécifique au sein de la République soviétique de Géorgie. Mais, dans d'autres, non (Transnistrie). Les motivations invoquées pour refuser le rattachement étaient fondées en Abkhazie et en Ossétie du Sud sur une spécificité ethnique (ascendance familiale, langue, culture) de la majorité de la population du territoire par

rapport au reste de la Géorgie. En Transnistrie, dont les habitants sont surtout d'ethnies (ou « nationalités ») russe ou ukrainienne, c'est l'éventualité d'une fusion entre la Roumanie et la Moldavie, dont la population est en majorité roumanophone, qui a été mise en avant.

### LE CAS UKRAINIEN

Ces refus de rattachement se sont traduits au début des années 1990 par des affrontements militaires entre des milices locales et l'armée du nouveau pays indépendant. Dans tous les cas, la Russie a soutenu les velléités séparatistes, d'autant plus facilement que ses troupes, ex-forces de l'Armée rouge, étaient encore sur place. Mieux encore, lorsque des négociations se sont ouvertes entre les sécessionnistes et le gouvernement géorgien ou moldave, Moscou est parvenue à s'imposer en médiateur et à faire accorder à ses soldats le statut de « troupes de maintien de la paix » chargées de veiller au cessez-le-feu!

Si, au cours des années 1990, les différents territoires sécessionnistes ont successivement proclamé leur indépendance, et pas seulement leur autonomie, la Russie ne l'a pas toujours officiellement bénie. Ou pas tout de suite. Moscou n'a ainsi reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud qu'après la guerre d'août 2008 qui l'a opposée à la Géorgie à propos de la seconde. En revanche, le Kremlin n'a pas reconnu celle de la Transnistrie, dont les autorités ont pourtant organisé en 2006

un référendum pour demander leur rattachement à la Russie.

Peut-on en tirer des enseignements pour l'est de l'Ukraine (lire p. 98)? A la différence des territoires sécessionnistes de Géorgie et de la Crimée, l'ensemble de l'est de l'Ukraine ne bénéficiait pas d'un statut spécifique au sein du pays avant le déclenchement de la crise sécessionniste. En outre, il n'y avait pas de tensions manifestes entre les citoyens ukrainiens d'ethnies (ou « nationalités ») ukrainienne et russe (environ 40 %) dans les régions de Donetsk et Lougansk avant la récente crise. Enfin, les troupes de Moscou n'étaient pas officiellement présentes dans l'est de l'Ukraine au moment du déclenchement des affrontements militaires entre l'armée de Kiev et les séparatistes, même si des combattants sans uniforme venus de Russie ont largement pris part aux combats dans cette région et que de nombreuses armes ont été livrées aux insurgés. Au final, de même que dans les trois conflits gelés, la Russie est parvenue à s'imposer comme partie prenante des négociations internationales censées résoudre la crise. Des négociations qui, à Minsk en février 2015, ont abouti à un cessez-le-feu, mais aussi à un accord pour la reconnaissance par la Constitution ukrainienne d'un statut spécial aux régions de l'est, condition préalable pour que l'Ukraine retrouve le plein contrôle de sa frontière. Un processus dont l'enlisement permettrait à Moscou d'affaiblir l'Ukraine sans avoir à se presser. ✘

**YANN MENS**



### EN SAVOIR

Géopolitique de la Russie, David Teurtrie, L'Harmattan, 2010

The Caucasus: An Introduction, par Thomas de Waal, Oxford University Press, 2010

The Central Asia and Caucasus Analyst, <http://www.cacianalyst.org/>

# SPÉCIAL COP21



**Energies renouvelables**, efficacité énergétique, économie circulaire, réglementation, fiscalité... Les savoir-faire technologiques et organisationnels nécessaires pour réussir la transition bas carbone ne sont plus, aujourd'hui, un obstacle. Ils sont largement connus, éprouvés, crédibles. Ils ne représentent pas des surcoûts économiques pour la société, mais au contraire, à terme, des bénéfiques, en termes d'emplois, de sécurité et de richesse. Reste à les mettre en œuvre.

Ce hors-série, riche en reportages et analyses, fait le tour des actions mises en œuvre par les citoyens, les collectivités territoriales, les entreprises et les Etats, au Nord comme au Sud. Des actions indispensables, qui doivent être à la fois plus ambitieuses et toujours plus partagées.

*En partenariat avec l'Agence Française de Développement, CCFD Terre solidaire, l'IDDRI et la Caisse des Dépôts*

**Commande** par téléphone au **03 80 48 10 40**  
ou par internet sur **www.alternatives-internationales.fr**

## Bulletin de commande

✓ **Je commande** Climat, les solutions pour sauver la planète, hors-série n° 17 d'Alternatives Internationales (complétez le tableau ci-contre).

✓ **Je règle par...**

- chèque** (France uniquement) à l'ordre d'Alternatives Internationales
- carte bancaire** (CB, Visa, Eurocard-Mastercard)

N°

Expire fin :

Date et signature

Indiquez les 3 derniers chiffres figurant au dos de vos carte :

Le nom, prénom et adresse de nos abonnés sont communiqués à nos services internes et aux organismes liés contractuellement avec Alternatives Internationales sauf opposition de votre part. Dans ce cas, la communication sera limitée au service de l'abonnement. Les informations pourront faire l'objet d'un droit d'accès et de rectification dans le cadre légal.

À retourner accompagné de votre règlement à Alternatives Internationales, 12 rue du Cap-Vert, 21800 Quetigny

	Tarif unitaire	Quantité	Montant
De 1 à 3 ex.	10,80 €*		
De 4 à 9 ex.	8,82 €		
De 10 à 19 ex.	7,84 €		
A partir de 20 ex.	6,86 €		

\*dont 1 € de frais d'expédition. À partir de 4 exemplaires, les frais d'expédition sont offerts.

Mme M.

Nom

Prénom

Courriel

Adresse

Adresse

Code postal  Ville



# LES GAFA SONT-ILS

Google, Apple, Facebook et Amazon : ces quatre géants mondiaux du digital, les « GAFA », incarnent l'hégémonie des Etats-Unis dans le monde numérique.

## 1 - Qui sont-ils ?

Les entreprises américaines représentent près de 83 % de la capitalisation boursière\* du secteur numérique, tous pays confondus. Parmi les acteurs bien établis, quatre sortent du lot désormais résumés par un acronyme, les GAFA : Google, Apple, Facebook et Amazon. Leur domination est sans égal. 90 %

des recherches en ligne dans le monde se font sur Google, pourtant interdit en Chine. Les iPhones d'Apple traitent 45 % du trafic Web sur smartphones de la planète. Un être humain sur cinq dispose d'un compte Facebook. Quant à Amazon, non contente d'être devenue la plus grande librairie au monde et un géant du e-commerce, elle domine le marché mondial du *cloud computing*\*, devant Microsoft et IBM, porte-étendards des anciens géants de l'informatique. A eux quatre, les GAFA ont généré en 2013 autant de revenus que le PIB du Danemark ! Et les perspectives prometteuses de ces groupes se traduisent dans leurs

cours de Bourse : Apple et Google, en particulier, se targuent des deux plus grosses capitalisations boursières de la planète, devant des mastodontes comme ExxonMobil.

### APPÂTER PAR LA GRATUITÉ

Cette montée en puissance tient beaucoup au modèle d'affaires des quatre sociétés : « l'entreprise-marché ». Pour attirer le plus grand nombre d'utilisateurs possible, elles ont d'abord proposé un large panel de services gratuits ou peu chers, renonçant à réaliser des profits à court terme. Leur audience croissante a alors incité les développeurs de produits informatiques et les annonceurs à se positionner sur leurs plates-formes (Google Search, YouTube, Facebook, iTunes, Amazon Marketplace...) en proposant des applications et services complémentaires. Au passage, les dites plates-formes s'enrichissent donc de contenus qu'elles n'ont pas créés, tout en ponctionnant une commission sur les ventes. « Leur force tient en leur capacité à fédérer ces écosystèmes d'utilisateurs et de développeurs qui

apportent de l'information, des contenus et innovent pour elles », résume Benoît Thieulin, président du Conseil national du numérique.

### ATTIRER LES ANNONCEURS

La consécration est venue à partir de 2007, avec la démocratisation des smartphones. Google et Apple ont su s'arroger la quasi-totalité du marché des systèmes d'exploitation. Leurs plates-formes respectives, Android et iOS, qui équipent 96 % des smartphones dans le monde, sont devenues des passages obligés pour tout développeur d'application. Résultat : plus d'un million d'applications disponibles chez Android ainsi que chez iOS. Et une commission de 30 % perçue sur les applis payantes... En outre, les téléphones mobiles présentent l'intérêt de géolocaliser les internautes (ce qui permet de mieux comprendre leur comportement) et d'accroître les temps d'utilisation. « C'est grâce au téléphone mobile que Facebook est devenue rentable », explique ainsi Eric Leandri, directeur général de Qwant (moteur de recherche européen). *Les inscrits sur le site se sont mis à consulter leur fil d'actualité beaucoup plus souvent, dans le métro, les salles d'attente, etc. Les publicités sont devenues plus visibles et efficaces, et le chiffre d'affaires a décollé.* »

Désormais, les GAFA s'attaquent aux objets connectés. Montres intelligentes, casques de réalité virtuelle, thermostats connectés, interfaces pour la voiture sont autant d'opportunités d'en savoir davantage sur leurs clients, de leur proposer des services adaptés..., attirant au passage toujours plus d'annonceurs. ✖

THOMAS LESTAVEL

### REPÈRE

\* **Capitalisation boursière :** valeur de l'ensemble des actions d'une société cotée en Bourse. C'est donc le prix qu'il faudrait théoriquement payer pour devenir l'unique actionnaire de l'entreprise.

\* **Cloud computing :** ensemble de services informatiques à distance tels que l'hébergement de sites Web.

### LES MASTODONTES DU DIGITAL

				
<b>CŒUR DE MÉTIER</b>	Moteur de recherche	Hardware (ordinateurs, téléphones, tablettes...)	Réseau social	E-commerce
<b>MARQUES CLÉS</b>				
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	66 milliards de \$	182,8 milliards de \$	12,5 milliards de \$	89 milliards de \$
<b>RÉSULTAT NET</b>	14,1 milliards de \$	39,5 milliards de \$	2,9 milliards de \$	- 241 millions de \$
<b>CAPITALISATION BOURSÈRE</b>	483 milliards de \$	679 milliards de \$	288 milliards de \$	599 milliards de \$
<b>NOMBRE DE SALARIÉS</b>	57 000	93 000	11 000	222 400

Source : compilation Thomas Lestavel

# INCONTRÔLABLES ?

Leur réussite insolente repose sur deux leviers majeurs : l'innovation et l'effet de réseau. Sans oublier l'argent, éternel nerf de la guerre.

## 2 - Comment ont-ils acquis leur position dominante ?

**A**ujourd'hui, une recherche sur Google apporte en quelques secondes autant d'informations que des heures de recherches en bibliothèque indispensables il y a quinze ans encore. Grâce à Facebook, en quelques clics, tous vos amis sont prévenus du lieu de votre pendaison de crémaillère. Et les loueurs de DVD ont quasiment disparu, incapables de rivaliser avec iTunes ou Amazon Instant Video. « *Les GAFAs aident les gens à gagner du temps avec des services intuitifs, faciles à utiliser ; c'est leur grande force* », décrit l'agence FaberNovel dans son rapport sur les « GAFAnomics »<sup>1</sup>.

### ANTICIPER LES DÉSIRS

Cette approche s'accompagne d'une grande capacité à se remettre en question. « *Ils ne se reposent pas sur leurs lauriers. Ils opèrent des tests en permanence, dont beaucoup échouent d'ailleurs* », précise Eric Leandri, DG de Qwant, moteur de recherche concurrent de Google. Grâce à la technique de l'A/B testing, par exemple : elle consiste à essayer un format différent sur une page Web (B) en la proposant à tout ou partie des internautes et en calculant l'écart de trafic avec l'apparence habituelle (A). « *Au bout de quelques secondes, ils peuvent déjà comparer les résultats* », souligne Eric Leandri. Grâce à des algorithmes poussés, les GAFAs sont aussi capables de vous envoyer des suggestions d'achat sur la base de votre navigation sur Internet<sup>2</sup>. Cas d'école, Amazon vous recommande des produits proches



ILLUSTRATION : JOCKE COLSON

de ceux que vous avez déjà commandés, en se référant au comportement d'achat des autres utilisateurs.

### DES INVESTISSEURS PATIENTS

Tout cela, cependant, ne suffit pas à expliquer leur position ultrado-

minante. Comme le rappelle Olivier Sichel dans « L'échiquier numérique américain »<sup>3</sup>, l'utilité d'un réseau Internet comme YouTube ou Facebook est proportionnelle au « carré du nombre de ses utilisateurs » : si un réseau social, par >>>

>>> exemple, parvient à attirer plus de membres que son concurrent (comme ça a été le cas pour Facebook face à Myspace), il devient beaucoup plus attractif que lui, car

**Début 2014, Facebook a racheté WhatsApp, une start-up de 40 employés, pour... 19 milliards de dollars**

l'internaute préfère aller sur le site où il a le plus de chances d'être en contact avec le plus de monde. Le réseau qui a pris un peu d'avance creuse rapidement

l'écart avec ses rivaux, au point qu'un jour il ne peut plus être rattrapé. La start-up devenue géant peut alors amortir ses frais de recherche et développement sur un chiffre d'affaires croissant, car ajouter un utilisateur ne coûte quasiment rien.

L'émergence et le développement rapide des GAFAs s'expliquent, enfin, par un accès aisé aux circuits de financement, propre aux Etats-Unis. Si Google, Facebook et Amazon ont pu se permettre d'investir énormément, quitte à ne pas gagner d'argent pendant de nombreuses années, c'est parce qu'elles ont su trouver des investisseurs prêts à patienter. « *Les fonds de venture capital\* américains prennent beaucoup plus de risque qu'en Europe* »,

confirme Thierry Isckia, maître de conférences à Télécom Ecole de Management. Désormais en Bourse, les quatre géants du digital bénéficient de telles valorisations qu'ils peuvent racheter à prix d'or leurs éventuels concurrents. Ainsi début 2014, Facebook a acquis la messagerie instantanée WhatsApp, une start-up de 40 employés, pour... 19 milliards de dollars, soit la valeur de Michelin (112 000 employés).

Facebook valant près de 300 milliards de dollars en Bourse, ce rachat « préventif » ne représentait que 6 % de sa valeur. ✖ **T. L.**

1. Disponible sur [fabernovel.com](http://fabernovel.com)  
2. « Les promesses très commerciales du "big data" », par Thomas Lestavel, *Alternatives Économiques* n° 350, octobre 2015  
3. Disponible sur [www.ifri.org](http://www.ifri.org)



ILLUSTRATION : JOYCE COLSON

Ils ont beau bénéficier d'une position dominante sur leurs créneaux respectifs, les GAFAs ne s'en contentent pas. Les moyens quasi illimités dont ils disposent leur permettent d'étendre leur périmètre en se diversifiant tous azimuts.

## 3 - Quelle est leur stratégie ?

**G**oogle, bientôt concurrente d'Orange et de Free ? Il y a quelques années, la firme évoquait son intention d'étendre un jour en Europe son réseau de fibre optique à très haut débit, « Google Fiber », qu'elle déploie en ce moment à Kansas City. La promesse : un réseau 100 fois plus rapide que le câble traditionnel... Certes, d'après une étude de la banque Goldman Sachs, il faudra à Google au moins 140 milliards de dollars pour raccorder l'ensemble des Etats-Unis. Mais ce coût faramineux reste jouable pour le moteur de recherche, qui pourrait ainsi collecter davantage de données sur la navigation des internautes. Quant à ces derniers, ils profiteront des performances accrues pour consommer davantage de vidéos, avec à la clé des recettes publicitaires en hausse pour des sites comme YouTube.

Facebook, Amazon et Apple multiplient aussi les initiatives pour s'étendre hors de leur métier original. Elles visent toutes une intégration verticale\*. Ainsi, « *Google a investi 100 millions de dollars dans le producteur d'énergie solaire Sun Power en avril 2014, et plus globalement 1 milliard de dollars dans le secteur des énergies renouvelables depuis 2011 [afin de] sécuriser son activité [et de] se prémunir contre les défaillances possibles* » de ses fournisseurs d'électricité, décrypte Olivier Sichel dans « *L'échiquier numérique américain* » (Ifri, 2014). Amazon étend son périmètre d'action en aval, dans la livraison. En octobre, elle a annoncé son intention de racheter le français Colis Privé, concurrent de La Poste. A l'avenir, elle projette d'utiliser des drones pour livrer à domicile.

### REPÈRE



\* **Fonds de venture capital** : structures financières qui prennent des parts dans des entreprises très jeunes à fort potentiel. Beaucoup de ces start-up disparaissent au bout de quelques années, mais certaines sont revendues avec une plus-value énorme, ce qui compense les pertes liées aux autres.

Au-delà de l'intégration verticale, le champ d'action des GAFAs s'étend à d'autres secteurs d'activité touchés par la numérisation : objets connectés pour la santé (Apple HealthKit), thermostats intelligents pour optimiser la consommation d'énergie (Nest racheté par Google), applications pratiques dans la mobilité (Google a pris des parts dans Uber), streaming musical (Apple Music), robots (Google), liseuses digitales (Amazon Kindle)... « Ils disposent d'un avantage concurrentiel de taille : pouvoir observer et collecter une masse d'informations sur les relations entre les deux faces du marché, internautes et entreprises, et construire

une connaissance poussée sur la consommation et les usages », décrypte Benoît Thieulin.

### POUVOIRS PUBLICS DÉPASSÉS

L'automobile n'y échappe pas : Apple et Google rivalisent pour devenir l'opérateur du système de commandes des voitures. Les constructeurs courent ainsi le risque d'être réduits au rang de fournisseur de matériel et de voir leur échapper toute la valeur ajoutée. Voilà pourquoi BMW, Audi et Mercedes-Benz ont mis 2,8 milliards d'euros sur la table l'été dernier pour racheter à Nokia son service de GPS « Here », concurrent direct de Google Maps.

Jusqu'où iront les GAFAs ? Certains les voient concurrencer des services publics défaillants. « La simple comparaison de l'Apple HealthKit et du dossier médical partagé\* en termes de conception, de mise en place et de service rendu devrait faire vaciller les certitudes les plus ancrées », avertit Benoît Thieulin. Et d'ajouter : « Les pouvoirs publics sont menacés d'obsolescence. » Alors que les États se serrent la ceinture, les géants du Web ont des dizaines de milliards de dollars de cash prêts à être investis. ✖ T. L.

### REPÈRE

\* **Intégration verticale :** diversification vers les activités en amont et en aval du cœur de métier d'une entreprise, en vue de maîtriser l'ensemble du cycle de vie du produit (de la conception à la distribution). Cela passe souvent par le rachat de clients et/ou de fournisseurs.  
\* **Dossier médical partagé :** dossier informatisé reprenant toutes les informations liées à un patient. Ce projet, lancé par le ministère français de la Santé en 2004, a pris beaucoup de retard et n'est toujours pas déployé à l'échelle nationale.

Les GAFAs bénéficient des faveurs de l'administration américaine jusqu'au plus haut niveau. Une collusion qui prête à controverse : par le passé, les services secrets américains se sont introduits dans les serveurs des géants du Web.

## 4 - De quels soutiens politiques disposent-ils ?

Le moteur de recherche Google, l'outil Google Earth (Keyhole à l'époque) et Facebook peuvent remercier la CIA, sans qui ils n'auraient peut-être jamais vu le jour. En 1999, l'agence de renseignement américaine a créé le fonds de capital-risque In-Q-Tel, qui a investi dans ces trois sociétés encore à l'état de start-up. De fait, la réussite économique des GAFAs s'explique aussi par le volontarisme politique de leur pays hôte. « A la chute du mur de Berlin, les dirigeants américains se sont interrogés sur les attributs de leur nouvelle puissance au XXI<sup>e</sup> siècle. Les agences gouvernementales comme la NSA ou la DARPA<sup>1</sup> ont activé des réseaux de chercheurs, d'industriels et de financiers pour concevoir la stratégie numérique des États-Unis, raconte Benoît Thieulin, président du Conseil national du numérique. L'État a par ailleurs soutenu le développement du digital à travers des programmes comme les Information

*Superhighways ou le National Broadband Plan.* »

Ces initiatives ont agi comme des rampes de lancement pour accompagner l'émergence des GAFAs. Le gouvernement a ensuite encouragé leur développement à l'international en défendant leurs intérêts. En témoigne le bras de fer au début de l'année entre Barack Obama et les pays européens, le président américain fustigeant leur « protectionnisme » suite aux enquêtes lancées contre Google et Facebook (voir partie 5). « La puissance de feu des États-Unis contraste avec les pays de l'Union européenne, qui n'ont pas encore de position commune sur les sujets digitaux », regrette Sébastien Jean, directeur du Cépii.

« Le lobbying aux États-Unis fonctionne de telle sorte que l'administration est très connectée aux grandes entreprises », rappelle l'expert. De fait, les grands noms de la Silicon Valley ont soutenu la campagne de Barack Obama. Celui-ci a choisi comme directrice informatique l'ancienne présidente

du laboratoire de recherche Google X, avec pour adjoint... un ancien juriste de Google en charge du lobbying. « Ma relation avec la Silicon Valley et avec la communauté "tech" est historiquement bonne. La plupart de ces gens sont des amis », assure le président.

Cette solidarité repose sur des intérêts réciproques. « Obama a besoin des GAFAs ; d'abord, parce qu'ils contribuent au dynamisme économique des États-Unis et à leur rayonnement à l'international ; ensuite, parce qu'il voit en eux des alliés dans la lutte contre les pirates du Net », résume Eric Leandri, DG de Qwant. Les conflits passent de plus en plus par des cyberattaques ; or, les géants américains du Net manipulent des volumes considérables de données provenant du monde entier. Une >>>

**Les pays de l'Union européenne n'ont pas de position commune sur les sujets digitaux**

>>> manne alléchante pour les experts du renseignement qui veulent savoir ce qui se prépare un peu partout. Edward Snowden, l'ancien informaticien de la CIA et de la NSA, a révélé comment, dans le cadre de programmes de surveillance comme PRISM, les services secrets américains piochaient des informations dans les serveurs de Google. « *Si vous voulez protéger votre vie privée, laissez tomber Google et Facebook* », recommande Snowden dans une interview.

Evidemment, ces suspicions ne font pas les affaires des plates-formes dont le succès repose sur la confiance que leur accordent leurs utilisateurs. Elles se sont offusquées publiquement de ces révélations et ont nié toute collaboration avec le gouvernement. Mais le doute s'est instillé. ✘ T. L.

1. NSA : cyber-renseignement ; DARPA : recherche sur les nouvelles technologies militaires.

Grâce à des montages financiers difficiles à ausculter, les GAFAs parviennent à réduire leurs impôts à la portion congrue. En outre, la position centrale de leurs plates-formes met en danger le libre jeu de la concurrence.

## 5 – À quelles réglementations échappent-ils et pourquoi ?

Cinq millions d'euros, c'est la somme fort modeste que Google a versée l'an dernier au Trésor public français au titre de l'impôt sur ses bénéfices.

Pourtant, ses revenus publicitaires dépassent le milliard d'euros dans l'Hexagone. Explication : l'évasion fiscale. Depuis 2011, l'administration tricolore reproche au moteur de recherche de pratiquer la méthode du « sandwich hollandais », qui consiste à déclarer la quasi-totalité de ses bénéfices en Irlande pour ensuite les transférer dans un paradis fiscal, les Bermudes, via les Pays-Bas. Une technique pratiquée partout sur la planète par de nombreuses multinationales, au premier rang desquels les GAFAs.

### SUPRÉMATIE TOTALE

En général, l'entité aux Bermudes emploie très peu de personnes mais facture aux autres filiales des redevances particulièrement élevées – comprendre, artificiellement gonflées – pour l'utilisation d'une marque, d'un brevet ou d'une technologie censés être produits sur place. « *Comme ce sont des actifs immatériels qui peuvent être codés à peu près n'importe où, il est particulièrement difficile de savoir dans quels pays la valeur ajoutée a effectivement été créée* », dénonce Mathilde Bras, rapporteuse au Conseil national du numérique. De la même façon, Apple ne paie que 2 % d'impôts au niveau mondial sur ses gigantesques bénéfices... alors que le taux moyen d'impôt sur les sociétés s'établit à 24 % dans le monde.



ILLUSTRATION : JOYCE COLSON

Les géants du Web font aussi jouer la concurrence entre les gouvernements : ils s'engagent à installer des activités et à recruter dans un pays à condition que l'administration nationale leur consente des « cadeaux fiscaux ». Or, de telles ristournes s'apparentent à des aides publiques, et constituent donc une entrave au principe européen de concurrence libre et non faussée. La Commission européenne a récemment sanctionné plusieurs firmes. Pas de GAFA à ce jour, mais Apple est soupçonnée pour un accord avec l'Irlande.

A la problématique fiscale, viennent s'ajouter des questionnements sur la situation dominante des plates-formes comme Google, YouTube ou Facebook. La nouvelle économie promettait de faire disparaître les intermédiaires. A la place, elle en a fait émerger de nouveaux, moins nombreux mais beaucoup plus puissants – les GAFA justement. L'effet de réseau jouant à plein, leur suprématie devient de plus en plus difficile à contester. « *Par le passé, des entreprises digitales qui jouissaient de positions très fortes comme Netscape ou Yahoo! ont été délogées par d'autres. Mais est-il encore possible aujourd'hui de renverser Google, Facebook ou Amazon?* », pointe Sébastien Jean, directeur du Cépîi.

### ET LA CONCURRENCE ?

La Commission de Bruxelles a ouvert une enquête sur d'éventuels abus de position dominante par Google. Ils concernent la comparaison de prix via le moteur de recherche et, plus récemment, le système d'exploitation pour mobiles Android. Dans les deux cas, la multinationale est accusée de mettre en avant ses propres outils au détriment des services concurrents. Apple est soupçonnée d'agissements similaires avec son magasin d'applications App Store. Mais le temps de la justice n'est pas celui de la technologie. L'enquête européenne sur le moteur de recherche Google, ouverte fin 2010, n'est toujours pas terminée. Et il a fallu patienter douze ans pour que la Commission interdise à Microsoft d'installer Internet Explorer par défaut sur les ordinateurs équipés de Windows. ✖ T. L.

Les idées ne manquent pas pour obliger les GAFA à s'acquitter de leurs impôts et à s'ouvrir à la concurrence. Cela demandera du volontarisme politique et une collaboration étroite entre Etats européens.

## 6 – Comment mieux les encadrer ?

Le gouvernement britannique a créé la surprise l'an dernier en annonçant son intention d'introduire une taxe de 25 % sur les profits des multinationales qui sont « *artificiellement transférés dans un autre pays* ». Surnommée « *taxe Google* », cette mesure vise en particulier les GAFA, passés maîtres dans l'art de l'optimisation fiscale. La France aussi a commencé à réagir. En avril 2014, le fisc a lancé une procédure contre Google qui pourrait déboucher sur un redressement d'un milliard d'euros.

En réalité, l'évasion fiscale ne se combat efficacement que si les administrations des différents pays collaborent pour vérifier que la répartition géographique des bénéfices est plausible. L'Union européenne et l'OCDE, à l'instigation du G20, planchent depuis quelques années sur un contrôle renforcé des prix de transfert\*, notamment ceux des logiciels, des brevets et des marques – des actifs immatériels plus difficiles à évaluer que les marchandises. Une réglementation européenne récente va imposer aux Etats membres d'échanger leurs informations fiscales sur les multinationales à partir de 2017. L'OCDE, de son côté, s'est lancée en 2012 dans le projet BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) qui vise à renforcer la coopération entre administrations fiscales en vue de déceler les montages.

Mais des solutions plus ambitieuses devront être envisagées, telles que la taxation unitaire au niveau européen, à l'image de ce qui se fait déjà entre les 50 Etats américains. Concrètement, les GAFA et autres grands groupes déclareraient leur bénéfice consolidé sur l'ensemble de l'Europe plutôt que pays par pays. Ensuite, ces profits seraient « ventilés » entre les Etats européens en fonction du chiffre d'affaires, du nombre de salariés et des investissements dans chaque pays.

Enfin, chaque portion du profit serait imposée au taux du pays concerné. Des spécialistes français ont imaginé un changement de fiscalité plus radical. Plutôt que de viser les bénéfices des GAFA, facilement manipulables, le conseiller d'Etat Pierre Collin et l'inspecteur des finances Nicolas Colin proposent de taxer leur utilisation de la bande passante et les volumes de données personnelles qu'ils collectent.

### ÉVALUER LA LOYAUTÉ

Sur le front des pratiques anticoncurrentielles (voir partie 5), des idées émergent aussi. Le Conseil national du numérique recommande d'instituer une obligation de portabilité des données. A l'instar de votre numéro de portable que vous pouvez conserver lorsque vous changez d'opérateur, les plates-formes numériques comme Facebook seraient obligées de vous « rendre » vos données si vous souhaitez les transférer vers d'autres services. Cela faciliterait l'émergence d'offres concurrentes. En la matière, « *une loi ne suffira pas*, tempère Olivier Sichel, cofondateur de l'Open Internet Project. *Il faut mettre en place une autorité de régulation, une Arcep\* du numérique. Si l'Europe persiste dans son action timorée et pataude en la matière, il faudra agir sans plus attendre au niveau national.* »

Une alternative à ces solutions coercitives qui pourrait s'avérer tout aussi efficace : mettre en place une agence de notation sur la loyauté des plates-formes vis-à-vis de leurs utilisateurs. Un tel principe, prévu dans le projet de loi numérique en France, aurait un pouvoir d'influence important sur les GAFA, qui tiennent à soigner leur réputation auprès des internautes. ✖ T. L.



### REPÈRE

\* **Prix de transfert** : prix facturé par la filiale A d'un grand groupe à la filiale B du même groupe située dans un pays différent. Certaines multinationales gonflent artificiellement les tarifs intragroupes pratiqués par les filiales situées dans des pays à faible imposition (comme l'Irlande), afin de minorer les bénéfices, donc les impôts versés, dans les pays à fiscalité plus élevée (comme l'Allemagne ou la France).

\* **Arcep** : autorité qui régule le secteur des télécommunications en France. Elle a un pouvoir de sanction qui va jusqu'au retrait de licence pour les opérateurs qui ne respecteraient pas les principes d'une « *concurrence effective et loyale au bénéfice des consommateurs* ».

# CES HOMMES SONT DES BLONDES

Ne vous fiez pas aux apparences. Demain, ces nageurs d'Accra (Ghana) seront des infirmières à la chevelure platine. Pulpeuses mais sans défense. Ou des pilotes de l'armée américaine revenant d'Afghanistan, dont l'épouse est morte en leur laissant un fils à élever. Et vous y croirez pour peu qu'à l'autre bout du monde, vous manquiez d'affection. Les Sakawa Boys, surnom donné à cette corporation de gagners, aiment se délasser à la piscine, mais ce sont de redoutables travailleurs. Vissés au box d'un cybercafé ou derrière l'écran de leur ordinateur portable pour ceux qui en ont déjà les moyens, ils passent des jours, des semaines, des mois à cajoler, draguer, faire larmoyer des inconnu(e)s à l'autre bout d'Internet pour leur soutirer des sommes d'argent. Petites, d'abord, mais qui grossissent au fil de l'amour débordant qu'ils ont réussi à susciter. Il faut d'abord hameçonner la victime sur un site de rencontres, puis la convaincre d'échanger les adresses e-mail, et surtout se fabriquer un profil. Si le correspondant est un homme, trouvez une photo de créature avantageuse, mais en quête de protection. Si c'est une femme, inventez un mâle aisé, prêt à en faire bénéficier une compagne aimante. C'est ce qui marche en tout cas chez les Sakawa Boys qui, pour gagner leur vie, préfèrent embobiner à durée indéterminée plutôt que de se démolir les poumons en démembrant à la décharge d'Agbogbloshie les tonnes de déchets informatiques qui arrivent des pays fortunés. Ce sont des inquiets, cependant. Et si la séduction virtuelle ne marchait plus ? Alors ils consultent. Ils se font fabriquer des amulettes, ils paient des prêtres traditionnels pour attirer sur eux les bonnes affaires. Celles qui vous donnent les moyens, après le boulot, d'aller draguer en boîte. De face, cette fois. Sans profil. ✘



© PER-ANDERS PETTERSSON/COSMOS





© D. R.

## CHANG SUNG-UN LA REINE SOLEIL

**E**lle arrive au rendez-vous en vieux jogging, les bras encombrés d'une gigantesque boîte en carton. « Pardonnez-moi, je n'ai pas eu le temps de me changer ! » Contraste saisissant avec le milieu rigide et empesé de l'entreprise en Corée du Sud... Chang Sung-un, 32 ans, est la fondatrice de YolK<sup>1</sup> (« jaune d'œuf »), start-up basée à Séoul. Son produit phare : de petits panneaux solaires élégants et modulables, assez fins pour être glissés entre les pages d'un livre et capables de recharger un smartphone en deux heures et demie.

« Les chargeurs solaires conventionnels sont trop lourds et sont destinés aux campeurs. J'ai voulu rendre la technologie photovoltaïque légère et belle, à travers un produit que les gens sont fiers de porter. » Pari gagné : sa campagne de financement participatif via la plate-forme Internet Kickstarter lui a déjà permis de lever plus d'un million de dollars...

C'est la campagne de *crowdfunding* la plus fructueuse jamais réussie par une entreprise sud-coréenne. Dans une économie asphyxiée par les *chaebols*, ces conglomérats colossaux et omniprésents tels que Samsung, Hyundai ou LG, il est très difficile pour une start-up de percer. Les *chaebols* attirent les meilleurs diplômés et leur puissance financière phénoménale leur permet d'écraser toute concurrence venue des PME... quitte à s'approprier au passage leurs concepts en les copiant. A cela s'ajoute la grande frilosité des investisseurs traditionnels. Le finan-

ciement participatif a permis à Chang Sung-un de s'affranchir de ces contraintes et d'entrer directement en contact avec ses clients dans le monde entier. « C'est l'indépendance ! Nous avons une bonne idée, un bon design. Nous ne voulons pas perdre notre temps à mendier de

l'argent », se félicite la jeune femme dans un sourire presque enfantin. Cette chef d'entreprise enthousiaste est née et a grandi à Séoul. A 21 ans, sa famille déménage au Canada. Puis Chang Sung-un part étudier le *design* à l'Ecole de l'Institut d'art de Chicago. Etudiante douée, elle remporte deux des prix les plus prestigieux dans le domaine du *design* : le Red Dot Award en 2009, puis l'IF Award en 2010. Mais c'est en Corée du Sud qu'elle décide de rentrer fonder son entreprise. « Pour l'aspect fabrication industrielle, c'est le meilleur pays. J'ai aussi bénéficié d'aides du gouvernement. » Elle a installé ses bureaux dans un incubateur de start-up à Yongsan, en plein centre de Séoul ; plusieurs de ces lieux dédiés aux jeunes créateurs de PME de l'économie créative ont récemment éclos dans la capitale sud-coréenne.

### 18 HEURES DE TRAVAIL PAR JOUR

« Au début, mes parents étaient un peu inquiets. C'était un choix beaucoup plus risqué que de travailler pour un conglomérat ! » Etre salarié d'un *chaebol* est un marqueur de prestige social en Corée du Sud : les pressions de l'entourage pour y faire carrière sont écrasantes, tandis que la culture de l'entrepreneuriat est très peu valorisée. « Il y a tellement de jeunes gens brillants en Corée. C'est un énorme gâchis de les faire travailler pour les grands groupes. Heureusement, les nouvelles générations ont le courage de défier ces normes sociales. »

Autre obstacle à surmonter : être une femme, dans un pays toujours très patriarcal où la carrière de beaucoup d'entre elles se heurte vite au « plafond de verre ». « Je travaille dans le monde industriel, dans les usines. C'est vrai que c'est un environnement masculin et dur. Mais je n'ai jamais rencontré de difficulté majeure. On est au XXI<sup>e</sup> siècle après tout ! Nous nous respectons, nous travaillons bien ensemble. »

Chang Sung-un œuvre d'arrache-pied, « en général plus de 18 heures par jour ». Elle prépare déjà un nouveau produit, prévu pour 2016, qui vise lui aussi à démocratiser l'usage de l'énergie solaire. Mais pour l'instant, c'est un secret. ✕

FREDERIC OJARDIAS (à Séoul)

1. Site Internet : <http://yolkstation.com>

**EN DATES** 

**1983** Naissance.

**2004** Déménagement au Canada avec sa famille.

**2009** Obtient le Red Dot Award.

**2010** Reçoit l'IF Award.

**2015** Lève plus d'un million de dollars lors d'une campagne de financement participatif. Création de YolK et production de minipanneaux solaires Solar Paper.

france  
culture

C'EST  
POUR  
VOUS

# LES CARNETS DE L'ÉCO

DOMINIQUE ROUSSET  
DU LUNDI AU JEUDI 17H55-18H

Actualité, débat d'idées, décryptage des grands enjeux contemporains, expérience de terrain : la diversité des analyses et des parti-pris est au cœur de l'Économie.



© - Christophe Abramowitz

en partenariat avec

Alternatives  
Economiques

franceculture.fr / @Franceculture



Après des décennies de règne sans partage, Mao s'éteint, laissant un héritage idéologique et culturel encombrant. Sa mort est le point d'orgue d'une succession d'échecs politiques et personnels.

# 1976: MAO MEURT PLUSIEURS FOIS



© KEystone-FRANCE

**L**a mort physique des pires dictateurs leur ouvre souvent une deuxième vie, peu glorieuse celle-là, dans les mémoires et dans l'histoire. Ainsi l'héritage politique de Hitler a-t-il été immédiatement abandonné et celui de Staline, critiqué. A l'inverse, l'héritage de Mao Zedong a été officiellement protégé par ses successeurs. Il demeure en principe aujourd'hui le père d'un régime communiste qui, dans les faits, a beaucoup changé.

Une deuxième originalité est que sa mort, le 9 septembre 1976, aura été précédée par des échecs personnels tragiques et un terrible déclin. En un sens, plusieurs morts avaient frappé Mao Zedong bien avant qu'il disparaisse. Ces premières morts avaient

Le 13 septembre 1976, à Pékin, la dépouille mortelle du Grand Timonier est exposée au public sur un catafalque.

pour cause de l'inévitable échec de ses prétentions délirantes.

Ainsi, il avait prétendu jouir sans limites des femmes qu'il dominait et des attaches familiales qu'il mimait, mais sans se reconnaître d'obligations : il avait successivement abandonné au supplice sa première épouse, oublié ses trois enfants, trompé puis expédié à Moscou sa principale compagne de la Longue Marche – tout cela, car il ne s'intéressait qu'à la lutte pour le pouvoir. Mais il a ensuite été puni par la méchanceté que lui témoigna dès les années 1940 l'épouse qui, elle, l'avait

séduit : Jiang Qing, d'emblée intéressée elle aussi par le seul pouvoir.

## LA DYNASTIE IMPOSSIBLE

Découvrant ensuite son fils aîné déjà adulte qu'il avait ignoré jusque-là, il voulut se l'attacher pour qu'il lui succède – car le prétendu marxiste qu'était Mao avait été nourri depuis l'enfance de récits et légendes sur l'histoire impériale de son pays. Mais le fils aîné, héritier idéal, qui s'était engagé dans la guerre de Corée pour faire la preuve de sa valeur, disparut dans un bombardement américain en novembre 1950. Ce fut un drame pour Mao car ses trois autres enfants étaient l'un débile et les autres des filles : il n'était dès lors plus question pour lui de fonder une dynastie.

+ **JEAN-LUC DOMENACH**  
Directeur de recherche  
émérite au Céri-Sciences Po

La mort politique de Mao Zedong a donc commencé dès le début des années 1950. Privé de toute solution dynastique, il prétend alors réaliser d'un coup le communisme pour laisser au moins son nom dans l'histoire : le résultat sera l'immense catastrophe du Grand Bond en avant – 37 millions de morts des suites d'une effroyable famine (1958-1962). S'estimant trahi et menacé par ses collègues, Mao lance bientôt la Révolution culturelle, en principe pour combattre le révisionnisme, en fait pour se débarrasser de ses proches plus réalistes. Mais dès 1966-1967, le désordre des factions l'emporte ainsi que la réalité d'un peuple avant tout intéressé à survivre. Très vite, Mao doit batailler en retraite pour protéger son pouvoir du chaos – et pour cela, jeter dans la bataille des capacités de manœuvre longtemps intactes, puis des forces physiques déjà déclinantes. Au carrefour des années 1960 et 1970, au moment même où son astre monte au plus haut dans les jeunes du monde, Mao lutte pour survivre physiquement et politiquement dans son pays...

#### LE RETOUR DE « L'AMI » DENG

Rapidement, ce terrible combat l'épuise. Sa mort physique se prépare donc dès le milieu de la Révolution culturelle, commandée par des déceptions humaines – le monstre se découvre du cœur... Lui qui n'avait jamais eu d'amis est littéralement épuisé par ce qu'il interprète comme des trahisons de ses anciens compagnons, en particulier celle du maréchal Lin Biao, son féal de toujours. Il n'est plus le même homme et son agonie commence. Elle est politique, d'abord : Mao est de plus en plus coincé entre la montée en gamme de son épouse Jiang Qing, qui entreprend de capter l'héritage de la Révolution culturelle, et le retour à Pékin, désormais nécessaire pour réduire le désordre, des anciens compagnons dont il avait cru devoir se débarrasser quelques années auparavant. Mais ceux-ci sont accompagnés de leurs enfants, qui ne pardonnent pas l'exil subi au fond des campagnes durant la Révo-

lution culturelle, et ils ont un chef que Mao lui-même se voit contraint de rappeler au pouvoir : Deng Xiaoping, encore un ancien compagnon supposé l'avoir trahi...

L'agonie est donc aussi morale et affective. Pour avoir refusé toute obligation humaine, il expérimente personnellement la solitude et découvre le mensonge et la perversité des autres. Il se repose autant qu'il peut sur Wang Dongxing, son directeur de cabinet qu'il avait autrefois chassé pour corruption. A force de se voir ignorées, ses filles, elles, ont organisé leur solitude loin de lui, laissant la place à un neveu, Mao Yuanxin, qui s'occupe de ramasser par avance une part de l'héritage. Son épouse ne le regarde plus que pour mesurer le rythme de son affaiblissement. Après avoir joui de toutes les femmes qu'il voulait pendant si longtemps, il doit se contenter de ses infirmières et femmes de compagnie. La meilleure d'entre elles, Zhang Yufeng, accepte de partager son lit et le soigne bien, mais calcule tout de même ses bénéficiaires.

#### MAO, L'OMBRE DE LUI-MÊME

Sans doute engrange-t-il en janvier 1976 une dernière satisfaction : le décès de Zhou Enlai, le Premier ministre trop parfait qu'il avait toujours détesté et auquel il avait interdit de soigner son cancer. Il ne se rend pas à ses funérailles, mais les pleurs de la multitude, puis en avril le soulèvement du peuple de Pékin en faveur de la mémoire des victimes du pouvoir de Mao signent la mort politique du président chinois. Au reste, cet homme qui avait tant discoursé se limite désormais à des borborygmes et des graffitis que sa maîtresse décrypte péniblement. Il disparaît finalement le 9 septembre 1976.

Lui mort, l'insulte ne tarde pas. Très vite se met en place le complot des grands anciens de la guérilla contre les arrivistes que la Révolution culturelle a déposés sur le sable du maoïsme. Dans la nuit du 5 au 6 octobre, une coalition qui s'étend des « maoïstes modérés »

à ceux qui travaillent déjà pour Deng Xiaoping s'empare du pouvoir grâce aux hommes de main de Wang Dongxing. La « Bande des quatre » (Wang Hongwen, Zhang Chunqiao, Jiang Zemin et Yao Wenyuan) est arrêtée sans coup férir.

#### L'AMBITION NATIONALE DEMEURE

Comme en URSS après la mort de Staline, tout sera fait dans un premier temps pour cacher l'ampleur inévitable du changement, par intérêt pour les uns, goût des convenances et prudence policière pour les autres. Mais ceux que Mao avait voulu éliminer réapparaissent très tôt aux plus hauts postes, Deng Xiaoping et Chen Yun en tête. Ils chassent les maoïstes dits modérés et commencent dès 1979 à définir une politique nouvelle, dont la réussite pousse aujourd'hui la Chine au plus haut rang mondial.

Dans cette politique, qui prétend à la fois à la fidélité, à l'efficacité et à l'innovation, la « pensée de Mao » ne compte plus pour grand-chose au sens où il ne s'agit plus de changer l'homme : il s'agit de produire de la puissance, de l'obéissance et de l'argent. De là d'immenses changements sociaux qui ont commencé à déqualifier les solutions strictement totalitaires et l'héritage pervers du Grand Timonier... En revanche, deux

### Pour avoir refusé toute obligation humaine, Mao expérimente la solitude et découvre le mensonge et la perversité des autres

continuités essentielles subsistent jusqu'à aujourd'hui. La première est la survie de l'ambition nationale, voire impériale, que Mao avait abondamment manipulée : par-là, malgré les mauvais souvenirs qu'il conserve de la Révolution culturelle qui l'exila lui aussi dans les campagnes, Xi Jinping, l'actuel patron du régime, est son digne successeur. La seconde continuité est la place qui est encore réservée au mensonge et à la dissimulation, ainsi que le discrédit concomitant de la morale publique. De ces deux points de vue, Mao Zedong est encore au pouvoir... ✘



#### EN SAVOIR

Mao, sa cour et ses complots. Derrière les murs rouges, Jean-Luc Domenach, Hachette Pluriel Reference, 2015.

## DÉBAT

# FAUT-IL OUVRIR LES FRONTIÈRES ?

Face à la crise migratoire qui touche l'Europe, les pays de l'Union sont divisés. L'afflux de réfugiés venus de Syrie, d'Erythrée ou d'Afghanistan, au péril de leurs vies, pose le problème d'une réponse européenne commune.

**Les demandeurs d'asile issus de pays en guerre risquent la mort en essayant de venir par tous les moyens jusqu'en Europe. Ne faut-il pas faciliter leur venue depuis les pays de transit en y traitant leurs demandes d'asile et en organisant ensuite leur transit ?**

**SANDRINE MAZETIER:** Bien sûr. Et nous travaillons avec le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, afin d'intervenir à partir des camps de réfugiés du Liban, de Jordanie et de Turquie. C'est une politique qu'il faudrait accélérer, mais sur laquelle nous avons le plus grand mal à mettre d'accord l'ensemble des pays membres de l'Union Européenne ou de l'espace Schengen. La France par ailleurs accorde déjà des visas d'asile à certains demandeurs. En 2014, le nombre de visas ainsi délivrés pour des Irakiens s'élevait à 1 200 et pour des Syriens à 1 157. Je souligne enfin que la France elle-même est un pays de transit, comme le démontre depuis dix ans la situation à Calais.

**LIONEL RAGOT:** C'est un devoir moral de venir en aide à ces personnes, mais un grand nombre de demandeurs d'asile ont des souhaits quant aux pays

où ils veulent s'installer. Il est assez logique, par exemple, qu'ils veuillent rejoindre des proches qui y vivent déjà. Souhait qui peut être contradictoire avec la répartition que les Etats européens se fixent entre eux.

**Le quota de demandeurs d'asile syriens que la France accepte, 24 000 en deux ans, n'est-il pas démesurément faible par rapport aux capacités d'un grand pays ?**

**S.M.:** La France n'accueille pas de quotas par nationalité. Le principe que François Hollande et Angela Merkel ont défendu à l'origine était celui d'un mécanisme permanent et obligatoire de répartition des demandeurs d'asile arrivant à une frontière de l'UE. Nos partenaires ne l'ont pas accepté. Un mécanisme provisoire, sur la base du volontariat de chaque Etat membre, a donc été instauré. (voir carte p.47) J'ajoute que les Syriens ne sont pas les seuls à avoir besoin de protection. Des Soudanais, des Erythréens, des Afghans et bien d'autres nationalités se trouvent aussi en danger.

**FRANÇOIS GEMENNE:** Le nombre de



demandeurs que la France accepte est très faible, mais en même temps, les demandeurs d'asile ne veulent pas venir en France. Ils privilégient l'Allemagne ou la Suède où ils seront mieux accueillis et où ils auront davantage d'opportunités économiques. La France, qui reste attractive sur le plan universitaire, pourrait en revanche accroître le nombre de visas étudiants qu'elle délivre pour des jeunes gens qui sont encore en Syrie.

**Faut-il harmoniser l'interprétation de la Convention de 1951 sur les réfugiés par l'ensemble des pays membres de l'UE ?**



+ **SANDRINE MAZETIER**  
Députée de Paris  
(Parti Socialiste),  
Vice-présidente de  
l'Assemblée Nationale



+ **LIONEL RAGOT**  
Professeur d'économie à  
l'Université Paris Ouest  
Nanterre La Défense,  
Conseiller scientifique  
au CEPII



Des migrants arrivent sur l'île grecque de Lesbos après avoir traversé la mer Egée, le 2 novembre 2015. Au mois d'octobre, près de 220 000 hommes, femmes et enfants, ont tenté la traversée de la Méditerranée pour gagner l'Europe. Un record.

**S.M. :** La directive européenne « Accueil » qui a été transposée même tardivement en France impose des normes minimales d'accueil. Mais je ne suis pas favorable à une interprétation unique de la Convention, car du fait des règles de vote au sein de l'UE, cela risquerait d'aboutir à une harmonisation par le bas. Je n'ai aucune envie que ce soit la conception de Viktor Orban, le premier ministre hongrois, qui prévale, ou celle d'Etats membres qui ne veulent accueillir que des réfugiés chrétiens en totale contradiction avec la Convention de Genève.

**F.G. :** Aujourd'hui, nous avons 28 sys-

tèmes nationaux différents. Ce qui est très injuste pour les demandeurs qui ont plus ou moins de chance d'obtenir l'asile selon le pays par lequel ils entrent dans l'UE puisqu'en vertu du règlement de Dublin c'est là qu'ils doivent déposer leur requête. Il faut donc dans un premier temps harmoniser l'interprétation de la Convention de Genève, et dans un second, instaurer un système centralisé de traitement des demandes d'asile. Dans un tel système, la Commission Européenne, ou un organe dépendant d'elle, gèrerait directement les demandes d'asile et mettrait en place un système de répartition des

réfugiés qui tiendrait compte à la fois des desiderata des demandeurs d'asile et des capacités d'accueil différenciées des Etats membres.

**Dans la mesure où les motivations d'un migrant sont souvent multiples, ne faut-il pas supprimer la distinction entre réfugiés politiques ou de guerre d'une part, et migrants économiques d'autre part ?**

**S. M. :** J'y suis totalement opposée, ce serait un relativisme très dangereux. Les situations auxquelles sont confrontés les migrants ne sont pas de même gravité. Une personne qui quitte son pays parce qu'elle est en danger >>>



**+ FRANÇOIS GEMENNE**

Chercheur en science politique à l'université de Liège et à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, chercheur associé au CERI

» de mort, et pas seulement parce qu'elle manque de perspective économique, doit pouvoir bénéficier d'une protection inconditionnelle.

**F.G. :** Je suis favorable, au contraire, à ce que l'on fusionne les différentes catégories de migrants. Je ne crois pas que nous soyons en capacité de décréter que le projet migratoire des uns est plus légitime que celui des autres. Dans la pratique, de surcroît les raisons qui poussent les gens à fuir sont, et seront, de plus en plus mélangées. Les Syriens se sont d'abord mis à l'abri dans les pays immédia-

tement voisins. Ceux qui tentent désormais la traversée vers l'Europe le font pour chercher une vie meilleure et parce que les conditions de vie dans les camps de réfugiés sont déplorables. Motifs politiques et économiques se mêlent.

**Sandrine Mazetier**

**L.R. :** Je crois qu'il faut préserver cette distinction pour bien montrer que c'est un impératif moral, et non pas un pur choix politique, que d'accueillir des personnes qui sont persécutées ou dont la vie est directement menacée par la guerre.

**S.M. :** Renoncer à la distinction entre réfugiés politiques et migrants économiques, c'est s'interdire de faire pression sur les pays d'origine des seconds pour qu'ils mettent fin aux conditions sociales qui poussent leurs ressortissants à partir, renoncer à les questionner sur leur gouvernance.

**Un assouplissement des lois en matière d'immigration provoque-t-il inévitablement un appel d'air ? Et de quelle ampleur ?**

**S.M. :** L'histoire, la géographie et l'économie ont plus d'influence sur l'ampleur des flux migratoires que les lois adoptées dans les pays de destination. L'histoire, parce que des couples migratoires se sont formés entre d'anciennes métropoles coloniales et leurs ex-colonies. La géographie, parce que les déplacements se font d'abord au sein d'ensembles régionaux. Les pays du Sud accueillent d'ailleurs un nombre bien plus important de migrants que ceux du Nord. L'économie, parce que la possibilité

de trouver un travail pour vivre décemment a plus d'influence que le modèle social du pays de destination. Les prestations sociales sont bien plus faibles en Grande-Bretagne qu'en France. Et pourtant des personnes se bousculent à Calais depuis quinze ans pour traverser la Manche.

**F.G. :** Les flux migratoires sont déterminés par des facteurs structurels qui tiennent essentiellement aux inégalités de richesses, de droits, de sécurité et de perspectives entre pays. Ce n'est donc pas le niveau d'allocations sociales, ni même le degré d'ouverture d'une frontière qui détermine les gens à partir ou à rester. En 1989, au moment de la chute de Berlin, l'Allemagne de l'Est n'a pas vu sa population migrer en masse vers l'Allemagne de l'Ouest malgré un différentiel économique gigantesque entre ces deux zones à l'époque. L'Europe du Sud, puis l'Europe Centrale et Orientale ne se sont pas vidées de leurs habitants lorsque leurs ressortissants ont pu voyager librement dans le reste de l'UE. Autre exemple plus lointain : l'ouverture de la frontière entre l'Inde et le Népal en 1950 n'a pas conduit le second, très pauvre, à se vider au profit de la première, moins pauvre. De nombreux travaux sociologiques menés auprès des migrants montrent que le degré d'ouverture de la frontière n'entre jamais en ligne de compte dans leurs motivations. Ils pensent toujours qu'ils finiront par passer. Raison pour laquelle à Calais certains attendent depuis deux ou trois ans dans des conditions ignobles. A l'inverse, si l'on ouvrait la frontière à Calais, ce n'est pas ça qui inciterait des Afghans ou des Soudanais à quitter leur pays.

**L.R. :** Si l'Allemagne de l'Est ne s'est pas vidée après 1989, c'est parce que, grâce aux sommes considérables consacrées par l'Ouest à la réunification, les habitants de la partie orientale ont rapidement constaté que de meilleures perspectives s'ouvriraient pour eux sur place, sans avoir besoin de migrer. Les écarts de niveau de vie restent un déterminant important dans le choix de migrer.

**Une augmentation massive de l'immigration, quelle que soit sa nature**

**(réfugiés ou migrants économiques) provoque-t-elle une baisse des salaires et une hausse du chômage, au moins pendant un certain temps ?**

**L.R. :** Il y a eu dans l'histoire des exemples de migration massive sur des économies géographiquement limitées. Ils permettent d'étudier les impacts économiques des migrations alors qu'il n'y avait pas de caractéristiques économiques particulièrement attractives pour justifier de tels flux migratoires. Ce n'était pas parce que le marché du travail du pays de destination était florissant que ces mouvements se sont produits, mais pour des raisons essentiellement politiques. A l'instar de la migration de 125 000 Cubains vers Miami lorsque le régime castriste l'a brièvement autorisé en 1980, ou du retour des pieds noirs (900 000 personnes) en France après l'indépendance de l'Algérie en 1962 qui se sont concentrés sur les régions méridionales de l'Hexagone, ou de l'arrivée massive de Russes en Israël après 1989 (un flux considérable, 12 % de la population totale du pays avant l'arrivée des migrants). De tels mouvements ont un impact réel à court terme sur le marché du travail. Lorsque ce dernier est flexible, l'ajustement se fait principalement par une baisse des salaires, mais au bout d'un an ou deux, ceux-ci retrouvent des niveaux semblables à celui des régions voisines qui n'avaient pas connu de flux migratoire massif. Si le marché du travail est plus rigide, l'impact principal est une augmentation légère du chômage à court terme. Mais le marché du travail résorbe rapidement cette hausse, ne serait-ce que parce que les travailleurs bougent dans l'ensemble du pays de destination.

**Faut-il ouvrir davantage, voire totalement, les frontières à la migration économique extra-européenne, partant du principe que les plus déterminés essaieront toujours de venir, quitte à risquer leur vie ?**

**F.G. :** Je suis favorable à ce qu'on ouvre totalement les frontières, sans aucune restriction. Ce qui ne veut pas dire qu'on y supprime les contrôles de sécurité : l'ouverture des frontières n'est pas la suppression des frontières ! Il s'agit



>>> dans ce cas précis d'effet massif d'attraction. Peut-on en tirer une loi générale? Non, parce que les conséquences ne seraient pas du tout les mêmes si on ouvrait les frontières entre deux zones aux niveaux de développement très différents. Dans ce cas, les mouvements de population

**« Si les frontières sont totalement ouvertes, cela incite des gens qui n'étaient pas extrêmement motivés à partir à leur tour »**

**Lionel Ragot**

Mexique, c'est parce qu'ils savent qu'une ouverture complète se traduirait par une mobilité très importante en provenance du Mexique.

**F.G.:** Pas du tout. La construction du mur n'a pas ralenti les flux entre les deux pays. Ce qui les a diminués, c'est la détérioration à certaines époques de la situation économique aux Etats-Unis, pas le mur.

seraient plus importants. Or les pays de destination ont des capacités d'accueil limitées à court et moyen terme. Si les Etats-Unis ont renforcé leur frontière avec le

**L.R.:** Quand les personnes sont extrêmement motivées, elles migrent, même si c'est compliqué et coûteux. Mais s'il n'y a plus aucune contrainte, aucun coût, cela incite des gens qui n'étaient pas motivés à ce point, à partir à leur tour. Contrairement à François Gémene, je ne crois pas que l'ouverture totale des frontières, autrement dit « le pied invisible » pour faire le parallèle avec la « main invisible » qui opère dans des marchés parfaits, soit une solution qui conduirait à la meilleure des situations possibles. Cela ne fonctionne, comme pour la « main invisible », que dans un cadre théorique aux conditions très restreintes, qui se révèlent être bien éloignées de la réalité.

**Des secteurs importants de l'économie française (bâtiment, textile, restauration...) ont recours au travail au noir et notamment à des migrants clandestins extra-européens? Pourquoi tant d'impunité pour ce travail au noir? Pourquoi tant de policiers aux frontières et si peu d'inspecteurs du travail?**

**S.M.:** Je conteste cette affirmation. Le travail au noir est combattu en France, même s'il l'est moins à certaines périodes qu'à d'autres. Par ailleurs, qu'il soit non déclaré ou sous-déclaré, ce travail concerne majoritairement des travailleurs nationaux, les clandestins extra-européens n'y sont qu'une minorité, même s'ils sont nombreux dans les services à la personne. Dans ce dernier cas, il s'agit le plus souvent de femmes.

**L.R.:** Il faut lutter contre le travail au noir parce que des travailleurs y sont exploités, mais aussi parce qu'il réduit les ressources fiscales de l'Etat. Ce travail est majoritairement localisé dans quelques secteurs: le bâtiment et la restauration (en cuisine plutôt qu'en salle) surtout. Les employeurs de ces secteurs ont du mal à recruter des ressortissants français à cause de la pénibilité des tâches qu'il faut y effectuer. Contrairement à une vision bien ancrée, ce n'est pas qu'un problème de salaires trop faibles. Ces mêmes ressortissants français



En juillet 2014, boulevard de Strasbourg à Paris, des salariés du salon de coiffure Dallas, comme Nosa, 28 ans venu du Nigeria, se sont mis en grève pour réclamer des salaires et des contrats de travail. Depuis, Nosa est en voie de régularisation.

acceptent des rémunérations parfois aussi basses dans des emplois précaires de l'administration, mais aux conditions physiques moins pénibles. La solution n'est pas simple. Si l'on augmentait les salaires pour tenter de rendre ces emplois plus attractifs, cela se traduirait par une hausse des prix et les consommateurs chercheraient sans doute des alternatives. En mangeant chez eux plutôt qu'en allant au restaurant par exemple.

**F.G. :** Concernant les travailleurs étrangers sans papier, nous sommes en pleine hypocrisie. Le ministre de l'immigration de David Cameron, Mark Harper, grand héraut de la lutte contre les clandestins, a dû démissionner en 2014 lorsqu'on a découvert que sa femme de ménage n'avait pas de papiers. Un des plus grands employeurs de travailleurs sans papier, c'est l'Etat français lui-même. Qui nettoie les bureaux de nos ministères, qui fait la plonge au restaurant de l'Assemblée Nationale, qui effectue le gardiennage dans les hôpitaux, sinon des salariés d'entreprises prestataires de services, lesquelles ont massivement recours aux clandestins ? Ouvrir les frontières, c'est sortir toutes ces personnes des situations extrêmement précaires dans lesquelles elles se trouvent.

**S.M. :** Si on suivait votre raisonnement jusqu'au bout, on ne poserait jamais la question du rapport de force entre employeurs et salariés pour que ces métiers pénibles soient reconnus dans leur pénibilité, et mieux rémunérés. Un tel rapport de forces serait impossible si une main-d'œuvre abondante était sans cesse disponible grâce à des frontières ouvertes. Nous avons fait au contraire le choix d'un salaire minimum, de droits protecteurs pour les salariés, sans considération de leur nationalité, et de prendre en compte la pénibilité des tâches.

**F.G. :** Non, ça n'a rien à voir. Il est parfaitement possible pour l'Etat de continuer à faire respecter la législation du travail dans un monde de frontières ouvertes. Cette ouverture est la condition nécessaire - mais pas suffisante - d'un progrès social.

**Le message adressé implicitement par les autorités aux migrants clan-**

**destins n'est-il pas d'une grande hypocrisie : vivez dans la clandestinité pendant des années sans vous faire expulser et vous aurez peut-être une chance d'être régularisés ?**

**S.M. :** Je n'ai pas du tout le sentiment que ce soit le message des autorités politiques actuelles. Quant aux régularisations, les refuser systématiquement serait d'une grande cruauté pour toutes les personnes qui sont installées dans notre pays depuis un certain temps, même de façon illégale, mais qui s'y sont insérées par leur travail et qui y ont créé de nombreux liens.

**Dans la mesure où les pays membres de l'Union Européenne connaissent des évolutions démographiques très différentes, une politique européenne d'immigration économique est-elle envisageable ?**

**L.R. :** Définir les objectifs de la politique migratoire est déjà complexe pour un pays. Il me semble donc très difficile de le faire pour un ensemble d'Etats, même organisés comme le sont les membres de l'UE. Les contrastes démographiques entre pays membres permettent de mieux comprendre, par exemple, les positions très différentes de Paris et de Berlin en matière migratoire. En Allemagne, environ 30 % de la population en âge de travailler aura disparu d'ici trois décennies, alors qu'en France la natalité reste à un niveau relativement élevé jusqu'à présent. Mettez-vous à la place des industriels allemands qui doivent aujourd'hui décider d'investir, ou pas, dans de nouvelles usines pour un horizon de vingt ou trente ans et qui anticipent qu'un salarié sur trois aura potentiellement disparu sur cet horizon. Ils conçoivent alors l'immigration comme une solution pour compenser la baisse actuelle de la population active. Cela dit, d'autres pays envisagent des voies très différentes. Le Japon est le pays du monde le plus affecté par le vieillissement démographique. Mais c'est aussi celui qui mène traditionnellement en matière d'immigration une politique de fermeture quasi-totale et ne semble pas prêt à en changer. Sa stratégie pour s'en sortir consiste à étendre la robotisation, déjà mise en œuvre dans

l'industrie, à un grand éventail de services. Les Japonais préfèrent développer des robots capables de remplacer les individus dans les services à la personne plutôt que faire appel à une main-d'œuvre étrangère. Ce n'est certainement pas un exemple à suivre, mais il montre la diversité des stratégies possibles face au vieillissement démographique.

**S.M. :** A défaut de pouvoir élaborer une politique migratoire, nous voyons aujourd'hui se dessiner les prémices d'une diplomatie européenne en la matière, illustrée par le sommet de Malte des 11 et 12 novembre dernier qui a réuni les chefs d'Etat ou de gouvernement européens et africains. De tels dialogues de continent à continent sont souhaitables pour organiser des mobilités légales et accompagnées. Dans les deux sens, d'ailleurs.

**F.G. :** L'UE continue d'imaginer qu'en injectant de l'argent pour le développement des pays africains, les flux migratoires vont ralentir rapidement. Or ce qui motive les flux migratoires, c'est l'espoir d'une vie meilleure. Tant qu'il subsistera une inégalité significative entre l'Afrique et l'UE, des Africains continueront de migrer vers l'Europe. Il y en aura même de plus en plus au fur et à mesure que les pays africains se développeront, car la migration cessera d'être un luxe inaccessible pour beaucoup de leurs ressortissants.

**S.M. :** Il faut défendre avec autant de vigueur le droit à la mobilité et le droit à l'immobilité. S'arracher à son pays n'est pas un choix fait de gaieté de cœur. Il faut imaginer les conditions qui rendent possible d'y rester, ou d'y revenir si l'on a dû s'en éloigner un temps. Et les pays développés qui mènent délibérément des politiques d'attraction de cerveaux étrangers devaient s'engager à compenser cette perte en finançant dans les pays d'origine, qui ont formé ces travailleurs, des programmes de développement, d'éducation et de santé. ✖

**S.M. :** Il faut défendre avec autant de vigueur le droit à la mobilité et le droit à l'immobilité. S'arracher à son pays n'est pas un choix fait de gaieté de cœur. Il faut imaginer les conditions qui rendent possible d'y rester, ou d'y revenir si l'on a dû s'en éloigner un temps. Et les pays développés qui mènent délibérément des politiques d'attraction de cerveaux étrangers devaient s'engager à compenser cette perte en finançant dans les pays d'origine, qui ont formé ces travailleurs, des programmes de développement, d'éducation et de santé. ✖

Propos recueillis par Yann Mens

**« Un des plus grands employeurs de travailleurs sans papier, c'est l'Etat français lui-même »**

François Gémennie

## FAMILLE, JE VOUS PAIE

On ne choisit pas toujours ses icônes, même en pays orthodoxe. Alexandru, étudiant moldave de 20 ans, a placé en évidence la photo de sa mère. Il ne la voit presque jamais. Une semaine par an, pas davantage. Ils ne sont pas brouillés, non... Elle vit depuis quatre ans en Israël où, par l'intermédiaire une agence, elle a trouvé un emploi d'aide à domicile. Comme un quart de ses concitoyens, la mère d'Alexandru a quitté le pays le plus pauvre d'Europe afin de sortir ses proches de la misère. Les émigrés moldaves sont installés en Roumanie ou en Russie, mais aussi plus loin, en Italie, en Amérique du Nord... Des pères et des mères entretiennent à distance leurs jeunes enfants. Des enfants devenus adultes aident leurs parents âgés à boucler les mois qu'une retraite trop maigre ne suffit pas à terminer. De temps à autre, on se voit sur Skype, à défaut de pouvoir s'étreindre. *« Ce sont des années perdues, mais on est obligé de vivre comme ça »*, conclut tristement Pacha, 50 ans, un autre Moldave rencontré par le photographe Pablo Chignard et dont la femme travaille dans une pizzeria d'Espagne. Beaucoup sont tentés de s'en aller. Certains sont déterminés à rester, par peur de se retrouver seuls à l'autre bout de l'Europe ou du monde. Pour ne pas bouger, quelques-uns ont trouvé leur méthode, telle cette jeune médecin d'un hôpital public qui gagne 600 euros mensuels. Dont un tiers en pots-de-vin que les patients déposent sur son bureau : *« S'ils ne me donnent rien, je ne les soigne pas. J'en ai honte... J'aimerais arrêter et avoir un salaire décent, mais il n'y a pas d'argent dans les hôpitaux publics. L'ordinateur et l'imprimante, c'est moi qui les ai achetés. Il me faut une motivation pour aller au travail, c'est celle d'aider les personnes âgées qui n'ont pas d'argent. Je ne leur demande pas de pots-de-vin et je les soigne. »* ✕



© PABLO CHIGNARD/HANSLUCAS





## SUNITA NARAIN

# COMBATS DE RUE

Elle entre dans le bureau comme un navire porté par une rafale. Elle ralentit, s'assied, la tête droite et l'attitude volontaire. Son regard perçant se pose, méfiant, sur le journaliste occidental qui l'attend : « Avez-vous lu notre dernier rapport "Captain America"<sup>1</sup>, sur l'irresponsabilité des Etats-Unis par rapport au changement climatique ? », lance Sunita Narain en guise de salutations. L'attaque est franche mais sans agressivité. Elle s'appuie sur des faits, sa marque de fabrique. « Nous avons montré que les Américains continuent à construire des maisons plus spacieuses et donc plus voraces en énergie, alors que les Européens font l'inverse », pointe-t-elle en ouvrant le rapport. « Du coup, un Américain consomme 1,5 fois plus d'énergie qu'un Français. Vous vivez bien, en France. Alors pourquoi cette différence ? », s'insurge cette admiratrice de l'esprit universaliste et égalitariste français, qui était présente à la COP21 de Paris. « Il faut que quelqu'un leur fasse com-

prendre, car les Américains n'écoutent pas ce message quand il vient d'une personne de couleur. »

Soudain, sa voix se brise et son regard se relâche pour laisser place à une tendre détresse, signe de l'inquiétude qui l'habite à voir le monde se diviser sur le sort d'une planète commune.

« Les conférences climatiques internationales me désespèrent, car elles montrent la tendance croissante des riches à faire peser la responsabilité du réchauffement climatique sur les pauvres. » Sunita Narain ne cherche pas à rejeter la faute de ce réchauffement sur l'Occident, mais réclame une « équité » dans les mesures à adopter, un terme qu'elle a contribué à faire apparaître dans les années 1990.

Cette scientifique combattante de 54 ans a entamé son engagement en étudiant les impacts des dégradations environnementales sur les populations indiennes pauvres, à travers des recherches sur l'état des eaux et des forêts. En 1982, âgée d'à peine

21 ans, elle prend la direction du Centre pour la science et l'environnement (CSE), *think tank* indépendant le plus respecté du pays aujourd'hui grâce à ses études scientifiques. En 2001, le CSE, principalement financé par des fonds publics suédois et allemands, s'est ainsi doté de son propre laboratoire pour étudier les pollutions dans les eaux et aliments. Et en 2004, suite à ses conclusions sur la présence alarmante de pesticides dans les nappes phréatiques et la chaîne alimentaire, les parlementaires indiens ont renforcé le système de contrôle pour mettre fin à cette contamination.

### TAXER LES CAMIONS À NEW DELHI

La lutte commence donc au niveau local pour Sunita Narain, afin de sensibiliser une population peu éduquée aux problèmes environnementaux : « L'Inde n'a pas les moyens de polluer d'abord et de nettoyer ensuite », explique cette récipiendaire du Padma Shri, distinction civile parmi les plus élevées en Inde. L'une de ses plus grandes réussites, reconnaît-elle, a été d'obliger les autorités à convertir les bus, taxis et triporteurs de New Delhi au gaz naturel, à partir de 2001, afin de réduire leurs rejets de CO<sub>2</sub>. Un combat que le CSE, qui comprend aujourd'hui 120 employés, n'a pas abandonné dans une ville considérée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme la plus polluée du monde en particules fines de 2,5 microns. Et grâce à une nouvelle étude, le Centre a obtenu en octobre de la Cour suprême l'instauration d'une taxe de 10 à 20 euros pour tous les camions qui veulent passer dans New Delhi. « Quand vous présentez des recherches approfondies, les choses peuvent changer en Inde », conclut Sunita Narain. Mais cela ne suffit pas, car il faut continuer à se battre pour les faire appliquer sur le terrain. « Nous irons à une entrée de Delhi dès le premier jour avec la police, pour s'assurer que cette taxe est levée », affirme cette passionaria de l'écologie. « La défense de l'environnement est un combat de rue ». ✕

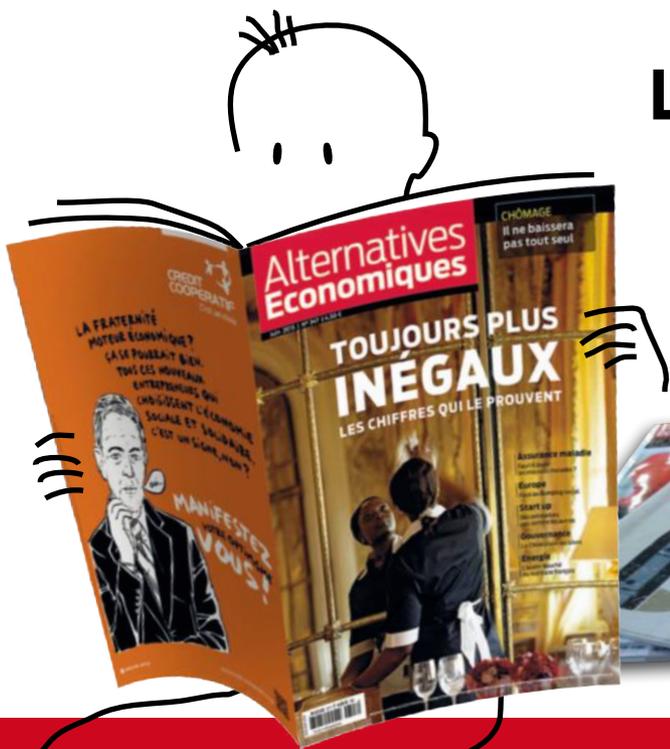
SÉBASTIEN FARCIS (à New Delhi)

1. cseindia.org/userfiles/Capitan-America-Report.pdf

#### EN DATES

- 1961 Naissance.
- 1982 Devient directrice, à 21 ans, du Centre pour la science et l'environnement, basé à New Delhi.
- 2001 Les transports publics de New Delhi sont invités à une transition au gaz naturel, suite aux études du CSE.

# L'avenir de l'information indépendante, c'est vous qui l'avez entre les mains.



- ✓ Parce que l'information de qualité a un prix,
- ✓ Parce que la presse indépendante a besoin du soutien de ses lecteurs,
- ✓ Parce qu'Alternatives Economiques défend une vision alternative de l'économie et vous donne les outils pour participer au débat démocratique,
- ✓ Parce qu'enfin, un abonnement mensuel à Alternatives Economiques est moins cher qu'un paquet de cigarettes... et bien meilleur pour la santé !

## Abonnez-vous !

**Alternatives Economiques pendant 1 an**  
11 numéros + 3 hors série + l'accès aux ressources en ligne  
et à l'édition numérique du magazine  
+ en CADEAU, un mois d'abonnement à AlterEcoPlus,  
nouvelle publication 100% numérique

### Bulletin d'abonnement

A retourner à : Alternatives Economiques Abonnements,  
12 rue du Cap Vert - 21800 Quetigny

- Je m'abonne à Alternatives Economiques pour **4,30 €** par mois (abonnement à durée libre) ou **53 €** pour un an.  
 Je souscris un abonnement de soutien à Alternatives Economiques au tarif de **90 €**.

Je choisis de régler

- par chèque à l'ordre d'Alternatives Economiques  
 par prélèvement automatique  
 (je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.)

Avec mon abonnement,  
j'accède aux ressources en ligne sur  
[www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr)

#### MES COORDONNÉES

Nom \_\_\_\_\_  
 Prénom \_\_\_\_\_  
 Courriel \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

#### MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Alternatives Economiques à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions d'Alternatives Economiques. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

#### Titulaire du compte à débiter

Nom \_\_\_\_\_  
 Prénom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

#### Désignation du compte à débiter

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire \_\_\_\_\_  
 BIC - Code international d'identification de votre banque \_\_\_\_\_ > \_\_\_\_\_

#### Référence unique du mandat (RUM)

(rempli par Alternatives Economiques).....

PAIEMENT RÉPÉTITIF Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

**Organisme créancier :**  
 Alternatives Economiques,  
 Service abonnements,  
 12, rue du Cap-Vert,  
 21800 Quetigny,  
 ICS : FR29ZZ445009

**NOTE** Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de la relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Date et signature

➔ **Abonnez-vous directement**  
 par téléphone au 03 80 48 10 40 (carte bancaire uniquement)  
 ou en ligne sur [www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr)  
 (paiement sécurisé)

Offre valable jusqu'au 31/03/2016 et réservée aux nouveaux abonnés de la France métropolitaine. Conformément à la réglementation de la CNIL, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant.



Plus personne ne pourrait sortir aujourd'hui du lac Titicaca (à la frontière de la Bolivie et du Pérou), pourtant berceau légendaire du premier Inca. Mais tout y entre : déchets et eaux usées des grandes villes alentour, métaux lourds des exploitations minières des Andes...

© PASCAL MAITRE / COSMOS

# AMÉRIQUES



La politique menée par Barack Obama n'a pas accéléré la baisse d'influence de son pays sur la scène internationale. Fondée sur l'analyse d'un monde multipolaire, elle en a freiné le déclin.

# ÉTATS-UNIS

## OBAMA N'A PAS COULÉ LE NAVIRE



POPULATION : 321 millions  
 PIB : 18 365 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : +2,9 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 6,2 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 78,7 ans

Sources : Banque mondiale, FMI

### + MAYA KANDEL

Responsable du programme sur les États-Unis à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem) et chercheuse associée à l'université Sorbonne Nouvelle-Paris 3

La présidence Obama a-t-elle affaibli les États-Unis sur la scène internationale ? Cette question recèle deux interrogations : la première sur l'état de la puissance américaine aujourd'hui, la seconde sur le bilan de l'administration Obama elle-même. Indéniablement, on observe une tendance lourde à la baisse relative de la puissance américaine, tendance inéluctable après le moment unipolaire issu de la fin de la guerre froide en 1989, mais qui a été accélérée par les erreurs stratégiques du président George W. Bush en Irak et en Afghanistan ainsi que par la crise économique de 2008, liée en partie au coût de ces guerres. La présidence Obama a davantage freiné

qu'aggravé ce déclin relatif, notamment en renouvelant la diplomatie américaine. Par ailleurs, l'économie du pays a été relancée sous la présidence actuelle, la puissance militaire demeure inégalée et l'indépendance énergétique des États-Unis a été renforcée, notamment via l'exploitation du pétrole et du gaz de schiste.

### LE PARADOXE OBAMA

La difficulté pour apprécier le bilan de l'actuelle administration vient de ce que l'on pourrait appeler le « paradoxe Obama » en politique étrangère : élu pour tourner la page des guerres de Bush, il en a gagné peu de reconnaissances, illustrant bien le paradoxe de la prévention : il est toujours difficile d'obtenir du crédit pour ne pas avoir fait quelque chose. En l'occurrence, ne pas avoir impliqué les États-Unis dans de nouvelles guerres en Syrie, en Iran ou en Ukraine, par exemple.

Au-delà, nombre de critiques contre l'actuel Président reflètent le refus

d'une partie des Américains et de l'*establishment* de politique étrangère à Washington d'accepter que leur pays ne soit plus aussi puissant que par le passé. Alors que Bush voulait utiliser le moment unipolaire pour transformer le monde, l'administration Obama est partie de la réalité et du constat d'échec de cette politique d'inspiration néo-conservatrice, mais aussi de l'analyse d'un monde multipolaire ou en voie de le devenir, caractérisé par l'émergence de nouvelles puissances et le déplacement vers l'Asie du centre de gravité des relations internationales. Barack Obama a donc mis en avant la nécessité d'adapter le *leadership* américain à ce nouveau contexte, en mettant l'accent sur des dimensions de la politique étrangère, la diplomatie et la politique commerciale en particulier, qui avaient été négligées par son prédécesseur au profit du tout-militaire.

### DES SUCCÈS ET DES ÉCHECS

Que peut-on dire de cette stratégie d'Obama ? Cette interrogation sur la puissance pose la question de la capacité d'action immédiate des États-Unis à faire face aux crises actuelles, et de leur capacité à plus long terme à structurer l'environnement international ou à garantir la pérennité de l'architecture actuelle. Le retour sous Obama à une forme de réalisme en politique étrangère, après les excès idéologiques de l'administration Bush, et l'accent sur la diplomatie ont permis une approche plus nuancée des problèmes actuels, essentielle dans un monde caractérisé par des conflits

### L'intervention russe en Ukraine n'est pas une réaction de Poutine à la « faiblesse » d'Obama

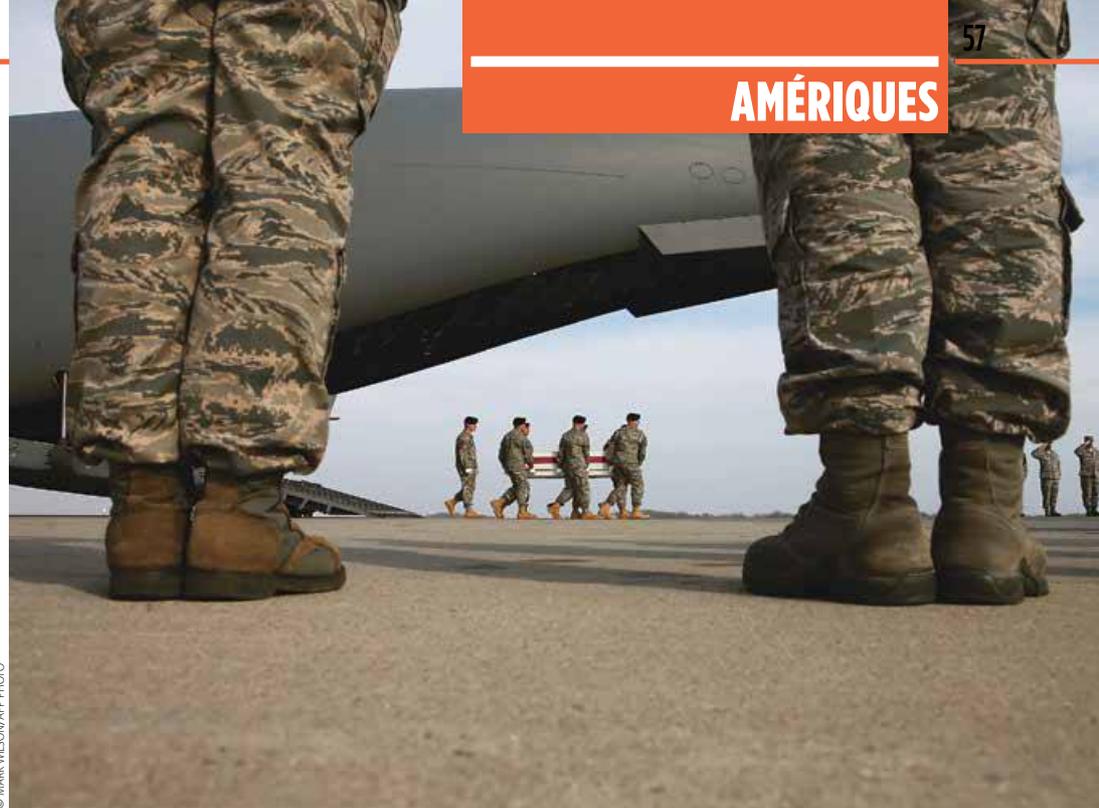
plus complexes et des relations plus fluides entre des pays qui peuvent être tour à tour adversaires sur certains dossiers et partenaires sur d'autres (Russie, Iran, Chine...).

Ainsi, la reprise de relations avec l'Iran et Cuba resteront des

succès historiques pour l'administration Obama, avec des conséquences importantes pour le Moyen-Orient et les Amériques. Dans le cas de Cuba, il s'agit de tourner enfin la page de la guerre froide pour améliorer l'image des États-Unis mais aussi de contrer

le déclin de l'influence américaine (*soft power*) dans la région et du poids économique du pays, face à la concurrence de nouveaux acteurs, en particulier la Chine. Au Moyen-Orient, la diplomatie est indispensable en complément de la force militaire, notamment face à la plus grande force déstabilisatrice aujourd'hui dans la zone, l'Etat islamique. Menace qui réunit les Etats-Unis et l'Iran, mais aussi de plus en plus l'Arabie Saoudite, les pays du Golfe et les pays européens. *A contrario*, l'ascension de l'Etat islamique met en lumière ce qui constitue peut-être le plus grand échec d'Obama, après avoir semblé être son plus grand succès au moment de sa réélection en 2012 et après la mort de Ben Laden en 2011 : la politique antiterroriste. Que ce soit en Afghanistan, en Irak ou au Yémen, la stratégie – pourtant présentée comme un succès et un modèle jusqu'en 2014 – a pour l'instant échoué spectaculairement, y compris à affaiblir Al-Qaïda.

En Europe, Obama a sans doute péché par excès d'optimisme en tenant pour acquise la sécurité du Vieux Continent. Pourtant, l'intervention russe en Ukraine ne peut être considérée comme une réaction de Vladimir Poutine à ce qui aurait été une « faiblesse » d'Obama : d'une part, les Européens ont une responsabilité essentielle dans la situation (lire page 20 et suivantes) ; d'autre part, l'action de Moscou a été déterminée par des questions de politique intérieure, que ce soit celle de la Russie ou celle de l'Ukraine (lire page 98). L'Asie a été, dès le premier mandat (2008-2012), la priorité affichée de l'administration Obama. Elle a su approfondir les liens avec les alliés américains en Asie du Nord-Est comme du Sud-Est (Japon, Corée du Sud, Vietnam, Philippines) et faire preuve de fermeté face à Pékin en mer de Chine méridionale comme orientale. Avec l'arrivée de Xi Jinping aux commandes, la Chine revendique désormais son statut de grande puissance et semble beaucoup moins réticente à l'idée d'un directoire américano-chinois sur le monde, qui a déjà porté ses fruits dans le domaine du climat. Pour autant, la domination américaine dans le Pacifique est



© MARK WILSON/AFP PHOTO

comptée et la compétition entre les deux géants appelée à s'accroître, même si leur affrontement direct reste

pour l'instant limité aux domaines spatial et cyberspatial.

Enfin, Obama a cherché à promouvoir une politique commerciale – encore inaboutie – au service des intérêts stratégiques, avec en particulier les deux projets de méga-accords de libre-échange transpacifique (TPP) et transatlantique (TTIP), qui veulent mettre les Etats-Unis au cœur des deux plus vastes zones d'échanges commerciaux. Le paradoxe de ces accords régionaux est qu'ils constituent pour Washington un retrait par rapport à la logique de gouvernance mondiale qu'il avait promue depuis 1945.

#### UN RISQUE DE PARALYSIE INTERNE

Rappelons que l'affaiblissement des Etats-Unis sur la scène internationale résulte également des dysfonctionnements croissants de leurs propres institutions politiques, liés au climat ultrapartisan et à l'intransigeance du Parti républicain ainsi qu'au poids croissant de l'argent au cœur du système électoral. Ces éléments ont produit

Rapatriement d'un soldat américain tué près de Kaboul. En Afghanistan, en Irak ou au Yémen, la stratégie des Etats-Unis contre les groupes jihadistes a échoué.

ces dernières années plusieurs épisodes de paralysie politique, posant la question de la capacité des Etats-Unis à maintenir leur leadership, et donc leur rang de superpuissance mondiale.

On peut, au final, faire le constat d'un mouvement cyclique de désengagement américain, en partie attendu car traditionnel dans la politique étrangère américaine (depuis 1945, celle-ci alterne périodes de surexpansion et périodes de désengagement relatif). Ce désengagement ponctuel, sous fond de tendance lourde à une baisse relative de la puissance américaine, a aggravé la conflictualité de certaines régions (Moyen-Orient, Europe). On peut avancer que l'administration Obama aura plutôt freiné ce déclin relatif par plusieurs succès diplomatiques, le retour à un multilatéralisme mis à mal sous George W. Bush et le réinvestissement des Etats-Unis en Asie. La question est de savoir si son successeur poursuivra sur cette voie ou reviendra à un interventionnisme plus musclé. ✕



#### EN SAVOIR

« **Etats-Unis** », Maya Kandel, dans le *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Frédéric Ramel (dir.), PUF, à paraître.

« **La stratégie américaine en Afrique** », Maya Kandel (dir.), *Etudes de l'Irsem* n° 36, 2014.

Le géant de l'Amérique latine s'enlise dans une crise économique et politique qui pourrait coûter sa place à sa présidente, sans soutien populaire et affaiblie par les affaires de corruption qui touchent son parti.

# BRÉSIL

## DILMA ROUSSEFF

### AUX ABOIS



POPULATION : 204,4 millions  
 PIB : 1800 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : - 2,5 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 6,6 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 74 ans

Sources : Banque mondiale, FMI

+ **DOMINIQUE VIDAL**  
 Professeur de sociologie à l'université Paris-Diderot

**R**ien ne va plus pour le Parti des travailleurs (PT) qui gouverne le Brésil depuis 2003. En octobre 2014, la réélection de Dilma Rousseff, dauphine de Lula qui l'avait précédée à la présidence jusqu'en 2010, avait donné une impression de continuité de la séquence commencée douze ans auparavant. Pourtant, sa courte victoire sur fond de dégradation de la situation économique et d'insatisfaction sociale généralisée révélait déjà la position fragile de la présidente et le discrédit croissant de son parti, empêtré dans des affaires de corruption. De fait, en septembre 2015, Dilma Rousseff ne recueillait plus que 7 % d'opinions favorables, et de nombreux manifestants, relayés par plusieurs partis politiques, descendaient régulièrement dans la rue pour demander sa destitution. Après les années

Lula, où la forte croissance avait permis une amélioration des conditions de vie de la population, le Brésil traverse une crise politique et économique dont l'issue apparaît incertaine. Perceptible dès la fin 2011 au terme de la première année de pouvoir de Dilma Rousseff, le recul de l'économie brésilienne n'a cessé de s'accroître. Alors que Lula avait quitté la présidence fin 2010 sur une croissance de 7,5 %, celle-ci est tombée à moins de 3 % les trois années suivantes, avant d'être quasiment nulle en 2014 (voir infographie). La tendance s'est poursuivie en 2015, année durant laquelle le produit intérieur brut (PIB) devrait reculer d'environ 2,5 %, une récession d'autant plus grave qu'elle pourrait se poursuivre en 2016. Le chômage, qui était au plus bas (4,7 % en octobre 2014), est reparti à la hausse (7,9 % en septembre 2015), tout comme l'emploi informel. Conséquence du relèvement du taux directeur de la banque centrale pour

contenir le retour de pressions inflationnistes (9,5 % pour 2015), des taux d'intérêt très élevés limitent l'investissement sans enrayer la chute du real qui, en un an, a perdu près de 75 % de sa valeur par rapport au dollar. Dans ce contexte sur lequel le gouvernement ne paraît avoir aucune prise, l'agence de notation Standard & Poor's a, en septembre 2015, relégué le Brésil dans la catégorie des emprunteurs « spéculatifs », aggravant encore les craintes des acteurs économiques. Le ralentissement économique de la Chine explique pour partie l'effondrement de la croissance. L'importance des matières premières (fer, aluminium, houille) et des produits agricoles (soja, blé, maïs, café, jus d'orange) dans les ressources d'exportation (voir infographie) ajoutée à la diminution de la part du secteur manufacturier dans un pays gagné par la désindustrialisation inquiètent de nombreux analystes, qui parlent de « reprimarisation » de l'économie. Confrontée à l'aggravation des déficits et à la panique des marchés, Dilma Rousseff a choisi d'adopter de drastiques mesures d'austérité alors qu'elle s'était engagée à ne pas le faire durant sa campagne. Les salaires des fonctionnaires ont été gelés et rares sont les ministères qui échappent aux coupes budgétaires, y compris ceux qui œuvrent dans le

**Excepté le programme Bolsa Família, toute l'action politique de Lula a été remise en cause**

domaine de l'éducation et du financement de l'accès à la propriété des couches populaires. C'est toute l'action politique de Lula qui est ainsi remise en cause: seul le programme emblématique de sa prési-

dence, Bolsa Família (Bourse Famille), qui vient en aide à 13,8 millions des foyers les plus pauvres (soit près de 50 millions de Brésiliens), est épargné.

#### MARCHANDAGES

La gestion de la crise économique se trouve compliquée par les conséquences politiques d'une affaire de corruption (détournements de fonds qui ont permis le financement de campagnes électorales et l'enrichissement d'élus), qui touche à des degrés divers les principaux partis. A com-

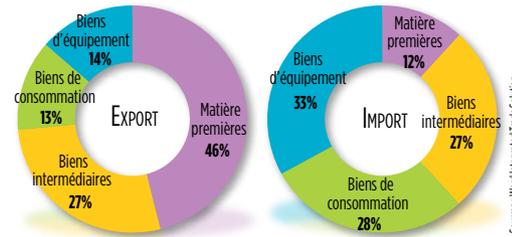
mencer par le PT, dont plusieurs figures ont été incarcérées. Si l'implication personnelle de Lula et Dilma Rousseff n'a pas été prouvée, il semble peu probable que l'ancien chef de l'Etat et l'actuelle présidente n'aient pas été informés des malversations colossales de l'administration de l'entreprise publique Petrobras. Le déclenchement de la procédure d'impeachment (mise en accusation) de la présidente n'est plus l'hypothèse éloignée qu'il paraissait au début de son second mandat puisqu'il a été lancé le 2 décembre 2015. Il exige que, après plusieurs étapes, au moins les deux tiers des députés votent en ce sens. Le PT se trouve donc obligé de compter sur ses alliés au Congrès, notamment parmi le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre droit) qui détient la présidence de la Chambre des députés et celle du Sénat. Faute de majorités stables dans ces assemblées, le gouvernement n'a d'autre issue que de négocier le soutien des parlementaires à coups de subventions et de nominations à des postes ministériels. Mais ce mode de gouvernement semble désormais atteindre ses limites. Il est pourtant habituel dans un Brésil démocratique, où en raison tant de la fragmentation des partis que de l'opportunisme des élus, le parti du président n'est jamais majoritaire au Congrès. Cependant, l'état actuel des finances publiques a réduit les ressources disponibles pour de tels marchandages. En outre, les tensions au sein du PMDB, liées au conflit existant entre les présidents de chacune des chambres (tous deux pourtant mentionnés dans des affaires de corruption), fragilisent l'alliance de ce parti et du PT. Michel Temer, vice-président de la République et cacique du PMDB, a ainsi laissé entendre qu'il était disponible pour prendre les rênes du pays au cas où Dilma Rousseff ne pourrait plus assurer ses fonctions. Si cette hypothèse se réalisait, il lui faudrait néanmoins, à l'instar de ces prédécesseurs, former un gouvernement avec d'autres partis.

### LULA À LA RESCOUSSE

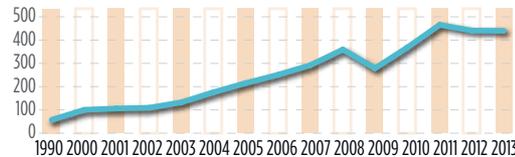
Tout se passe désormais comme si chaque acteur faisait en sorte de tirer profit de l'affaiblissement de la présidente, que ce soit en cherchant à

### UNE ÉCONOMIE EN RECL

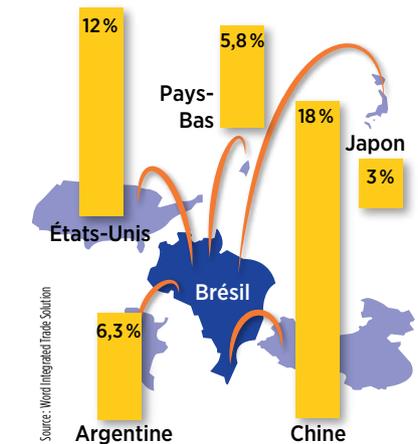
Composition des exportations et des importations en 2014, en %



Évolution des exportations en valeur, base 100 = 2000

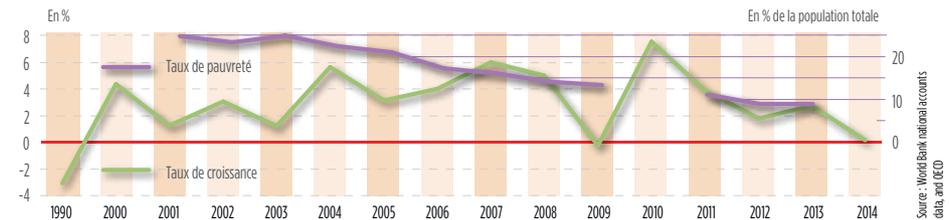


Échanges avec les principaux partenaires commerciaux en 2014, en % des échanges totaux



### BEAUCOUP MOINS DE PAUVRES

Évolution du taux de croissance (en %) et du taux de de pauvreté (en % de la population totale)



provoquer une élection présidentielle anticipée, en renchérissant dans la perspective des échéances électorales déjà programmées (à commencer par les municipales de 2016) ou en monnayant son soutien à un exécutif affaibli en contrepartie de financements fédéraux et de nominations d'affidés. L'isolement de la présidente est d'autant plus fort qu'elle ne peut plus compter sur le soutien massif du PT, dont une partie des membres s'élève contre sa politique d'austérité. Seul Lula apparaît encore capable de rassembler tant bien que mal son parti. Il a d'ailleurs annoncé qu'il se porterait « si nécessaire » candidat à la présidence de la République en 2018. En attendant, il s'emploie à empêcher que ne s'organise un front politique capable de conduire à l'impeachment de sa dauphine.

Rien ne permet d'augurer l'évolution du Brésil dans les années qui viennent. Dilma Rousseff terminera-t-elle son

mandat ? Son populaire prédécesseur peut-il venir à bout du discrédit qui frappe son parti ? La crise économique et politique qui a plongé le pays dans la tourmente n'a pas effacé le souvenir de la présidence Lula durant laquelle une majorité de la population a vu sa situation s'améliorer. Sous peine de créer de graves tensions, on imagine mal l'opposition remettre radicalement en question les politiques sociales et l'extension de l'accès à l'enseignement supérieur (entre 2003 et 2011, le nombre de places offertes dans les sélectives universités fédérales a plus que doublé). Néanmoins, la légitimité des futurs gouvernants du Brésil se mesurera vraisemblablement à leur capacité à répondre aux demandes de justice sociale de façon plus inventive qu'en misant sur la seule croissance. Or, force est de constater, qu'à ce jour, aucun parti ne formule de propositions solides. ✘

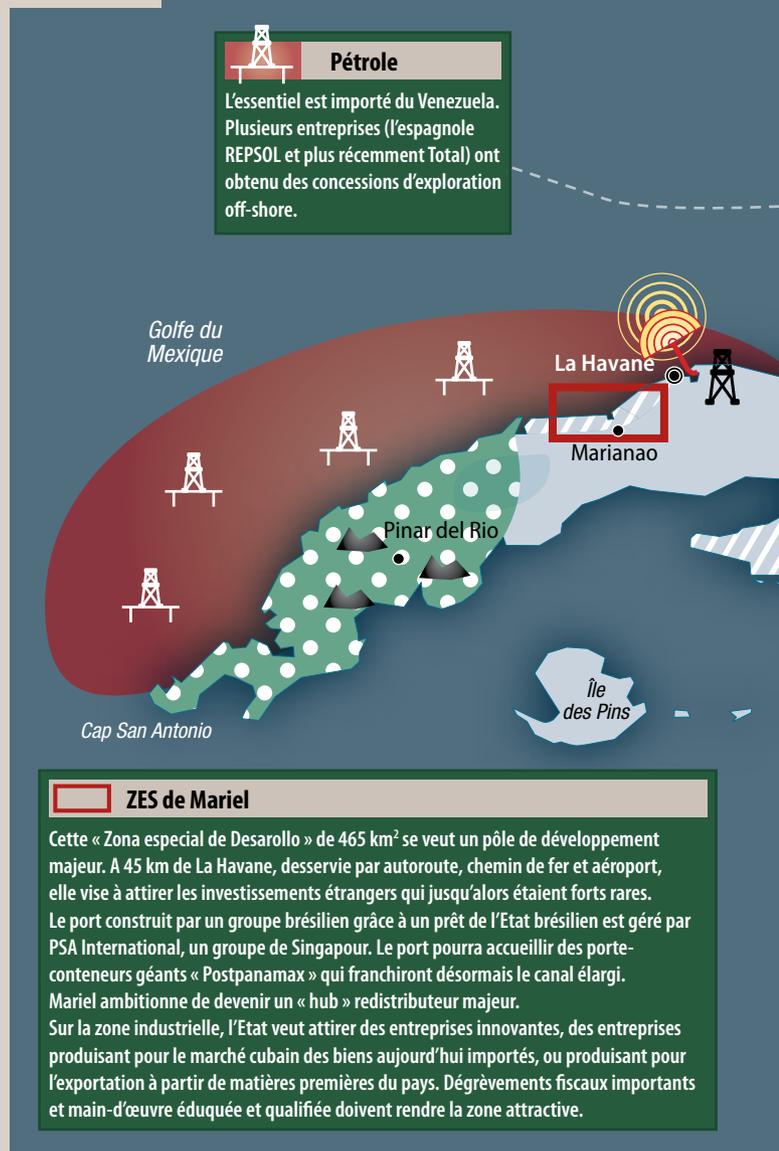
### EN SAVOIR

« Le Parti des travailleurs au pouvoir : vers une fin de cycle ? », Dominique Vidal, Problèmes d'Amérique latine n° 93, 2014, pp. 11-29.

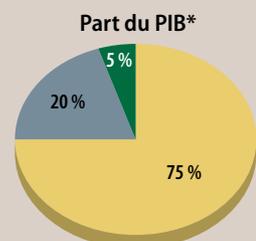
# L'ÉCONOMIE CUBAINE : QUELLE TRANSITION ?

## Une économie de pénurie

11,2 millions d'habitants, chiffre stable, âge moyen 40 ans (comme la France), taux de fécondité 1,4 : les Cubains, peu nombreux (la densité tourne autour de 102 habitants au km<sup>2</sup>), ne connaîtraient officiellement qu'un chômage marginal (3% de la population active, chiffre officiel), et le pays est crédité d'un Indice de Développement humain flatteur qui le place au 44<sup>e</sup> rang mondial, juste derrière le Chili (41<sup>e</sup>) : bref, un des pays les mieux dotés d'Amérique latine. Si l'on ajoute à cela un taux de séro-positivité le plus faible du sous-continent, la quasi absence de l'insécurité, Cuba apparaît comme un pays où il ferait bon vivre si ce n'est l'absence des libertés démocratiques ! Ces bons chiffres sont fondés sur une réalité : un système de santé et un système d'éducation performants, un Etat bien organisé pour protéger les populations des catastrophes naturelles (contrairement aux îles voisines et même à la Nouvelle-Orléans !). Mais il taisent la réalité d'une économie quasi totalement étatisée, une économie de pénurie concernant les biens de consommations : tous les Cubains ont une libreta, le carnet de rationnement qui leur donne accès à des produits de base, mais beaucoup de produits d'usage courant comme le savon manquent cruellement. Le pays importe 80% de sa nourriture (viande, haricot, blé, riz des Etats-Unis, du Canada, d'Espagne, du Brésil, du Vietnam) pour 2 milliards de dollars en 2014. Le régime met facilement sur le dos de l'embargo inique imposé par les Etats-Unis des problèmes qui sont liés davantage à son système économique. Les réformes favorables au petit commerce et à la petite entreprise industrielle et agricole privés tardent à produire leur effet, même si le nombre de travailleurs à leur compte (les « cuentapropistas ») atteint aujourd'hui officiellement 470 000. Les investissements nationaux et étrangers sont insuffisants pour rééquilibrer une balance commerciale de marchandises très déficitaire. Historiquement dépendante des Etats-Unis avant Castro puis de l'URSS après 1960, et plus récemment du Venezuela de Chavez, l'économie cubaine, qui bénéficie d'une main-d'œuvre qualifiée, doit se réformer en profondeur pour trouver une nouvelle voie de développement.

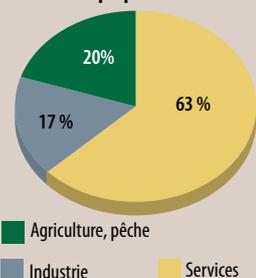


## Une économie de service



\* PIB 2014 : 82 milliards de dollars, PIB/hab : 7 300 dollars

## Part de la population active



## Deux monnaies, deux mesures

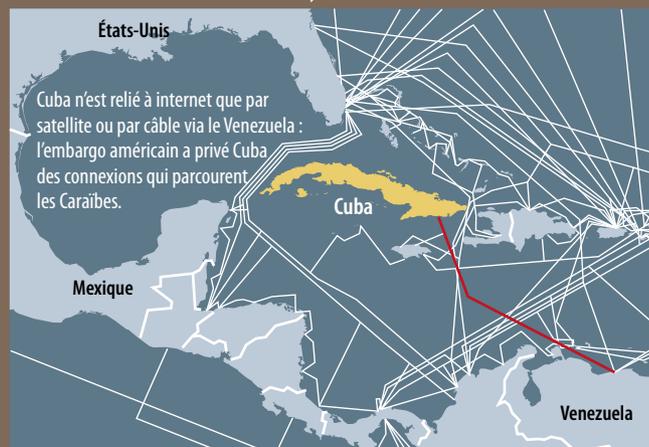
Le peso convertible (CUC), à parité avec le dollar, est utilisé par les touristes et l'Etat. On trouve de tout dans les magasins où l'on paie en CUC : pas de souci pour les touristes... et pour les Cubains qui leur vendent produits et surtout services. La chasse aux CUC est devenu un sport national, le peso non convertible (CUP=1/26<sup>e</sup> de CUC) ne donne accès qu'à une variété limitée de produits. Beaucoup de salariés de l'Etat (en fait plus de 80% de la population active), y compris des professeurs, médecins etc., exercent un deuxième travail en direction des touristes (chauffeur, location d'appartement, etc.) pour se procurer des CUC permettant d'acheter des biens autrement inaccessibles.

## Endetté mais pas en faillite

En 2014 :  
Dette cumulée : 25,5 milliards de dollars, 31% du PIB  
Service annuel de la dette : 3,8% du PIB

## Internet et mobiles : gros retard

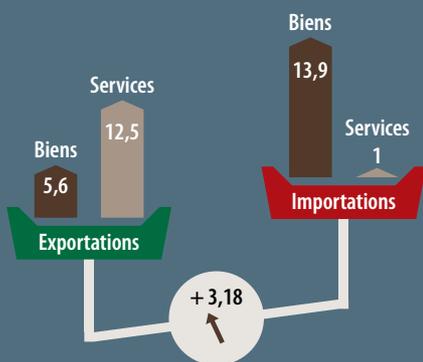
- 27% de la population utilisant un téléphone mobile
- 26% de la population connectée à l'internet intérieur, 4% à l'internet international
- Coût de l'heure d'internet : 4,5 \$ l'heure, passé à 2 \$ en juillet 2015.
- Coût d'un ordinateur : 20 mois de salaire moyen



# AMÉRIQUES

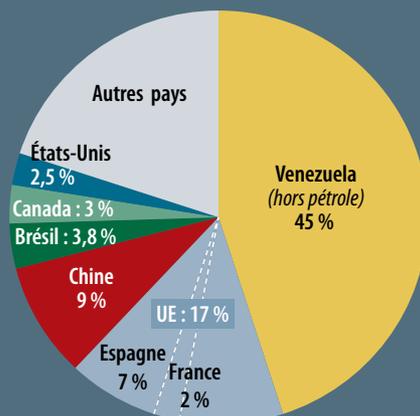


## Cuba, exportateur de services, importateur industriel et agricole

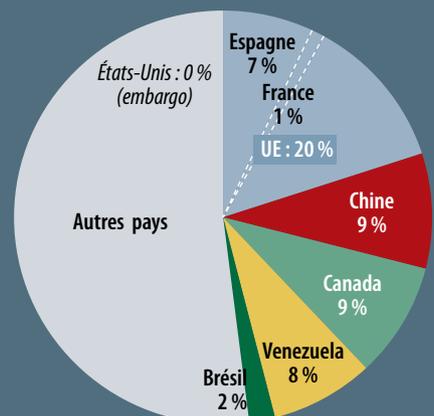


Chiffres en milliards de dollars, en 2014

## Principaux partenaires commerciaux en 2013



**Origine des Importations de biens**  
Pétrole, machines, équipements électriques, véhicules, alimentation, médicaments



**Destination des exportations de biens**  
Nickel et cuivre, tabac, sucre, médicaments, produits de la pêche

Sources : Service économique de l'ambassade de France à Cuba, ONEI (statistiques officielles de Cuba), OMC, MOCI, CEPAL, CNUCED, FMI

La révolution citoyenne de Rafael Correa a apporté la stabilité politique et nombre d'avancées socio-économiques. Ce modèle semble aujourd'hui s'essouffler et fait de plus en plus de mécontents.

## ÉQUATEUR LA RÉVOLUTION SE FISSURE



POPULATION : 15,9 millions  
 PIB : 100,5 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : + 4,6 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 4,7 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 76,2 ans

Sources : Banque mondiale, FMI

### + ERICA GUEVARA

Maître de conférences à l'université Paris 8-Vincennes - Saint-Denis, docteure associée au Céri

Lorsque Rafael Correa arrive à la tête de l'Équateur en 2006, le pays traverse une crise économique et politique sans précédent et sept présidents se sont succédé en dix ans. Aujourd'hui, le chef de l'État peut présenter un bilan satisfaisant. Pourtant, « le modèle Correa » semble s'essouffler. Retour sur neuf ans de « révolution citoyenne ».

### DES RÉFORMES POUR BIEN VIVRE

Durant ses trois mandats, le gouvernement de Rafael Correa a mis en place de nombreuses réformes et politiques publiques qui ont porté leurs fruits, comme en témoignent les chiffres. Entre 2007 et 2014, la croissance a été en moyenne de

4,2 %. Elle a atteint un pic de 7,9 % en 2011. En 2013, le taux de chômage (4,9 %) est le plus faible d'Amérique latine. Le taux de pauvreté a également été drastiquement réduit : le nombre de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour est passé de 37,7 % en 2000 à 10,5 % en 2010. De même, le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités, s'élevait à 0,54 en 2006 et n'était plus que de 0,47 en 2014.

Ces progrès sont dus, tout d'abord, à la politique du gouvernement en faveur de l'emploi, de la santé et de l'éducation. La renégociation de la dette extérieure et des programmes d'ajustements structurels du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale a permis à l'État d'économiser environ 7,5 milliards de dollars, qui ont été investis dans des projets d'infrastructures (construction de huit centrales hydroélectriques) et d'éducation (5,3 % du produit intérieur brut étaient

consacrés à ce secteur en 2014). La réforme en profondeur du système fiscal a permis au gouvernement de réduire l'évasion fiscale et multiplié par trois le taux de recouvrement des impôts. Des programmes sociaux tels que les bons de développement humain (subventions mensuelles accordées aux populations les plus défavorisées) ont été renforcés.

Les principes de ce que Rafael Correa nomme lui-même la « révolution citoyenne » se trouvent dans la nouvelle Constitution de 2008, adoptée par référendum après un an de discussions de l'Assemblée constituante, convoquée dès son arrivée au pouvoir. Avec 444 articles, il s'agit d'une des Constitutions les plus longues du monde. Elle consacre notamment le principe du « bien-vivre » (*sumak kawsay* en langue quechua). Inspiré des cultures indigènes de la région sud-américaine, celui-ci accorde la priorité à la satisfaction des besoins en harmonie avec la nature et a été décliné dans le Plan national du bien-vivre pour la République d'Équateur (2009-2013, puis 2013-2017), qui a servi de guide à l'ensemble des politiques publiques. Responsable du « bien-vivre » de ses citoyens, l'État équatorien est donc interventionniste et productiviste.

### TENSION AVEC LES MÉDIAS

Malgré ses bons résultats économiques et un taux de popularité toujours très élevé, le « modèle Correa » est cependant très critiqué et présente aujourd'hui des signes d'essoufflement. Estimée à 4,1 % au début de l'année 2015, la croissance ne devrait

**Le mécontentement s'étend désormais à des parties de la population qui jusque-là soutenaient le gouvernement**

pas dépasser 2 %. Avec une économie dollarisée depuis 1999 et très dépendante de la production de pétrole (qui représente plus de 60 % des exportations), l'Équateur reste très exposé aux fluctuations de l'économie mondiale. La chute

des cours de l'or noir en 2014 a réduit les revenus de l'État et la valeur des exportations. Le manque de liquidités affecte également les activités productives internes.

Certains observateurs soulignent en outre l'existence de conditions jugées peu favorables à l'investissement étranger, très fluctuant entre 2007 et 2014. Selon l'opposition, le discours très critique du gouvernement à l'égard du secteur privé et le « style » volontariste du président, qui n'hésite pas à entrer personnellement en conflit direct avec des entreprises dont il juge les activités défavorables à l'intérêt national, seraient en partie responsables de la frilosité des investisseurs.

Dès le début de son premier mandat, Rafael Correa a dû faire face à une importante opposition, de la part des chefs d'entreprise mais aussi des principaux médias du pays. La décision du gouvernement de nationaliser la plupart des entreprises et actifs saisis par l'Etat à la suite de la crise bancaire de 1999 (dont de nombreux médias et banques) a cristallisé les positionnements des entreprises par rapport au gouvernement. La crise politique de septembre 2010, pendant laquelle le président Correa a reçu des gaz lacrymogènes lors d'un mouvement de grève de la police contre une loi réformant le service public, a également conduit à la radicalisation du gouvernement, qui s'est dit victime d'une tentative de coup d'Etat. A la suite d'un article du journal *El Universal* qui affirmait que le président avait ordonné de tirer sur des civils pendant ces grèves, Rafael Correa est entré en conflit avec les médias. N'hésitant pas à déchirer des journaux à la télévision ou à assigner les médias en justice pour diffamation, le président s'est fait de nombreux ennemis dans ce secteur. Malgré de réelles avancées, entre autres en matière de pluralisme, de répartition des fréquences de radiodiffusion et de régulation de la concentration des médias, la loi sur les médias de 2013 a été adoptée dans ce contexte très polémique.

En 2014, le projet d'amendement à la Constitution en vue d'autoriser la réélection du président sans limitation du nombre de mandats a aussi suscité le mécontentement de l'opposition et d'une partie des Equatoriens. La réélection est limitée par la Constitution de 2008 à deux mandats, consé-



© RODRIGO BUENIA - AFP

cutifs ou pas. Après avoir été accepté par la Cour constitutionnelle, le projet de réélection indéfinie du président est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Sa décision, qui peut définir l'avenir du « modèle Correa », devrait être connue d'ici à la fin de l'année.

#### DES OPPOSANTS EN INTERNE

Le mécontentement s'étend désormais à des parties de la population qui jusque-là soutenaient le gouvernement. Ainsi, en 2013, des manifestations ont éclaté lorsque Rafael Correa a renoncé à l'une de ses principales promesses électorales selon laquelle il s'engageait à protéger la réserve naturelle et indigène Yasuni-ITT de l'exploitation pétrolière. Ces manifestations se poursuivent. Et les groupes indigènes d'Amazonie, pourtant cibles privilégiées des programmes de la « révolution citoyenne », ont rejoint les rangs des opposants et organisé d'importantes manifestations en août 2015.

Le gouvernement a également été accusé d'aller à l'encontre de ses propres principes en juin 2014, lorsqu'il a accepté d'utiliser la moitié des réserves d'or du pays comme garan-

Les groupes indigènes d'Amazonie ont grossi les rangs des mécontents, suite à la promesse non tenue de Rafael Correa de protéger la réserve naturelle Yasuni-ITT de l'exploitation pétrolière.

tie pour l'obtention d'un prêt de la banque Goldman Sachs. Et les coupes budgétaires décidées par le gouvernement ont été interprétées comme un aveu d'impuissance de sa part. A l'issue des mobilisations sociales de juillet 2015, le président a retiré deux projets de loi sur les héritages et la plus-value, dénoncés en grande partie à tort comme préjudiciables pour la classe moyenne. L'opposition a interprété toutes ces mesures comme autant de signes de faiblesse.

Politiquement, le parti créé par Rafael Correa, Alianza País, peine pour la première fois depuis 2006 à mobiliser l'électorat. L'échec de la formation aux municipales de 2014, notamment à Quito, pourrait être un premier avertissement. Malgré des avancées socio-économiques indéniables et un renforcement de la stabilité politique, les réformes du gouvernement Correa n'ont pas réussi à corriger une des causes principales de la fragilité économique du pays : son importante exposition aux fluctuations des marchés internationaux et des matières premières. ✘



#### EN SAVOIR

La gauche en Amérique latine, 1998-2012, Olivier Dabène (dir.), Presses de Sciences Po, 2012.

« ¿Hacia un Estado meritocrático? Las tensiones del cambio en el Ecuador de la Revolución Ciudadana », Alejandra Peña López, *Nueva Sociedad* n° 258, juillet-août 2015.

Pénurie des biens de première nécessité, inflation galopante, dette publique... Nicolás Maduro doit faire face à une crise économique inédite et à une opposition unifiée.

## VENEZUELA À BOUT DE SOUFFLE



POPULATION : 42 millions  
 PIB : 132 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : - 7 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 14 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 75 ans

Sources : Banque mondiale, FMI

**+ EDUARDO RIOS**  
 Doctorant Céri-Sciences Po et chercheur associé  
 à l'Opalc-Sciences Po Paris

**N**icolás Maduro, successeur désigné d'Hugo Chávez, est devenu président par intérim du Venezuela trois jours après la mort de ce dernier, le 5 mars 2013. Puis le 14 avril 2013, il s'est imposé d'une courte tête (1,5 point) sur Henrique Capriles à l'élection présidentielle, s'emparant de l'héritage du système politique construit par son prédécesseur. Ce système politique a permis à la « révolution bolivarienne » lancée par Chávez de remporter 18 des 21 scrutins organisés au Venezuela entre 1998 et 2015. Mais après plus de deux ans de présidence, Nicolás Maduro s'est trouvé embourbé dans une crise économique inédite dans l'histoire pétrolière du pays et menacé par l'union des forces d'opposition. Craignant de gripper sa machine à

gagner électorale, le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) au pouvoir a en effet privilégié, à partir de 2012, sa propre unité sur la transformation du modèle social et politique.

Dans un système électoral majoritaire à un tour, il est vrai, toute division représente un danger. Et de fait, depuis 2006, la coalition au pouvoir a obtenu entre 40 % et 50 % des voix à chaque scrutin. Mais aujourd'hui, l'opposition se présente unie à son tour, sous la bannière de la Mesa de la Unidad Democrática (Unité démocratique, MUD), qui rassemble plusieurs partis idéologiquement proches de la social-démocratie. De leur côté, les chavistes sont regroupés autour du PSUV, mais surtout du Grand pôle patriotique (GPP, alliance proche de la gauche radicale). Les deux coalitions, cependant, sont hétéroclites.

Les premiers craquellements qui sont apparus dans les fondamentaux du modèle économique vénézuélien ont été à l'origine des divisions au sein de

la coalition à la tête du pays. A partir de 2003, le pouvoir a utilisé les fonds du pétrole pour financer des « missions sociales » (programmes sociaux de lutte contre les inégalités), qui ont permis de faire diminuer la pauvreté, laquelle est passée de 43 % en 1999 à 30 % en 2013, selon l'Institut national de statistique (INE), mais aussi d'augmenter le pouvoir d'achat des plus démunis et entraîné une hausse de la demande intérieure. Cette même année, les autorités ont également mis en place un contrôle des changes. Soucieux de maintenir le pouvoir d'achat des plus pauvres, qui constituaient le cœur de son électorat, le gouvernement a privilégié un taux de change apprécié de façon artificielle pour réduire le coût des importations. Mais un marché noir parallèle s'est rapidement mis en place sur lequel le dollar atteignait 100 fois sa valeur en 2015.

### UN MODÈLE EN FAILLITE

A la contrainte du taux de change s'est ajouté un problème d'émission monétaire qui a provoqué une inflation importante. Sous Chávez, la demande était partiellement soutenue par la redistribution vers les plus défavorisés effectuée via des organismes eux-mêmes financés par les revenus du pétrole. Lorsque les prix de l'or noir ont diminué, en 2009 puis en 2015, le gouvernement a puisé dans ses réserves internationales (représentant 40 milliards de dollars en 2007, mais seulement 18 milliards de dollars en 2015), puis il s'est endetté à hauteur de 40 milliards de dollars auprès de la Chine

**Craignant de gripper sa machine à gagner électorale, le Parti socialiste a privilégié sa propre unité sur la transformation du modèle social et politique**

(dès 2009). L'Etat a en outre obligé la banque centrale à racheter la dette de l'entreprise pétrolière d'Etat (Petróleos de Venezuela, PDVSA), un rachat qui a généré une inflation massive (multiplication par sept de la liquidité entre 2012 et 2015) estimée à 150 % en

2015<sup>1</sup>. Cette émission monétaire a été soutenue par un déficit budgétaire très important, de l'ordre de 15 % du produit intérieur brut (PIB). Le gouvernement a alors tenté de contrôler

l'inflation, notamment en obligeant les sociétés à vendre leurs produits quasiment à perte. De nombreuses petites et moyennes entreprises ont fait faillite, ce qui a provoqué une pénurie des produits de base.

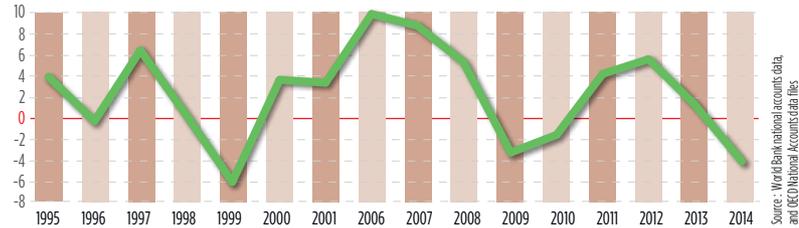
### MANŒUVRES POLITIQUES

Pour sortir de cette crise, il aurait fallu notamment unifier le taux de change (c'est-à-dire dévaluer), augmenter les prix des produits de base et réduire le déficit budgétaire (donc les missions sociales). Une partie du gouvernement Maduro a soutenu de tels projets dès 2013, mais les membres de la gauche radicale s'y sont vivement opposés. Tous les ministres de l'économie qui ont proposé l'unification du taux de change et la réduction du contrôle des prix (sur l'essence et les produits de masse) ont été évincés. Mais l'attentisme économique de l'équipe Maduro lui a fait perdre 30 points dans les sondages et 4 points de PIB sur l'année 2014. Les autorités ont alors privilégié des actions plus politiques. Elles ont tenté de jouer la carte nationaliste en s'engageant dans un conflit diplomatique avec les États-Unis<sup>2</sup>, puis avec le Guyana (Caracas revendique depuis longtemps un territoire appartenant à son voisin oriental). Par ailleurs, à partir de juillet 2015, le gouvernement a mené des opérations militaires, appelées « opérations de libération et de protection du peuple », plus médiatiques qu'efficaces. Censées enrayer la « guerre économique » (concept inventé par le gouvernement pour qualifier les actions de « l'impérialisme américain »), elles ont permis la généralisation de l'état d'exception à la frontière entre le Venezuela et la Colombie. Celle-ci a été fermée, et entre 10 000 et 20 000 Colombiens vivant au Venezuela ont été renvoyés dans leur pays. Ces actions ont été extrêmement néfastes pour l'économie vénézuélienne, faisant perdre environ 100 millions de dollars par mois à Caracas.

Le gouvernement Maduro a en outre tenté d'interdire le parti réformateur de gauche Marée socialiste (décision finalement cassée par la justice) afin d'éviter au maximum l'éparpillement de ses voix lors des élections à venir. De même, il a empêché plusieurs

### UNE CROISSANCE DÉSORMAIS EN BERNE

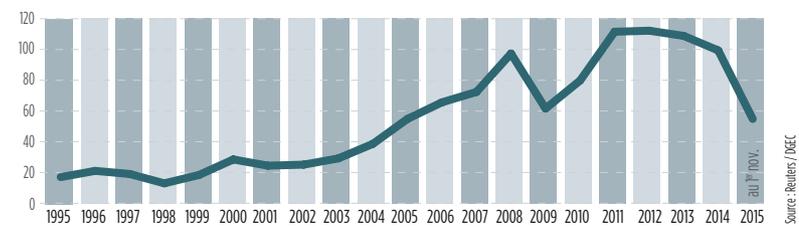
Taux de croissance annuel, en % du PIB



Source : World Bank national accounts data and OECD National Accounts data files

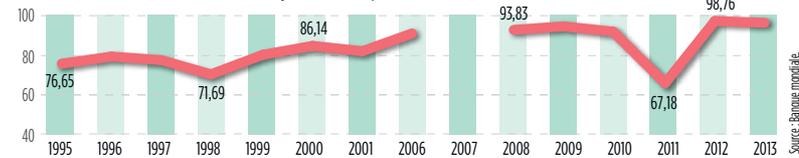
### À LA MERCI DU PRIX DU PÉTROLE

Cours moyen du Brent, en \$/baril



Source : Reuters / OPEC

Part des carburants dans les exportations, en %



Source : Banque mondiale

membres de l'opposition de se présenter aux prochains scrutins. A commencer par Leopoldo López (dont le parti Volonté populaire est affilié à l'Internationale socialiste), emprisonné à l'issue des manifestations de février 2014.

Le bilan économique du gouvernement vénézuélien est peu brillant : croissance négative du PIB (- 7 % pour l'année 2015), pouvoir d'achat anéanti par une inflation qui s'élève à 150 % en 2015, pénuries multiples de biens de base... Une défaite électorale peut être, pour un chavisme à bout de souffle, l'occasion se redéfinir. La mise à mal de l'héritage de Hugo Chávez devrait obliger le gouvernement de Nicolás Maduro à mettre en place des réformes économiques : établissement d'un taux de change unique, augmentation générale des salaires (au minimum leur alignement sur le taux d'inflation) et ouverture de négociations avec le secteur privé. De son côté, l'opposition, en devenant majoritaire au

Parlement, a la possibilité d'amnistier des prisonniers politiques.

Une recomposition du rapport de force ouvrirait la porte à une négociation entre le président et le Parlement, qui ne manquerait pas d'affaiblir le chavisme mais lui permettrait néanmoins de survivre. L'adoption de réformes pourrait en effet rapidement relancer la machine économique. En revanche, une victoire de l'opposition lui ouvre la possibilité de modifier la Constitution si elle obtient la majorité des deux tiers des sièges au Parlement. Dans ce cas, Nicolás Maduro devrait faire face à un référendum révocatoire<sup>3</sup>. Mais il ne s'agit là, pour lui, que du pire des scénarios. ✘

1. Le gouvernement ne publie plus les chiffres de l'inflation depuis janvier 2015.

2. Washington a gelé par un décret les biens de plusieurs fonctionnaires vénézuéliens à qui il a en outre interdit l'entrée sur le territoire américain. Caracas a répliqué en lançant une campagne de collecte de signatures massive contre le « décret impérialiste », ce qui a permis à Maduro de remonter de 5 points dans les sondages.

3. Un référendum révocatoire est organisé si 20 % des électeurs inscrits signent une pétition dans ce sens. Il permet éventuellement de mettre fin au mandat d'un élu.



### EN SAVOIR

« Les trois crises du Venezuela de Nicolás Maduro », Eduardo Rios, *Les études du Céri* n° 207-208, Opalc, décembre 2014.

« ¿Éramos felices sin saberlo? Viejas y nuevas fracturas en la sociedad venezolana », Hildebrand Breuer, *Nueva Sociedad* n° 257, mai-juin 2015.



Leurs parents militaient contre l'apartheid, eux friment dans des vêtements de marque et brûlent des billets de banque. Dans un pays où plus de la moitié des habitants vit sous le seuil de pauvreté, le comportement des Izikhothane - « ceux qui lèchent », en référence à la crème anglaise dont ces jeunes des *townships* d'Afrique du Sud s'aspergent - fait débat.

© PER-ANDERS PETTERSSON / COSMOS



Depuis l'élection de Muhammadu Buhari en mars 2015, l'armée a marqué des points contre la secte islamiste. Mais la seule réponse militaire est insuffisante.

# NIGERIA

## BOKO HARAM PLIE, SANS SE RENDRE



POPULATION : 178,7 millions  
 PIB : 493 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : +4,5 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 24 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 52,1 ans

Sources : Banque mondiale, FMI

**+ MARC-ANTOINE  
 PÉROUSE DE MONTCLOS**

Directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)

Longtemps ignorée malgré la terrible répression militaire de 2009 et l'exécution extrajudiciaire de son fondateur, la secte islamiste Boko Haram s'est surtout fait connaître à l'occasion de l'enlèvement de la famille française des Moulin-Fournier au Cameroun en 2013, puis des 276 collégiennes de Chibok (Nigeria) l'année suivante. Le groupe a alors mis en évidence la faiblesse de l'Etat nigérian, en prenant le contrôle de pans entiers du Borno, région périphérique du Nord-Est, à la frontière du Niger, du Tchad et du Cameroun. Bien que consacré « première économie du continent » par la Banque mondiale, le pays le plus peuplé d'Afrique – 178 millions d'ha-

bitants – s'est révélé incapable d'endiguer la poussée des jihadistes, qui ont multiplié les attaques contre les pays voisins à partir du moment où ceux-ci ont à leur tour engagé leurs forces de sécurité pour les combattre. En 2015, la donne a changé avec l'élection d'un président musulman du nord du pays, Muhammadu Buhari, dont l'arrivée au pouvoir a soulevé d'immenses espoirs. Le président a été élu principalement sur sa capacité présumée à repousser les assauts des jihadistes. Aussitôt après avoir pris ses fonctions dans la capitale Abuja, il a décidé de transférer l'état-major à Maiduguri, chef-lieu du Borno, où l'armée a effectivement repris du terrain. La secte a été obligée d'en revenir à la guerre de mobilité en recourant de plus en plus à l'arme du pauvre : l'attentat suicide. Essentiellement composés de Kanouri, ethnie majoritaire dans la zone, les insurgés ont essuyé de sérieux revers et n'ont plus été en mesure de maintenir leurs

positions dans plusieurs localités ou de monter des attaques d'envergure.

### FAMILLE ÉLARGIE

Très fragmenté, le mouvement n'en reste pas moins opérationnel et compte aujourd'hui quatre principales tendances. D'abord, la faction qui, après avoir prêté allégeance à Daech début 2015, se fait appeler Etat islamique en Afrique de l'Ouest et qui serait conduite par Abubakar Shekau. Nul ne sait si ce dernier est mort ou en exil, quoi qu'il en soit des affirmations péremptoires de certains services de sécurité africains.

Ensuite, les héritiers de la Yusufiya du fondateur de la secte, Mohamed Yusuf, assassiné par la police en juillet 2009. A en croire les déclarations du président tchadien Idriss Deby d'août 2015, ceux-ci se seraient regroupés au printemps 2015 derrière un certain Mahamat Daoud, qui aurait pris la place d'Abubakar Shekau et qui serait prêt à négocier avec le gouvernement nigérian. Inconnu et jamais répertorié dans les précédentes chouras (conseils exécutifs) de Boko Haram, ledit Mahamat Daoud (38 ans) serait né d'un père nigérian et d'une mère tchadienne. Il aurait été responsable du renseignement et de l'extorsion de fonds auprès des autorités ainsi que de l'organisation des attentats suicides au Nigeria. Le groupe se désigne lui-même sous le nom original de la secte : la Congrégation sunnite pour la propagation des enseignements du prophète et du jihad. Il réclame la sanctuarisation d'un territoire où il serait libre de prêcher et d'appliquer sa version rigoriste de la charia.

### La réforme d'une armée très corrompue et peu professionnelle prendra du temps

Troisième tendance : la dissidence de Boko Haram, apparue en 2012 et connue sous le nom d'Ansaru. Idéologiquement, elle est la plus proche d'Al-Qaïda et, contrairement

aux suppositions de cercles néoconservateurs américains, aucun élément ne permet de soutenir l'hypothèse d'une réunification avec les membres de Boko Haram ralliés à Daech. Dirigée par Khalid Al-Barnawi, cette faction est appelée Haraktul-

Muhajiriin par certains observateurs. Elle veut chasser les « croisés » de la terre d'islam et est certainement la plus dangereuse pour les expatriés et les minorités chrétiennes de la région. Enfin, les « opportunistes » sont de petits commandants locaux attirés par l'appât du gain et la possibilité de profiter de la franchise de Boko Haram pour participer au pillage du Borno et régler leurs comptes, par exemple en évinçant les membres de l'ethnie haoussa du commerce de poisson du lac Tchad ou en mettant la main sur les terres des minorités chrétiennes dans les contreforts des monts Mandara. Ces « mercenaires » sont les plus susceptibles d'accepter une amnistie car, contrairement aux fous de Dieu, ils peuvent être achetés. Ce sont sans doute eux qu'a approchés Yusuf Anas, officier à la retraite de l'armée de l'air et intermédiaire du président Buhari pour le compte d'une organisation non gouvernementale, le Centre for Crisis Communication.

#### EN RANGS DÉSDORDONNÉS

Pour autant, les négociations n'avancent pas et la réponse du Nigeria à l'insurrection reste essentiellement militaire, sans qu'une administration civile parvienne à relayer l'armée dans les zones rurales du Borno pour combattre la corruption, améliorer la gouvernance de l'Etat et promouvoir une plus grande justice sociale afin de réduire le sentiment d'exclusion d'une partie de sa population vis-à-vis des zones urbaines. De ce point de vue, il ne faut pas trop attendre de la nomination, par Muhammadu Buhari, de militaires kanouri à des postes de responsabilité de la lutte contre le terrorisme, tel le général Tukur Baratai à l'état-major. Ce dernier a commandé la Joint Task Force qui, à partir de 2013, a vainement essayé de combattre Boko Haram. Il a vu les insurgés attaquer en toute impunité sa ville natale de Biu le 21 juillet 2015, peu après sa nomination, comme cela avait été le cas pour son prédécesseur. Dans tous les cas, la réforme d'une armée très corrompue et peu professionnelle prendra du temps. Il ne faut pas non plus trop attendre de la Force d'intervention conjointe multinationale (MNJTF) qui, en sus des troupes tchadiennes, nigériennes



© Lekan Oyejokun/AP Photo

et nigériennes déjà déployées sur place, prévoit de mobiliser 3 750 Nigériens, 3 000 Tchadiens, 2 650 Camerounais, 1 000 Nigériens et 750 Bénéinois pour lutter contre Boko Haram. Dirigé par un général nigérian, le dispositif est censé reposer sur trois centres de commandement : deux au Nigeria (Baga Kawa près du lac Tchad et Gamboru à la frontière du Cameroun) et un troisième à Mora du côté camerounais de la forêt de Sambisa, fief de Boko Haram. Lors d'une visite historique dans la capitale camerounaise en juillet 2015, Muhammadu Buhari a également promis d'accorder un droit de poursuite aux forces de ce pays, mais en pratique, il n'en est rien. L'armée nigérienne ne souhaite pas vraiment coopérer avec des militaires qu'elle a combattus au milieu des années 1990 à propos du litige frontalier de la péninsule de Bakassi, au sud-est du pays. Elle ne veut pas non plus que des forces étrangères se déploient dans le Borno : les problèmes de coordination restent tout aussi criants avec les armées du Tchad et du Niger, en dépit des visites prometteuses que Muhammadu Buhari a effectuées à Ndjamena et Niamey juste après son investiture.

L'armée nigérienne a mis les bouchées doubles pour libérer la ville de Gwoza de l'emprise de Boko Haram, fin mars 2015.

Le financement de la MNJTF n'est pas non plus acquis. La renégociation de la dette nigérienne et l'espoir de trouver des fonds pour la lutte contre le terrorisme étaient deux des objectifs de la tournée du président Buhari aux Etats-Unis, puis en France, en 2015. L'appui américain est lié à l'amélioration des pratiques de l'armée nigérienne, dont les crimes de sang et les « dégâts collatéraux » ont beaucoup contribué à l'hostilité des civils à son encontre et à la prospérité de Boko Haram. Côté français, la perspective d'un financement de la MNJTF est également conditionnée à la possibilité pour l'Union européenne de pouvoir traiter le sujet avec l'Union africaine (UA). Or, le Nigeria refuse de se dessaisir de sa souveraineté en passant les commandes à l'UA pour organiser une opération de paix approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU. Pour l'instant, les troupes de la coalition antiterroriste restent donc financées par leurs pays respectifs (Nigeria, Niger, Tchad et Cameroun) et ne seront de toute façon pas en mesure de régler le problème sans le relais d'une administration civile. ✘



#### EN SAVOIR

Boko Haram. Islamism, Politics, Security and the State in Nigeria, Marc-Antoine Pérouse de Montclos (dir.), Tsehali Publishers, Los Angeles, 2015.

Seule une mise sous contrôle international pourrait permettre d'enrayer la spirale de violences dans laquelle s'enfoncé le pays, où le contrôle de régions entières échappe au gouvernement.

# RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

## LA TUTELLE OU LE CHAOS



POPULATION : 4,8 millions  
PIB : 2 milliards de dollars  
TAUX DE CROISSANCE : + 5,5 %  
ESPÉRANCE DE VIE : 50 ans

Sources : Banque mondiale, FMI

### + BENOÎT LALLAU

Maître de conférences à l'université de Lille, associé au Laboratoire d'économie rurale et de sécurité alimentaire (Lersa), université de Bangui

La République centrafricaine (RCA) a quitté la première page des journaux. A l'argument du génocide mobilisé fin 2013 pour justifier l'intervention internationale a succédé la rhétorique du post-conflit, faite de réconciliation nationale, de démobilisation des anciens combattants et d'élections libres. Mais va-t-on vraiment vers une stabilisation politique du pays ? L'histoire contemporaine de la RCA est ponctuée de coups d'Etat, de rébellions, de prédatons. Les violences ont toutefois atteint, depuis la fin de l'année 2012, un niveau inégalé. Elles ont d'abord été le fait de la coalition Séléka, agrégeant différents groupes rebelles du nord-est ainsi que des

mercenaires soudanais et tchadiens. En mars 2013, cette Séléka s'est emparée de Bangui, a renversé le président François Bozizé (lui-même arrivé au pouvoir par un putsch en 2003) et a placé son chef Michel Djotodia au pouvoir. A la mise en coupe réglée par les Séléka ont peu à peu répondu les exactions des anti-balaka, groupes aux motivations diverses (autodéfense, vengeance contre les Séléka, reconquête du pouvoir et brigandage). Les Séléka étant majoritairement musulmans du fait de leur origine septentrionale, les anti-balaka ne l'étant pas (on les qualifie de chrétiens, mais la réalité est bien plus complexe), les affrontements ont pris une tournure interconfessionnelle, justifiant l'intervention militaire française (opération *Sangaris*) et internationale (Minusca), à partir de décembre 2013. Objectifs affirmés : enrayer la spirale des violences et initier une transition politique sous la direction d'une présidente intérimaire, Catherine Samba-Panza.

Deux ans plus tard, le bilan est plus que mitigé : l'insécurité persiste quasiment partout ; Bangui, la capitale, demeure sujette à des flambées ponctuelles de violences ; des régions entières restent sous l'emprise de bandes armées.

Le premier enseignement que l'on peut tirer d'un tel bilan est que la RCA demeure un pays sous tutelle, une forme de protectorat multinational piloté par le Groupe international de contact (GIC-RCA). L'Etat, déjà très affaibli avant 2013, a été détruit par la crise actuelle. Il ne parvient pas à assurer ses fonctions régaliennes ; à court d'argent, il serait incapable de payer ses personnels sans les abondements ponctuels des bailleurs internationaux qui, avec les ONG internationales, se substituent à lui pour apporter à la population certains services de base et quelques opportunités d'emplois. Cinquante-cinq ans après son indépendance, la RCA est plus que jamais dépendante de l'aide extérieure, de ses aléas et de ses erreurs.

### ERREURS DE TUTELLE

C'est là le deuxième enseignement : la tutelle internationale a fait ces dernières années d'importantes erreurs. La principale a été de miser sur des dispositifs standardisés pour rétablir la stabilité, sans tenir compte des réalités locales. Ces dispositifs s'appellent « Désarmement, démobilisation et réinsertion des anciens combattants » (DDR), « Dialogue politique inclusif » (DPI), « Réforme

**Triste paradoxe : c'est grâce au conflit que certaines populations voient revenir des projets agropastoraux, des soins médicaux...**

du secteur de la sécurité » (RSS), etc. Les réalités locales sont celles d'élites au pouvoir ou de chefs « rebelles », lesquels sont d'abord des entrepreneurs politico-militaires, qui considèrent ces dispositifs comme autant d'occasions de captation et de négociation de rentes. Et ont donc tout intérêt à ce que l'instabilité perdure. Ces réalités sont aussi celles d'un Etat incapable d'exercer le monopole de la violence légitime, notamment dans les régions périphériques. La vaine

accumulation des interventions internationales de restauration ou de maintien de la paix depuis vingt ans révèle l'évidente limite de ces dispositifs onusiens. De la même façon, l'application du processus de Kimberley, dit « d'interdiction des diamants de sang », n'a pas eu les effets escomptés. Sous embargo officiel à partir de mai 2013, les diamants ont continué de sortir du pays et de financer les forces en présence.

L'autre erreur, plus récente, est d'avoir sous-estimé la montée en puissance des anti-balaka et la capacité des caciques du président déchu, François Bozizé, à susciter la haine des musulmans. L'intervention française *Sangaris*, initiée pour désarmer les milices Séléka, s'est heurtée à une situation complexe. Car désarmer les Séléka, c'était exposer les populations musulmanes aux vengeances et aux exactions, les pousser à un exode massif et jeter un soupçon de partialité sur les troupes françaises, puis onusiennes.

Enfin, la dernière erreur est d'avoir imposé au gouvernement de Catherine Samba-Panza (présidente de la transition depuis janvier 2014) un calendrier programmant des élections libres pour la fin de 2015. Comment organiser un scrutin valide alors que de multiples groupes armés sévissent en brousse et même à Bangui, contrôlent des régions entières, et que de très nombreux Centrafricains sont réfugiés à l'étranger ? Certes, un pouvoir de transition, non élu, est illégitime, mais l'est-il davantage que les pouvoirs qui l'ont précédé ? Et que signifie la légitimité dans un pays sous tutelle internationale ?

#### UN LONG CHEMIN DE CROIX

Une séquence plus réaliste, car moins précipitée, pour la transition serait d'abord la pacification, ensuite l'administration, enfin le développement. Il est impératif de lutter contre l'insécurité, de limiter peu à peu le nombre d'armes en circulation. Cette pacification ne passera pas seulement par des promesses de nouveaux DDR, mais par un engagement résolu des forces internationales. A ce niveau, le retrait progressif des Français de *Sangaris* en faveur du déploiement de la Minusca n'est pas une bonne



© CAMILLE LEPRAGE - REUTERS

nouvelle. La faible efficacité des armées onusiennes n'est plus à démontrer. De même, il faudrait aller vers une mise sous contrôle international des zones minières et occuper davantage les zones frontalières, poreuses aux ingérences extérieures. Assumer la tutelle, en quelque sorte.

L'administration, ensuite. La RCA ne pourra se passer de cette tutelle qu'après une restauration de l'Etat et des forces armées nationales et/ou de la mise en place d'autorités légitimes sur l'ensemble du territoire. Cela passera par l'émergence d'une élite non prédatrice, par une lutte résolue contre l'impunité, sans laquelle violences et prédatations se poursuivront, et par une réflexion sur la nationalité, le sentiment d'exclusion des régions du nord ayant largement nourri les mouvements rebelles de ces zones, majoritairement musulmanes. Sans une telle réflexion, la menace de partition du pays, souvent brandie par des chefs de guerre Séléka, pourrait devenir une réalité, sans apporter davantage de stabilité. Le développement, enfin. L'explication religieuse et les ingérences extérieures généralement mises en avant

Depuis novembre dernier, les miliciens anti-balaka impose un blocus au PK 5, dernier quartier musulman de Bangui. Ses habitants ne peuvent en sortir sans risque de se faire tuer.

ne doivent pas masquer la principale racine de la crise : la très grande majorité de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté absolue. Cette misère a poussé de nombreux ruraux dans les chantiers minières ou dans les groupes armés, dans le cycle habituel du conflit, pauvreté et instabilité se nourrissant mutuellement. Triste paradoxe : c'est grâce au conflit que, du fait du *rush* humanitaire, certaines populations voient revenir des projets agropastoraux, des soins médicaux, des « pôles de développement », etc. Mais aucune stabilisation ne sera possible sans programmes pérennes de développement (agricoles en particulier), sans un meilleur accès aux services de base, sans une vision de plus long terme tant de la part des élites centrafricaines que de la tutelle internationale.

Au final, l'avenir de la RCA dépend surtout de la capacité de cette tutelle à assumer son rôle avec pragmatisme. Beaucoup, à Bangui, doutent d'une telle capacité. ✘



#### EN SAVOIR

« Centrafrique : les racines de la violence », International Crisis Group, *Rapport Afrique* n° 230, 21 sept. 2015.

*Making Sense of the Central African Republic*, Tatiana Carayannis et Louise Lombard (dir.) Zed Books, Londres, 2015.

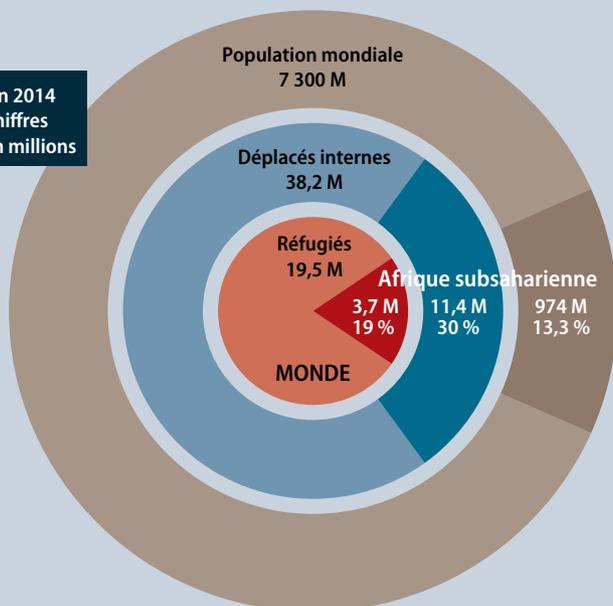
# L'AFRIQUE, TERRE DE RÉFUGIÉS ET DE DÉPLACÉS

A l'heure où l'Europe peine à accueillir les réfugiés fuyant guerres, misère, famine et dictatures, n'oublions pas que, dans le monde, les pays en développement accueillent 86 % des réfugiés et parmi eux les Pays les moins développés (PMA) qui en accueillent 25 %. Ce que confirme la situation en Afrique subsaharienne.

Sur les 4,45 millions de réfugiés africains recensés par le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) de l'ONU fin 2014, 83 % le sont en Afrique même, la plupart du temps dans les pays voisins des pays d'origine. Mais plus encore, l'Afrique est une terre de « déplacés internes » : fin 2014, ils sont 11,4 millions, dont plus de la moitié de mineurs, à avoir fui la violence sans quitter leur pays, hébergés la plupart du temps dans des camps gérés par le HCR et des organisations humanitaires. L'Afrique est, avec le Moyen-Orient, la région du monde où la proportion de réfugiés et déplacés est la plus importante. La Somalie est, après l'Afghanistan et la Syrie, le pays où ils sont le plus nombreux : 1,1 million de réfugiés et autant de déplacés internes. Et l'Éthiopie, à elle seule, accueille 660 000 réfugiés, se rangeant au cinquième rang des pays d'accueil de réfugiés dans le monde.

Et la situation s'est aggravée ces dernières années : en cause la situation instable comme en Somalie, au Mali, ou au Nigeria mais aussi le retour de conflits au Sud-Soudan, en République Démocratique du Congo, en République Centrafricaine. Beaucoup de pays africains, et tout particulièrement ceux de l'Afrique de l'Est, connaissent en permanence une « crise des réfugiés » d'une toute autre ampleur que celle que connaît aujourd'hui l'Europe. Et sans les mêmes moyens. Et le retour des réfugiés et déplacés, une fois la paix revenue, s'avère lent et difficile.

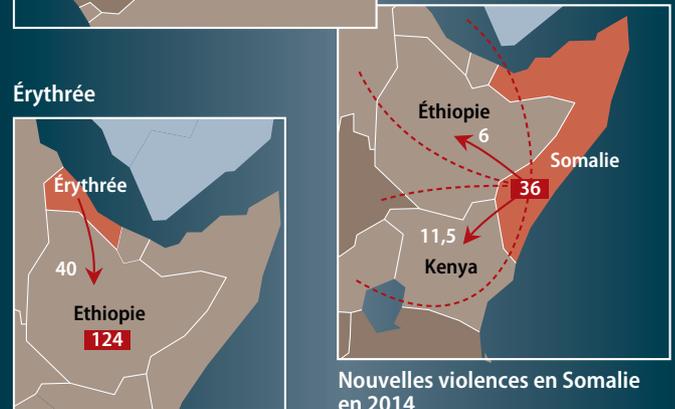
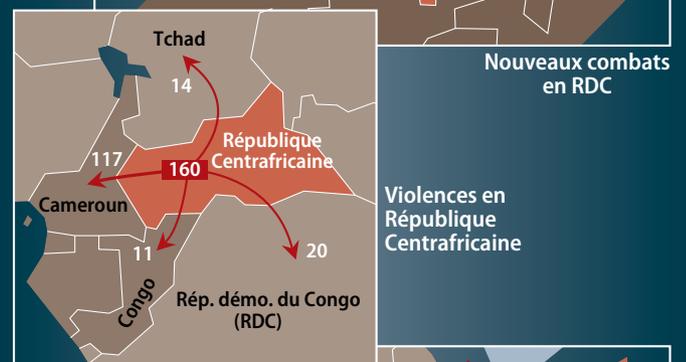
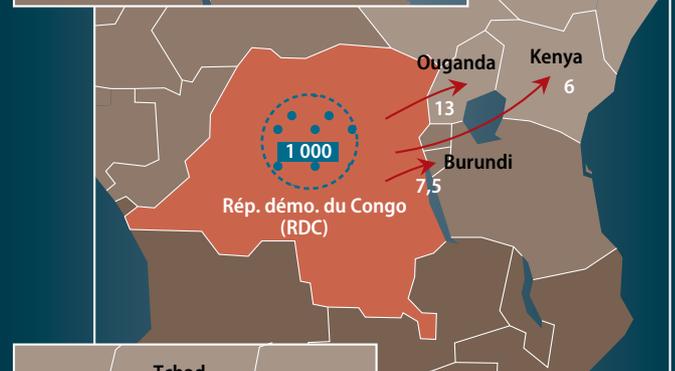
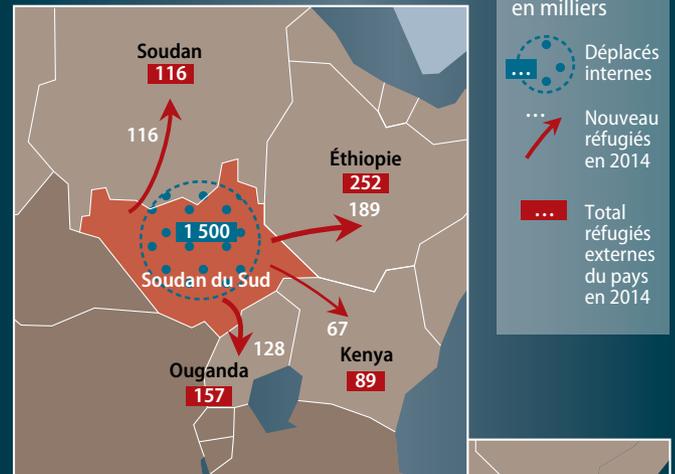
Fin 2014  
Chiffres  
en millions



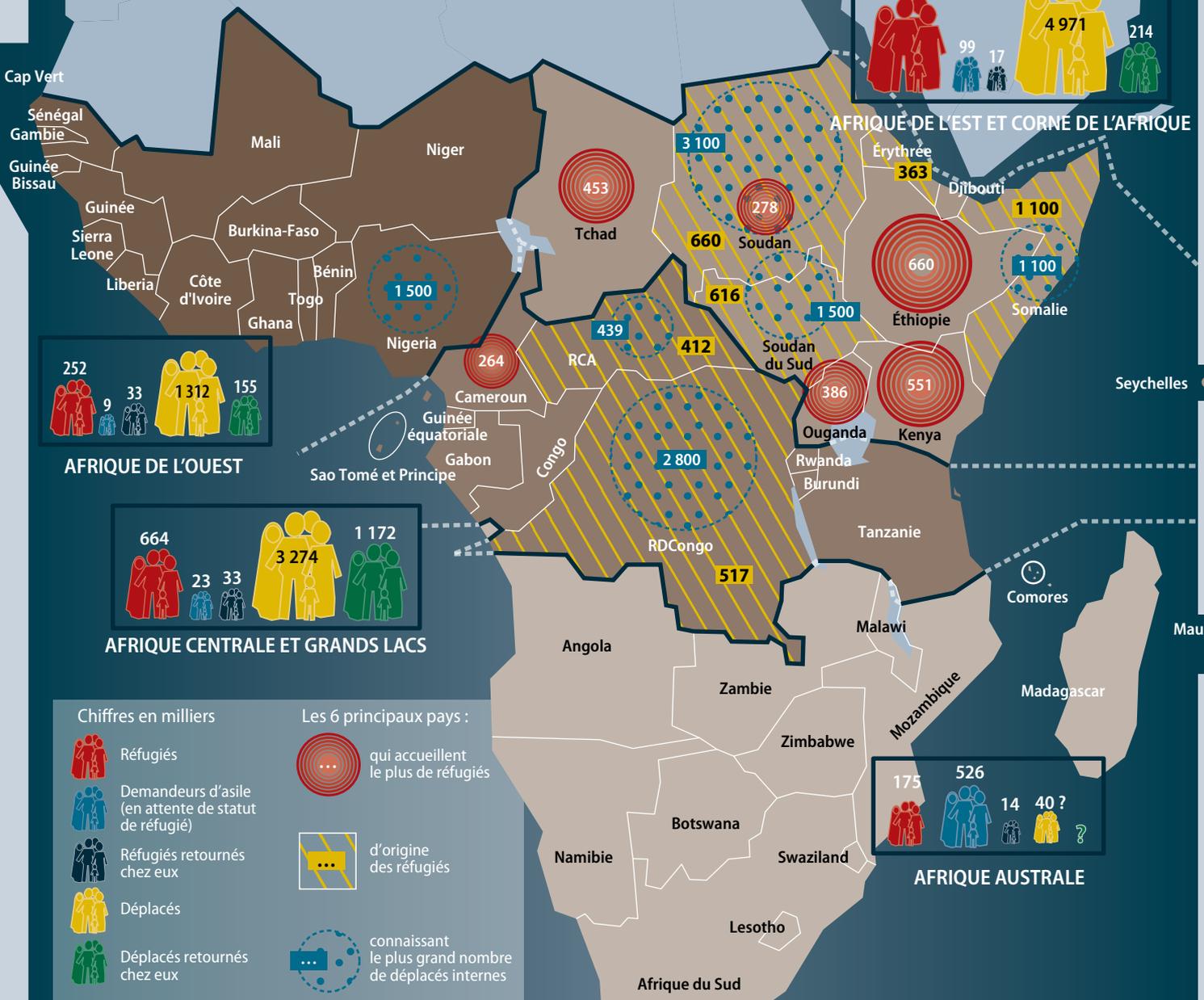
## Une situation aggravée en 2013-2014, particulièrement en Afrique de l'Est

### Vu des pays d'origine

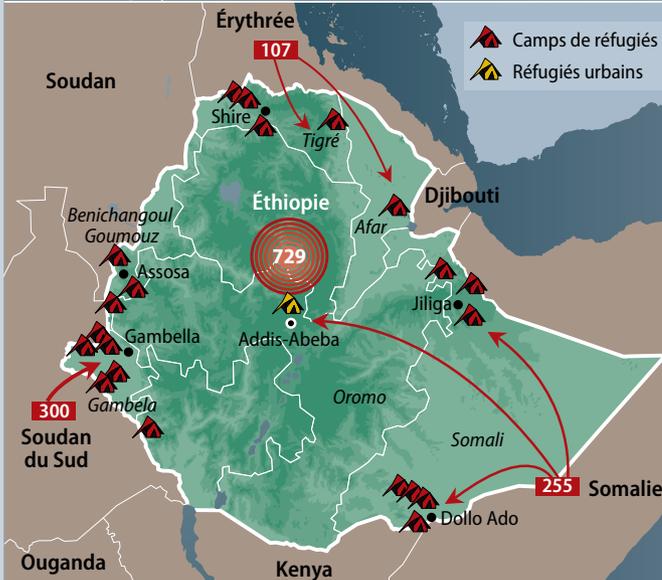
#### Guerre au Soudan du Sud



## Les réfugiés en Afrique début 2015



## Vu des pays d'accueil



L'Éthiopie est le cinquième pays accueillant le plus de réfugiés dans le monde : 729 000 en janvier 2015.

« Les réfugiés sud-soudanais accueillis dans les camps de la région de Gambella, certains ayant fui les violences qui ont éclaté en décembre 2013, et d'autres étant arrivés à partir de 1991, chassés par des conflits interethniques antérieurs; les réfugiés somaliens vivant dans les camps de Dollo Ado et de Jijiga, ainsi qu'à Addis-Abeba, et qui ont recherché une protection en Éthiopie entre 1990 et 2011 en raison de l'insécurité et/ou de la famine qui sévissait dans leur pays; les réfugiés érythréens, parmi lesquels figurent de nombreux enfants non accompagnés et séparés, qui ont commencé à demander l'asile en Éthiopie en 2000 et qui résident pour la plupart dans des camps situés aux alentours de Shire (région du Tigré) et dans la région Afar, ainsi qu'à Addis-Abeba et dans d'autres centres urbains; les réfugiés soudanais chassés par les combats en cours dans l'Etat du Nil bleu (Soudan) ou au Darfour, qui sont hébergés dans trois camps de la zone d'Assosa, située dans la région Benishangul-Gumuz ».

HCR, 2015

Isolé et impopulaire, le président congolais ne peut être candidat à l'élection présidentielle prévue en novembre 2016. Du moins s'il respecte la Constitution.

## RDC

# LA TENTATION DE KABILA



POPULATION : 81,7 millions  
 PIB : 39 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : + 8,4 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 50 ans

Sources : Banque mondiale, FMI

### + THIERRY VIRCOULON

Directeur d'International Crisis Group pour l'Afrique centrale, chercheur associé à l'Ifrri et enseignant à Sciences Po

Il faudra attendre novembre 2016, soit la fin de son deuxième mandat présidentiel, pour dresser le bilan du régime de Joseph Kabila qui, en vertu de la Constitution actuelle, ne peut plus être candidat. Le chef de l'Etat, aujourd'hui âgé de 44 ans, a accédé au pouvoir à la suite de l'assassinat de son père, Laurent Désiré, en janvier 2001. A l'époque, la région des Grands Lacs était déchirée par une guerre dans laquelle le Rwanda et l'Ouganda voisins soutenaient des factions congolaises opposées au pouvoir des Kabila. Désigné à la tête du gouvernement de transition (2003-2006) mis en place après la conclusion d'un accord de paix, Joseph Kabila a été formellement

élu président pour la première fois en 2006, puis réélu en 2011 à l'issue d'un scrutin jugé peu crédible. Mais aujourd'hui, l'incertitude demeure sur ses intentions : l'homme respectera-t-il la Constitution ? La prochaine élection présidentielle sera-t-elle organisée dans les délais ou un artifice sera-t-il utilisé pour la repousser aux calendes grecques ? Dans un pays qui, depuis son indépendance en 1960, n'a connu que trois ex-présidents (tous décédés), le doute qui plane sur l'élection de novembre 2016 est un parfait symbole de la gouvernance du président Kabila caractérisée par le mutisme, l'incertitude et des promesses de paix, de démocratisation et de développement non tenues.

#### MAJORITÉ À GÉOMÉTRIE VARIABLE

La situation d'incertitude électorale dans laquelle se trouve la République démocratique du Congo (RDC) résulte de la politique du président et cela est partie intégrante de son bilan.

Contrairement à d'autres chefs d'Etat africains confrontés à la limitation des mandats (Burundi, Congo-Brazzaville...), Joseph Kabila ne semble plus capable de changer la Constitution un an avant les élections. Il ne dispose en effet ni du soutien populaire, ni d'un consensus parlementaire, ni de l'appareil d'oppression nécessaires pour organiser un référendum qui porterait sur une modification de la Constitution autorisant un troisième mandat du chef de l'Etat.

Au cours des dix années durant lesquelles il a dirigé le pays, Joseph Kabila a mis de côté les réformes de gouvernance démocratique auxquelles il avait pourtant souscrit (réforme de l'administration, du secteur de la sécurité, du secteur minier, etc.) à demi-mot en 2006. Ces promesses non tenues expliquent qu'il ne soit pas parvenu à bâtir une assise suffisamment large et solide au sein de la classe politique congolaise ou/et dans la rue, et qu'il soit considéré avec suspicion par la communauté internationale. Dans un pays qui sortait de la guerre, Joseph Kabila a transformé le champ du pouvoir en oligopole. Ainsi, il a constamment modifié le périmètre de la majorité présidentielle en fonction de ses propres intérêts : majorité large pour l'élection de 2006 qui l'a porté au pouvoir avec le soutien d'un parti de l'Ouest (le Parti lumumbiste unifié de l'ex-Premier ministre Antoine Gizenga) ; majorité resserrée autour du parti présidentiel (le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie, PPRD) parce que le résultat du scrutin était assuré, en

### Le président n'a pas su transcender les clivages ethniques, géographiques et politiques d'un pays-continent

partie grâce à la fraude, pour le scrutin de 2011, puis de nouveau élargie lors du remaniement de 2014. La majorité présidentielle a été une nouvelle fois resserrée autour du président et de ses fidèles en septembre dernier, avec la mise à l'écart

des partis frondeurs. Après avoir exprimé leur souhait de voir respecter la Constitution, sept partis de la majorité (le « G7 ») ont été remerciés.

Au cours de ces dix années, le président a consolidé son pouvoir en écartant ses alliés politiques de 2006,

en affirmant sa prééminence dans les institutions (le gouvernement et le Parlement ne sont pas des lieux de décision) et en s'impliquant personnellement dans la gestion des affaires. Perçu comme un président faible et inexpérimenté en 2006, Joseph Kabila s'est affirmé dans et par la répression des mouvements politico-sectaires et des activistes prodémocratie du mouvement citoyen Filimbi, ainsi que par la manipulation des institutions. Le lancement en 2015 de la décentralisation, qui aurait dû être mise en œuvre à partir de 2007, ne vise qu'à favoriser son maintien au pouvoir en divisant ses adversaires et en lui donnant la possibilité de nommer des gouverneurs.

#### PRÉSIDENT D'UNE COTERIE

Joseph Kabila n'est pas seulement isolé dans l'*establishment* politique : il ne bénéficie plus d'aucun soutien de la part de la population, à l'inverse du très populaire ex-gouverneur du Katanga (sud-est), Moïse Katumbi, qui a quitté le PPRD en septembre dernier. Le président n'a pas su transcender les clivages ethnico-géographico-politiques d'un pays-continent. Réelle en 2006 à l'est du pays lors de la première (et dernière) élection démocratique, sa base populaire a fondu depuis lors et Kabila est désormais perçu comme le président d'une coterie, issue en partie du Katanga et en partie du Maniema (centre-est). En janvier 2015, lorsqu'il a tenté d'inclure une disposition piège dans la loi électorale pour repousser les scrutins présidentiel et législatif, les Congolais se sont spontanément révoltés.

Extrêmement impopulaire, Joseph Kabila n'est jamais parvenu à devenir légitime aux yeux de ses concitoyens en raison de sa jeunesse passée à l'étranger (Tanzanie) et de sa proximité avec le Rwanda à l'époque de la conquête du pouvoir par son père en 1997, avant la brouille entre Kabila et Paul Kagamé. Il n'a cependant jamais cherché à convaincre son peuple. Sa mauvaise maîtrise du lingala, langue parlée par la majorité des Congolais, et sa réticence à communiquer en font un président silencieux et distant, à l'opposé de



© GVERNIN DUBOURTHOUWIEU

l'exubérance congolaise. Surtout, l'absence d'amélioration des conditions de vie de la majorité des Congolais

ou de progrès en matière de sécurité à l'est du pays constitue un passif très lourd pour l'homme de la rue. Les provinces orientales (Nord et Sud-Kivu) du pays vivent toujours sous la menace de groupes armés congolais et étrangers.

Malgré la fraude, les résultats électoraux de 2011 indiquent un affaïssement de l'assise électorale du président dans ces régions. Et en dépit des programmes lancés par le gouvernement dans la perspective des élections (les « Cinq chantiers » en 2006 et la « Révolution de la modernité » en 2011), de la hausse du budget de l'Etat (passé de 2 à 9 milliards de dollars entre 2006 et 2015), de la stabilité macroéconomique et du mégacontrat ressources minières contre infrastructures signé avec la Chine en 2007, les promesses de développement de l'ouest du pays et de paix pour l'est n'ont pas été honorées. En raison d'une corruption institutionnalisée, la population n'a pas profité des fruits de la stabilité macroéconomique; les services publics ou ceux de la sécurité ne sont ni plus efficaces ni plus compétents qu'avant.

Enfants des rues à Kinshasa. Malgré la stabilité macroéconomique du pays, les conditions de vie de la majorité des Congolais ne se sont pas améliorées.

Absent de la scène internationale, Joseph Kabila mène une politique d'équilibre entre dirigeants africains d'un côté, et Chinois et Occidentaux de l'autre, qui lui a permis de contenir les rébellions soutenues par certains voisins comme le Rwanda, mais l'a empêché de modifier l'équation de la triple dépendance congolaise vis-à-vis de la communauté internationale : à l'égard de l'Organisation des nations unies, qui déploie dans le pays sa plus grande mission de maintien de la paix (22 000 Casques bleus); à l'égard du marché mondial des minerais et de plus d'une centaine d'organisations non gouvernementales, qui se substituent largement à un Etat défaillant. Le président congolais n'a pour l'heure réussi qu'une chose : se maintenir au pouvoir alors que peu pariaient sur lui en 2006. En fin de mandat, il peut magnifier son image s'il choisit de devenir un démocrate de la dernière heure. Ou la ternir davantage s'il opte pour la posture d'autocrate classique et tente de conserver le pouvoir. ✘



#### EN SAVOIR

Les coulisses de l'aide internationale en République démocratique du Congo, Thierry Vircoulon (dir.), L'Harmattan, 2010.

« Congo : is Democratic Change Possible ? », International Crisis Group, *Africa Report* n° 225, 5 mai 2015.

Le conflit qui oppose depuis décembre 2013 le président à son vice-président devenu chef de la rébellion a fait des milliers de victimes. Parmi les Dinka comme chez les Nuer, leur groupe respectif.

## SOUDAN DU SUD MALGRÉ LA PAIX, LA GUERRE CONTINUE



POPULATION : 11,91 millions  
 PIB : 13,07 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : +4,6 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 8 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 55 ans

Sources : Banque mondiale, FMI

**+JÉRÔME TUBIANA**  
 Chercheur indépendant

L'enthousiasme du référendum de 2011, plébiscitant l'indépendance du Soudan du Sud à 99 %, est bien loin. Le plus jeune Etat de la planète dépense à présent l'essentiel de ses rares ressources (pétrolières) pour guerroyer contre une rébellion interne qui contrôle une partie importante du territoire. Cette nouvelle guerre a commencé en décembre 2013 par une simple dispute au sein de la garde présidentielle. En quelques heures, les combats entre militaires dinka et nuer (les Dinka, habitant l'ouest et le nord du pays, représentent près de la moitié de la population, contre 20 % pour les Nuer, concentrés au nord-est) gagnent la capitale, Juba, où les soldats dinka se livrent à un massacre de civils nuer. Loin de ramener le calme, le président Salva Kiir, un

Dinka, accuse le Nuer Riek Machar, son ancien vice-président, de préparer un coup d'Etat. Rien n'est jamais venu prouver cette assertion, mais elle a servi aux durs du régime de justification au massacre, peut-être prémédité, des Nuer.

### SUR UN COUP DE FIL

De 2011 à 2013, le contraste est flagrant, il est vrai, entre l'omniprésence du vice-président et l'immobilisme du président. Machar ne cache pas son ambition d'être candidat contre Kiir à la prochaine élection présidentielle. Ce qui lui vaut d'être évincé à la mi-2013, tout comme d'autres figures du gouvernement, de diverses ethnies, essentiellement unis par leur hostilité à Kiir. Au moment où les violences ensanglantent Juba en décembre, la plupart de ces opposants sont arrêtés, à l'exception de Machar, qui parvient à quitter la capitale et devient le chef de la rébellion.

On dit souvent que la guerre s'est rapidement étendue de Juba au reste du pays grâce au téléphone. Apprenant que des membres de leurs familles ont été tués à Juba, de nombreux soldats nuer prennent le maquis ou bien, là où ils sont en majorité, le contrôle des garnisons et des stocks d'armement. A Bor, les Nuer – militaires mais aussi gardiens de vaches, traditionnellement mobilisés contre les fréquents vols de bétail, et qui se sont constitués au cours des décennies de guerre en une « armée blanche » connue pour sa violence – se vengent en massacrant des centaines de civils dinka avant de marcher vers Juba. Ils sont finalement défaits par les soldats loyalistes soutenus par l'Ouganda, dont le président Yoweri Museveni, proche de Kiir et hostile à Machar, envoie ses hélicoptères. La rébellion parvient en revanche à contrôler une partie des trois Etats peuplés de Nuer – Jonglei, Unity et le Haut-Nil, les deux derniers concentrant aussi la production pétrolière du pays. Les puits d'Unity, en partie aux mains de l'opposition, sont fermés dès décembre 2013, tandis que ceux du Haut-Nil continuent d'être exploités malgré les attaques répétées des rebelles, qui espèrent priver le gouvernement de ses revenus pétroliers. L'accès des acteurs humanitaires aux principales zones de conflit étant extrêmement limité, les chiffres qui permettraient de mesurer l'ampleur de la guerre sont imprécis. On peut néanmoins estimer que des milliers

**Kiir et Machar eux-mêmes sont pris en tenaille entre les faucons qui les soutiennent et les pressions internationales**

de civils ont été tués et que plus de deux millions de personnes, sur une population totale de onze millions, ont dû quitter leurs villages. Plus de 150 000 déplacés, essentiellement des Nuer, ont trouvé refuge dans les bases de la Mission des

Nations unies au Soudan du Sud (Minuss), où malgré la présence des casques bleus, les violences interethniques sont monnaie courante. D'emblée plus ethnique que politique, le conflit a rouvert les plaies mal cicatrisées de la précédente guerre

civile. De 1983 à 2005, alors que l'actuel Soudan du Sud faisait encore partie du Soudan, le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (SPLM/A) était en rébellion contre le gouvernement de ce pays. Accusant non sans raison John Garang, le chef dinka du SPLM/A, d'autoritarisme et de tribalisme, nombre de Nuer ont quitté l'organisation ou fondé leurs propres guérillas, souvent avec le soutien intéressé de Khartoum. Parmi eux, Riek Machar a été accusé d'avoir orchestré un premier massacre de Dinka en 1997 à Bor. Lorsque, en 2005, le gouvernement soudanais a signé avec John Garang l'accord de paix global (CPA) sous pressions internationales plus que sous l'effet d'une victoire du SPLM/A, nombre de combattants nuer se sont sentis abandonnés par Khartoum et exclus des négociations. La plupart n'ont pas eu d'autre choix, tardivement pour certains, que d'intégrer la nouvelle armée nationale du Soudan du Sud, qui conserve le nom de la branche armée du mouvement de libération de John Garang (SPLA).

#### UNE ARMÉE DE SOLDATS ENNEMIS

A la veille du conflit actuel, l'armée ressemblait donc à un rassemblement de groupes rebelles et de milices longtemps ennemis. Plus de la moitié des troupes étaient sans doute des Nuer. Quant à la nouvelle rébellion emmenée par Machar, qui en janvier 2014 a pris le nom de SPLM-In Opposition (SPLM-IO), elle se révèle elle-même une coalition hétéroclite de soldats dont le seul point commun est d'être des Nuer réagissant aux tueries de Juba. Quelques Dinka et des membres de groupes minoritaires dans le pays (Shilluk, Bari) l'ont rejointe cependant. En face, même si le gouvernement est toujours soutenu par de nombreux Nuer, il paraît plus que jamais aux mains de « faucons » dinka.

Le 17 août 2015, les belligérants ont signé un accord de paix sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), organisation régionale qui avait déjà présidé à l'accord de paix global en 2005, aujourd'hui dominée par l'Éthiopie. L'essentiel de l'accord



© JASON PATRINON/AP/SPA

repose sur un nouveau partage du pouvoir entre Kiir et Machar. Donc sur un retour à la situation précédant le conflit, et qui avait mené à l'explosion. L'arrangement laisse de côté la question des crimes commis depuis décembre 2013, au grand dam de nombre de Soudanais du Sud qui, combattants ou civils, ont le sentiment d'avoir été manipulés par les élites. Des chefs de guerre nuer affirment qu'ils n'ont pas pris les armes pour que Machar redevienne vice-président ; ils ont donc désavoué leur dirigeant et vont certainement continuer le combat. En face, certains chefs militaires gouvernementaux feront sans doute tout pour saboter l'accord, préférant conserver les positions qu'ils doivent à la guerre et aux richesses issues du pillage des zones rebelles. L'Ouganda est également réticent à appliquer un accord qui entraînerait le retrait de ses troupes du pays, alors que le Soudan, son grand rival dans la région, a armé plus discrètement le SPLM-IO.

Kiir et Machar eux-mêmes sont pris en tenaille entre les faucons qui les soutiennent et les pressions internationales, notamment celle des

**Chassées par la guerre entre rebelles et forces gouvernementales, plus de deux millions de personnes ont dû quitter leurs villages.**

Etats-Unis en faveur d'une paix rapide, sinon durable. Le président n'a visiblement signé l'accord que sous la menace de sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies. Tout indique donc que les médiateurs internationaux n'ont pas tiré les leçons des dizaines d'accord de paix, souvent mort-nés, qui ont émaillé l'histoire du Soudan. En 2005, le CPA, qui instituait un partage du pouvoir précédant la sécession du Sud, n'a pas permis de résoudre les conflits, au nord comme au sud. Les lacunes de l'accord ont conduit à de nouvelles guerres au Soudan dès 2011, et au Soudan du Sud à partir de 2013.

L'accord du 17 août rappelle aussi l'Accord de paix du Darfour (DPA), région orientale du Soudan, accord signé au Nigeria en 2006. A l'époque, les Etats-Unis avaient obligé un chef rebelle à parapher le texte à la hâte. Depuis, une guerre violente s'est enlisée au Darfour – loin des caméras mais sous les yeux de 20 000 casques bleus impuissants. De la même façon, l'histoire bégaie au Soudan du Sud. ✘



#### EN SAVOIR

Chroniques du Darfour, par Jérôme Tubiana, Glénat, 2010.

« Cattle-Camp Politics. Letter from Leer », par Jérôme Tubiana, Foreign Affairs, 31 juillet 2015 ([www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com)).



Dans les résidences privées de la banlieue de Whitefield, à 20 km à l'est de Bangalore, la Silicon Valley indienne, se côtoient les cadres des multinationales américaines ou nationales. Cet ingénieur indien et sa famille incarnent la nouvelle classe moyenne ou aisée, qui représente 40 % de la population de Bangalore, la proportion la plus élevée du pays.

© SERGE SIBERT / COSMOS



Même si les appartenances confessionnelles y sont mises en avant, les conflits qui affectent la région ont d'autres motivations, liées aux revendications territoriales et aux identités linguistiques.

## ASIE DU SUD-EST FAUSSES GUERRES DE RELIGION



POPULATION : 620 millions  
PIB : 3,73 milliards de dollars  
TAUX DE CROISSANCE : + 7 %  
TAUX DE CHÔMAGE : 4,5 %  
ESPÉRANCE DE VIE : 72,6 ans

Sources : Banque mondiale, FMI

### + DAVID CAMROUX

Maître de conférences honoraire à Sciences Po, professeur invité à l'université de Rangoon

L'Asie du Sud-Est est sans doute la région la plus hétérogène de la planète sur le plan religieux. Y cohabitent l'hindouisme, l'islam (l'Indonésie est le plus grand pays musulman du monde), plusieurs variantes du bouddhisme (theravada, mahayana), le christianisme (catholique surtout), le confucianisme, le taoïsme... Et ces religions s'influencent mutuellement dans les pays où plusieurs d'entre elles sont présentes. En Indonésie par exemple, les pratiques musulmanes sont très marquées par la vieille influence hindoue dans le pays, alors qu'aujourd'hui cette religion y est confinée à la seule île de Bali. De même, si les minorités chinoises, présentes dans toute l'Asie du Sud-Est, pratiquent surtout le confucianisme et le taoïsme, nés tous

deux en Chine, elles empruntent volontiers des rites bouddhistes à la majorité des pays où elles vivent. Par ailleurs, quelle que soit l'ancienneté de leur implantation, les grandes religions reconnues n'ont pas éliminé les religions populaires essentiellement animistes. Le syncrétisme est donc de mise.

Outre sa diversité religieuse, l'Asie du Sud-Est est aussi une région où se multiplient aujourd'hui les conflits intra-étatiques. Des conflits durant lesquels des clivages et les symboles religieux sont souvent invoqués. En Birmanie, dans l'Etat d'Arakan ou l'Etat Kachin ; aux Philippines, sur l'île de Mindanao ; ou encore dans le sud de la Thaïlande. La mise en avant de la religion dans ces affrontements peut laisser penser qu'ils sont principalement d'ordre confessionnel. A tort, car c'est surtout lorsqu'identité ethnolinguistique, identité religieuse et revendication territoriale se recoupent que les ten-

sions se développent. A l'inverse, lorsque ces identités sont dissociées, l'harmonie nationale est plus aisée.

### HÉRITIERS DU SULTAN

Les citoyens thaïlandais d'ethnie chinoise, qui représentent un peu moins de 10 % de la population du pays, sont ainsi les mieux intégrés des communautés chinoises d'Asie, avant tout parce qu'ils sont bouddhistes comme la majorité des Thaïlandais. De même, en Birmanie, les membres de l'ethnie shan, bouddhistes comme le groupe ethnique majoritaire du pays (les Bamar), ont le sentiment de faire partie intégrante de la communauté nationale, contrairement à d'autres communautés (musulmane, chrétienne) qui sont ostracisées. Parfois, le simple fait d'appartenir à la religion majoritaire du pays, alors que vous n'êtes pas membre de l'ethnie majoritaire, fait de vous un citoyen : en Thaïlande, les personnes d'ethnie lao sont considérées comme des membres du « peuple thaï », en partie parce qu'elles pratiquent le bouddhisme theravada comme la majorité thaïe. De même, le gouvernement birman reconnaît les membres de la minorité ethnique arakanaise lorsque ceux-ci sont bouddhistes, mais rejette les Arakanais musulmans dont l'appartenance à la nation birmane est remise en question.

Pour autant, bien sûr, l'appartenance à la religion majoritaire ne suffit pas à éliminer toute tension. Ainsi, les habitants de la province indonésienne

**Les religions s'influencent mutuellement. En Indonésie, les pratiques musulmanes sont très marquées par la vieille influence hindoue**

d'Aceh, au nord de l'île de Sumatra, sont musulmans comme la majorité des habitants du pays. Mais ils se veulent les héritiers d'un sultanat historique, bastion d'un islam puriste et conservateur, qui a lutté contre le colonisateur néerlandais au XIX<sup>e</sup> siècle, puis, après l'indépendance de

l'Indonésie en 1945, contre le pouvoir central de Jakarta. Par la suite, durant la période de la dictature du général Suharto (1967-1998), un mouvement sécessionniste acehnais, qui reven-

diquait la pratique d'un islam « pur », a failli plonger cette province dans la guerre civile. Après le lancement, en 1998, du processus de démocratisation et de décentralisation, les régions d'Indonésie ont acquis une autonomie politique et économique. Les revendications religieuses, à cette occasion, ont été prises en compte. Ainsi, Aceh est aujourd'hui la seule province du pays autorisée à appliquer la charia (loi islamique).

### FILS DE LA TERRE

La situation se complique lorsqu'une minorité ethnique cumule l'appartenance à une ethnie et à une religion, toutes deux différentes de celles de la majorité. C'est le cas par exemple des minorités d'ethnie malaise et de religion musulmane à Singapour, pays dont la population est essentiellement chinoise et pratique le bouddhisme mahayana ou le christianisme. Et en Birmanie, les Rohingyas sont stigmatisés dans ce pays en raison de la fois de leur religion (islam) et de leur ethnie (bengali). Le problème est symétriquement le même pour la population chinoise bouddhiste ou chrétienne en Indonésie, pays à majorité musulmane.

Dans certains cas, le droit n'institutionnalise pas cette discrimination de fait à l'endroit de minorités ethnoconfessionnelles. A Singapour par exemple, les différentes composantes de la population sont en théorie égales. En réalité, les minorités ont du mal à accéder aux postes de pouvoir et leurs membres se vivent souvent comme des citoyens de deuxième classe. Dans d'autres cas, la différenciation ethnoconfessionnelle est explicitement gravée dans le droit et dans les institutions. Ainsi, la Constitution de Malaisie fait de l'islam une religion d'Etat. Dans ce pays, 60 % des citoyens sont musulmans et cohabitent avec des minorités chinoises – chrétienne ou bouddhiste, taoïste ou confucéenne – et une population originaire du sous-continent indien, qui peut être musulmane, hindoue ou chrétienne. Outre la place de l'islam dans la Constitution, l'appartenance ethnoreligieuse de chaque citoyen malaisien est inscrite dans ses documents d'état civil. Ce qui a



© SERGEY PONOMAREV/THE NEW YORK TIMES-REDFERRE

Arrivée de migrants Rohingyas (minorité musulmane de Birmanie) au Bangladesh. Victimes de persécution, les candidats à l'exil se multiplient en Asie du Sud-Est.

des conséquences très concrètes. En effet, un système de discrimination positive a été instauré en 1969

pour favoriser la majorité d'ethnie malaise et de religion musulmane du pays, les Bumiputra (« fils de la terre »), censée être désavantagée, notamment sur le plan économique, par rapport aux minorités. Dans le domaine politique, les partis sont également fondés sur l'ethnie, et donc de fait confessionnels. Depuis l'indépendance du pays en 1957, les coalitions qui dirigent la Malaisie sont dominées par une formation malaise-musulmane, l'UNMO (United Malays National Organisation), qui gouverne en coalition avec des partis représentant les minorités ethnoconfessionnelles.

### LE TERRITOIRE EN LIGNE DE MIRE

Enfin, la situation en Asie du Sud-Est est encore plus complexe et conflictuelle lorsque l'enracinement dans un territoire vient se combiner à l'appartenance à une minorité ethnoconfessionnelle. La Birmanie fait ainsi face, depuis son indépendance en 1947, à la revendication nationaliste

de plusieurs groupes ethnolinguistiques qui sont essentiellement chrétiens ou animistes : les Kachin, les Karen, les Wa. De même, dans le sud de la Thaïlande, à majorité thaïe et bouddhiste, des Malais musulmans rêvent de voir renaître le sultanat de Patani, assimilé administrativement au Siam (l'actuelle Thaïlande) à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Une perspective inacceptable pour les autorités de Bangkok, qui refusent même une simple autonomie de la région, laquelle, à leurs yeux, menacerait le pays de destruction. La reprise des violences en 2004 entre forces gouvernementales et séparatistes a fait 6 000 morts.

Les espoirs sont plus grands à Mindanao, dans le sud des Philippines, où après quatre décennies d'affrontement, un accord octroyant une plus grande autonomie (politique et économique) aux membres de l'ethnie moro, musulmans au sein d'un pays majoritairement catholique, pourrait être bientôt ratifié par le Congrès philippin. ✘



### EN SAVOIR

Culture, Religion and Conflict in Muslim Southeast Asia. Negotiating Tense Pluralisms, Joseph Camilleri et Sven Schottmann (dir.), Routledge, 2013.

Narendra Modi devait libéraliser et doper l'économie indienne. Deux ans après sa nomination à la tête du pays, le miracle n'a pas eu lieu.

# INDE

## LE POUVOIR MODI



POPULATION : 1,3 milliard  
 PIB : 2183 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : + 7,2 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 3,6 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 67 ans

Sources : Banque mondiale, FMI

**+ CHRISTOPHE JAFFRELOT**  
 directeur de recherche Céri-Sciences Po/CNRS

Les élections de 2014 qui ont porté Narendra Modi au pouvoir font peser sur les épaules du Premier ministre indien une responsabilité inédite puisque jamais auparavant le Bharatiya Janata Party (BJP), d'obédience nationaliste hindoue, dont il est le *leader*, n'avait disposé seul d'une majorité à la chambre basse du Parlement indien, la Lok Sabha (Assemblée du peuple). L'enjeu est double : les électeurs attendent de Modi qu'il mette l'Inde sur les mêmes rails économiques que le Gujarat (l'Etat de l'Ouest qu'il a gouverné pendant treize ans et dont il a vanté les exploits) ; les caciques du mouvement nationaliste hindou comptent sur lui pour rendre à l'Inde sa gloire passée et mettre au pas les minorités (musulmans et chrétiens pour l'essentiel).

Le programme électoral du BJP en 2014, tout en promettant de défendre la classe moyenne, prévoyait de libérer l'Inde du socialisme des décennies post-indépendance (ce que le Parti du Congrès avait déjà commencé à faire depuis 1991) et certains économistes de l'entourage de Modi voyaient en lui un « révolutionnaire » comparable à Margaret Thatcher... Près de deux ans plus tard, le bilan est plutôt mince. Certes, des mesures ont été prises en faveur des entreprises, dont le taux d'imposition est passé de 30 % à 25 %. De même, il faut deux fois plus d'ouvriers sur un lieu de travail pour que celui-ci soit considéré comme une usine, et soit donc contraint de respecter les normes (de sécurité notamment) de l'industrie. Mais Modi n'est pas parvenu à assouplir la loi votée par son prédécesseur pour favoriser l'acquisition de terres agricoles à des fins industrielles, du fait de tensions dans les rangs du BJP – qui a des électeurs ruraux ! – et de

l'opposition. Il est vrai que le réformisme de Modi est entravé par le fait que le BJP ne dispose pas de la majorité à la chambre haute du Parlement et qu'à la chambre basse, l'opposition, lors de la session estivale (*monsoon session*), a utilisé certains scandales pour empêcher, par un désordre systématique, le vote de tout projet de loi. Y compris l'adoption d'une taxe sur les biens et services uniformes sur le territoire de l'Union.

### CORRUPTION TOUJOURS

En 2014, le Congrès, qui était au pouvoir depuis dix ans, avait été battu par le BJP en grande partie en raison de plusieurs affaires de corruption auxquelles il avait été mêlé. En 2015, le BJP a marché sur ses traces. La ministre des Affaires étrangères, Sushma Swaraj, et la chef du gouvernement de l'Etat du Rajasthan, Vasundhara Raje, ont ainsi été accusées d'avoir protégé Lalit Modi, le patron du cricket indien de 2007 à 2010 – installé au Royaume-Uni depuis cette date –, alors que la police enquêtait sur des malversations de l'Indian Premier League. Mais ce *Lalitgate* n'est rien comparé au scandale dit « Vyapam », qui a éclaté dans l'Etat du Madhya Pradesh. Le chef du gouvernement BJP de cet Etat, Shivraj Singh Chouhan, est accusé d'avoir laissé se développer un trafic d'influence ayant permis à des milliers de personnes d'obtenir un diplôme universitaire (y compris médical) moyennant finances. L'ampleur du scandale tient non seulement au nombre des accusés (plus de 2 000 personnes ont été arrêtées en

**Certains économistes voyaient en Modi un « révolutionnaire » comparable à Margaret Thatcher...**

juin 2015) et au fait que des enfants de notables en ont profité, mais aussi aux assassinats ciblés dont ont été victimes des témoins, des policiers et certains de ceux qui ont pris le risque de

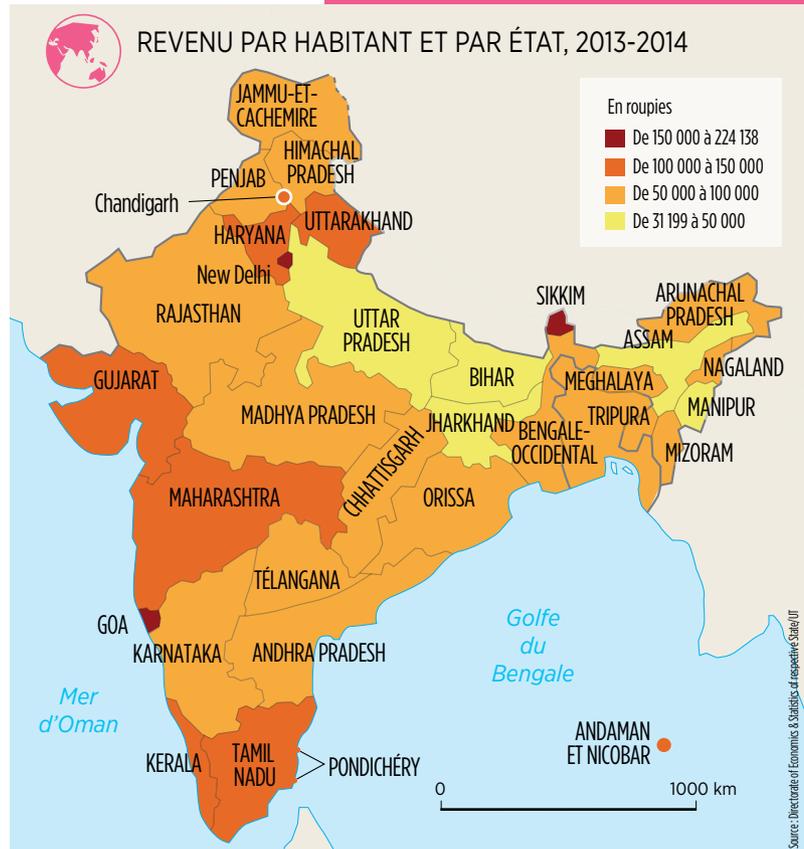
parler à la police ou d'enquêter sur le sujet en qualité de journalistes ou de lanceurs d'alerte. A ce jour, une quarantaine d'entre eux ont été tués ou ont disparu de manière inexplicable. Au plan politique, l'arrivée au pouvoir d'un parti majoritaire à la Lok Sabha – pour la première fois depuis 1984 –

était appelée à entraîner une centralisation du pouvoir tranchant avec le caractère baroque des coalitions à géométrie variable ayant prévalu de 1996 à 2014. Peu d'observateurs avaient prévu que le pouvoir se concentrerait à ce point entre les mains d'un seul homme : Narendra Modi, en effet, règne sans partage. Son gouvernement ne compte que quatre personnalités ayant une expérience ministérielle ou ayant occupé des responsabilités nationales au sein du BJP. Certains ministres, souvent court-circuités par le Prime Minister's Office, qui s'adresse directement à leurs administrations, n'ont pas pu nommer eux-mêmes leur chef de cabinet. Modi est également parvenu à imposer son plus fidèle lieutenant, Amit Shah, à la tête du parti.

Le mouvement nationaliste hindou lui-même, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), dont Modi et son parti sont pourtant issus, s'inquiète à la fois de la personnalisation du pouvoir au profit du Premier ministre, qui ne semble plus toujours lui prêter allégeance, et de la dilution de son idéologie au nom d'un pragmatisme de bon aloi. Modi a désamorcé cette grogne en permettant au RSS de travailler avec la ministre en charge de l'Éducation nationale – un objectif majeur pour une organisation qui rêve d'enseigner son histoire de l'Inde ! La nébuleuse nationaliste hindoue a aussi été à l'origine de campagnes d'agitation contre les musulmans et les chrétiens, accusés de prosélytisme. La dénonciation de prétendues opérations de séduction de musulmans à l'endroit de jeunes hindoues a donné lieu à une campagne contre le *love jihad* ; des églises ont été brûlées et des religieux chrétiens attaqués, sans que les auteurs de ces violences ne soient toujours identifiés.

#### POUR ET CONTRE LA CHINE

Contre toute attente, Modi a investi le terrain diplomatique avec une énergie sans précédent : avec 36 pays visités en un an et demi, il a battu tous les records ! Cet activisme s'explique par le désir de puissance et de reconnaissance internationale qui taraude les nationalistes hindous, mais il procède aussi de deux autres motivations.



Premièrement, Modi cherche à contrer l'influence croissante de la Chine en Asie, et notamment en Asie du Sud. Après avoir invité tous ses voisins à sa cérémonie d'investiture en mai 2014, le Premier ministre a essayé de ramener dans le giron de l'Inde ceux qui s'étaient tournés vers la Chine. À l'exception du Pakistan, une cause perdue de ce point de vue tant son alliance avec Pékin est ancienne. Modi s'est intéressé aux autres pays d'Asie que l'expansionnisme chinois effraie : le Japon, l'Australie, le Vietnam, la Corée du Sud, la Mongolie, etc.

Le Premier ministre indien s'efforce par ses visites à l'étranger de renforcer à la fois son potentiel stratégique militaire (achat de 34 Rafales français) ou énergétique (contrats sur l'uranium avec le Canada et l'Australie) et sa capacité d'attraction économique. Son programme, *Make in India*, vise en effet à attirer les investisseurs étrangers indispensables au déve-

loppement de l'industrialisation de l'Inde. Or, Modi a besoin de créer des emplois pour répondre aux attentes de ses électeurs. Cet activisme international est quelque peu contradictoire car, en matière d'investissement, le Premier ministre courtise activement la Chine. Hormis la signature de contrats et le règlement de contentieux territoriaux avec le Bangladesh, cette diplomatie n'a pas porté ses fruits. Il s'agit surtout d'une communication qui s'inscrit dans la lignée de ce que Modi faisait au Gujarat (et pendant sa campagne électorale), où il cherchait à tenir la population rivée au petit écran. Il s'agit également d'une entreprise à destination de la diaspora à laquelle Modi prend toujours soin de s'adresser, conscient du bénéfice qu'il peut en retirer en termes financiers comme en termes d'influence, tant dans les pays d'accueil qu'en Inde, où les expatriés sont écoutés. ✕



#### EN SAVOIR

« Le BJP (Parti du peuple indien), un parti ethno-religieux modéré ou radicalisé par la démocratie », Christophe Jaffrelot, dans *La diplomatie au défi des religions. Tensions, guerres, médiations*, Denis Lacorne, Justin Vaïsse et Jean-Paul Willaime (dir.), Odile Jacob, 2014.

« The Modi-centric BJP 2014 Election Campaign : New Techniques and Old Tactics », Christophe Jaffrelot, *Contemporary South Asia* vol. 23, n°2, septembre 2015.

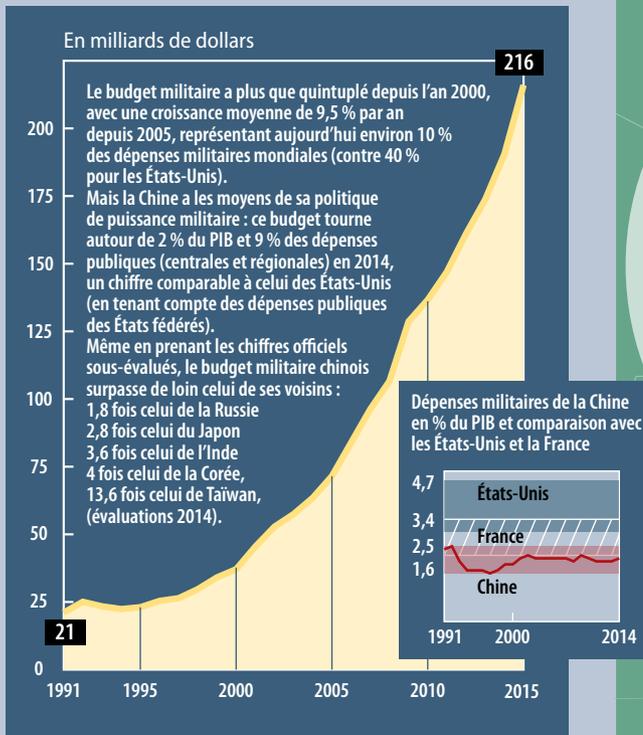
# CHINE, LA PUISSANCE MILITAIRE, DANS QUELS BUTS ?

La forte croissance économique récente du pays permet une forte croissance d'un budget militaire. Un budget utilisé – corruption mise à part – pour opérer une modernisation accélérée. L'armée de terre pléthorique conçue initialement pour combattre une invasion voit ses effectifs réduits : l'effort porte sur la modernisation du matériel et la formation des hommes. Mais ce sont les forces navales et aériennes qui bénéficient le plus de l'effort militaire. Si la Chine importe encore beaucoup de matériel des États-Unis, de Russie, d'Allemagne, de France, etc., ses dix consortiums d'États qui fournissent les armées montent en gamme, se montrent de plus en plus performants si bien que le pays entre dans le top 5 des exportateurs mondiaux d'armements.

Une des particularités de l'APL (l'armée populaire chinoise) est de dépendre non pas du gouvernement chinois et de son premier ministre, mais directement de la Commission Militaire Centrale, elle-même dirigée par le Bureau politique du Parti Communiste Chinois. Autant dire que si l'armée chinoise se veut aujourd'hui le bras armé d'une grande puissance qui veut s'affirmer sur la scène internationale par sa capacité à projeter ses forces loin de ses bases, qui ambitionne de parler d'égal à égal avec les États-Unis et de les empêcher d'arbitrer les différents et éventuels conflits régionaux (en particulier en cas de conflit avec Taïwan), elle est aussi dévolue à la défense du régime.

Se projeter au loin pour protéger intérêts et ressortissants chinois et participer à des opérations internationales (ex : contre la piraterie)

## Un budget militaire en forte hausse...



## Protéger les ressortissants chinois à l'étranger et participer à des opérations de l'ONU

Il y aurait autour de 5 millions de Chinois travaillant à l'étranger, principalement dans des exploitations de matières premières et d'énergie, dont 2 millions en Afrique.

200 000 Chinois travaillent en Angola, qui, avec 11% des importations de pétrole, est le deuxième fournisseur de pétrole après l'Arabie Saoudite.

Protéger ses ressortissants qui travaillent dans ces secteurs vitaux pour l'économie du pays est une des missions des forces armées.

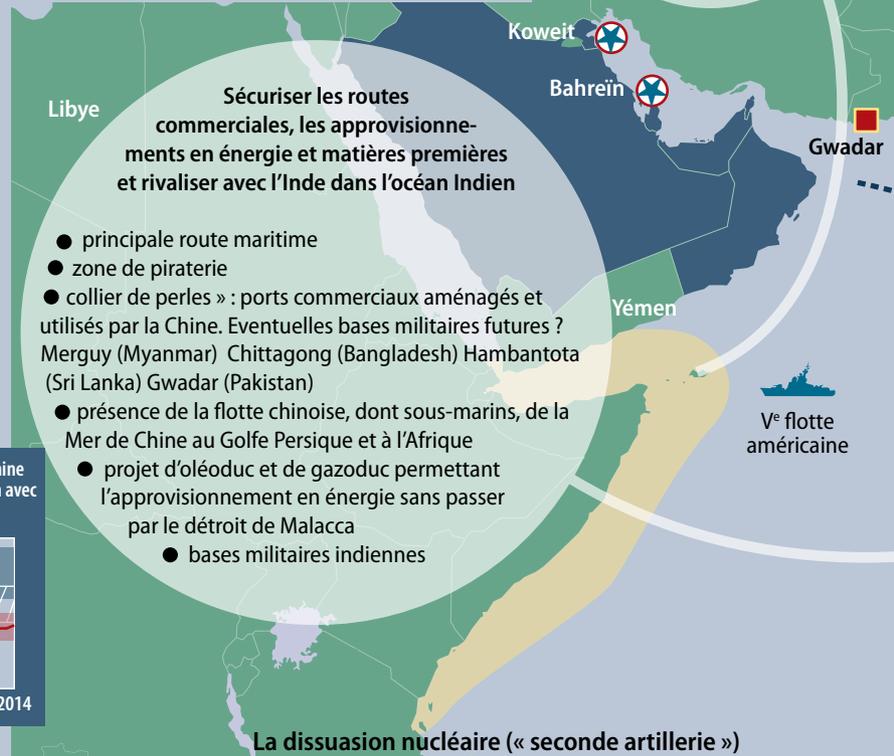
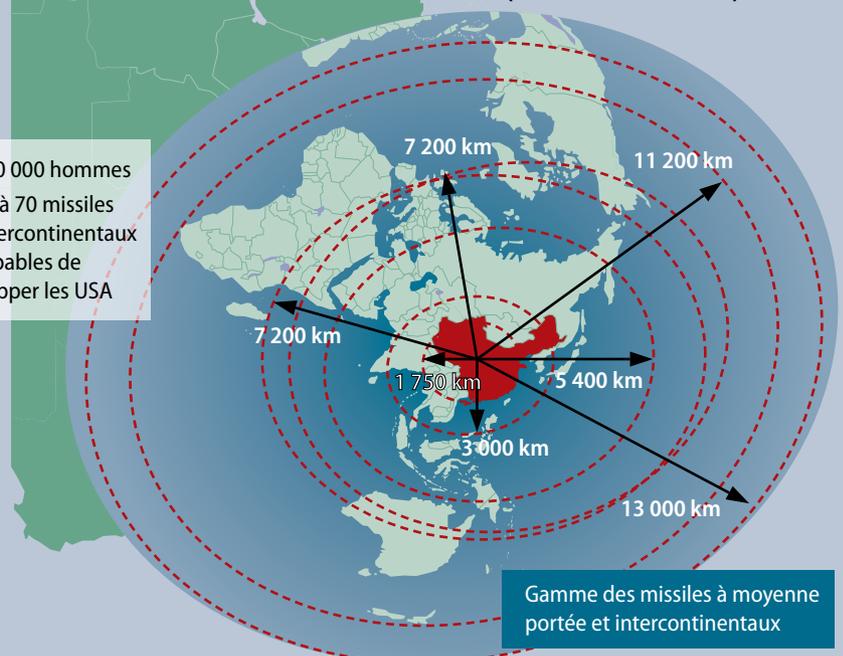
En 2011, la marine a secouru 47 000 expatriés, dont 35 000 en Libye.

En mars 2015, la marine a évacué du Yémen en guerre civile 629 Chinois mais aussi 279 étrangers.

En 2014, participation à 9 opérations onusiennes.

100 000 hommes  
50 à 70 missiles intercontinentaux capables de frapper les USA

## La dissuasion nucléaire (« seconde artillerie »)





Les moyens

Armée effectif total

- 2,7 millions + 600 000 réservistes + 800 000 Police armée du Peuple + miliciens (7 millions ?)
- Armée de terre : 1,5 million d'hommes et de femmes

Montée en puissance navale

- 260 000 hommes
- Plus de 300 bâtiments dont 200 récents
- 79 gros bâtiments de surface (navires rapides porteurs de missiles anti-navires, corvettes, destroyers)
- 1 porte-avions
- 60 sous-marins dont 53 sous-marins diesel d'attaque
- 4 sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire
- 4 sous-marins porteurs de 12 missiles à tête nucléaire

Maîtriser l'air et l'espace :

- Armée de l'air : 330 000 hommes
- 2 800 avions militaires dont 2 100 avions de combats (600 modernes)
- Espace : nombreux satellites divers dont 25 satellites « Yaogan » dédiés à l'observation et au guidage de missiles anti-navire
- 4 centres de lancement spatiaux : Jiuquan (désert de Gobi), Taiyuan (Shanxi), Xichang (Yunnan), île de Hainan
- Missiles à moyenne portée capables de toucher les bases militaires US en Corée, au Japon, d'atteindre l'Inde et l'orient russe
- Missiles balistiques anti-navires d'une portée de 1500 km pour atteindre les porte-avions US dans Pacifique-ouest
- Missiles à courte portée dont 1 600 sont dirigés contre Taiwan

Les exécutions au sein de la vieille garde depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un en 2011 ainsi que l'essor de marchés noirs en dehors du cadre étatique interrogent sur la stabilité du régime.

## CORÉE DU NORD PURGES EN HAUT, TROC EN BAS



POPULATION : 25,03 millions  
PIB : 25 milliards de dollars  
TAUX DE CROISSANCE : + 1,3 %  
ESPÉRANCE DE VIE : 70 ans

Source : Banque mondiale

**+ JUSTINE GUICHARD**  
Professeur au Centre for International  
Conflict Analysis and Management (CICAM)  
de l'Université de Nimègue

Le 17 décembre 2011, la disparition prématurée du président nord-coréen Kim Jong-il précipitait l'accession au pouvoir du troisième de ses fils, Kim Jong-un (32 ans), scellant la deuxième succession dynastique au sommet de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) depuis sa fondation en 1948 (en 1994, Kim Jong-il avait lui-même remplacé son père, Kim Il-sung, après le décès de celui-ci). Quatre ans plus tard, quel constat tirer de cette nouvelle transition destinée à asseoir la continuité du régime ? Bien que leur interprétation soit sujette à caution, plusieurs facteurs s'opposent tout d'abord au scénario de la décomposition du pouvoir. La commémoration, en décembre 2014, du troisième

anniversaire de la mort de Kim Jong-il, marquant la fin de la période de deuil prescrite par la tradition confucéenne, a été l'occasion pour nombre d'observateurs de revenir sur les remaniements que son jeune héritier a opérés à la tête de l'Etat nord-coréen pour s'imposer, progressivement mais incontestablement.

### RECOMPOSITIONS SANGLANTES

Les purges intervenues au sein du premier cercle dont Kim Jong-un avait été entouré par son père tendent à indiquer l'ampleur des recompositions en cours. La destitution en juillet 2012 de Ri Yong-ho, pilier de l'armée et proche conseiller de Kim, a ainsi précédé l'élimination en décembre 2013 de Jang Song-thaek, cacique du Parti et oncle par alliance du jeune président, ainsi que celle, plus récente, du ministre de la Défense Hyon Yong-chol en mai 2015. Parmi les limogeages, arrestations et exécutions ayant eu lieu au cœur de la vieille garde et de ses sou-

tiens, certaines neutralisations (dont celle de Jang) ont été mises en scène publiquement d'une manière inédite au regard des purges qui, pendant les décennies précédentes, avaient été régulièrement conduites dans l'ombre<sup>1</sup>. Si une telle démonstration de force témoigne de la volonté de Kim Jong-un de consolider son autorité par la violence, ses effets sur le sentiment d'insécurité des élites nord-coréennes demeurent incertains. La stratégie de mise à l'écart des éléments perçus comme encombrants par la nouvelle « administration » semble bien avoir pour but d'assurer la pérennité du système politique actuel, plutôt que d'assouvir simplement les caprices d'un tyran. Et elle ne paraît pas susceptible d'entraîner à terme une déstabilisation du régime. Bien que les dynamiques internes à ce dernier nous restent obscures, les purges contemporaines attestent du fait que ni sa composition ni son fonctionnement ne sont monolithiques. Sans aller jusqu'à évoquer l'idée de factions instituées au sein du régime, la nature des conflits mettant aux prises les élites nord-coréennes et des clivages sur lesquels leurs désaccords s'appuient fait débat. Ces conflits renvoient-ils à des rivalités associées aux différents organes de l'Etat, notamment à d'éventuelles divergences entre le Parti et l'armée ? Ou, compte tenu de l'étroite imbrication des deux appareils et de la circulation de l'un à l'autre des mêmes individus, sont-ce plutôt des logiques

**Depuis la famine des années 1990 qui a entraîné un retrait de l'Etat et emporté un million de personnes, les Nord-Coréens assurent seuls leur subsistance**

de concurrence entre familles et entre générations qui les sous-tendent ?

Il est délicat de tenter d'identifier précisément les groupes qui gravitent autour du pouvoir, mais il apparaît en tout cas que leurs supposées dissensions (sur la politique économique à adopter ou les rela-

tions à entretenir avec Pékin, deux motifs considérés comme significatifs dans la chute de Jang Song-thaek, partisan de réformes inspirées du modèle chinois) ne recourent pas la rupture entre *hard-liners* et *soft-liners*,

condition préalable à l'ouverture d'un régime autoritaire selon les travaux de certains politologues<sup>2</sup>.

De ce point de vue, la logique de survie dans laquelle est engagé Pyongyang est double, impliquant non seulement son refus de toute libéralisation politique à l'intérieur du pays, mais également de tout renoncement à la force de dissuasion que le régime a développée au fil des années 1990-2000 pour se prémunir contre les risques d'agression extérieure. Depuis l'avènement de Kim Jong-un, la poursuite d'une rhétorique belligérante à l'égard de la Corée du Sud voisine et de provocations militaires récurrentes, dont un troisième essai nucléaire réalisé en février 2013, s'inscrit dans cette perspective à la fois de légitimation sur le plan domestique et de sécurisation sur le plan international. L'alliance de Pyongyang et de Pékin constitue également pour la Corée du Nord une garantie essentielle de maintien du statu quo, en dépit des différends que connaissent les deux partenaires, notamment sur la question nucléaire.

#### CLASSE MERCANTILE

Si la volonté répressive du régime n'a pas fléchi sous le règne de Kim Jong-un, maints spécialistes relèvent néanmoins que la capacité de mobilisation et de contrôle quasi totale de la population dont disposait autrefois le pouvoir nord-coréen s'est érodée avec la fin de la guerre froide et la perte des ressources économiques majeures que lui procurait jusqu'alors l'Union soviétique. Depuis une quinzaine d'années, les moyens de coercition de l'Etat servent de plus en plus à encadrer les nouvelles pratiques sociales apparues dans le sillage de la famine consécutive à la déroute du système de distribution alimentaire publique. Du milieu à la fin des années 1990, cet épisode a emporté jusqu'à un million de personnes et a contraint depuis lors presque tous les Nord-Coréens à assurer seuls leur subsistance.

De cette nécessité est née l'éclosion spontanée de marchés parallèles et d'activités destinées aux échanges (troc, colportage, commerce et autres trafics). La plupart se situent dans une zone trouble et mouvante entre



© XINHUA/ZUMA/REA

légalité et illégalité, selon la politique qui est localement mise en œuvre par les autorités. Ces dernières, après avoir échoué à endiguer le processus de marchandisation, hésitent, voire résistent, à le tolérer. Par exemple la réforme monétaire de 2009, qui a consisté à introduire brutalement un nouveau won (monnaie nationale) et qui était vouée à confisquer les capitaux acquis par une minorité d'entrepreneurs, n'a pas empêché ces derniers de prospérer. Pour autant, à l'heure qu'il est, l'émergence d'une classe mercantile ne peut être assimilée à celle d'une bourgeoisie inéluctablement porteuse de libéralisme, comme dans les sociétés européennes de l'Ancien Régime. De l'irréversibilité des transformations en cours dans la société nord-coréenne (dont son accès à des flux d'information qui échappent à la censure grâce à la circulation de biens en provenance de Chine et, via cette dernière, de Corée du Sud) et de la détermination du régime à contenir ces changements résulte, selon plusieurs auteurs, une contradiction croissante<sup>3</sup>. Pourtant, cette

Kim Jong-un a encore la situation sous contrôle. De quoi faire taire provisoirement certaines rumeurs qui prédisent l'effondrement du régime nord-coréen dans les années à venir.

dissonance ne suffit probablement pas à créditer la thèse selon laquelle le système actuel est condamné à se désintégrer, ou à déduire l'existence d'une crise de légitimité et d'autorité généralisée. Reste qu'à l'inverse, la continuité qu'incarnent l'ascension de Kim Jong-un au faite de l'Etat et les réaménagements du pouvoir issus des purges, procédé de stabilisation du régime depuis sa naissance, ne doit pas masquer l'évolution en partie autonome de la société. L'interrogation quant au sens de ces dynamiques sociopolitiques n'est pas une anomalie spécifique au contexte nord-coréen. Après tout, le diagnostic de la décomposition d'un régime a-t-il jamais été correctement établi, sinon a posteriori ? ✖

1. « No One is Safe in Kim Jong Un's Court », Andrei Lankov, NK News, 23 juin 2015.

2. Transitions from Authoritarian Rule, Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter, The John Hopkins University Press, 1986.

3. The Impossible State: North Korea, Past and Future, Victor Cha, Ecco, 2012.



EN SAVOIR

North Korea : Markets and Military Rule, Hazel Smith, Cambridge University Press, 2015.

Entre indépendance et réunification, les candidats à la présidentielle calibrent soigneusement leurs discours pour parler des relations de l'île avec Pékin.

# TAIWAN

## LE CONTINENT N'EST JAMAIS LOIN



POPULATION : 23,49 millions  
 PIB : 519 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : + 2,2 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 4 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 79 ans

Sources : Banque mondiale, FMI

**+ HÉLÈNE LE BAIL**  
 Chargée de recherche CNRS-Céris

En janvier 2016, les Taïwanais choisiront pour la sixième fois leur président, alors que la question des relations de l'île avec la Chine continentale continue de dominer le débat politique. Au cours de son histoire, la République de Chine (nom officiel de Taïwan, par opposition à la République populaire de Chine), réfugiée sur l'île en 1949 à l'issue de la guerre civile qui avait opposé le Parti communiste au Parti nationaliste (Kuomintang/KMT), a connu une longue période de loi martiale (1949-1991) sous l'autorité du KMT. Il y a vingt ans, en 1996, l'élection de Lee Teng-hui fut la première élection au suffrage universelle du président et l'aboutissement du processus de démocratisation de l'île. Lee, qui avait déjà occupé la fonction

présidentielle en tant que chef d'Etat nommé depuis 1988, a été un acteur essentiel de cette démocratisation et de la « taiwanisation » du pouvoir politique, qui a vu l'entrée dans l'appareil d'Etat d'insulaires de souche, et pas seulement de dirigeants arrivés du continent en 1949. Sa présidence a également été marquée par la remise en question du statu quo avec Pékin, toujours marquée jusque-là par la guerre civile inachevée. C'est sous son mandat qu'a été négocié le consensus de 1992 avec la République populaire, résumé par la formule « Une Chine, différentes interprétations ».

Bien que membre du KMT, Lee Teng-hui est un Taïwanais de souche et sa présidence a été annonciatrice de l'alternance politique en faveur de partis pro-indépendantistes. De fait, en 2000, les secondes élections démocratiques sont remportées par l'opposition, le Parti démocrate progressiste (Minjindang, PDP), une

formation pro-indépendantiste dirigée par Chen Shui-bian et qui souhaite remettre en question le consensus de 1992.

Depuis cette alternance, le paysage politique de l'île s'organise autour de l'opposition entre une « coalition bleue » de partis proches du KMT et une « coalition verte » tournant autour du PDP. Ainsi, en 2004, Chen Shui-bian et le PDP ont de nouveau remporté les élections. Mais en 2008, le KMT, plus favorable à un dialogue avec la Chine populaire dans le cadre du consensus, est revenu au pouvoir avec Ma Ying-jeou, réélu en 2012. Ce dernier a, au cours de ses deux mandats, multiplié les accords avec Beijing, malgré une opposition croissante de la population à l'opacité des négociations.

### UN NUMÉRO D'ÉQUILIBRE

En 2016, comme à chaque campagne électorale, se positionner sur les relations sino-taiwanaises relève donc pour chaque candidat d'un numéro d'équilibriste. Si les différentes oppositions construites au fil des années 1980-1990 entre Taïwanais de souche et Chinois réfugiés du continent en 1949, PDP et KMT, indépendance et réunification – trois oppositions qui se recouvrent – tendent à perdre de leur importance aux yeux des citoyens les plus jeunes, la question de l'identité chinoise et/ou taïwanaise reste centrale. Les relations tissées avec le continent figurent toujours au cœur des préoccupations de la population. Les lobbies d'entrepreneurs et d'investisseurs taïwanais, très présents sur le continent, ont joué un rôle

### Le mouvement des Tournesols a critiqué les négociations commerciales avec la Chine populaire

évident en faveur de l'ouverture de l'île et de la normalisation de ses échanges avec la République populaire. Mais la société civile, de son côté, surveille la politique menée à l'égard du continent.

Au printemps 2014, le mouvement des Tournesols a dénoncé l'opacité des négociations entre le Parti communiste chinois et le KMT, en matière commerciale notamment : les signatures de l'Economic Cooperation Framework Agreement (2009) et du Cross-Strait Service Trade

Agreement (2014) semblaient en effet soustraire l'activité gouvernementale au contrôle du Parlement.

Les deux principaux candidats en lice pour l'élection présidentielle de 2016 défendent des positions très différentes sur la question des relations sino-taiwanaises, malgré les précautions de langage qu'ils prennent pour maintenir le consensus en vigueur. Le KMT, au pouvoir depuis huit ans avec le président sortant Ma Ying-jeou, a dans un premier temps choisi d'investir Hung Hsiu-chu, vice-présidente du parti et considérée comme prochinoise. Cette nomination a étonné étant donné les critiques récentes qu'a essuyées le KMT pour s'être rapproché trop rapidement de Beijing. La très faible popularité de Hung a amené le parti à changer de candidat trois mois avant l'élection et à présenter Eric Chu, président du parti.

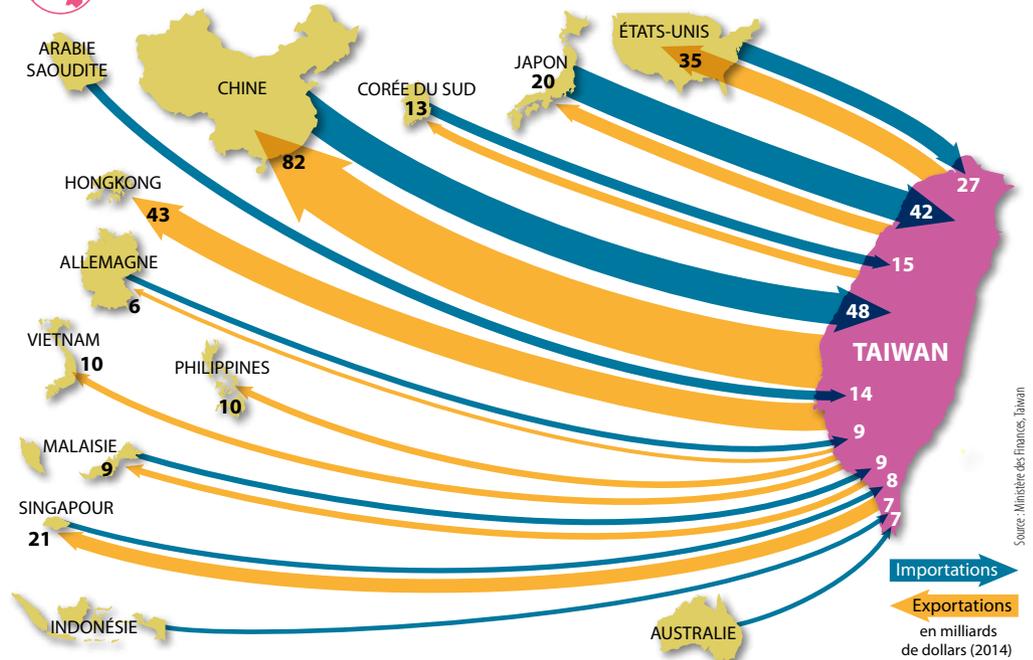
De son côté, Tsai Ing-wen, présidente du PDP, est, comme il y a quatre ans, la candidate de sa formation politique. Dans l'opposition depuis 2008, elle a œuvré à reconstruire l'image d'un PDP fiable, après la condamnation pour corruption du président Chen Shui-bian (2000-2008). Comme en 2012, elle a centré sa campagne sur les questions intérieures, mais accordé davantage de place à sa politique à l'égard de la Chine. Le fait de ne pas avoir mis cette question au cœur de sa campagne précédente lui avait été alors fortement reproché.

Enfin, James Soong (Parti du peuple, Qinmindang) est également en lice pour le scrutin présidentiel. Concourant pour la troisième fois, il cherche à se démarquer et à profiter de la perte de légitimité du KMT.

Avant d'être remplacée par son parti, Hung défendait une politique prochinoise et la nécessité d'aller au-delà du consensus de 1992 pour maintenir la paix dans le détroit. Dépassant le slogan « Une Chine, différentes interprétations » (*yi zhong ge biao*), elle avait proposé celui de « Une Chine, une même interprétation » (*yi zhong tong biao*) et un renforcement du dialogue avec Beijing. Le KMT a considéré qu'elle était trop ouvertement proréunification et a préféré se limiter, avec Eric Chu, à la position plus



## Les principaux partenaires commerciaux de Taiwan



consensuelle : « Une Chine, différentes interprétations ». A l'inverse, Tsai évite de se prononcer clairement sur le consensus de 1992 ainsi que sur la clause indépendantiste, toujours présente dans la charte du PDP depuis 1986 mais que les programmes électoraux de cette formation ne mettent pas en avant. Comme Chen Shui-bian en 2000 et 2004, en dépit de la ligne historique du parti, Tsai s'annonce en faveur du maintien du statu quo (ni réunification ni indépendance formelle), mais reste floue sur la politique qu'elle mènera, ce qui inquiète Beijing, une partie des Taiwanais ainsi que les Américains et les Japonais engagés dans la sécurité de la région.

### FERMETÉ À PÉKIN

En 2005, en effet, la République populaire a réaffirmé le principe d'une seule Chine par la loi antisécession. Un texte qui légalise le recours à la force en cas de déclaration d'indépendance unilatérale de la part de Taiwan.

Il est peu probable que, comme en 1996 ou en 2000, Beijing prenne des mesures d'intimidation pour faire échouer le PDP dans les urnes. Le gouvernement chinois a bien compris que les mouvements de forces militaires sur la côte faisant face à Taiwan et les essais de missiles dans les eaux territoriales réalisés à la veille des élections avaient alors eu l'effet contraire de celui escompté et conforté dans l'opinion taiwanaise l'idée du caractère menaçant du continent.

La Chine semble bien se résigner au retour du PDP au pouvoir. Pour autant, elle reste ferme sur son positionnement politique, à savoir le principe d'une seule Chine, réaffirmé par la loi antisécession. Pékin a été à l'initiative de la poignée de main historique entre les présidents des deux Chines, Xi Jinping et Ma Ying-jeou, le 7 novembre 2015 à Singapour. Si cette rencontre n'a pas modifié l'avance du PDP dans les sondages, elle semble indiquer l'intention de Pékin d'accélérer le processus de réunification. ✘



### EN SAVOIR

Fragments d'une guerre inachevée. Les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine, Françoise Mengin, Karthala, 2013.

« Processus de construction nationale et génération post-réformes à Taiwan », Gilles Lepesant, *Sociétés politiques comparées* n° 36, 2014, pp. 91-133.



A Donetsk, en Ukraine, les mineurs sont régulièrement interrompus par les bombardements. Malgré la guerre qui fait rage et les risques d'éboulement accrus, l'extraction du charbon continue.

© JEROME SESSINI/MAGNUM PHOTOS

# EUROPE



Un référendum sur le Brexit est désormais inévitable. Son issue dépendra de la capacité de Cameron à convaincre son parti et l'opinion publique que les concessions obtenues à Bruxelles sont satisfaisantes.

## ROYAUME-UNI

# EUROPE, FUYONS ?



POPULATION : 64,9 millions  
 PIB : 2865 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : + 2,3 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 5,3 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 81 ans

Sources : Banque mondiale, FMI

### + PAULINE SCHNAPPER

Professeure de civilisation britannique contemporaine à l'université Sorbonne Nouvelle-Paris 3

La victoire du Parti conservateur britannique aux élections législatives du 7 mai 2015 a rendu inévitable l'organisation d'un référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne (UE). Sa sortie (Brexit), hypothèse qui pouvait paraître farfelue jusque récemment, doit désormais être prise au sérieux par les partenaires européens.

En janvier 2013, le Premier Ministre David Cameron promettait, s'il était réélu, de renégocier le statut de son pays dans l'Union et de proposer l'organisation d'un référendum sur ce qu'il aurait obtenu. Cet engagement représentait un pari pour celui qui se définissait comme « eurosceptique » tout en se disant favorable au maintien

de son pays dans une UE rénovée. Il doit se comprendre comme une réponse aux pressions multiples d'une partie de ses troupes parlementaires mais aussi du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), qui milite depuis les années 1990 pour un retrait et dont les résultats progressaient inéluctablement à chaque élection intermédiaire. Plus généralement, les sondages montraient que l'opinion publique s'était détournée de l'Europe avec la crise des dettes souveraines et était majoritairement favorable à l'organisation d'un tel *in/out* référendum. Il était donc devenu impossible de ne pas organiser ce vote, même si officiellement il s'agissait pour le Premier Ministre de « reformer » l'UE pour le bénéfice de tous, et non seulement des Britanniques.

Deux étapes vont à présent se succéder. La première, la négociation avec les partenaires européens, a débuté : Londres va tenter d'obtenir un accord qui réponde aux objectifs affichés par

David Cameron. La seconde sera la campagne référendaire proprement dite, pour laquelle les grandes manœuvres politiques ont déjà commencé. Le vote aura lieu avant la fin 2017, peut-être dès le printemps ou l'automne 2016. Les Britanniques devront répondre à la question suivante : « Souhaitez-vous rester dans l'Union européenne ou en sortir ? »

### DÉSIRS CAMERONIENS

Ce n'est qu'après la victoire conservatrice aux élections de mai 2015, et surtout dans la lettre adressée en novembre au président du Conseil européen, le polonais Donald Tusk, que le gouvernement a indiqué ce qu'il désirait obtenir au cours de la négociation. Ses souhaits sont moins drastiques que ce que l'on pouvait attendre. Le premier concerne la garantie que le Royaume-Uni (et les autres pays non membres de la zone euro) ne se verra pas imposer de nouvelles règles pour le marché unique lors d'un éventuel approfondissement de la zone euro. Il s'agit de protéger les intérêts de La City, secteur stratégique pour l'économie britannique. Le deuxième porte sur l'accès des immigrants européens à la protection sociale que le gouvernement voudrait voir limité pendant quatre ans. Le troisième, plus symbolique, est la référence à « une Union sans cesse plus étroite » dans les traités européens, dont Londres souhaiterait qu'elle ne s'applique pas au Royaume-Uni. Enfin, Cameron voudrait que les parlements nationaux puissent s'entendre pour bloquer un projet de directive euro-

**Début septembre, un sondage pour le Daily Mail donnait pour la première fois depuis 2012 une courte majorité au « non »**

peenne. Pour obtenir ces modifications, il faudrait soit un nouveau traité, dont les autres pays européens n'ont guère envie, soit conclure un protocole aux traités existants qui entrerait en vigueur en cas de victoire du « oui ». Ce dernier

pourrait être ratifié par voie parlementaire dans l'UE.

Certaines revendications seront plus faciles à satisfaire que d'autres : il est fort peu probable, par exemple, que les partenaires de Londres acceptent

de donner un droit de veto à un ou des parlements nationaux ou aillent beaucoup plus loin en la matière que ce qui est déjà prévu dans le traité de Lisbonne. La question des droits sociaux des immigrés et celle des relations entre membres et non-membres de la zone euro seront aussi délicates. En revanche, une exemption de la clause « d'union sans cesse plus étroite », qui n'a pas de conséquences concrètes, serait plus facile à obtenir.

Pour le Premier Ministre, la plus grande difficulté ne viendra peut-être pas de cette première étape mais de la seconde, lorsqu'il s'agira de convaincre son parti et l'opinion publique que les concessions obtenues à Bruxelles sont suffisantes pour assurer un avenir satisfaisant au pays au sein de l'Union. Plus d'une cinquantaine de députés conservateurs ont déjà fait savoir que les réformes mises en avant par Cameron étaient insuffisantes pour régler les problèmes de fond posés, selon eux, par la construction européenne: la perte de souveraineté du pays et le déclin économique irréversible de l'Europe, qui oblige à rechercher de nouveaux partenaires en dehors du Vieux Continent.

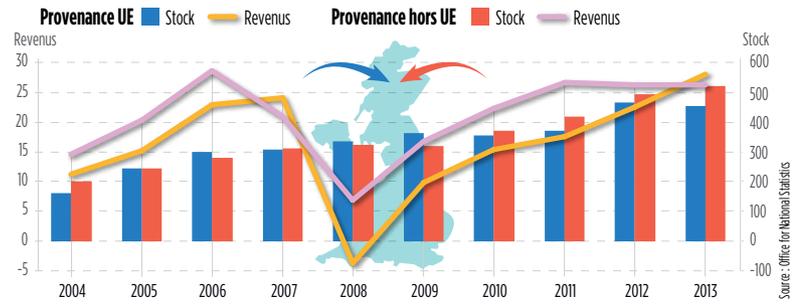
### EN RANGS DISPERSÉS

Par ailleurs, l'UKIP fera bien sûr campagne pour le « non », comme une partie du monde patronal et des affaires réuni dans l'organisation Business for Britain. L'attitude future de la presse, dominée pour l'instant par le courant eurosceptique, dépendra probablement des résultats obtenus par David Cameron à Bruxelles. Il est probable que la plupart des journaux appelleront à voter pour le maintien dans l'Europe, à l'exception de certains tabloïds.

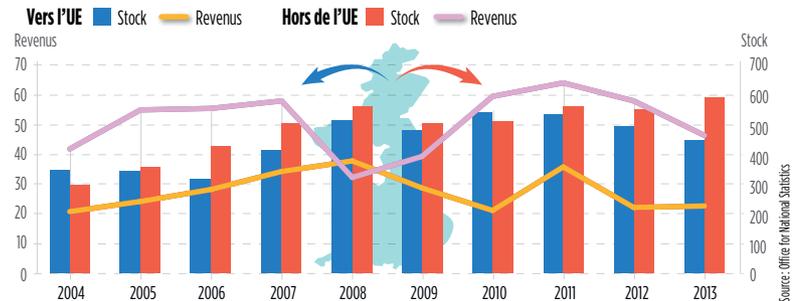
De l'autre côté, les Libéraux-Démocrates et le Parti national écossais (SNP) sont clairement proeuropéens et feront campagne pour le « oui ». Mais les premiers ont subi une cuisante défaite aux dernières élections générales, n'obtenant que huit sièges à la Chambre des Communes, et les seconds ne sont présents qu'en Ecosse. La position des travaillistes est devenue très ambiguë. Une grande majorité des députés est oppo-

## UNE ÉCONOMIE EN LIENS ÉTROITS AVEC L'UNION EUROPÉENNE

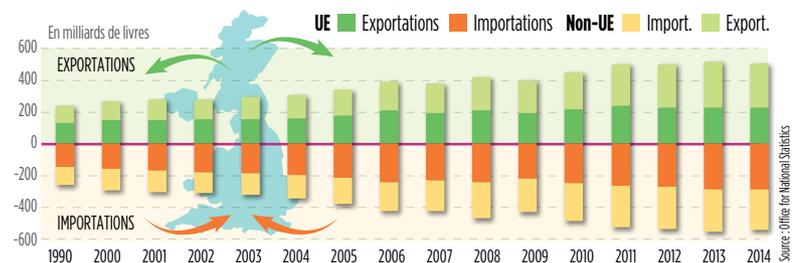
Investissements directs étrangers entrants au Royaume-Uni, 2004-2013, en milliards de livres



Investissements directs étrangers sortant du Royaume-Uni, 2004-2013, en milliards de livres



Évolution des importations/exportations Royaume-Uni/UE 1999-2014



sée à une sortie, mais ils n'ont pas toujours défendu leur opinion avec force conviction. Nouveau leader du parti venu de son aile gauche, Jeremy Corbyn, qui avait voté « non » au référendum de 1975, s'est finalement déclaré pour le maintien dans l'Union. De leur côté, les syndicats y sont plutôt favorables mais craignent un recul sur la politique sociale. Les représentants des milieux d'affaires proeuropéens, souvent de grandes entreprises multinationales et des représentants des services financiers, se sont regroupés dans l'association Business for New Europe et s'inquiètent davantage des risques d'un Brexit que les PME, qui se plaignent souvent, au contraire, de la bureaucratie bruxelloise.

Il est difficile de prévoir le résultat du référendum, ne serait-ce qu'à cause

des surprises fréquentes que contient ce type de scrutin. Début septembre 2015, une enquête de l'institut de sondage Survation pour le *Daily Mail* donnait, pour la première fois depuis 2012, une courte majorité (51 %) au « non », conséquence peut-être de la crise des réfugiés en Europe qui alimente le discours antieuropéen sur le contrôle des frontières. Les sondages sont toutefois peu fiables à une telle distance du scrutin, l'opinion étant susceptible d'évoluer au vu des négociations puis du déroulement de la campagne référendaire. Si le Brexit ne paraît pas, en 2015, l'hypothèse la plus vraisemblable, elle doit toutefois être envisagée, surtout dans un contexte politique général de rejet de l'establishment par de nombreux électeurs britanniques. ✘



### EN SAVOIR

Le Royaume-Uni doit-il sortir de l'Union européenne ?, Pauline Schnapper, La Documentation française, 2014.

Incapables de réformer un pays en pleine crise économique, les partis politiques grecs sont en passe de perdre toute légitimité.

# GRÈCE

## L'ÉCHEC TRAGIQUE DES ÉLITES



POPULATION : 10,9 millions  
 PIB : 193 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : - 0,4 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 25 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 81 ans

Sources : Banque mondiale, FMI, Eurostat

### + GEORGES PRÉVÉLAKIS

Professeur des Universités, université Panthéon-Sorbonne Paris 1, directeur du master 2 de géopolitique (Paris 1-ENS)

**E**n 2004, les jeux Olympiques d'Athènes consacraient la Grèce comme le bon élève de l'euro-péanisation, au terme d'un processus s'étalant sur trois décennies : la chute de la dictature militaire en 1974, après sept ans de pouvoir ; l'adhésion à la Communauté européenne, suivie de la première alternance politique (à gauche) en 1981 ; l'intégration dans l'eurozone en 2001. Un pays qui, il y a un demi-siècle, présentait pourtant toutes les caractéristiques du « sous-développement », semblait avoir résolu l'ensemble de ses problèmes. Le bilan de ses élites politiques était considéré comme clairement positif. Un peu plus de dix ans plus tard, cette image idyllique

a cependant complètement disparu. En 2009, des élections anticipées ont porté au pouvoir le socialiste Georges Papandréou. Ses déclarations sur l'état désastreux des finances du pays ont provoqué une crise de confiance des marchés. Incapable d'honorer ses obligations envers ses créanciers, Athènes a été sauvé de la faillite par le soutien de la troïka, composée de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international. En mai 2010, la Grèce a obtenu un prêt international de 80 milliards d'euros en échange d'une série de mesures visant à rétablir l'équilibre budgétaire et à réformer le pays en profondeur, notamment en développant l'investissement privé. Il s'agissait alors du premier « mémorandum ». Son échec a conduit à l'adoption d'un deuxième mémorandum en 2012, doté d'un prêt supplémentaire de 130 milliards. Deux ans et deux élections parlementaires plus tard, la situation éco-

nomique paraissait relativement maîtrisée : croissance du produit intérieur brut (PIB) et solde du budget public (mais avant le service de la dette) positif pour la première fois depuis des décennies. Cependant, la politique d'austérité et les tentatives, même hésitantes, de réforme avaient créé un fort mécontentement au sein de la population à l'égard du gouvernement de coalition formé par la Nouvelle démocratie (droite modérée) et le Pasok (gauche socialiste). L'année 2015 a été inaugurée par la victoire électorale de Syriza, parti créé par d'anciens militants des deux courants du Parti communiste grec (prosoviétique et eurocommuniste) et d'autres mouvements de gauche radicale. Syriza, qui avait recueilli 5 % des voix en 2007 et 4,6 % deux ans plus tard, obtenait 16,8 % lors des élections de mai 2012, les premières organisées après le déclenchement de la crise, et 26,9 % en juin de la même année. En janvier 2015, la formation a recueilli 36,3 %, devançant clairement la Nouvelle démocratie (27,8 %) et écrasant le Pasok (4 %).

### PORTÉ PAR L'ESPOIR

A l'extérieur de la Grèce, la victoire de Syriza est apparue comme le retour des idées de gauche. A l'intérieur du pays, l'espoir était plus composite. Une partie de l'électorat de Syriza se sentait directement menacée par les réformes structurelles : professions visées par les réformes préconisées par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) pour améliorer la concurrence, fonctionnaires craignant contrôles et évaluations, entreprises liées à l'adminis-

**Les jeunes n'ont pas de perspectives professionnelles à la hauteur de leurs attentes**

tration corrompue, etc. Une deuxième partie venait de la gauche communiste grecque. Pour celle-ci, la victoire de Syriza représentait une revanche historique sur la défaite lors de la guerre civile de 1944-1949 opposant communistes et nationalistes. Cette composante « identitaire » était prête à subir les conséquences d'une sortie de l'euro pour défendre l'histoire de la gauche com-

muniste. Les jeunes constituaient la troisième composante de l'électorat de Syriza. Victimes d'un système d'éducation défectueux, sans perspectives professionnelles à la hauteur de leurs attentes mais reliés au monde *via* les nouveaux modes de communication et les réseaux sociaux, une grande partie des jeunes ont exprimé leur ras-le-bol de l'ancien système politique, incapable de renouveler son discours, ses cadres et ses méthodes.

### DES PROMESSES À LA RÉALITÉ

Les promesses de campagne irréalistes – comme l'élimination de l'impôt sur le patrimoine –, les contradictions, le manque de cohésion interne, l'inexpérience, voire l'incompétence, ont conduit à une série de fiascos. Le gouvernement formé par Syriza et le parti des Grecs indépendants (Anel), petit parti de droite souverainiste, allié un peu paradoxal de Syriza, ne pouvait accepter les réformes exigées par la troïka ou honorer ses propres promesses préélectorales. Il se révélait incapable d'administrer le pays au quotidien. Son principal travail consistait à trouver l'argent pour payer les salaires des fonctionnaires et les retraites, en puisant dans toutes les réserves financières possibles et imaginables. Les quelques réussites économiques de la période précédente se sont rapidement annihilées.

L'échec du gouvernement Tsipras conduisait la négociation avec la troïka à l'impasse, alors même que, sans le soutien des bailleurs de fonds, la faillite du pays était inévitable. Le Premier ministre a hésité entre l'abandon du programme « antimémorandum » de Syriza et la stratégie de Yanis Varoufakis, ministre des Finances (janvier-juillet 2015), qui préconisait une politique de bras de fer pour faire plier l'Allemagne et ses alliés par la menace d'une crise économique généralisée en cas de faillite grecque. Le référendum du 5 juillet 2015 convoqué par Tsipras, qui obligeait les Grecs à se prononcer sur une question confuse et mal formulée, et dont le résultat paraissait favorable à la rupture, a encore compliqué la situation. Finalement, bien que les électeurs aient rejeté le projet de mémorandum, devant le spectre du Grexit (sortie de la Grèce



© SOCRATES BALTAGIANIS/INVISION

de la zone euro), dont la fermeture des banques avait donné un avant-goût, Alexis Tsipras a accepté un troisième mémorandum, encore plus exigeant que les deux précédents. Ensuite, devant la contestation de sa décision par l'aile gauche de Syriza, il a organisé le 20 septembre 2015 des élections anticipées, qui l'ont conforté au pouvoir. Syriza et Anel ont conservé leur majorité au sein du Parlement.

### UN MOINDRE MAL

Cette deuxième victoire de Syriza est-elle le signe de la domination d'Alexis Tsipras sur la vie politique grecque ou bien s'agit-il de la dernière étape du processus de démantèlement de la scène politique du pays ? Les élections du 20 septembre ont confirmé le déclin quasi définitif de l'influence des deux partis traditionnels, qui n'ont pas réussi à profiter des échecs du gouvernement sortant. Syriza aura à subir à son tour la colère des électeurs quand les conséquences, notamment sociales, de l'application du mémorandum se feront sentir. Les élections de septembre se sont déroulées dans une atmosphère très différente de celle du scrutin de jan-

vier. Cette fois, les électeurs ont vu Syriza comme un moindre mal plus que comme un espoir. La personnalité d'Alexis Tsipras a détrôné les figures de la Nouvelle démocratie et du Pasok, partis usés et associés à la domination de quelques familles de notables. Le niveau record d'abstention (45 %) ou le résultat du parti néonazi Aube dorée (6,3 % en janvier, 7 % neuf mois plus tard) sont des indications parmi d'autres de la délégitimation du système politique grec. L'échec des élites est flagrant. L'année 2015 aura marqué un tournant en Grèce. Ayant réalisé que le système politique est incapable de réformer le pays, l'Europe semble s'orienter vers l'option de la mise sous tutelle d'Athènes. Toutefois, l'instabilité géopolitique croissante de la région, révélée par la crise des réfugiés venus de Syrie ou encore l'attentat du 10 octobre 2015 à Ankara – le plus grave qu'a jamais connu la Turquie –, rend l'Union européenne plus conciliante envers les autorités grecques. ✘



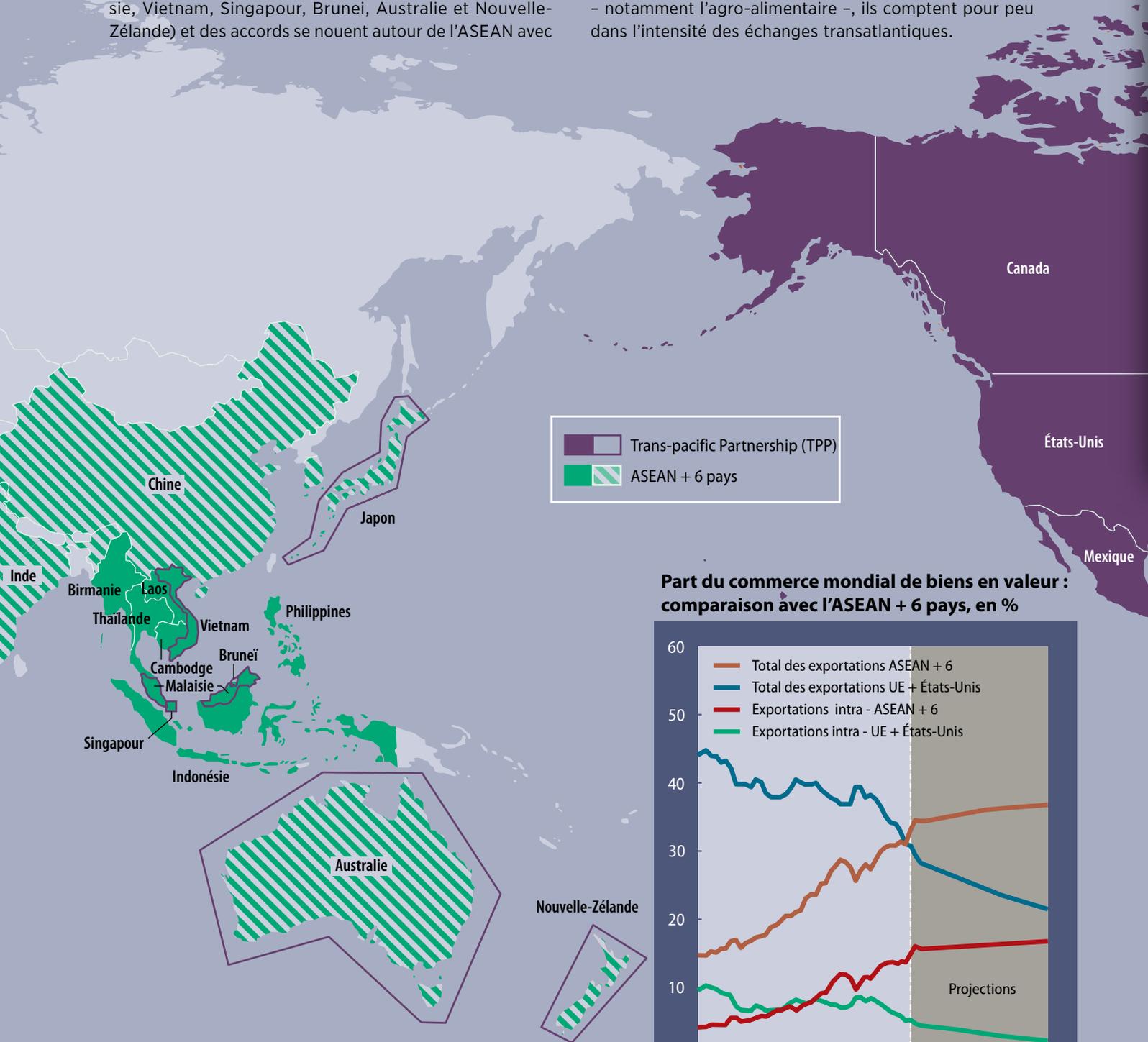
### EN SAVOIR

« La crise grecque. Un poignard dans le dos de l'Europe ? », par Georges Prévelakis, *Confluences Méditerranée* n° 94, « Crises sans frontières », pp. 155-166, 2015.

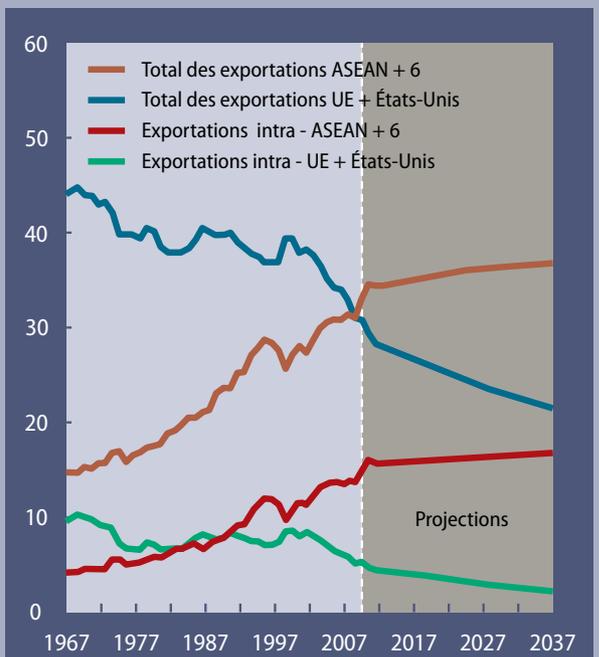
# DES ÉCHANGES TRANSATLANTIQUES INTENSES

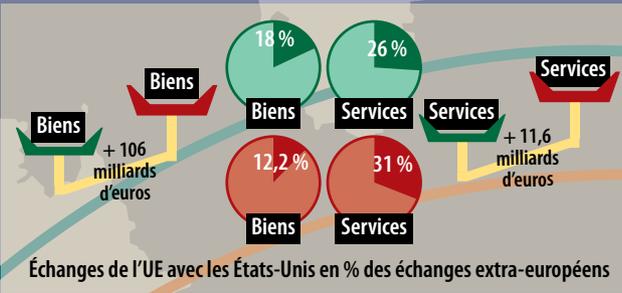
Un des arguments majeurs des partisans du Traité de libre-échange transatlantique – TAFTA en anglais – (ou, pour apparaître plus aimable, du Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement, TTIP en anglais) est le déclin relatif des échanges entre les Etats-Unis et l'Europe alors même que croissent les échanges transpacifiques ou intra-asiatiques. De fait, un Trans-pacific Partnership (TPP) – qui reste à ratifier par les instances nationales – a été signé le 5 octobre 2015 entre 12 pays (Etats-Unis, Canada, Mexique, Chili, Pérou, Japon, Malaisie, Vietnam, Singapour, Brunei, Australie et Nouvelle-Zélande) et des accords se nouent autour de l'ASEAN avec

les autres partenaires asiatiques (« ASEAN+6 »). Pourtant, malgré le recul relatif du pôle transatlantique, celui-ci reste majeur tant pour les Etats-Unis que pour l'Europe, car il concerne des échanges entre partenaires de même niveau de développement et de consommations semblables, ce qui se lit en particulier par l'intensité des échanges de services. Quant aux obstacles à ces échanges – droits de douane, normes, marchés publics captifs –, s'ils contrarient certains secteurs comme la chimie ou les services ou, au contraire, s'ils contribuent à protéger des secteurs sensibles – notamment l'agro-alimentaire –, ils comptent pour peu dans l'intensité des échanges transatlantiques.



**Part du commerce mondial de biens en valeur : comparaison avec l'ASEAN + 6 pays, en %**



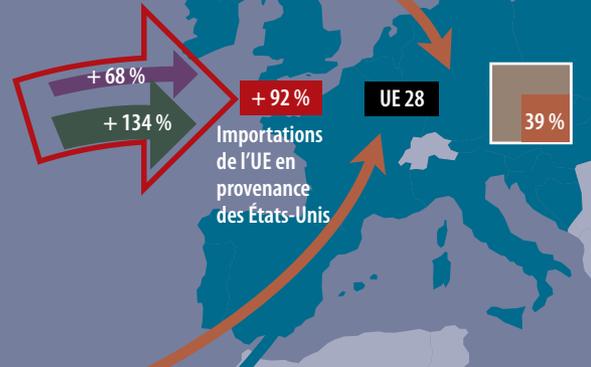


**Principaux biens échangés de part et d'autre :**

- industries chimiques,
- automobile, mécanique,
- électronique...

**Principaux services échangés :**

- transports, voyages,
- services financiers,
- redevances et licences,
- autres services aux entreprises...

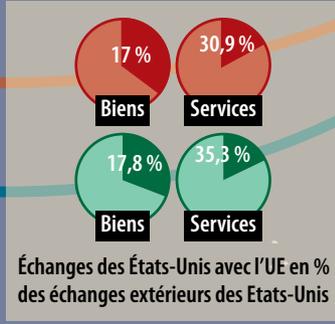


**Augmentation des échanges en valeur entre 2000 et 2014**

Total

Biens

Services



**Droits de douanes les pics tarifaires appliqués aux importations du partenaire transatlantique**

Partenaire	Tarifs douaniers	Pics tarifaires*
UE 28	3,3 % moyens, 12,8 % produits agricoles	+ de 15 %
États-Unis	2,2 % moyens, 6 % produits agricoles	+ de 11 %

\* viandes, produits laitiers, sucres et sucrerie, minoteries, tabac, préparations alimentaires  
 \*\* tabac, produits laitiers, sucres et sucrerie

**Stock d'IDE de l'UE présents aux USA**  
 en % du stock d'IDE de l'UE à l'étranger (fin 2012)

**Stock d'IDE des USA présents dans l'UE**  
 en % du stock d'IDE venus de l'étranger dans l'UE (fin 2012) (services financiers, produits pétroliers et chimiques, pharmacie, boissons, tabacs)

**Des obstacles non tarifaires**

Lois nationales, normes, indications géographiques, subventions, fermetures de marchés publics, autant d'obstacles que l'on retrouve dans les plaintes déposées de part et d'autres devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC. 10 % des plaintes déposées devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC depuis 1995 émanent de l'un ou l'autre des protagonistes. 17,6 % des plaintes américaines concernent l'UE mais 35 % des plaintes de l'UE concernent les États-Unis !



**Plaintes des États-Unis contre l'UE :**

- Subventions à Airbus
- Interdiction du bœuf aux hormones, d'OGM
- Interdiction des viandes lavées au chlore
- Protection des appellations géographiques
- Libre accès aux données internet
- Quotas sur les bananes
- Propriété intellectuelle pour l'audiovisuel



**Plaintes de l'UE contre les États-Unis :**

- Subventions à Boeing
- Quotas sur les importations de produits en acier
- Réglementation anti-dumping (article 776 de la loi douanière de 1930)
- Règles contraignantes sur les importations de vins
- Fermeture des marchés publics aux entreprises non-américaines

Longtemps pivot du système oligarchique ukrainien, le chef de l'Etat doit désormais le mettre à bas. Des réformes ont été engagées, mais la bataille est loin d'être gagnée.

# UKRAINE

## POROCHENKO ET LES OLIGARQUES



POPULATION : 45,5 millions  
 PIB : 90 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : - 9 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 11,5 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 71 ans

Sources : Banque mondiale, FMI

### + SOPHIE LAMBROSCHINI

Chercheuse doctorante à l'université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense et au Centre Marc-Bloch (Berlin)

**D**epuis vingt ans, la stabilité du régime politique ukrainien repose sur un équilibre précaire : les rapports de force entre quelques clans politico-économiques puissants, nés de la faiblesse du nouvel Etat ukrainien après l'éclatement de l'URSS en 1991. S'engouffrant dans le vide du pouvoir qui a suivi l'effondrement de l'économie centralisée, entrepreneurs-aventuriers et représentants de l'élite industrielle et politique soviétique ont repris des secteurs économiques profitables, comme l'importation, l'extraction ou la transformation de matières premières (charbon, hydrocarbures, minerais divers). Pendant de nombreuses années, ils ont assuré la défense et la multiplication de

leurs fortunes par le biais de privatisations à prix cassés, l'octroi préférentiel de licences d'exploitation et de subventions publiques, l'impunité accordée à des pratiques d'extorsion par la force, parfois en lien avec des réseaux criminels... Résultat : en 2013, les 100 premières fortunes des régions industrielles (sud et est du pays) et/ou sectorielles (banque, énergie, métallurgie, agroalimentaire) contrôlaient au moins 60 % du produit national brut (PNB), selon certaines estimations<sup>1</sup>.

### RÉDUIRE LE CLIENTÉLISME

Longtemps le chef de l'Etat ukrainien a été la clé de voûte de ce système, protégeant et équilibrant les intérêts des différents clans, les opposant aussi parfois les uns aux autres. Viktor Ianoukovitch, élu en 2010, avait poussé à l'extrême les mécanismes d'accaparement de secteurs étatiques rentables (énergie, industrie, douanes...) au profit de son propre

cercle surnommé « La famille ». Celle-ci constituait le noyau dur du clan de Donetsk dans la région industrielle du Donbass, à l'est du pays, mais aussi celui du Parti des régions, formation du chef de l'Etat. Depuis la destitution de Ianoukovitch en février 2014, à l'issue du mouvement de Maïdan (hiver 2013-2014) et de l'élection de Petro Porochenko à la présidence au mois de mai suivant sur un programme de réformes radicales revendiqué par les manifestants, la mission du chef de l'Etat a changé : celui-ci est désormais chargé de démanteler l'oligarchie. Une situation paradoxale, car Porochenko, qui a soutenu le mouvement de Maïdan, figure lui-même au Top 20 des fortunes ukrainiennes (il possède, entre autres, la grande chocolaterie Roshen et la chaîne de télévision 5 Kanal) et s'est entouré de conseillers multi-millionnaires.

D'inspiration économique libérale, les réformes élaborées jusqu'ici par le président et son Premier ministre, Arseni Iatseniouk, l'un des leaders politiques du Maïdan, visent à réduire la corruption et le clientélisme. Ces derniers mois ont apporté quelques progrès : simplification du régime de licences, adoption d'une série de lois sur la transparence des sociétés et les droits des investisseurs. La reprise du contrôle des marchés énergétiques par l'Etat (celui de l'importation du gaz russe dont il est largement dépendant, ainsi que ceux de la production et du transport d'hydrocarbures) n'est pas sans susciter des résistances de la part des oligarques. Elles sont d'autant plus fortes que la révolution de Maïdan, dirigée contre leur pouvoir,

**La mission du chef de l'Etat a changé : il est désormais chargé de démanteler l'oligarchie**

n'a cependant pu être achevée que grâce au soutien de certains d'entre eux, liés aux autorités alors en place. De fait, de nombreux députés du Parti des régions, inquiets pour leur survie politique, ont voté la destitution

d'Ianoukovitch en février 2014. Lors des législatives d'octobre de la même année, une centaine au moins de députés sortants, proches des diffé-

rents clans d'oligarques, ont été réélus. Si certains siègent aujourd'hui dans l'influent bloc d'opposition, d'autres appartiennent à la coalition parlementaire réformatrice qui soutient le gouvernement. Or, le retour en 2014 au régime semi-parlementaire, supprimé par Ianoukovitch en 2010 au profit d'un régime présidentiel, renforce le rôle des députés.

Qui plus est, les oligarques ont maintenu une influence dans les ministères, les administrations régionales, les tribunaux et les entreprises publiques. La procédure de lustration (renvoi en masse de fonctionnaires liés au régime d'Ianoukovitch ou au régime communiste pré-1991) a touché peu de fonctionnaires. Par ailleurs, certaines décisions politiques, comme les lois sur la décentralisation, exigées par les accords de paix Minsk 2 conclus en février 2015, n'ont pu être adoptées que grâce au vote des députés liés aux clans oligarchiques proches de l'ex-Parti des régions. Les élections locales d'octobre 2015, étape clé de cette décentralisation, ont d'ailleurs été vivement disputées par les candidats des clans oligarchiques.

#### DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS

La guerre qui se déroule à l'est du pays offre de nouvelles opportunités aux oligarques, certains d'entre eux comblant dans cette région les insuffisances de l'Etat. Au plan économique, Rinat Akhmetov, homme le plus riche d'Ukraine et figure clé du Donbass, joue les intermédiaires avec les séparatistes prorusse et a pu assurer l'extraction (et le transit vers le reste du pays) du charbon dans les parties du Donbass que ces groupes contrôlent. Dans l'oblast de Lougansk, Konstantin Grigorishin, producteur et fournisseur d'électricité en zone rebelle, assure l'alimentation d'une partie importante du Donbass. Mais il ne s'agit pas seulement d'anciens alliés du clan de Donetsk. Ainsi, Ihor Kolomoïsky, le dirigeant du groupe Privat, qui comprend la plus grande banque du pays, a joué la carte « patriotique » pour gagner en influence. Nommé gouverneur de l'oblast de Dnipropetrovsk en mars 2014, il est inter-



Le président Petro Porochenko (à gauche) a démis de ses fonctions Ihor Kolomoïsky, gouverneur de l'oblast de Dnipropetrovsk, le 25 mars 2015.

venu sur le terrain militaire en finançant lui-même des bataillons de volontaires pour soutenir l'armée ukrainienne exsangue face aux rebelles prorusse. En mars 2015, il a menacé d'engager ses forces pour maintenir son influence sur Ukrnafta, une société pétrolière semi-publique dont il est actionnaire minoritaire mais dont il contrôle néanmoins les revenus... Une insubordination qui a fait de Kolomoïsky, démis depuis de ses fonctions de gouverneur, l'une des principales cibles du combat présidentiel contre les oligarques. Cependant, de manière générale, les dirigeants ukrainiens mettent davantage l'accent sur la réforme que sur la répression face à ces clans auxquels ils ont souvent eux-mêmes été liés par le passé, au gré du jeu des intérêts politiques et économiques très enchevêtrés en Ukraine. Cette situation laisse planer un doute sur les motivations des dirigeants : outre le problème de conflit d'intérêts que peuvent poser les intérêts économiques du président Porochenko<sup>2</sup>, le Premier ministre, apparatchik et homme de réseaux,

est soupçonné par la presse et les lanceurs d'alerte<sup>3</sup> de protéger indûment ses alliés politiques au Parlement.

Le système oligarchique ukrainien a certes été quelque peu ébranlé ces derniers mois. Mais pour l'heure, les réformes apparaissent trop inconséquentes et l'influence de personnalités indépendantes trop faible pour espérer contrer efficacement l'influence des réseaux claniques. Le risque est grand que ces derniers parviennent à se réorganiser et à reprendre leur place au sein d'un Etat très affaibli. ✘

1. Calculs réalisés par l'hebdomadaire *Korrespondent* en coopération avec la banque ukrainienne d'investissement Dragon Capital (« Zolotaya Sotnya », *Korrespondent* n° 47/2013, 29 novembre 2013).

2. Porochenko n'a pas vendu ses actifs, mais dit en avoir confié la gestion à des sociétés extérieures : la gestion de la confiserie Roshen aurait été confiée à la société d'investissement Rothschild, qui serait par ailleurs chargée de vendre l'entreprise.

3. A souligner notamment l'impact sur l'opinion des investigations du député et journaliste Serhiy Leshchenko, qui dénonce ce qu'il appelle « le gouvernement de l'ombre », soit les hommes d'affaires engagés dans les cercles du pouvoir.



#### EN SAVOIR

Les Ukrainiens, Sophie Lambroschini, coll. Lignes de vie d'un peuple, Ateliers Henry Dougier, 2014.

« Genèse, apogée et métamorphoses du présidentielisme clientéliste en Ukraine », Sophie Lambroschini, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 39, n° 2, pp. 117-148, 2008.

Crise économique et de légitimité démocratique des partis politiques, velléités indépendantistes... l'équation espagnole se complique.

# ESPAGNE

## FRACTURES

## OUVERTES



POPULATION : 46,3 millions  
 PIB : 1221 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : 3,4 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 21,6 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 82 ans

Sources : Banque mondiale, FMI, Eurostat

### + BARBARA LOYER

Professeur des universités, directrice de l'Institut français de géopolitique (IFG) de l'université Paris 8

### + NACIMA BARON

Professeur à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée

**D**urant les trente ans qui ont suivi le retour de la démocratie en Espagne, les deux grands partis – Parti populaire (PP) à droite, Parti socialiste ouvrier (PSOE) à gauche – ont alterné au pouvoir et les Espagnols se sont enrichis. Leur revenu par habitant a été multiplié par huit en trente ans (4 225 dollars par habitant en 1978, 34 674 dollars en 2008). A cette époque, le premier problème des Espagnols questionnés par l'Institut national d'enquêtes sociologiques était invariablement le terrorisme : comment parvenir à faire déposer les armes aux indépendantistes basques de l'ETA ?

La crise économique de 2008 a été un réveil brutal : dès janvier 2009,

l'économie espagnole est entrée en récession. L'Union européenne a prêté en urgence 41 milliards d'euros à Madrid pour sauver le système bancaire. Le taux de chômage, qui dépassait les 25 % au début de 2012, est toujours supérieur à 20 % quatre ans plus tard et atteint près de 50 % pour les moins de 25 ans.

Les élections générales de mai 2011 ont porté le Parti populaire au pouvoir. La cure d'austérité imposée par le gouvernement dirigé par Mariano Rajoy a été douloureuse. D'importantes coupes ont été effectuées dans les services publics (santé, éducation, culture) et les Espagnols ont dû faire face à des situations inédites : expulsion de leur logement, coupures d'électricité, difficultés – voire impossibilité – à payer les études de leurs enfants, leurs dépenses de santé ou encore à finir décemment leur vie avec une très maigre retraite. Par ailleurs, des centaines d'élus, des banquiers, des entrepreneurs, des syndicalistes ont été mis en cause

dans des affaires de corruption et traînés devant les tribunaux. En découvrant l'ampleur de la corruption avec l'ouverture en cascade de grands procès, notamment à partir de 2008, les Espagnols ont perdu confiance dans leur classe politique. En 2011, des mouvements citoyens se sont organisés pour construire des ripostes collectives contre les expulsions, la corruption des hommes politiques et les coupes budgétaires.

### CIUDADANOS CONTRE LA SÉCESSION

Aujourd'hui, deux nouveaux partis, Podemos et Ciudadanos, bousculent la logique de l'alternance entre les grandes formations espagnoles, le PP et le PSOE.

Ciudadanos est né en Catalogne, en opposition à l'hégémonie du pouvoir nationaliste catalan pour défendre l'unité de l'Espagne. C'est un message qui porte en Catalogne : avec 25 sièges, Ciudadanos a devancé le Parti socialiste catalan (16 députés) et le Parti populaire (11 élus) lors des élections régionales du 27 septembre 2015. Ciudadanos est favorable à une suppression du Sénat et à la création d'un conseil des présidents des communautés autonomes. Il ne s'agit donc pas d'une revendication de fédéralisme, mais d'une révision constitutionnelle qui prenne acte de l'inadaptation des institutions actuelles. En effet, le Sénat est antérieur aux communautés autonomes, qui ont pris forme après l'adoption de la Constitution de 1978, et il n'y a pas de mécanisme permettant la participation des élus territoriaux au gouvernement de l'Etat. En 2014, Ciudadanos a élargi son assise et est

### Des ripostes collectives se sont organisées contre les expulsions

devenu une formation nationale qui se positionne au centre de l'échiquier politique. Podemos a été fondé en janvier 2014 dans le sillage des mobilisations citoyennes de

2011, avec un programme très à gauche. La formation a remporté un succès inattendu aux élections européennes de 2014 (7 % des suffrages, cinq élus). Au fil des mois, elle a adapté son discours et se présente aujourd'hui comme un parti « trans-

versal » pour lequel il n'existe pas de gens de gauche ou de droite, mais des personnes « normales » qui seraient agressées par la « caste » (nom péjoratif pour les élus). Au scrutin régional de mai 2015, Podemos a recueilli 2,1 millions de voix et fait élire 133 députés dans quatorze parlements régionaux. Les communautés autonomes des Asturies, de Castille-La Manche, d'Estrémadure et de Valence sont gouvernées par le PSOE grâce aux suffrages des élus de Podemos. Et des coalitions incluant Podemos ont remporté les mairies de Madrid, Barcelone et Valence. Ce parti invoque le pluralisme des peuples d'Espagne pour demander la tenue de référendums d'autodétermination, tout en assurant qu'il appellerait à voter contre l'indépendance de la Catalogne et du Pays basque. Un message brouillé, qui l'a affaibli en Catalogne (8 % à l'élection du parlement catalan de 2015, contre 17 % à Ciudadanos), et sans doute dans le reste de l'Espagne tant la question de l'unité de l'Etat est devenue centrale.

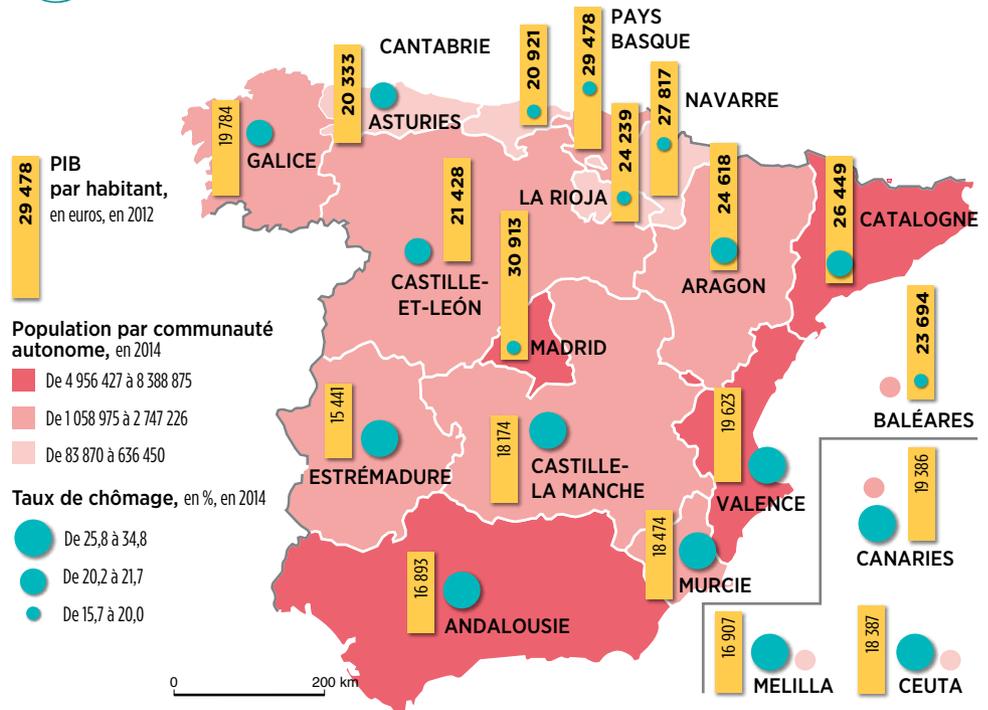
### PODEMOS CONTRE LA CONSTITUTION

L'avenir de la démocratie et celui de l'Etat sont les deux principaux enjeux contemporains pour l'Espagne. Concernant la démocratie, Podemos estime que la Constitution de 1978 est à l'origine des problèmes de l'Espagne. Une de ses propositions phare est la possibilité de révoquer un gouvernement qui n'appliquerait pas le programme promis. A l'inverse, Ciudadanos ne propose pas de changer le système mais de le réformer : nouveau type de scrutin vers le modèle allemand qui mélange mode majoritaire et proportionnelle, diminution du seuil de signatures nécessaire au dépôt d'une initiative populaire...

Le rétablissement de la légitimité démocratique des partis est à l'agenda des Espagnols, ce qui pousse parfois à des alliances qui vont au-delà de l'axe droite-gauche : les voix des députés régionaux de Ciudadanos permettent ainsi au PP de diriger La Rioja et Castille-León, et au PS de gouverner l'Andalousie, en échange de la promesse de réformes. L'avenir de l'Espagne constitue l'autre enjeu crucial auquel le pays est



## COMMUNAUTÉS AUTONOMES, population, PIB, chômage



confronté. La revendication d'indépendance des Catalans, consacrée par la victoire en sièges des partis prônant la sécession lors des élections régionales de septembre 2015, le met en péril. La société catalane est profondément divisée à ce sujet : la fracture traverse toutes les classes d'âge et catégories socioprofessionnelles. Territorialement, l'intérieur de la région est majoritairement favorable à l'indépendance, contrairement aux grandes villes du littoral, notamment Barcelone, où une majorité se dégage contre la séparation du reste de l'Espagne.

Au Pays basque, les élections régionales de mai 2015 ont donné la majorité au Parti nationaliste basque, formation séparatiste. Les nationalistes basques ont aussi remporté, avec l'aide de Podemos, la présidence de la région Navarre, ainsi que sa capitale, Pampelune. Les Navarrais sont divisés sur la question nationale : les régionalistes et le Parti populaire sont attachés à la monarchie espagnole, alors que les nationalistes basques veulent l'union de la Navarre et du

Pays basque dans une perspective d'indépendance de la nation basque. Ciudadanos propose d'ailleurs une réforme constitutionnelle fermant cette possibilité.

Le PSOE, de son côté, est favorable à une réforme fédérale en Espagne. Pour être votée, celle-ci devrait néanmoins être approuvée par les deux chambres du Parlement espagnol puis soumise à référendum. Mais l'abstention pourrait être majoritaire au Pays basque ou en Catalogne, ce qui affaiblirait la légitimité du résultat. Le fédéralisme n'est en effet pas une option valide pour des partis qui visent la séparation franche d'avec l'Espagne. La proposition de réforme constitutionnelle de Ciudadanos concernant le Sénat aurait à surmonter le même type d'obstacles.

L'équation nationale espagnole est donc particulièrement complexe et ne se résoudra peut-être pas durant la prochaine législature. Elle dépendra de la répartition des voix entre les partis et de la capacité de ces derniers à rassembler leurs voix sur ces enjeux cruciaux. ✘



### EN SAVOIR

L'Espagne en crise(s). Une géopolitique au XXI<sup>e</sup> siècle, Nacima Baron et Barbara Loyer, Armand Colin, 2015.



L'heure de la retraite heureuse au Maroc. Pourquoi pas vous ? Le pays a en effet mis en place des mesures fiscales intéressantes, en tout cas pour les retraités étrangers : les revenus déclarés bénéficient d'un abattement de 40 % et le montant de l'impôt à payer peut être réduit de 80 % si le versement de la pension est fait sur un compte marocain en dirhams non convertibles...

© BRUNO BARBEY/MAGNUM PHOTOS

# MAGHREB/MOYEN-ORIENT



Depuis quatre ans, Bachar el-Assad fait face à une opposition divisée mais combative. L'issue du conflit reste des plus incertaine, malgré la volonté des pays occidentaux de pousser à une solution négociée.

## SYRIE

# UN CHAOS SANS ESPOIR ?



POPULATION : 21,3 millions  
 PIB : 60 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : + 3,4 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 8,6 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 75 ans

Sources : Banque mondiale, FMI

**+ PHILIPPE DROZ-VINCENT**  
 Professeur de science politique, Sciences Po Grenoble

**D**epuis quatre ans, après la militarisation du mouvement de protestation et les offensives de l'opposition contre le cœur du pouvoir (Damas et Alep) à l'été 2012, l'avenir du régime syrien a suscité des cohortes d'analyses qui ont annoncé la chute ou, à l'inverse, la résilience du régime. A l'orée de 2016, le rapport de force reste incertain. Militairement, la situation peut être caractérisée comme instable : les parties présentes sur le terrain continuent à vouloir se battre, parce qu'elles n'ont pas d'autre choix, mais elles le font dans une asymétrie de moyens militaires, car les forces de Bachar el-Assad bénéficient d'une supériorité aérienne et d'un approvisionnement massif en armes et en munitions venues de la Russie et de l'Iran.

Le régime résiste, mais il est à bout de souffle et il a perdu du terrain en 2014-2015. Tout autre est la question de sa chute, même si les printemps arabes ont montré que les autoritarismes peu institutionnalisés peuvent s'effondrer brutalement tels des châteaux de cartes. La consolidation du régime en 2013-2014, grâce à l'aide de l'Iran et du Hezbollah ainsi que des milices « chiites » irakiennes et même afghanes, avait été facilitée par la reculade de Barack Obama qui, après avoir affirmé que l'utilisation d'armes chimiques par Damas constituait une ligne rouge, a renoncé à l'été 2013 à attaquer la Syrie, une fois que Damas eût renoncé sous la pression de Moscou à ces armes prohibées. Bachar el-Assad pouvait dès lors continuer à mener une guerre conventionnelle extrêmement brutale contre sa population. Le régime Assad se révèle toutefois incapable de faire face à une opposition généralisée. Son armée a été réduite d'environ des deux tiers de

ses effectifs, notamment du fait des défections, et s'essouffle sous le poids des pertes, en particulier au sein de ses unités les plus loyales (issues de la petite minorité alaouite), et de la fuite de nombreux jeunes devant la conscription. Le régime rencontre des difficultés pour gérer les territoires repris à l'ennemi qui ont été mis en coupe réglée par des milices progouvernementales organisées par les Iraniens.

### RIVALITÉS DE PARRAINS

Pendant ce temps, l'opposition s'est renforcée mais reste minée par ses divisions, exacerbées par les rivalités existant entre ses différents parrains (France, Royaume-Uni, Etats-Unis, Qatar, Arabie Saoudite et Turquie). Il n'y a pas d'unification militaire mais de multiples groupes transformés en milices ; chacune dépend de chefs de guerre locaux et agit de manière autonome, comme l'illustrent les jeux d'alliances et les nouveaux siges de fronts armés qui apparaissent sur Internet. Cependant, même extrêmement divisée, l'opposition syrienne dans son ensemble reste très combative.

En 2015, le régime semble avoir renoncé à reconquérir tous les territoires perdus. Avec l'aide de ses parrains iranien et hezbollahi, Bachar el-Assad se concentre désormais sur une Syrie « utile » (régions de Lattaquié, Tartous, Damas) à laquelle il offre la protection de l'Etat et un semblant de normalité. Le régime est en revanche sur la défensive dans la partie sud

### Le régime Assad se révèle incapable de faire face à une opposition généralisée

du pays, autour de Deraa, à Alep et à l'est de l'autoroute Damas-Homs (après la perte de Palmyre au profit de Daech). Dans le reste du pays – des territoires conquis par diverses factions de l'opposition et que le régime bombarde sauvagement –, une lutte fratricide oppose plusieurs grands acteurs, non plus seulement pour le contrôle militaire des terres, mais aussi pour la formation de proto-Etats. Dans cet exercice, deux groupes sont très en avance sur les autres en termes de capacités à assurer la sécurité, contrôler des frontières, payer des salaires, distribuer des produits subventionnés,



## Le champ de batailles syrien

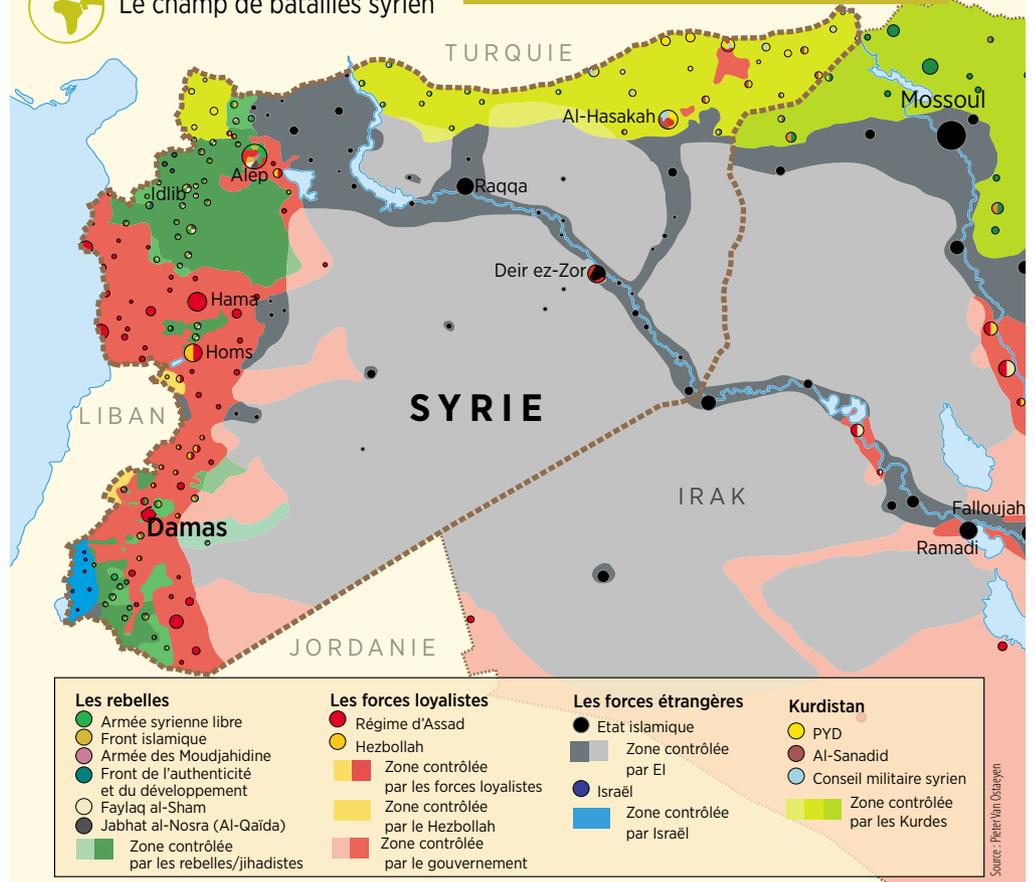
assurer la justice, etc. Il s'agit, au centre, de Daech, qui a rompu en 2014 avec Al-Qaïda et dont le projet jihadiste territorialisé se construit à cheval sur l'Irak et la Syrie, et, au nord-est, des Kurdes syriens du Parti de l'union démocratique (PYD), très liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie. Ankara est d'ailleurs entré dans la coalition américaine anti-Daech par peur de voir se mettre en place une zone kurde autonome entre Afrin et Kobané. Sous couvert de lutte contre les jihadistes, Ankara frappe en réalité ses premiers ennemis : les Kurdes.

Dans d'autres régions de Syrie, des coalitions regroupant diverses factions armées – au sud (al-Jabhat al-Janoubia ou Front du Sud) et au nord (Jaish al-Fath) – s'organisent pour gouverner. Ces groupes de combattants, souvent très divisés, doivent désormais apprendre à dépasser l'assise purement locale qui leur avait apporté une cohésion sur le plan militaire, pour gérer à plusieurs un territoire plus vaste et une société plus étendue, donc plus pluraliste. Dans ce maquis d'alliances bigarrées, les pays occidentaux s'efforcent de trouver des groupes « modérés » qu'ils pourraient soutenir face à Bachar el-Assad et à Daech. La branche syrienne d'Al-Qaïda (Jabhat al-Nosra), grande rivale de Daech, s'efforce elle-même de présenter un visage « acceptable » en s'alliant avec des groupes non jihadistes.

Dans ce contexte d'épuisement du régime et de grignotage du territoire par les oppositions, l'Iran et l'Arabie Saoudite poussent au combat. Ils se sont enfermés dans une véritable « guerre froide » régionale, qui s'appuie sur une opposition historique (récemment) « réimaginée » entre chiites et sunnites, et qui les oppose, par alliés interposés, de la Syrie au Yémen (voir page 112).

## DES ALLIANCES COMPLIQUÉES

La perspective d'une intervention militaire internationale au nom du principe onusien de la « responsabilité de protéger » les populations est largement obérée par le blocage systématique des Russes (et des Chinois) au Conseil de sécurité et par le refus américain d'intervenir (non plus seulement contre Daech) en Syrie, malgré des débats permanents sur ce sujet



durant les deux mandats d'Obama. La Russie n'est pas attachée à Bachar el-Assad, mais elle considère que la chute de son régime constituerait une avancée hégémonique de l'Occident libéral interventionniste. De son côté, l'administration Obama s'est engagée devant son opinion publique à régler des guerres et non à en déclencher. Enfin, l'Iran a fait, d'une part, un retour en grâce sur la scène internationale après l'accord de juillet 2015 sur son programme nucléaire et, d'autre part, défend sa position régionale, donc son alliance avec le régime syrien.

La seule possibilité pour freiner la dynamique d'escalade sur le terrain serait que les acteurs régionaux (l'Iran, la Turquie, l'Arabie Saoudite) et, surtout, la Russie et les Etats-Unis arrivent à s'accorder sur une solution alternative à Bachar el-Assad qui sauvegarderait leurs intérêts respectifs. Cela reste utopique avec l'intervention

aérienne russe directe en Syrie depuis septembre 2015 et le renforcement de l'engagement iranien. A moins qu'il n'y ait là que coups tactiques pour se positionner en vue d'une négociation future (débutée timidement à Vienne), à l'heure des jeux de coalition contre Daech relancés par la France après les attentats de Paris de novembre 2015. Pour l'heure, l'enlèvement sert les extrémistes de Daech. Le chaos se poursuit : environ 240 000 morts, quatre millions de réfugiés dans les pays voisins (Jordanie, Turquie ou Liban), sans compter au moins huit millions de déplacés dans le pays lui-même. Alep est passée de 3 millions à 400 000 habitants ; à l'inverse, Raqqa, capitale de Daech, a triplé sa population (1,5 million de personnes). Enfin, les conséquences de la guerre s'étendent jusqu'aux portes de l'Europe, comme en témoignent les flux de réfugiés qui viennent chercher asile sur le Vieux Continent. ✘



## EN SAVOIR

« The Syrian Military and the 2011 Uprising », Philippe Droz-Vincent, in H. Albrecht, A. Croissant et F. Lawson (eds), *Military Engagement in Mobilizing Societies*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, à paraître en 2016.

« "State of Barbary" (Take Two) : From the Arab Spring to the Return of Violence in Syria », Philippe Droz-Vincent, *The Middle East Journal*, vol. 68, n° 1, hiver 2014.

Entravé par les conservateurs, le président de la République islamique a du mal à mettre en place les réformes économiques et politiques promises à son électorat modéré et réformateur.

# IRAN

## HASSAN ROHANI, LE PRÉSIDENT FUNAMBULE



POPULATION : 78,6 millions  
 PIB : 397 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : + 0,8 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 11,7 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 74 ans

SOURCE : Banque mondiale, FMI

### + AZADEH KIAN

Professeure de sociologie et directrice du Cedref à l'université Paris 7-Diderot

Plus de deux ans après son investiture, le bilan du président iranien Hassan Rohani, élu grâce à son discours modéré et rassembleur, son plaidoyer pour la normalisation des relations extérieures de l'Iran et la réconciliation de Téhéran avec ses voisins, fait l'objet d'appréciations contrastées à l'approche des élections législatives de février-mars 2016. Mais l'accord du 14 juillet 2015 sur le dossier du nucléaire iranien, conclu avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et l'Allemagne, constitue assurément la grande réussite de sa politique étrangère.

Le président Rohani doit faire face aux obstacles mis en place par les conservateurs iraniens pour l'empêcher d'honorer ses promesses électorales,

dont la plus importante, le redressement de l'économie du pays. Les sanctions internationales décrétées par le Conseil de sécurité des Nations unies en décembre 2006 puis alourdies chaque année, ainsi que celles mises en place en 2012 par les Etats-Unis et l'Europe interdisant les exportations de pétrole et de gaz ont réduit de moitié les revenus de l'Etat, dont plus de 80 % proviennent de la manne pétrolière. Combinées à la mauvaise gestion du gouvernement précédent dirigé par Mahmoud Ahmadinejad et à la corruption, les sanctions ont eu de graves conséquences. Leur levée ne sera que progressive et conditionnée aux progrès que fera l'Iran dans l'application de l'accord du 14 juillet 2015. A ce titre, l'Agence internationale de l'énergie atomique est chargée par le Conseil de sécurité des Nations unies de vérifier et contrôler le nombre des centrifugeuses ainsi que le volume du stock de matière fissile dont l'Iran doit partiellement se défaire.

Malgré les sanctions, Hassan Rohani a déjà réussi à diminuer l'inflation (45 % en 2013, moins de 20 % en 2015), à ramener la croissance du produit intérieur brut (PIB) pendant la même période de - 6,5 % à 0 % et à stabiliser le marché des devises. Les investisseurs étrangers, notamment européens, sont de retour en Iran. Ils sont particulièrement attendus dans les secteurs des hydrocarbures – qui représentent 200 milliards de dollars –, de l'aviation civile, de l'industrie automobile ou des réseaux ferroviaires. La levée des sanctions et le retour des investissements étrangers ne peuvent cependant suffire à améliorer l'économie. Celle-ci souffre de problèmes structurels liés à la rente pétrolière, mais aussi de la mainmise des fondations révolutionnaires – liées à des factions du clergé ou au corps d'élite armé du régime, les Gardiens de la révolution, qui jouissent d'un statut semi-autonome et échappent au contrôle financier et fiscal du gouvernement –, et d'une importante contrebande, dont le volume s'élèverait à 35 milliards de dollars par an<sup>1</sup>.

### OBSTACLES POLITIQUES

Fin connaisseur des rouages du système politique, militaire, sécuritaire ou encore cléricale, Hassan Rohani rappelle sans cesse à Ali Khamenei, plus haut personnage de la République islamique, qu'en tant que guide suprême, il est certes le superviseur des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire mais en aucun cas décideur. De même, souhaitant démilitariser

**S'il fait entendre sa voix, le président Rohani est attentif à ne pas heurter de front le guide suprême ou l'institution cléricale**

le champ politique, le président plaide pour le principe de non-ingérence des Gardiens de la révolution dans les affaires politiques, mais certains de leurs commandants, dont leur chef Mohammad Ali Jafari, proche du guide suprême, résistent.

Hassan Rohani, qui veut asseoir le système politique sur les partis et affaiblir l'emprise du Conseil de surveillance (dont les six membres cléricaux conservateurs sont nommés par le guide suprême) sur l'habilitation des candidats aux

élections, est critiqué par les conservateurs, emmenés par Mohammad Ali Jafari et le chef du pouvoir judiciaire, Sadeq Larijani, lui aussi nommé par le guide suprême. Malgré ce contexte de tensions larvées, un nouveau parti réformiste, le Parti de l'unité du peuple d'Iran islamique, a été créé en août 2015. La plupart des membres de son conseil appartenaient au parti réformiste du Front de participation à l'Iran islamique, dirigé par Mohammad Reza Khatami, frère cadet du président Khatami (au pouvoir entre 1997 et 2005), et interdit en 2010. Le retour des réformateurs a provoqué un tollé chez les conservateurs, qui critiquent le gouvernement pour avoir autorisé les dirigeants du « complot de 2009 » à revenir sur la scène politique. Cette année-là, le scrutin présidentiel, marqué par d'importantes fraudes, avait provoqué la naissance du Mouvement vert, symbole d'un islam rationnel, sécularisé, démocratique et ouvert sur le monde. Durement réprimé par le régime, il n'avait pu cependant empêcher la réélection du conservateur Mahmoud Ahmadinejad.

### MINORITÉS SUNNITES

S'il fait entendre sa voix, le président Rohani est attentif à ne pas heurter de front le guide suprême ou l'institution cléricale. De ce fait et en dépit de ses promesses électorales, il n'a pas nommé dans le gouvernement de personnalités issues des minorités religieuses, notamment sunnites (environ 10 % de la population), malgré le vote massif d'électeurs issus de différents groupes ethniques (Baloutches, Kurdes, Turkmènes) de cette confession en sa faveur. En revanche, conformément à sa promesse concernant la reconnaissance des droits culturels des minorités ethniques, le gouvernement a autorisé l'enseignement de la langue kurde à l'université au Kurdistan. Plusieurs centaines de milliers de sunnites habitent à Téhéran, sans jamais avoir obtenu l'autorisation de construire leur propre mosquée, contrairement à ceux des provinces où ils sont majoritaires, comme au Kurdistan et au Baloutchistan. L'Etat iranien n'autorise pas le comptage des minorités. Selon des estimations



Défilé des troupes à Téhéran, 15 septembre 2015. Le président Rohani voudrait démilitariser le champ politique. Mohammad Ali Jafari, chef des Gardiens de la révolution, y est opposé.

de la CIA, 87 % de la population seraient chiites, 10 % sunnites et 3 % zoroastriens, chrétiens, juifs ou bahais.

Hassan Rohani n'a pas non plus désigné de femmes ministres ni créé un ministère des Droits des femmes, contrairement à sa promesse électorale de le faire. Il a certes nommé trois vice-présidentes et, pour la première fois, désigné une femme comme porte-parole du ministère des Affaires étrangères. En revanche, les lois n'ont pas changé et les pratiques discriminatoires sont toujours bien réelles. Les femmes et les jeunes, principaux électeurs du président iranien, n'ont pas constaté de réels changements dans leur vie quotidienne et continuent à souffrir du chômage, du manque de libertés et à être contrôlés par la police des mœurs ou les milices de Basij, qui leur reprochent de ne pas respecter le code vestimentaire ou d'autres règles morales islamiques.

Le président s'était aussi engagé à faire libérer les prisonniers politiques, dont des dirigeants du Mouvement vert, mais Mir Hossein Moussavi, son épouse Zahra Rahnavard ou encore Mehdi Karoubi demeurent en résidence surveillée. Pour affaiblir Rohani, le pouvoir judiciaire a par ailleurs

considérablement augmenté le nombre des exécutions des délinquants de droit commun : 694 pour les six premiers mois de l'année 2015. Avec 42 journalistes et blogueurs actuellement emprisonnés, l'Iran occupe la 173<sup>e</sup> place (sur 180) dans le classement de Reporters sans frontière en 2015, mais Reza Moini, membre de l'association, estime que « les efforts du gouvernement Rohani vont vers une amélioration de la situation ». La censure frappe toujours le domaine de l'art et de la culture.

Dans ce bras de fer qui oppose les modérés et réformateurs aux conservateurs ultras, Hassan Rohani aura besoin du soutien du futur Parlement pour mettre en œuvre sa politique et préparer l'élection présidentielle de 2017. L'appui des femmes, des jeunes et des minorités lui sera cette fois encore indispensable, mais leur mobilisation dépendra avant tout de sa propre action. ✘

1. Voir l'interview d'Ali Akbar Owliya, député au Parlement, sur Tabnak, 22 juin 2011 ([www.tabnak.ir](http://www.tabnak.ir)) et celle d'Ali Shams Ardakani, ancien responsable de la zone franche de l'île de Qeshm, dans *Sharq*, 24 août 2015 ([www.sharqdaily.ir](http://www.sharqdaily.ir)).



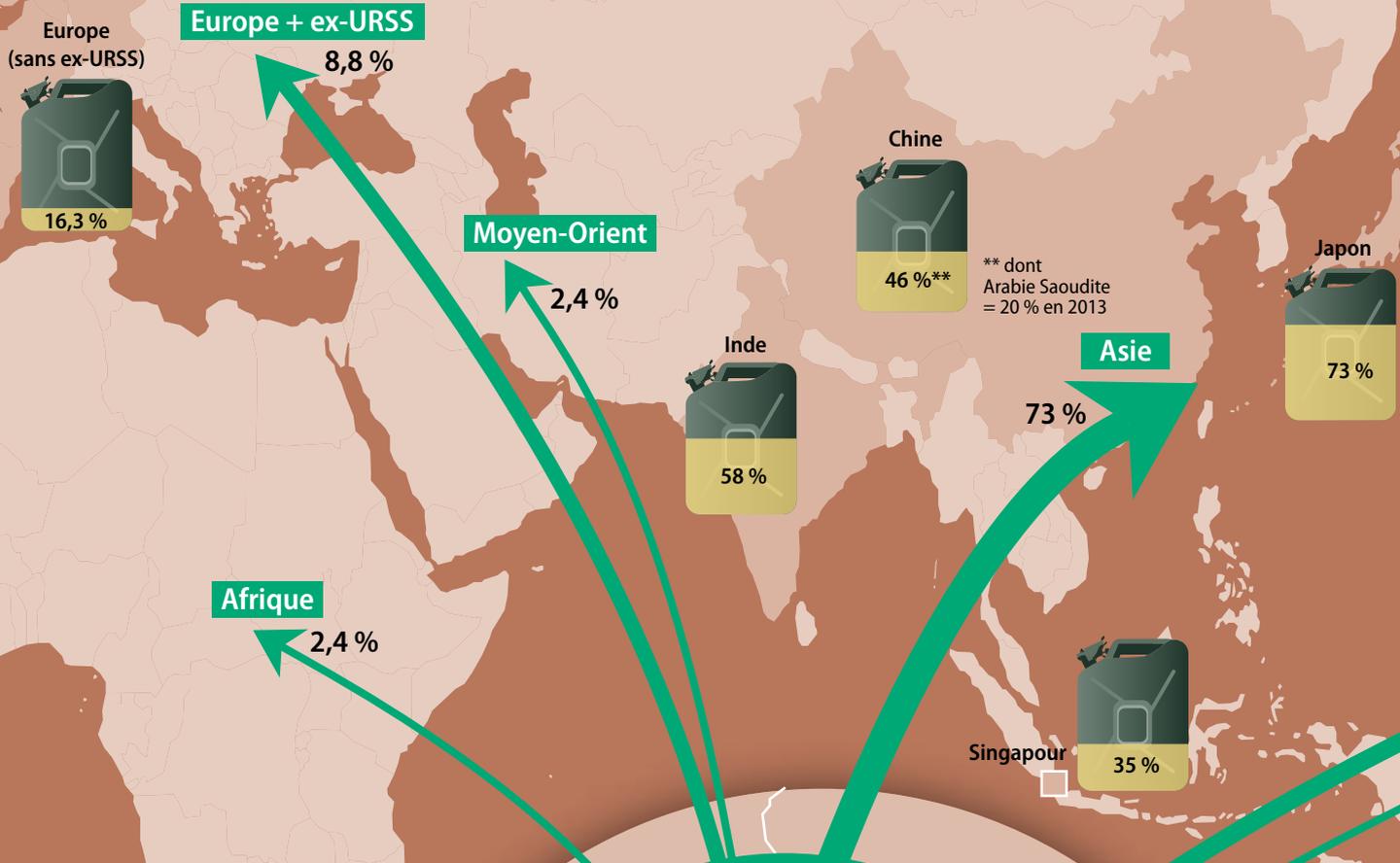
### EN SAVOIR

L'Iran, un mouvement sans révolution ?, Azadeh Kian, Michalon, 2011.

« La politique étrangère de la République islamique d'Iran. Résistance à l'intégration ou quête de sécurité ? », Azadeh Kian dans *Les ondes de choc des révolutions arabes*, Presses de l'Ifpo, pp. 43-63, 2014.

« Hassan Rohani : un président entre la société civile et l'Etat », Azadeh Kian, *Moyen-Orient* n° 20, pp. 63-67, octobre-décembre 2013.

# LES MONARCHIES DU GOLFE : TOUJOURS DES POIDS LOURDS DU MARCHÉ DES HYDROCARBURES

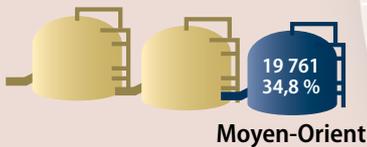


## Chiffres 2014

Production en milliers de barils/jour et en % de la production mondiale

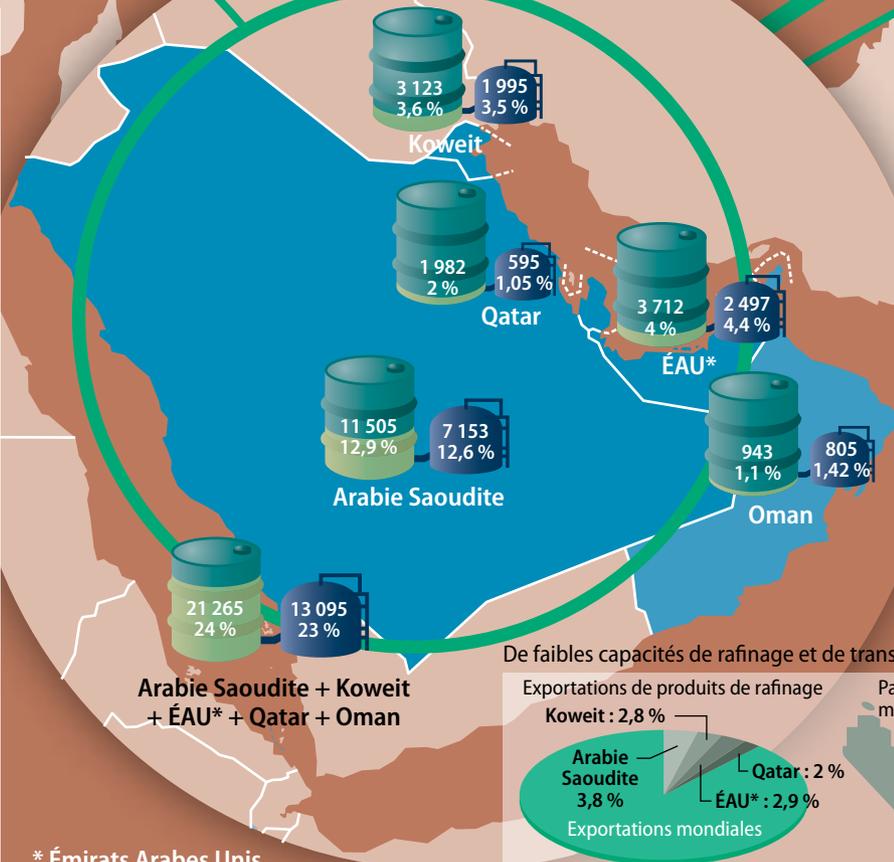


Exportations de pétrole brut en milliers de barils/jour et en % des exportations mondiales

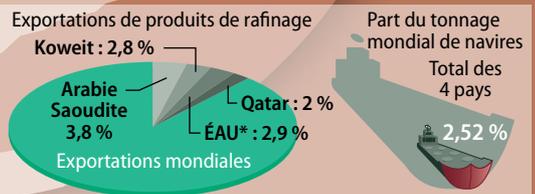


... Destination des exportations de pétrole brut par continent en % du total exporté par le Moyen-Orient en 2014

... Part du Moyen-Orient dans les importations totales de pétrole brut en 2014



De faibles capacités de raffinage et de transports de pétrole



\* Émirats Arabes Unis

Outre les moyens colossaux que procure la rente des hydrocarbures aux monarchies du Golfe pour intervenir dans la finance et l'économie mondiale comme dans l'équilibre politique régional, ces pays restent, pour longtemps encore, vu leurs réserves, des acteurs majeurs dans le marché mondial des hydrocarbures, tout particulièrement en direction de l'Asie. Et ce malgré la montée en puissance des États-Unis et malgré leurs faibles capacités de raffinage et de transport.

Amérique du Nord

12,7 %

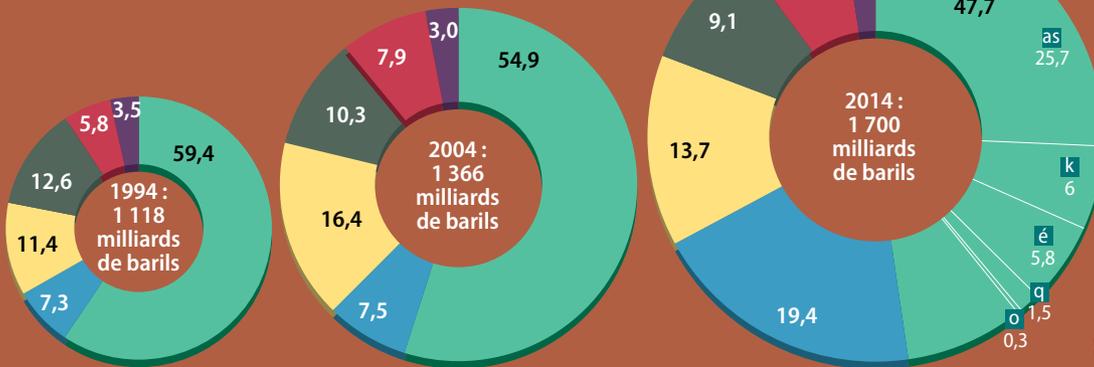
États-Unis



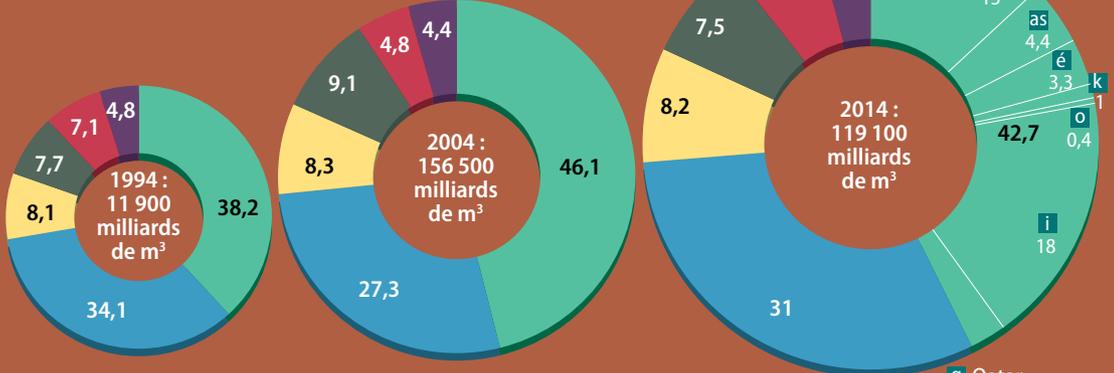
Amérique latine

0,7 %

Part des réserves prouvées de pétrole en % : un recul très relatif



Part des réserves de gaz en % : les réserves du Moyen-Orient concentrées en Iran et au Qatar



Source : BP

Le Qatar, puissance gazière

3<sup>e</sup> réserve du monde avec 13% des réserves derrière l'Iran (18 %) et la Russie (17 %)

2<sup>e</sup> exportateur mondial de gaz derrière la Russie (20 % des exportations mondiales)



Part dans les exportation mondiales de gaz en % : pipeline + gaz liquéfié par bateau

Part dans les exportations mondiales de gaz liquéfié par bateau en %

- Moyen-Orient
- Europe et Eurasie
- Asie pacifique
- Afrique
- Amérique latine
- Amérique du Nord
- q Qatar
- as Arabie Saoudite
- é ÉAU
- k Koweït
- o Oman
- i Iran

Le pouvoir désormais issu des urnes aura fort à faire pour réformer l'Etat et l'économie, assurer le progrès social et venir à bout de la violence terroriste. Encore faudrait-il que l'équipe dirigeante soit à la hauteur.

## TUNISIE

# LES CHANGEMENTS, C'EST MAINTENANT?



POPULATION : 11,2 MILLIONS  
 PIB : 48 MILLIARDS DE DOLLARS  
 TAUX DE CROISSANCE : + 1 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 15 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 75,1 ANS

Sources : Banque mondiale, FMI

### + FLAVIEN BOURRAT

Responsable de programmes sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (Irssem)

**M**atrice des soulèvements qui ont bouleversé le monde arabe depuis 2011, la Tunisie peut se targuer d'être le seul pays à avoir poursuivi, non sans péripéties, un processus d'ouverture politique qui reste à ce jour inédit dans la région. Les élections législatives et présidentielle de fin 2014 ont parachevé, dans un esprit de compromis, une première étape de la transition qui s'est concrétisée par l'adoption, laborieuse, d'une nouvelle Constitution en janvier 2014.

La phase qui lui succède, en apparence moins périlleuse, est en fin de compte plus ardue et plus complexe. Et son échec risquerait de compromettre à long terme l'avenir de la Tunisie. De fait, le pouvoir issu des dernières

élections – et incarné par le président Béji Caïd Essebsi ainsi que par le gouvernement d'« union nationale » dirigé par Habib Essid – est confronté à trois défis, la résolution de l'un conditionnant celles des deux autres.

Le premier objectif des autorités, dont la réalisation s'inscrit dans la durée, est la réforme et la modernisation de l'Etat et de l'économie, ainsi que le développement social. Au retard pris dans ces domaines par la Tunisie, et qui remonte souvent aux lendemains de l'indépendance en 1956, vient se greffer un défi plus immédiat : celui d'une violence terroriste que l'Etat peine à éradiquer. Enfin, le pouvoir doit prendre garde à ne pas laisser se développer des fractures culturelles, identitaires et régionales, auparavant sous-jacentes mais révélées par les bouleversements politiques de ces dernières années. Les élections parlementaires d'octobre 2014 ont abouti à la formation d'un gouvernement d'alternance, de coha-

bitation plutôt que de coalition. Ce scrutin a consacré une forme de bipolarisation de la vie politique autour de deux grandes formations rivales : Nidaa Tounès, parti du président Essebsi, agrégat hétérogène de différents courants défendant l'orientation séculariste de l'Etat, et le mouvement Ennahda, principal parti islamiste du pays, qui a perdu la majorité relative qu'il détenait dans la précédente assemblée.

### COMPROMIS BOITEUX

La décision conjointe de Nidaa Tounès et d'Ennahda, contestée cependant par leur base militante respective, de trouver un compromis permettant au perdant de participer à l'action gouvernementale a répondu à des choix tactiques ; elle ne constitue pas pour autant un rapprochement idéologique. Béji Caïd Essebsi, qui ne dispose pas de la majorité, souhaite, en associant son rival islamiste, neutraliser ce dernier qui bénéficie encore d'un soutien conséquent au sein de l'opinion et d'un pouvoir de nuisance. Ennahda, de son côté, se trouve confronté à un impératif de survie existentielle dans un contexte national et régional défavorable à l'islamisme politique dont se réclame cette formation. Ce qui a conduit le parti, en attendant des lendemains plus propices, à jouer les *insiders* dans le gouvernement plutôt que les opposants systématiques.

Le résultat est une équipe gouvernementale disparate, où cohabitent des

**L'ampleur de la tâche requiert un sens de l'Etat, un esprit visionnaire et une rigueur qui font encore souvent défaut dans les milieux dirigeants**

représentants du parti vainqueur et de ses alliés d'Afek Tounès et de l'Union patriotique libre (UPL), auprès de personnalités indépendantes, ces dernières s'étant vu attribuer les portefeuilles régaliens et sensibles (Intérieur, Justice, Défense, Affaires religieuses). En revanche, la participation d'Ennahda reste symbolique,

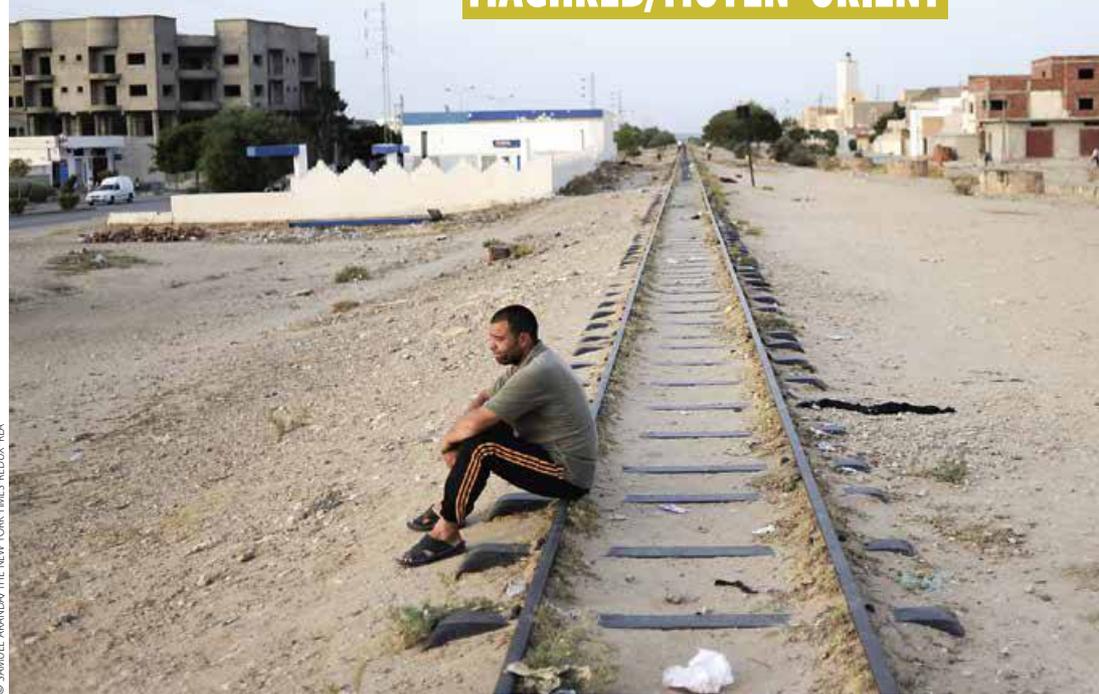
puisque un seul poste ministériel lui a été attribué : l'Emploi et la Formation professionnelle.

La politique de réformes en profondeur visant à affermir l'Etat de droit,

ancrer la démocratie et assurer le développement économique et le progrès social en Tunisie passe par un double préalable : la restauration de l'Etat dans ses prérogatives régaliennes, notamment au plan sécuritaire, sans revenir aux pratiques autoritaires et prédatrices antérieures à la Révolution de 2011, et l'établissement d'une relation de confiance – faible sinon inexistante jusqu'alors – entre l'Etat et les citoyens. A ce titre, la présence à la tête de l'Etat d'une personnalité charismatique et expérimentée comme Béji Caïd Essebsi n'est pas une garantie suffisante. D'autant que la Constitution de la deuxième République (adoptée en janvier 2014) a en partie rééquilibré le pouvoir en faveur du Parlement devant lequel le gouvernement est désormais responsable.

#### INEXPIÉRIENCES RÉGALIENNES

De même, si la désignation de personnalités au profil technocratique, non partisan, à la tête des ministères régaliens garantit leur indispensable neutralité, elle a des effets limités lorsque les titulaires n'ont pas nécessairement les compétences requises. L'exemple de la réforme du tentaculaire ministère de l'Intérieur, condition nécessaire au rétablissement de la sécurité dans le respect des libertés, est emblématique de la difficulté qu'il y a à reprendre en main des institutions marquées par le corporatisme, l'inertie et des pratiques incompatibles avec les principes de bonne gouvernance. Il ne suffit pas de remplacer les responsables, comme s'y emploie le gouvernement. Encore faut-il modifier en profondeur la culture et le comportement de l'administration et de ses représentants. La volonté des autorités de lutter contre une corruption endémique, qui s'est parfois renforcée, notamment au sein des douanes et de la police au cours des années de transition, constitue un autre test crucial pour la réhabilitation de l'image de l'Etat auprès des Tunisiens. Il n'est pas sûr que le projet de loi proposé par le président Essebsi sur la réconciliation économique et financière, qui vise à amnistier sous conditions des



© SAMUEL ARANDA/THE NEW YORK TIMES-REDA/IFA

hommes d'affaires impliqués dans des affaires de corruption sous l'ancien régime, soit perçu comme allant dans le sens voulu, même s'il vise à redynamiser l'économie et l'investissement.

L'aptitude du gouvernement actuel à agir et à aller de l'avant repose également sur sa cohésion et celle de sa majorité parlementaire. Jusqu'à présent, celle-ci n'a pas montré de failles notoires ; Ennahda soutient des décisions pourtant susceptibles d'être contestées par sa base comme le projet de loi sur la réconciliation économique ou le rétablissement de l'état d'urgence depuis l'attentat dans une station balnéaire de Sousse en juin dernier. Un tel consensus, venant d'acteurs ayant souvent des visions antagonistes, s'explique avant tout par la nécessité de se maintenir dans la durée et ne pas apparaître, dans le contexte tendu que traverse le pays, comme des vecteurs de fractures et de déstabilisation.

Si on la compare à la plupart des Etats de la région, la Tunisie bénéficie d'atouts structurels (faible étendue, homogénéité de sa population, identité nationale assumée

Fiscalité, enseignement, agriculture... la Tunisie ne doit pas rater le train des grandes réformes sans lesquelles sa transition politique est menacée d'échouer.

doublée d'une tradition d'ouverture et de modération) auxquels s'ajoute désormais le fait de disposer d'un cadre institutionnel et politique ouvert et stabilisé. En outre, le pays peut compter sur la bienveillance de ses partenaires extérieurs, en premier lieu ses voisins maghrébins, les Etats-Unis, la France et l'Union européenne, lesquels n'ont aucun intérêt à voir échouer l'expérience de la transition et les réformes. Néanmoins, l'ampleur de la tâche requiert un sens de l'Etat, un esprit visionnaire et une rigueur qui font encore souvent défaut dans les milieux dirigeants, toutes tendances confondues. La réforme du secteur de la sécurité et celles, capitales pour l'avenir, de l'administration, de la fiscalité, de l'enseignement ou de l'agriculture exigent une réflexion, un travail et un suivi. Le réalisme et le sens du compromis affichés par l'actuel gouvernement, pour indispensables qu'ils soient, ne doivent pas servir de paravent à l'inaction, l'improvisation ou l'amateurisme. ✘



#### EN SAVOIR

« La transition en Tunisie acte II : réformer, sécuriser, rassembler », Flavien Bourrat, in Frédéric Charillon et Alain Dieckhoff (dir.), *Afrique du Nord Moyen-Orient 2015-2016*, La Documentation française, 2015.

Alors que les houthistes tiennent la dragée haute à l'Arabie Saoudite qui soutient le président élu en 2012, les sudistes entendent créer leur propre Etat. Une situation favorable aux groupes jihadistes.

## YÉMEN

# UNE GUERRE DE SÉCESSION



POPULATION : 28,3 MILLIONS  
 PIB : 35 MILLIARDS DE DOLLARS  
 TAUX DE CROISSANCE : - 28,1 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : N. C.  
 ESPÉRANCE DE VIE : 63 ANS

Sources : Banque mondiale, FMI

**+ LAURENT BONNEFOY**  
 Chargé de recherche, Céri-Sciences Po/CNRS

Le 25 mars 2015, une coalition de dix pays emmenée par l'Arabie Saoudite lançait au Yémen l'opération *Tempête du désert*. L'objectif affiché était de rétablir la légitimité du président Abd Rabbo Mansur Hadi, poussé vers la sortie quelques semaines auparavant par la rébellion dite « houthiste », issue de la minorité zaydite (un courant du chiisme qui représente un tiers de la population) et accusée par ses ennemis d'être à la solde de l'Iran. L'objectif interne se doublait d'une dimension stratégique pour les Saoudiens : réduire la « menace iranienne » et assurer le *leadership* du Royaume sur la région. La légitimité de la guerre, certes contestable, pouvait se défendre. L'attitude offensive des houthistes

au cours de l'année 2014 et leur logique du fait accompli lorsqu'ils avaient opéré en janvier 2015 un coup d'Etat contre les institutions de la transition (formées à l'issue du « printemps yéménite » de 2011) avaient plongé le pays dans une impasse politique. Leur alliance avec l'ancien dictateur Ali Abdallah Saleh, contraint de quitter le pouvoir en 2012, et leur invasion des villes méridionales avaient déclenché un conflit armé massif.

Dès le départ, le projet d'offensive saoudienne contre les houthistes se révélait néanmoins quelque peu vicié. Il était bien peu conforme aux standards qui se sont imposés pour ce genre d'opérations en matière humanitaire. Blocus maritime et terrestre, frappes indifférenciées ont fait des civils les premières victimes du conflit, amenant les ONG encore sur place à envisager la possibilité d'une famine et à documenter de possibles crimes de guerre perpétrés par la coalition

aussi bien que par les rebelles. A mesure de l'enlèvement des forces armées, il est devenu indéniable que les objectifs de l'Arabie Saoudite et de ses alliés ne pouvaient être atteints. Eu égard aux spécificités du conflit et de l'histoire du Yémen, au soutien dont bénéficiaient les houthistes dans les hauts plateaux du nord mais aussi à l'impréparation de l'offensive, il apparaissait que personne ne pouvait sortir vainqueur. Les bombardements saoudiens, puis l'offensive terrestre menée par les armées du Golfe et les tribus yéménites alliées vers la capitale, Sanaa, ont fait évoluer vers le pire un conflit déjà bien complexe.

### RÉSISTANCE HOUTHISTES

Sur le plan opérationnel, le fait le plus remarquable concerne la résistance des houthistes et de leurs alliés. Début août, la reprise d'Aden par les partisans de la coalition a certes desserré l'étau, notamment en libérant l'aéroport de la ville et son port de marchandises, permettant l'arrivée d'aide humanitaire et militaire dans les régions « libérées ». Les avancées se sont poursuivies un temps avant de buter sur Ta'izz, troisième ville du pays, mais surtout sur la capitale Sanaa. L'engagement au sol de troupes saoudiennes, émiraties et qataries n'a pas produit un effet immédiat.

Considérant l'asymétrie des forces militaires en présence et le fait que les houthistes ne bénéficiaient à

**Le mépris saoudien pour la question humanitaire devrait à lui seul interroger le suivisme occidental**

Aden d'aucun soutien local et devaient affronter l'hostilité systématique des populations, le temps mis à « libérer » la deuxième ville du pays a révélé un manque de coordination entre les acteurs anti-

houthistes. Quant aux frappes de la coalition, elles ne semblent pas avoir affecté la capacité de mobilisation des houthistes auprès des populations du nord d'origine zaydite qui vivent pourtant sous les bombes. En outre, la répression orchestrée par la milice zaydite contre ses opposants isla-

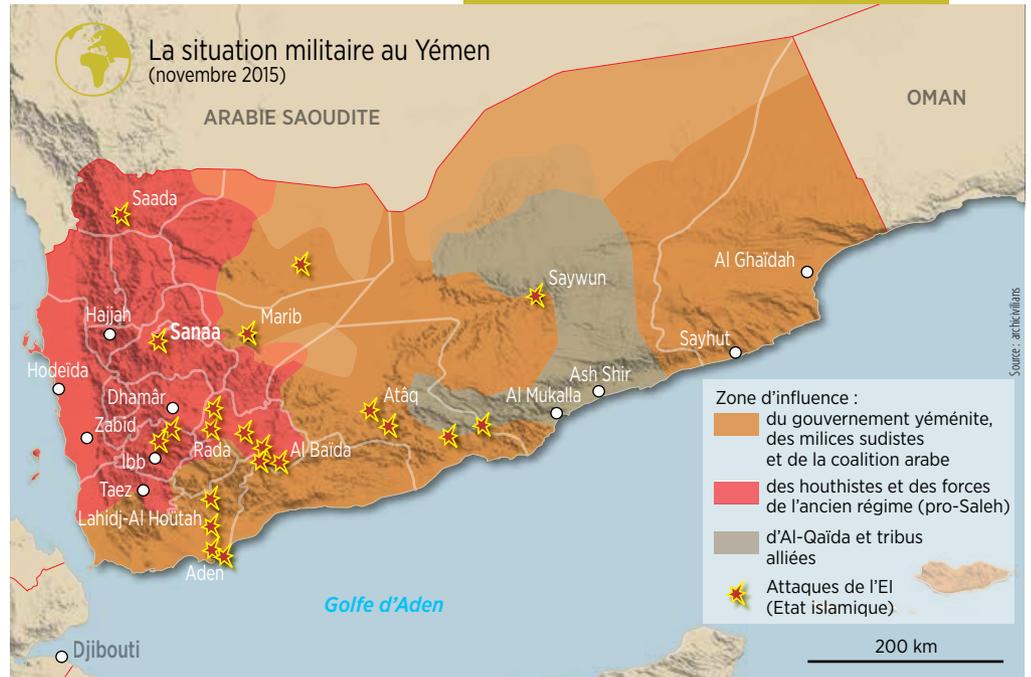
mistes et libéraux a un temps limité l'apparition d'un mouvement anti-houthiste dans Sanaa.

L'objectif affiché par la coalition emmenée par l'Arabie Saoudite était de rétablir la légitimité du gouvernement dirigé par Hadi. Ce dernier apparaît cependant largement hors jeu, y compris à l'issue de son retour à Aden après six mois d'exil en Arabie Saoudite. Il ne bénéficie pas même du soutien des populations du Sud du Yémen, d'où il est originaire mais où il est souvent perçu comme un traître à la cause sudiste.

### DISLOCATION

La question de la préservation de l'unité du pays constitue une autre limite de l'opération saoudienne. L'offensive houthiste vers Aden, capitale du sud, en mars 2015 avait certes précipité le mouvement sécessionniste sudiste dans la guerre. Jusque-là en effet, houthistes et sudistes, chacun s'appuyant sur une logique identitaire – zaydite pour les premiers, régionale et historique pour les seconds –, n'étaient pas en situation explicite de concurrence. Mais l'implication saoudienne, initialement concentrée sur Aden, a en quelque sorte acté de la dislocation du Yémen, permettant au mouvement sécessionniste du sud de prendre directement le contrôle du territoire. De fait, la « libération d'Aden » a été célébrée avec des drapeaux à étoile rouge de l'ancien Yémen du Sud souverain (1967-1990) et des promesses d'indépendance.

Les pays membres de la coalition feignent encore de croire en un Yémen unifié. Quant aux militants sudistes d'Aden et de son *hinterland*, qu'ils soient marqués par les idéologies socialiste ou islamiste, ils prétendent pouvoir prendre la tête d'un nouvel Etat et revenir à la situation d'avant mai 1990, date à laquelle le nord et le sud s'étaient unifiés. Ils oublient, ce faisant, les divisions internes des sudistes, et particulièrement le mépris affiché pour Aden par les habitants de la province orientale, le Hadramaout, qui se sont construits une identité propre et n'ont aucune volonté de revenir dans le giron de la grande ville sudiste, préférant lutter pour leur



propre indépendance, voire être annexés par l'Arabie Saoudite.

Enfin, l'intervention des Saoudiens au Yémen avait pour fonction implicite d'asseoir la légitimité du nouveau roi Salmane et de son fils, Mohammad ben Salmane, jeune ministre de la Défense. La manœuvre liée à la nomination de ce dernier au poste de vice-prince héritier d'Arabie Saoudite, à la barbe de nombreux aînés de la famille royale, exigeait que le jeune prince fasse ses preuves. Or, l'enlèvement du conflit dans le pays et les incursions répétées des houthistes en territoire saoudien sont des signes de fragilité qui nuisent au clan royal.

### AL-QAÏDA ET DAECH

La communauté internationale a signalé qu'elle continuait *in fine* à laisser l'Arabie Saoudite gérer seule le complexe dossier yéménite. La Chine et la Russie ne proposent pas de politique alternative. L'institution onusienne n'a certes pas ménagé ses efforts pour favoriser des négociations, notamment aux côtés du sultanat d'Oman. Toutefois la stratégie saoudienne n'est guère contestée. Dès lors, les failles de l'offensive menée par la coalition se doublent de for-

faitures qui concernent en premier lieu les grandes puissances occidentales. Le mépris saoudien pour la question humanitaire est patent et devrait à lui seul interroger le suivisme occidental. Il en va de même pour les destructions par les bombes du patrimoine yéménite et de sites classés par l'Unesco.

Les soutiens internationaux de l'offensive saoudienne, Etats-Unis, Royaume-Uni et France en tête, ne peuvent ignorer combien la structure du conflit est bénéfique aux groupes jihadistes. La logique confessionnelle anti-chiite, parfois explicite, qui préside à la légitimation de la guerre contre les houthistes, se trouve en accointance avec l'idéologie portée par Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) et avec l'organisation de l'Etat islamique. Cette dernière, nouvellement apparue au Yémen, a revendiqué diverses opérations contre des mosquées zaydites. L'écroulement des structures étatiques, le déploiement d'une culture des armes, notamment au sud, bénéficient de façon manifeste à l'ancrage territorial des militants islamistes sunnites armés. Une telle dynamique risque de peser dans les années qui viennent. ✘



### EN SAVOIR

« Salafis and the "Arab Spring" in Yemen : Progressive Politicization and Resilient Quietism », Laurent Bonnefoy et Judit Kuschnitzki, *Arabian Humanities* n° 4, 2015.

# POUR EN SAVOIR PLUS

## ))) ANNUELS (((

### L'État du monde 2016

Bertrand Badie et Dominique Vidal (dir.), La Découverte.

> Le « roman de l'actualité mondiale » en 50 articles synthétiques. Un ouvrage complété par une encyclopédie en ligne sur tous les pays du monde [etatdumonde.com].

### Rapport Ramses 2016

Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges (dir.), Dunod/Ifri.

> Une analyse approfondie de l'actualité internationale, des entrées thématiques et géographiques avec en fil rouge une réflexion sur le climat.

### Regards sur la Terre 2015

Rémi Genevay, Rajendra Pachauri et Laurence Tubiana (dir.), Armand Colin/AFD/Iddri/Teri

> L'annuel du développement durable. Des synthèses pédagogiques et un volumineux dossier auquel contribuent de nombreux experts internationaux.

Thème de l'édition 2015 : la construction d'un monde durable.

### L'Année stratégique 2016

Pascal Boniface (dir.), Iris/Dalloz.

> Le point sur la situation militaire, politique, diplomatique et économique de l'année. Des études synthétiques et des cartes thématiques par régions, axées notamment sur les questions politiques et militaires.

### Annuaire français de relations internationales

La Documentation française/Centre

Thucydide.

> Les études universitaires publiées dans cet ouvrage en font une référence pour un public averti.

### World Development Indicators

> Les chiffres du développement de tous les pays (population, économie, social, environnement...) collectés par la Banque mondiale. Également accessibles en ligne World dataBank [http://databank.worldbank.org]. Pour des données plus précises sur le financement du développement, voir le Global Development Finance 2015

### Rapport mondial sur le développement humain 2015

Pnud/La Découverte.

> Outre ses précieux tableaux statistiques, le rapport du Pnud offre une synthèse sur la résilience et la vulnérabilité des pays en développement.

### Rapport CyclOpe 2015. Les marchés mondiaux.

Philippe Chalmin (dir.), Economica.

> Une centaine de marchés mondiaux analysés, des plus évidents (gaz, pétrole, maïs, etc.) aux plus exotiques (zirconium, etc.).

## ))) MANUELS (((

### Les grandes questions internationales depuis

#### la chute du mur de Berlin

Thierry Garcin, Economica, 2009.

#### 1989, l'année où le monde a basculé

Pierre Grosse, Perrin, 2009.

#### Le Dictionnaire historique et

### géopolitique du XX<sup>e</sup> siècle

Serge Cordellier (dir.), La Découverte, 2007.

### Géographie de la mondialisation

Laurent Carroué, Armand Colin, 2007.

### Dictionnaire des relations internationales

Marie-Claude Smouts, Dario Battistella et Pascal Vennesson, Dalloz, 2006.

### Dictionnaire des relations internationales au xx<sup>e</sup> siècle

Maurice Vaisse et Chantal Morelle (dir.), Armand Colin, 2009.

## ))) ATLAS (((

### Atlas géopolitique mondial 2016

Argos/Presses universitaires de France, 2015.

### Atlas du monde global

Pascal Boniface et Hubert Védrine, Fayard, Armand Colin, 2015.

### Atlas des éditions Autrement

Collection d'atlas par thèmes ou par pays et régions.

### Atlas des peuples

Jean et André Sellier (dir.), La Découverte.

Une série d'atlas sur les grandes régions du monde.

### La bataille des cartes.

#### Analyse critique des visions du monde

Michel Foucher, François Bourin Éd., 2011.

## ))) PÉRIODIQUES (((

### Le Monde diplomatique

> monde-diplomatique.fr

### Courrier international

> courrierinternational.com

### Critique internationale

> sciencespo.fr/cei/fr/critique

### Questions internationales

> ladocumentationfrancaise.fr

## ))) SUR LA TOILE (((

### INSTITUTS DE RECHERCHE

### Centre de recherches internationales de Sciences Po

> www.cei-sciences-po.org

### Fondation Notre Europe-Jacques Delors

> www.notre-europe.eu

### The Brookings Institution

> www.brookings.edu

### The International Institute for Strategic Studies

> www.iiss.org

### Institut français des relations internationales

> www.ifri.org

### Institut de relations internationales et stratégiques

> www.iris-france.org

### Fondation Robert Schuman

> www.robert-schuman.eu

### Fondation pour la recherche stratégique

> www.frstrategie.org

### Stockholm International Peace Research Institute

> www.sipri.org

### Carnegie Endowment for International Peace

> www.carnegieendowment.org

### International Crisis Group

> www.crisisgroup.org

## ORGANISATIONS INTERNATIONALES

### AIE

> www.iea.org

### AIEA

> www.iaea.org

### Banque mondiale

> www.worldbank.org

### Cnuced

> www.unctad.org

### FMI

> www.imf.org

### OCDE

> www.oecd.org

## ONG

### Amnesty International

> www.amnesty.fr

### Human Rights Watch

> www.hrw.org

### Federation of American Scientists

> www.fas.org

### Greenpeace

> www.greenpeace.org/France

### Les amis de la Terre

> www.amisdelaterre.org

### Médecins sans frontières

> www.msf.fr

### Médecins du monde

> www.medecinsdumonde.org

Les titres, les intertitres et les chapôs de ce numéro sont de la rédaction. Les liens, sous forme réduite ou non, renvoient à des articles ou des rapports dont le contenu n'engage pas la rédaction.

A retourner à Alternatives Economiques Relations clients, 12 rue du Cap-Vert, 21800 Quetigny

## Je m'abonne pour un an à Alternatives Economiques

MERCI D'ÉCRIRE EN LETTRES CAPITALIS

MME  M. NOM, PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

PAYS \_\_\_\_\_

INDISPENSABLE POUR VOTRE ACCÈS AUX ARCHIVES ET AUX RESSOURCES EN LIGNE

COURRIEL \_\_\_\_\_

Tarifs JANVIER 2016 (entourer le tarif choisi)	Tout compris 11 n <sup>os</sup> du mensuel + 3 hors-série	Simple 11 n <sup>os</sup> du mensuel
Achat au numéro	75,30 €	50,50 €
France métropolitaine	Normal 53 € Etudiant* 45 €	38 € 35 €
DOM, Europe	Normal 67 € Etudiant* 59 €	48,50 € 45,50 €
TOM, autres pays	Normal 85 € Etudiant* 77 €	62,50 € 59,50 €

Pour les abonnements institutionnels nous consulter.

\* L'accès au site [www.alternatives-economiques-education.fr](http://www.alternatives-economiques-education.fr) est compris dans votre abonnement étudiant. Merci de joindre la photocopie de votre carte d'étudiant ou du certificat de scolarité pour les lycéens.

### Veillez trouver ci-joint mon règlement :

par chèque à l'ordre d'Alternatives Economiques

par carte bancaire (CB, Visa, Eurocard) n° :

\_\_\_\_\_

Expire fin \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Indiquez les 3 derniers chiffres au dos de votre carte \_\_\_\_\_

DATE ET SIGNATURE :

## Alternatives Economiques

à votre service

### Service relations clients

**03 80 48 10 25**

8 h - 12 h 30 et 13 h 30 - 17 h 30

12 rue du Cap-Vert 21800 Quetigny

abonnements@

alternatives-economiques.fr

### Abonnement en ligne :

abo.alternatives-economiques.fr

## AVANTAGES ABONNÉS

Créez votre compte sur [www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr) pour accéder en illimité :

- à notre site Internet ;
- à nos archives ;
- à l'édition numérique du magazine ;
- au site Alternatives Economiques Education (abonnements étudiants).



## MOBILES

Retrouvez également

Alternatives Economiques

sur smartphone et sur tablette

(Android et Apple). Applications

à télécharger gratuitement.

En application de la loi du 06/01/1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant et vous pouvez vous opposer auprès d'Alternatives Economiques à leur cession.



# GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE RECONNUE PAR L'ÉTAT, DIPLÔME VISÉ BAC +5, GRADE DE MASTER

ISG. MAKE THE WORLD YOURS.\*

## PREP.ISG, LA PRÉPA D'UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

### CULTURE PRÉPA

- Programme Généraliste
- Méthodologies de travail
- Suivi pédagogique

### CULTURE ISG

- Pédagogie par projets
  - Créativité
- Travail en équipe

### MASTER GRANDE ÉCOLE ISG, VISÉ BAC+5 PAR L'ÉTAT

[www.isg.fr](http://www.isg.fr)

ISG - 8 rue de Lota - 75116 Paris  
Tél. 01 56 26 26 10  
[admission@isg.fr](mailto:admission@isg.fr)

L'ISG est membre de la Conférence  
des Grandes Écoles



**SUIVEZ  
L'ACTUALITÉ  
DE L'ISG :**

 [www.facebook.com/ecole.isg](http://www.facebook.com/ecole.isg)

 <https://twitter.com/isg>

 [www.youtube.com/user/ISGparis](http://www.youtube.com/user/ISGparis)

 [https://instagram.com/isg\\_paris/](https://instagram.com/isg_paris/)



# 8<sup>e</sup> FESTIVAL DE GÉOPOLITIQUE

GRENOBLE  
16-19 MARS 2016



# DYNAMIQUES AFRICAINES

**GRENOBLE ECOLE DE MANAGEMENT**

**ENTRÉE LIBRE ET GRATUITE** (inscription obligatoire)

[www.festivalgeopolitique.com](http://www.festivalgeopolitique.com)

ORGANISE PAR :

EN PARTENARIAT AVEC :



CONFLITS

M MAZARS

